



Jean-Numa Ducange

# JULES GUESDE

L'ANTI-JAURÈS?

ARMAND COLIN



Jean-Numa Ducange

# Jules Guesde

L'anti-Jaurès ?

ARMAND COLIN

# NOUVELLES BIOGRAPHIES HISTORIQUES

Collection dirigée par Vincent Duclert

Dans la même collection :

Vincent Azoulay, *Périclès* (Prix du Sénat du livre d'histoire 2011), nouv. éd., 2016

Cécile d'Albis, *Richelieu*, 2012

Rémy Bernard, *Dioclétien*, 2016

Patrice Brun, *Démosthène*, 2015

Alain Chatriot, *Pierre Mendès France*, 2015

Rémi Dalisson, *Paul Bert*, 2015

Olivier Dard, *Charles Maurras*, 2013

Frédéric Hurlet, *Auguste*, 2015

Bertrand Lançon et Tiphaine Moreau, *Constantin*, 2012

Géraldi Leroy, *Charles Péguy*, 2014

Olivier Loubes, *Jean Zay*, 2012

Frédéric Monier, *Léon Blum*, 2016

Chantal Morelle, *De Gaulle*, 2015

Natalie Petiteau, *Napoléon Bonaparte*, 2015

Frédéric Seitz, *Gustave Eiffel*, 2014

Perrine Simon-Nahum, *Malraux*, 2010

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	 <p><b>DANGER</b> LE PHOTOCOPIAGE TUE LE LIVRE</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
--	---	--

Illustration de couverture : Jules Guesde (1847-1922), homme politique français (anonyme)

Conception de la couverture : Laurence Bériot

© Dunod, Paris, 2017 11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff [www.dunod.com](http://www.dunod.com)

© Armand Colin, Paris, 2017

ISBN : 978-2-200-61903-9

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

## *Du même auteur*

- *La Révolution française dans l'histoire du monde : deux siècles de débats historiques et politiques, 1815-1991*, Armand Colin, coll. « U », 2014
- (avec Philippe Marlière et Louis Weber), *La gauche radicale en Europe*, Éditions du Croquant/Espaces Marx, coll. « Enjeux et débats », 2013
- *La Révolution française et la social-démocratie : transmissions et usages politiques de l'histoire en Allemagne et Autriche, 1889-1934*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2012
- (avec Mohamed Fayçal Touati), *Marx, l'histoire et les révolutions*, La Ville brûle, coll. « Engagé-e-s », 2010

## *Direction d'ouvrages*

- (avec Razmig Keucheyan), *La fin de l'État démocratique : Nicos Poulantzas, un marxisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, PUF, coll. « Actuel Marx-Confrontation », 2016
  - (avec Isabelle Garo), *Marx politique*, La Dispute, 2015
- (avec Julien Hage et Jean-Yves Mollier), *Le Parti communiste français et le livre : écrire et diffuser le politique en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions universitaires de Dijon, coll. « Sociétés », 2014
- (avec Michel Biard), *Passeurs de révolution*, Société des études robespierristes, coll. « Études révolutionnaires, n° 14 », 2013

# *Avant-propos*

## *Une vie dédiée au socialisme*

6 juin 2015. À Poitiers se tient le congrès extraordinaire du Parti socialiste, trois ans après l'élection de son candidat à la présidence de la République, François Hollande. « La clarification politique a eu lieu » affirme Jean-Marie Le Guen, alors secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. Appelant à ne pas « ressasser les débats » et à « gouverner (pour) affronter le réel », le représentant de la ligne majoritaire du parti affirme qu'« il y a toujours eu dans cette gauche française une partie qui n'a pas pu assumer l'idée de gouverner, d'assumer des responsabilités ». Revenant sur l'histoire, il oppose la figure de Jean Jaurès le « rassembleur » à « Jules Guesde le sectaire, le dogmatique qui a construit la critique permanente de la République parce qu'elle n'était pas assez sociale ». Commence alors une généalogie plus ou moins hasardeuse où Léon Blum est associé à Jaurès, Guesde à Guy Mollet et à son intransigeance « soit-disant » marxiste, et où les militants grecs contestant les inflexibilités de leur nouveau chef de gouvernement Alexis Tsipras sont accusés d'être les descendants de ce « sectaire dogmatique ». Peu cités, mais directement visés dans le contexte du congrès : les « frondeurs » du Parti socialiste, critiques de la ligne libérale du gouvernement Hollande<sup>1</sup>.

Un an plus tôt Vincent Peillon, philosophe, dirigeant du Parti socialiste et ancien ministre de l'Éducation nationale, s'exprimait dans les colonnes du *Figaro* à l'occasion du centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès<sup>2</sup>. Assez sévère sur ce dernier, il affirme que « tout le XX<sup>e</sup> siècle socialiste va être dominé par ce compromis jaurésien, dont on peut considérer qu'il n'a pas nécessairement fait du bien à la gauche française ». De quel compromis s'agit-il ? L'ancien ministre

lui reproche explicitement son rapprochement avec Jules Guesde, avec qui Jaurès créa le parti en 1905 : « S'il y a une domination de la pensée marxiste sur la pensée française, (...) c'est parce qu'à ce moment Jaurès concède, pour obtenir l'unité du parti, des éléments de doctrine à Jules Guesde. » Le problème est donc moins le fond de la pensée de Jaurès que son alliance avec Guesde, plus exactement ses « compromissions » avec ce dernier.

Les citations du même genre pourraient être multipliées : dans tous les cas, on aurait peine à trouver le moindre commentaire positif sur Guesde. Si beaucoup d'hommes politiques – jusqu'à la droite et l'extrême-droite – cherchent à se présenter comme de fidèles héritiers de Jaurès, personne, même à gauche, n'entend en revanche assumer une part d'héritage venant de Guesde. Un délégué d'un congrès socialiste de 1905 ou même de 1914 aurait pourtant difficilement imaginé un tel déséquilibre entre Jaurès et Guesde un siècle plus tard !

Que s'est-il donc passé ? Pour le comprendre il faut sortir des anathèmes et s'intéresser historiquement à Guesde et au « guesdisme », épithète souvent stigmatisante qu'il n'était pas rare d'entendre encore dans les gauches françaises des années 1970. Un ouvrage spécifique s'imposait, ne fût-ce que pour comprendre comment et pourquoi Jaurès, figure majeure de l'histoire de la gauche, fit le choix de l'alliance avec Guesde.

Bien d'autres raisons incitent à s'intéresser en profondeur à sa trajectoire. D'abord écrire une biographie historique un tant soit peu approfondie de la vie de Guesde constitue... une première. Il s'agit là d'un cas particulier tant les biographies sur les hommes politiques de la Troisième République ne se comptent plus. Guesde n'a fait l'objet d'aucune véritable biographie historique (en français comme dans d'autres langues), hors de quelques ouvrages laudateurs de ses partisans, informés mais partiels<sup>3</sup>. À côté de Jaurès, à qui l'on a consacré une vaste biographie que l'on peut considérer comme définitive<sup>4</sup>, Guesde fait figure d'inconnu, alors même qu'il est encore cité par des hommes politiques de premier plan. L'historien Claude Willard, de sensibilité communiste, publia en 1965 une étude marquante sur le courant guesdiste<sup>5</sup> ; Jacques Girault s'intéressa au même sujet, avec une attention plus spécifique à la figure de Paul Lafargue, proche acolyte de Guesde. Lafargue, avec qui Guesde eut bien des divergences, a significativement suscité plus d'intérêt :

gendre de Karl Marx, volontiers dandy, auteur du séduisant *Droit à la paresse*, il s'est suicidé avec sa femme en 1911. Il a fait l'objet d'une belle et volumineuse biographie en deux volumes parue aux États-Unis<sup>6</sup>. Parmi les premiers défricheurs, citons aussi Michelle Perrot : peu de lecteurs probablement savent que le sujet de recherche initial de la grande historienne des femmes a été ces guesdistes et le problème qu'ils entretenaient au marxisme.

## COMPRENDRE GUESDE EN SON TEMPS

Disons-le d'emblée : il existe de solides fondements à la vulgate faisant de Guesde un « sectaire » ou « dogmatique », expliquant en large partie le désintérêt autour de sa personne. Comptant parmi les principaux introducteurs du marxisme en France, Guesde l'a transformé en un catéchisme souvent simpliste. Lors de l'affaire Dreyfus, il refusa de rejoindre le camp dreyfusard par crainte de noyer le socialisme dans le marécage de la bourgeoisie... Mais à trop insister sur ces aspects, on en oublie des faits historiques majeurs, comme l'immense et profond respect de nombreux militants et sympathisants socialistes pour Guesde, admiratifs de ce dirigeant hors pair qui savait être caustique, orateur prodigieux et vulgarisateur de talent, journaliste polémique parfois schématique mais à l'efficacité redoutable. Figure charismatique redoutée de ses adversaires, respectée à l'intérieur comme à l'extérieur de son parti, le nom de Guesde traverse un demi-siècle de vie politique française et internationale. En contact direct avec Karl Marx puis les sociaux-démocrates allemands – il sera de ce fait longtemps le « candidat des Prussiens » pour ses adversaires ! –, Guesde est au premier plan lorsque le socialisme passe d'une nébuleuse de modestes groupes d'opposition à un grand parti d'ampleur nationale. Militant clandestin, emprisonné à plusieurs reprises, intransigeant face à la République, il en devint finalement un ministre fidèle à l'heure de « l'Union sacrée » de 1914.

Passé d'une attitude rebelle et révolutionnaire à un ralliement en apparence inconditionnel à la gestion de l'État qu'il avait pourtant stigmatisé des années durant comme « bourgeois », son parcours peut difficilement alimenter une quelconque mythologie révolutionnaire. Son choix de ne pas suivre les



bolcheviks en 1920 aggravera son cas. Les plus révolutionnaires lui reprocheront d'avoir trahi en 1914 en soutenant « l'Union sacrée », quand de l'autre côté les socialistes « responsables » en feront l'emblème du refus de gouverner. Incohérence ? Faiblesse d'esprit ? Dogmatisme ? Capitulation ? Peut-être, mais ces paradoxes mêmes exigeaient un retour à l'histoire au-delà des seules caricatures transmises – avec succès – depuis plusieurs générations.

Prendre ses distances avec l'historiographie ne signifie pas l'ignorer. Celle-ci occupera ici logiquement une place de choix. Le lecteur sera sûrement surpris de découvrir que, jusqu'aux années 1960, Guesde était une figure respectée chez les socialistes, et peut-être plus encore chez les communistes, tout particulièrement dans le Nord, sa terre d'élection dont il fut longtemps un des plus emblématiques représentants comme député de Roubaix pendant deux décennies. Bien avant d'être relégué, voire oublié, Guesde fut commémoré et célébré, davantage même parfois que son frère ennemi Jean Jaurès. Sa mémoire se confond pendant plusieurs décennies avec l'histoire des gauches françaises. L'oublier, c'est se priver d'une entrée singulière permettant de comprendre pourquoi le marxisme a durablement imprégné la rhétorique de nombreuses organisations partisans.

## GUESDE, LE PREMIER DES GUESDISTES

Indissociable de sa région d'adoption, Guesde l'est également du courant qui porte son nom, le guesdisme. Spécificité là encore : on ne parle guère de « jauressisme ». Jaurès a suscité beaucoup de sympathie mais jamais il ne rassembla un courant aussi structuré, hiérarchisé et singulier que celui de Guesde. L'empreinte jaurésienne, réelle et bien documentée, semble plus durable, du moins nettement plus revendiquée depuis plusieurs décennies. Pendant un demi-siècle pourtant les « guesdistes » ont occupé des positions importantes chez les socialistes et les communistes. Le guesdisme marque le socialisme dans de nombreuses régions. Cette implantation fut même l'objet d'une attention, voire d'une certaine fascination à une époque où la question du marxisme et de ses spécificités françaises occupait une place grandissante dans l'historiographie au cours des années 1960-1970. Puis après une éclipse à

compter des années 1980, c'est dans le monde anglo-saxon qu'ont été publiées plusieurs études marquantes à leur propos. Heureuses entreprises, tant sortir Guesde de France constitue un bon moyen de l'arracher aux seuls débats franco-français. Guesde s'inscrit en effet dans un jeu international complexe qu'il faut restituer dans toute son épaisseur : homme politique français, Guesde fut d'abord un exilé, puis perpétuellement à la charnière de plusieurs espaces nationaux, notamment via ses contacts nombreux avec les Allemands. En « nationalisant » à l'extrême la trajectoire de Guesde, on perd de vue ce qu'il était pour ses interlocuteurs européens, qui le connaissaient comme orateur dans les congrès internationaux. C'est là un des objectifs du présent ouvrage : rendre intelligible toutes les dimensions de Guesde, un homme politique ancré dans des logiques nationales mais s'inscrivant également dans des dynamiques transnationales qui n'ont rien d'évidentes de prime abord.

## LES MULTIPLES FIGURES DE GUESDE

Homme d'un courant bien identifiable, Guesde incarne de multiples figures. Souvent souffrant et ayant longtemps vécu dans des conditions précaires, il s'inscrit, au moins pour la première partie de son existence, dans une geste héroïque, compatible avec le « grand récit » socialiste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais il peut être vu aussi comme un de ces intellectuels « prolétaroïdes » diagnostiqués par Max Weber, qui, à défaut d'être des intellectuels à la position sociale reconnue firent de la révolution leur métier, au prix de combinaisons politiciennes négligeant souvent la réflexion, inspirant la méfiance voire le mépris. Guesde peut aussi incarner le traître par excellence, celui qui « trahit » le socialisme en se ralliant à la guerre en 1914, refusant l'audace des bolcheviks en 1917 en leur préférant la « vieille maison » socialiste.

Il demeure dans tous les cas une figure majeure, façonnée par l'expérience de multiples combats dans une période décisive de l'histoire de France, quand s'affirma pour la première fois sur le temps long une République. En effet suivre Guesde, c'est être aux premières loges de la guerre franco-prussienne de 1870, de la Commune de Paris de 1871, des premiers partis politiques français, des déchirements consécutifs à l'affaire Dreyfus et à la loi de

séparation des Églises et de l'État. C'est le moment aussi des premières lois sociales, suscitant enthousiasmes et critiques dans le mouvement ouvrier. Puis vient la terrible secousse de la guerre, devenue mondiale, la révolution bolchévique et enfin l'épreuve de la division entre socialistes et communistes, ultime épisode de la vie de Guesde qu'il vécut comme une tragédie. Né dans le Paris où Karl Marx écrivait ses premières œuvres et mort alors que s'achevait la guerre civile dans la jeune Russie soviétique, Guesde joue souvent un rôle important au cours de ces multiples soubresauts. Même à la fin, âgé et incapable d'intervenir publiquement, il demeure un confident, écouté des figures jouant un rôle majeur dans la crise la plus importante de l'histoire de la gauche française en 1918-1920, qui sépara à jamais socialistes et communistes. Étrangement, très peu se sont intéressés aux dernières années de la vie de Guesde, estimant que sa position de ministre dans un gouvernement d'union le discréditait purement et simplement. Prenant nos distances avec ces approches, nous avons eu à cœur de comprendre le personnage de bout en bout, examinant ses arguments à chaque étape. Procéder ainsi n'est en aucun cas le justifier ; mais minimiser la dernière partie de son existence revient à se priver d'une importante clef de compréhension d'un moment charnière de l'histoire du socialisme qui le concerna au premier chef.

Personnage ambivalent, Guesde incarne tout à la fois une défiance à l'égard de l'État et du pouvoir, un engagement sincère pour la cause ouvrière, et un militantisme effréné refusant l'approfondissement théorique, jugé secondaire voire inutile. « Simplicité de conception, simplicité de tactique, simplicité d'action<sup>7</sup> », disait Jaurès à son propos. Efficacité, pourrait-on ajouter, expliquant la fascination qu'il exerça au-delà de ses propres rangs. Parsemée d'expériences intimes et personnelles souvent douloureuses, toute la vie de Guesde fut orientée vers la politique et le socialisme. Son proche ami et premier biographe, Compère-Morel l'a affirmé avec éclat : Jules Guesde, c'est « le socialisme fait homme ».

En le liant étroitement au courant socialiste dont il fut l'animateur central, écrire une biographie de Guesde revient à se rapprocher de la « biographie de la société » (*Gesellschaftsbiographie*) telle que l'envisageait Siegfried Kracauer<sup>8</sup>, évitant ainsi les travers psychologisants, anhistoriques et asociologiques contre

lesquels ont légitimement mis en garde de nombreux auteurs, parmi lesquels Pierre Bourdieu<sup>9</sup>.

En dialogue avec un de ses collègues allemands, Albert Soboul, le célèbre historien des sans-culottes, évoquait la possibilité d'une « biographie sociale » pour les multiples acteurs de l'époque révolutionnaire : le rôle de quelques grandes figures ne pouvant pas éclipser les multiples groupes sociaux et politiques dont ils demeuraient avant tout l'incarnation<sup>10</sup>. Peut-être la réflexion de Soboul constitue-t-elle un point de départ utile pour comprendre ce qui liait Guesde à son temps : figure exceptionnelle en elle-même, il ne peut être détaché des nombreux socialistes et des multiples soubresauts sociaux et politiques de son époque.

À l'heure où les divisions des gauches remplissent les colonnes des journaux, il était temps de restituer la trajectoire d'un homme qui, régulièrement cité jusqu'à nos jours comme l'emblème du sectarisme, demeure en réalité fort mal connu. Voici donc Jules Guesde, une vie entière dédiée au socialisme. Un Guesde enfin rendu à l'histoire, hors des mythes et des stigmatisations qui l'affectèrent des décennies durant.

---

<sup>1</sup> Citations extraites du discours de Jean-Marie Le Guen. Voir la vidéo du discours sur <http://congres.parti-socialiste.fr>

<sup>2</sup> « Peillon : “Le compromis jaurésien n’a pas nécessairement fait du bien à la gauche” », *Le Figaro*, 31 juillet 1914.

<sup>3</sup> Compère-Morel, *Jules Guesde, le socialisme fait homme, 1845-1922*, Paris, Aristide Quillet, 1937. Alexandre Zévaès, *Jules Guesde 1845-1922*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1929.

<sup>4</sup> Gilles Candar, Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014.

<sup>5</sup> La biographie publiée en 1991 par Claude Willard contient des indications précieuses, mais dépasse à peine la centaine de pages, éludant des aspects décisifs de sa trajectoire. Claude Willard, *Jules Guesde. L'apôtre et la loi*, Paris, Éditions ouvrières, 1991. Sur ses autres travaux et ceux de Jacques Girault voir la bibliographie en fin de volume.

<sup>6</sup> Leslie Derfler, *Paul Lafargue and the founding of French Marxism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 ; *Paul Lafargue and the flowering of French marxism, 1882-1911*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.

<sup>7</sup> Jean Jaurès, *Préface aux discours parlementaires : Le socialisme et le radicalisme en 1885*, Paris, Édouard Cornély, 1904, p. 87.

<sup>8</sup> Siegfried Kracauer, *Jacques Offenbach ou le secret du Second Empire*, Paris, Gallimard, 1994 (1937).

<sup>9</sup> Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, juin 1986, p. 69-72.

<sup>10</sup> Walter Markov, *Zwiesprache mit dem Jahrhundert, Dokumentiert von Thomas Grimm*, Berlin et Weimar, Aufbauverlag, 1989.

## « *L'apôtre du quatrième État*<sup>1</sup> » (1845-1880)

**11** novembre 1845, Paris. Jules Bazile, qui choisira plus tard de prendre le nom de sa mère, Guesde, vient au monde. Il naît dans la rue de « la Femme-sans-tête », devenue rue Le Regrattier sur l'île Saint-Louis ; depuis novembre 1945, une plaque rappelle le souvenir de Jules Guesde, « théoricien et apôtre inlassable du socialisme ».

Il faudra en effet des décennies de combats « inlassables » pour que le socialisme devienne une réalité politique nationale. Car qu'est-ce que le « socialisme » en 1845 ? Depuis les années 1830, l'adjectif socialiste désigne un ensemble foisonnant de doctrines revendiquant un changement radical de société, aspirant à un monde plus égalitaire. Fourier, Saint-Simon, Proudhon ou encore Louis Blanc et bien d'autres en sont alors des représentants éminents. Leur émergence ne peut être comprise sans l'acceptable misère ouvrière de ce temps provoquée par l'industrialisation des sociétés européennes. Le médecin Villermé, dans son *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, a décrit ce monde en 1841 :

« À la fatigue d'une journée déjà démesurément longue, puisqu'elle est au moins de 15 heures, vient se joindre pour ces malheureux, celle de ces allers et retours si fréquents, si pénibles. Il en résulte que le soir ils arrivent chez eux accablés par le besoin de dormir, et que le lendemain ils en sortent avant d'être complètement reposés, pour se trouver dans l'atelier à l'heure de l'ouverture<sup>2</sup>. »

Les conditions matérielles des plus démunis sont effroyables ; Villermé poursuit : « J'ai vu à Mulhouse, à Dornach et dans des maisons voisines, de ces

misérables logements, où deux familles couchaient chacune dans un coin, sur de la paille jetée sur le carreau et retenue par deux planches. Des lambeaux de couverture et souvent une espèce de matelas de plumes d'une saleté dégoûtante, voilà tout ce qui recouvrait cette paille. » Victor Hugo, dans un discours retentissant à l'Assemblée nationale en 1851, a immortalisé à jamais cette misère du premier XIX<sup>e</sup> siècle. Évoquant les « caves de Lille » il s'exclame :

« Représentez-vous pourtant des rues, des rues entières où l'on rencontre à chaque pas de ces spectacles-là, où palpite partout, sous toutes les formes, la détresse la plus lamentable. Nous ne sommes restés qu'un jour à Lille, mes compagnons de route et moi ; nous avons été devant nous au hasard, je le répète, dans ces quartiers malheureux ; nous sommes entrés dans les premières maisons venues. Eh bien ! nous n'avons pas entr'ouvert une porte sans trouver derrière cette porte une misère, quelquefois une agonie<sup>3</sup>. »

C'est sur ces terres du Nord ouvrier que devait durablement prendre racine le socialisme de Guesde, quatre décennies plus tard. Mais au moment où Hugo prononce son discours, nous sommes encore loin du développement des organisations des années 1880-1890, que l'histoire a longtemps retenues sous l'appellation de « mouvement ouvrier ». Quand ce mouvement commence-t-il réellement ? C'est là l'objet de controverses ; l'historiographie récente y a réintégré les premières formes coopératives et corporatives du premier XIX<sup>e</sup> siècle, jadis méprisées et négligées, tout comme les audaces conceptuelles des premiers socialismes de cette époque<sup>4</sup>. Retenons l'essentiel et suivons l'historien britannique Éric Hobsbawm : « Le mouvement ouvrier a fourni une réponse au cri de l'homme pauvre<sup>5</sup>. » En finir avec la misère ouvrière : ainsi peut être résumé l'objectif commun que partagent les multiples théoriciens socialistes des années 1840-1860.

Le chef du gouvernement français de l'époque, François Guizot, brillant intellectuel à qui on attribue la célèbre formule « enrichissez-vous par le travail et par l'épargne », n'entend pas laisser prospérer ces doctrines et mouvements subversifs. Il les réprime sans ménagements. Quelques mois avant la naissance de Guesde, le gouvernement vient par exemple d'ordonner l'expulsion d'un des nombreux émigrés allemands venus à Paris et gagnés aux idées socialistes : un certain Karl Marx, alors seul connu des initiés. Trois ans plus tard, une campagne d'opposition débouche sur un spectaculaire retour des barricades en février 1848. La dernière monarchie de l'histoire de France laisse place à la

Deuxième République française ; elle suscite maints espoirs, rapidement envolés lors des terribles affrontements de juin. Les ouvriers insurgés réclamant une République sociale sont en effet sévèrement réprimés par un général républicain, Cavaignac. Marx, de retour à Paris avant d'en être à nouveau expulsé, décrit ce moment comme « la première grande bataille entre les deux classes de la société moderne ». Pour lui comme pour de nombreux socialistes, aucun doute : juin 1848 montre que la lutte des classes entre bourgeoisie et prolétariat constitue la grande question du XIX<sup>e</sup> siècle.

Après juin, les espoirs socialistes s'évanouissent, laissant la place au redoutable Louis-Napoléon Bonaparte : son habileté manœuvrière lui permet de rétablir l'Empire de son illustre oncle Napoléon I<sup>er</sup>, en prenant le nom de Napoléon III. Lucide sur les évolutions de son temps, et maniant avec brio la confusion des genres, le nouvel empereur parvient même à se concilier une partie des milieux ouvriers sensibles aux idées socialistes : Proudhon, pourtant théoricien de l'anarchisme, est tenté dans un premier temps par l'aventure.

Jules Bazile grandit dans ce contexte politique troublé. Il n'est pas fils du peuple, enfant d'une famille ouvrière plongée dans la misère. Né en 1809 son père, venu de Picardie, enseigne dans une école religieuse à Passy, commune qui n'est intégrée à la capitale qu'en 1860. Quant à sa mère, originaire de la Nièvre et catholique, elle est institutrice. Tous deux sont pratiquants. Famille pieuse s'il en est : leurs cinq enfants sont baptisés, et une des sœurs de Jules entrera même dans les ordres. La famille vit modestement, mais son train de vie se distingue de la misère que connaissent alors de nombreux Français. Jules, devenu bachelier à seize ans, embrasse rapidement des convictions républicaines. Toute une génération grandit dans l'opposition au régime de Napoléon III : le souvenir de la Révolution et de la République anime ces militants, qui rêvent d'en finir avec le règne de « Napoléon le Petit ». C'est encore à Victor Hugo que l'on doit ce célèbre sobriquet désignant l'empereur. Le jeune Guesde, qui passe ses journées à la Bibliothèque Impériale à lire des livres de philosophie et de politique, voue une grande admiration à l'écrivain, figure emblématique de l'opposition à Napoléon III. Aucun autre ouvrage ne l'a plus marqué que les *Châtiments* de Hugo, recueil de poèmes satiriques dirigés contre le pouvoir impérial. « Je suis devenu républicain sous l'Empire, en lisant en cachette les *Châtiments* de Victor Hugo » affirme-t-il en 1893<sup>6</sup>.



Cette lecture le marque à jamais : au soir de son existence, au début des années 1920, Guesde récitera encore à ses proches des pages entières de vers hugoliens. Il partage cette référence avec toute une génération : Gustave Rouanet, né en 1855, fils d'un proscrit du Second Empire et futur député socialiste du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, avait lui aussi appris par cœur les « vers d'airain » tirés des *Châtiments*<sup>7</sup>.

À l'âge de dix-neuf ans, pour faire face aux difficultés matérielles de la famille, Jules occupe divers postes administratifs à la préfecture de la Seine et au ministère de l'Intérieur. Puis il franchit le pas et se lance dans le journalisme politique. Dans un contexte où se dire républicain comporte des risques importants, il prend le nom de sa mère pour ne pas voir son père puni à sa place. Républicain, de gauche oppositionnelle, le jeune Parisien écrit dans plusieurs journaux. Le journaliste militant Jules Guesde est né. Sa passion pour la politique ne le quittera plus.

## LE RADICAL DE MONTPELLIER

Il acquiert une solide expérience de journaliste dans la presse d'abord à Paris, Bordeaux et Toulouse. Il se fait rapidement repérer grâce à sa plume alerte. C'est à Montpellier qu'il décide finalement de se fixer à partir de juillet 1869 ; il y reste jusqu'en juin 1871. Journaliste à *La liberté de l'Hérault*, il va surtout s'investir dans *Les droits de l'homme*. Farouche opposant républicain à l'Empire<sup>8</sup>, sa liberté de ton l'oblige rapidement à la démission de *La liberté*. Plus durable et intéressant est son engagement dans *Les droits de l'homme*, qu'il contribue à fonder le 27 avril 1870 comme secrétaire de rédaction. Il y côtoie notamment un étudiant en médecine, un certain Paul Brousse, qui sera un de ses adversaires dix ans plus tard. Guesde s'affirme ardent républicain, favorable à d'importantes réformes structurelles. Ses idées n'ont alors rien de très original, rejoignant les préoccupations de nombreux républicains : il défend l'idée de la souveraineté nationale contre tout retour à la monarchie, souhaite davantage de libertés publiques, ou encore prône la séparation des Églises et de l'État... Il s'exprime en revanche très peu sur les questions économiques. Les rares éléments que l'on peut repérer dans ce domaine concernent l'association

entre producteurs. Tout au plus peut-on déceler dans certains textes une inspiration proudhonienne, plutôt anarchisante donc, mais aussi parfois plus étatiste ; Guesde se rapproche dans ce cas davantage des conceptions développées dans *l'Organisation du travail* par Louis Blanc, pour qui les coopératives ne peuvent se passer du soutien de l'État. *Les droits de l'homme* reçoit d'ailleurs des messages de sympathies révélateurs. Louis Blanc en personne, alors un des théoriciens socialistes les plus en vue, adresse une lettre à Guesde le 1<sup>er</sup> juin 1870 en saluant avec lyrisme l'existence de son journal : « L'idée que vous avez de publier un journal dirigé par des hommes du peuple, avec l'épargne du peuple et dans l'intérêt du peuple est une noble idée. Je m'y associe du fond de l'âme<sup>9</sup>. » Il arrive même ponctuellement à Guesde de défendre les membres de l'Association Internationale des Travailleurs fondée en 1864, qui regroupe les diverses sensibilités anarchistes et socialistes de l'époque. Mais il agit en démocrate sincère et républicain attaché aux libertés, non en socialiste convaincu.

Surtout Guesde est – comme tous les républicains de l'époque – un ardent patriote. La France doit poursuivre sa destinée universelle annoncée par la Révolution française de 1789. Après la terrible défaite à Sedan contre la Prusse qui signe l'arrêt de mort du régime de Napoléon III, Guesde se mobilise avec vigueur pour défendre le jeune gouvernement de Défense nationale né de la proclamation de la République le 4 septembre 1870. Dès le lendemain, le 5, il est à la tête d'une manifestation proclamant la République à Montpellier. Puis il publie dans son journal le lendemain un appel ardent à la mobilisation :

« Debout donc et aux armes, non plus comme il y a un mois, dans un intérêt dynastique, pour la plus grande gloire d'un César de contrebande, comme les gladiateurs du cirque, mais en hommes libres, en citoyens d'un pays rentré en possession de lui-même, pour la défense de nos libertés reconquises et de notre territoire envahi<sup>10</sup>. »

Guesde devient un des organisateurs du mouvement populaire pour la défense nationale à Montpellier. Pendant plusieurs jours, il « continue à sonner le tocsin en faveur de la République et de la défense nationale<sup>11</sup> ». En octobre, il salue avec chaleur Gambetta, en qui il place initialement toute sa confiance. Mais le mouvement retombe à partir de janvier 1871 devant l'accumulation des défaites. À cette date, il fonde une section de « l'Alliance Républicaine parisienne », alors qu'une Assemblée nationale élue au suffrage universel

masculin donne une large majorité aux conservateurs hostiles à la République et favorables à la paix. Mais à Paris, nombre d'habitants de la capitale, travaillés par les idées socialistes, refusent de déposer les armes. Le 18 mars, la Commune de Paris est proclamée. Guesde apprend la nouvelle, qui n'a pas de réel impact là où il agit. Comme dans la plupart des villes de province, rien ne se concrétise même si naît dans la ville voisine de Narbonne une éphémère Commune solidaire de la capitale. Les informations qui lui parviennent demeurent donc très partielles. Sur le moment Guesde défend encore l'association contre les excès de la Commune.

La violente répression contre les Communards le fait changer de ton. Guesde montre de plus en plus d'empathie à leur égard. Pour Guesde, le 18 mars 1871 prolonge le patriotisme exprimé le 4 septembre 1870 et continue la « défense à outrance ». En avril 1871, il s'indigne à l'idée que l'armée française puisse réprimer la Commune : « Ce que les Prussiens n'ont pas osé faire, c'est-à-dire attaquer l'enceinte avec du canon, forcer une porte, déchaîner par cette brèche, sur une population en partie désarmée, une colonne ivre de poudre et de sang des Français, les Versaillais, vont le faire<sup>12</sup>. » Les Communards sont les authentiques patriotes face aux traîtres.

La patrie avant tout : Guesde jusqu'à cette date demeure encore « peu passionné pour le problème économique et social<sup>13</sup> ». Reste que la sympathie exprimée durant le mois de mai pour la Commune n'est pas sans conséquences. Comme bien d'autres, Guesde paye sa solidarité, victime du mouvement de répression qui s'abat sur toute la France. Quelques semaines après la terrible répression, la fameuse « semaine sanglante » au cours de laquelle des milliers de communards sont exécutés, Guesde est condamné le 22 juin 1871 à cinq ans de prison et 4 000 F d'amende. Que lui reproche-t-on ? Bien des choses : attaques et offense contre l'Assemblée nationale, attaque contre la souveraineté du peuple, excitation à la haine et au mépris du gouvernement, apologie de faits qualifiés de crimes, incitation à la guerre civile... Guesde a définitivement basculé du côté des ennemis du nouvel ordre qui n'accepte que du bout des lèvres la République, et qui honnit par-dessus tout « la Sociale » revendiquée par la Commune. Après juin 1848, mai 1871 confirme pour de nombreux socialistes et anarchistes la rupture entre monde ouvrier et monde bourgeois ; les deux sont devenus irréconciliables. Une

méfiance durable à l'égard de la République s'installe : en 1848 comme en 1871, des « républicains » n'ont-ils pas massacré les insurgés ? Jules Guesde devait bientôt devenir une des incarnations les plus manifestes de cette défiance à l'égard de la « République bourgeoise ».

Mais n'anticipons pas : Guesde ne s'est pas encore converti au socialisme à Montpellier. Il a néanmoins déjà manifesté de grandes qualités qui en font déjà un homme politique d'importance. Meneur d'hommes, c'est aussi un tribun capable d'animer les réunions publiques. Un rapport du procureur général de Montpellier décrit alors Guesde comme un homme dangereux, et habile : « Guesde s'en va dans les campagnes, prêchant la guerre civile au milieu des citoyens que leur ignorance, plus que leurs mauvais instincts lui rendent parfois sympathiques<sup>14</sup>. » L'autre atout décisif, c'est sa plume, sa grande capacité à publier des textes courts et efficaces, notamment des éditoriaux incisifs. Journaliste politique talentueux et orateur d'exception : tout Guesde est déjà là. Ces traits sont d'ailleurs remarqués par les autorités. Un rapport du commissaire spécial de l'Ain adressé au ministère de l'Intérieur daté du 22 juillet 1871 décrit Guesde comme « un homme dangereux par la violence et l'exaltation qu'il affecte en ses discours<sup>15</sup> ».

## L'ANARCHISTE EXILÉ

Nul hasard s'il est repéré dans le département de l'Ain, à la frontière de la Suisse. À quoi bon respecter la légalité d'un État massacreur ? Guesde refuse de purger sa peine en France. À vingt-six ans, il fuit donc en Suisse où il y retrouve d'anciens membres de la Commune. Le voici parti rejoindre la nombreuse phalange du « siècle des exilés »<sup>16</sup>. La Commune l'a beaucoup marqué ; il s'agit là d'un événement majeur dans sa vie, dont il rappellera régulièrement le souvenir. En Suisse, Guesde publie *Le livre rouge de la justice rurale*, hommage aux Communards contre les Versaillais<sup>17</sup>. Il s'agit d'un ouvrage très particulier, où Guesde s'exprime peu. Le livre regroupe de nombreux articles de journaux issus de la presse conservatrice relatant les massacres des Communards. Véritable anthologie de la haine de la bourgeoisie versaillaise, ce *livre rouge* de grand format, à la lecture parfois difficilement

soutenable, regroupe en quatre-vingts pages des articles dénonçant avec une inépuisable vivacité les « crimes » des Communards. Pourquoi publier cela ? « C'est en réalité le jugement de Versailles par Versailles, la majorité rurale peinte, racontée par elle-même », affirme Guesde. Pour l'ancien journaliste républicain, aucun doute : « De leur propre témoignage sortiront leur condamnation et sa justification pleine et entière. » La Commune a montré la centralité de l'affrontement de classes. De ce livre Pierre Kropotkine dira : « Je crois que je n'ai jamais tant souffert qu'en lisant le terrible livre intitulé : *Le livre rouge de la justice rurale*<sup>18</sup>. »

Vingt ans plus tard, Guesde réaffirme encore l'importance de la Commune à ses yeux : l'événement l'aurait fait basculer définitivement vers le socialisme : « Je suis devenu socialiste par la Commune<sup>19</sup>. » Regard pourtant largement rétrospectif ; en effet dans un premier temps, Guesde fonde en Suisse un quotidien éphémère, *Le Réveil international*, encore républicain et non socialiste. Puis pendant son séjour à Genève, il se rapproche des anarchistes. Il y découvre concrètement l'Internationale fondée en 1864, déchirée alors par l'opposition entre « bakouninistes » (partisans de Bakounine, anarchistes) et « marxistes », les partisans de Marx. L'adjectif « marxiste », auquel Guesde restera associé dans l'histoire, est né de là, résultat d'une stigmatisation par ses adversaires<sup>20</sup>. Guesde se distingue pourtant à cette époque comme un des plus virulents critiques de Marx. Il rencontre ensuite de nombreux exilés ; par exemple le communard Benoît Malon, dont il partage alors l'opposition acharnée au Conseil général de Londres tenu par Marx et ses partisans.

Où en est Guesde d'un point de vue idéologique ? Si l'on en croit les mémoires de l'anarchiste James Guillaume, il est encore à la fin de l'année 1871 « un simple journaliste radical avancé qui avait fait dans un journal du Midi des articles sympathiques à la Commune de Paris<sup>21</sup> ». Guillaume se souvient encore de ses « déclarations jacobines » de l'époque, nullement socialistes et encore moins anarchistes. Pourtant en septembre 1871, Guesde participe à la création d'une « section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste », regroupant les délégués suisses de l'Internationale, qu'il représente au congrès de Sonvilier. On y décide de la fondation de la Fédération jurassienne, qui devait jouer un rôle décisif dans l'histoire de l'anarchisme. Au nom du congrès, Guesde rédige le manifeste contre Marx et le

conseil général de Londres dénonçant sa « dictature », et prônant une « fédération libre des groupes autonomes ». Guesde semble devenu radicalement anarchiste et ne mâche pas ses mots contre les « marxistes ». Il minorera ensuite toujours cette période de sa vie... que les anarchistes eux, auront à cœur de lui rappeler à plusieurs reprises !

Au même moment, Guesde contracte une congestion pulmonaire douloureuse qui, ajoutée à d'autres maux (bronchites et maladies nerveuses notamment), empoisonnera sa vie personnelle et l'obligera régulièrement à annuler ses meetings, voire à disparaître pendant plusieurs semaines de la scène politique. Homme chétif, souffrant, fragile : les portraits de Guesde se suivent et se ressemblent. L'extraordinaire énergie d'un meeting peut laisser place à un effondrement de quelques semaines, voire de plusieurs mois, avant un retour, souvent spectaculaire et parfois imprévu. Dans quel état est Guesde ? Viendra-t-il au meeting ? au congrès ? puis, plus tard, à la direction du Parti socialiste ou encore à la Chambre ? Les journaux rendront compte régulièrement des rumeurs au sujet de la santé de « l'apôtre ». Chaque retour de Guesde, à plus forte raison après une longue absence, aura une dimension théâtrale, surtout lorsqu'il s'agira de congrès décisifs pour l'histoire du socialisme.

Pour l'heure, malade, et sans revenus fixes, Guesde est contraint de quitter la Suisse pour l'Italie en avril 1872. D'un pays à l'autre, il est suivi de près par les autorités françaises. Un rapport du 10 mai 1873 fait même état d'un projet de déplacement à Barcelone où il aurait envisagé de fonder un nouveau journal. Un autre rapport le qualifie encore de « très dangereux ». Arrivé en Italie, après quelques péripéties, il contribue à la fondation d'une nouvelle section de l'Internationale à Rome. Guesde y donne des cours de français et participe ponctuellement à plusieurs journaux pour pouvoir gagner sa vie. C'est encore un chaud partisan de l'anarchisme. Il publie quelques articles typiques de ce courant, dont certains particulièrement hostiles au suffrage universel. Guesde affirme par exemple que « rien de plus triste et de plus inexplicable que le charme qu'exerce encore aujourd'hui le suffrage universel sur la généralité de la classe ouvrière<sup>22</sup> ». Celui-ci n'est pour lui qu'un outil dans les mains de la bourgeoisie : « À l'époque du cens, la bourgeoisie était un état-major sans armée. Le suffrage universel lui a fourni cette armée électorale dont elle avait besoin pour se maintenir au pouvoir. » Cette hostilité peut surprendre, elle n'a

pourtant alors rien d'exceptionnel à l'époque dans les courants d'extrême-gauche. N'est-ce pas par le suffrage universel en décembre 1848 que Louis-Napoléon Bonaparte a accédé au pouvoir ? Le révolutionnaire Blanqui considérait que le peuple, encore encadré par l'Église catholique, n'était pas mûr en 1848 pour voter... Quant aux anarchistes, dont Guesde est alors proche, ils n'y voient qu'un moyen d'endormir le peuple et de le détourner de ses véritables objectifs.

Toujours pourchassé, il se rend à Milan. Moins actif politiquement, il passe désormais de nombreuses journées à lire. Il consulte des ouvrages sur les Lumières ou encore ceux des premiers communistes, notamment Théodore Dézamy, un des « néo-babouvistes » de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle défendant la propriété collective et se fondant sur une stricte analyse matérialiste. Guesde voue une admiration particulière au roman de Tchernychevski, *Que faire ?* (1863) dont un autre exilé politique, un certain Vladimir Illitch Oulianov, plus connu sous le nom de Lénine, reprendra ultérieurement le titre pour exposer sa conception du parti en 1902. Une lecture attentive de ce roman permet de comprendre la conception héroïque et sacrificielle du militantisme que Guesde devait alors avoir. Le social-démocrate russe Plekhanov, futur correspondant de Jules, l'exprime avec une grande clarté :

« Qui n'a lu et relu ce livre fameux ? Qui n'a subi son attrait et son influence bénéfique, qui ne s'est purifié, amélioré, fortifié, enhardi ? [...] Qui, après avoir lu ce roman, n'a pas réfléchi sur sa propre vie, n'a pas soumis ses propres aspirations et inclinations à un examen rigoureux ? Nous en avons tiré la force morale et la foi en un avenir meilleur<sup>23</sup>. »

L'ethos de Guesde est bien celui d'un révolutionnaire professionnel, que n'effraie ni l'exil, les persécutions, la misère, la faim ni les maladies qui l'accablent. Il retire de cette période une ténacité qui impressionnera ses adversaires. Quant à ses camarades socialistes, dont certains sont passés sans encombre par les grandes écoles de la République sans connaître la moindre persécution, il saura aux heures décisives de l'histoire leur rappeler qui il est, et d'où il vient. Son parcours d'exilé participe de sa légende.

Dans ces conditions précaires, Guesde fonde une famille. Homme d'amitiés et de fidélités, Guesde sait se montrer sensible ; il est un être familial. Il épouse Mathilde Constantini, fille d'un soldat de Napoléon resté en Italie. Mathilde



avait été en Russie pour donner des leçons d'italien à de jeunes aristocrates russes. Elle aurait même eu un premier mariage avec un Russe... Polyglotte, elle maîtrise cinq langues (italien, français, anglais, allemand et russe), ce qui facilitera parfois les contacts de Guesde avec des socialistes étrangers. Ils auront ensemble trois enfants Mario, Louise et Léo. Mais les engagements du père valent à la famille une nouvelle expulsion du territoire. Guesde gagne à nouveau la Suisse avec les siens pour quelques mois. Il attend alors l'écoulement des cinq années de sa condamnation en France, à l'issue desquelles la prescription s'impose. Il rentre finalement en France après une ultime tentative avortée d'émigrer en Argentine avec un Communard.

## L'AUTEUR D'UN NOUVEAU CATÉCHISME

En 1876, le voilà donc de retour à Paris. Il est repéré et surveillé de près par les autorités, plusieurs rapports rendent compte de son intense activité militante. Il anime de nombreuses réunions publiques où il présente son « catéchisme ». Le socialisme de cette époque assume l'analogie avec l'Église, qu'il veut déloger de sa place centrale dans le quotidien des Français. La date de son *Essai de catéchisme socialiste* prête à controverse : il semble bien que celui-ci ait été écrit en Italie, notamment à Milan, avant d'être publié une première fois en 1878 à Bruxelles, puis de connaître de nombreuses rééditions en France<sup>24</sup>. Dans ce catéchisme, tout Guesde ou presque est déjà là. Des formules brèves et lapidaires dénoncent le capitalisme, l'exploitation de travailleurs, prônent le renversement du système pour laisser place à un monde égalitaire. Il y affirme avec entrain la promesse du bonheur ; une forme d'utopie messianique traverse son propos. Loin d'être un étatiste forcené, Guesde est encore imprégné de la phraséologie qu'il avait déployée en Suisse et en Italie, défendant des projets d'éducation libertaires, indépendants de l'organisation étatique. La méfiance à l'égard de l'État répressif et bourgeois est de mise. Sa propagande fait appel au rêve et à l'imagination. Il n'est pas excessif de le voir en cela dans la continuité des « socialistes utopiques » de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Faiblement pour l'heure imprégné des conceptions de Marx qu'il ne connaît pas – le livre I du *Capital* vient d'être traduit en français et publié par l'éditeur Lachâtre, mais



il ne l'a pas encore lu<sup>25</sup> – Guesde a en revanche pleinement pris la mesure de l'enthousiasme que suscite le socialisme des temps nouveaux. Son utopie, arrimée par une « rigueur démonstrative<sup>26</sup> » sans égal, lui assure rapidement déjà une solide réputation au sein des courants socialistes.

Il faut dire que la France de 1876 est bien plus industrielle que celle des années 1850. Les investissements spectaculaires du Second Empire sont passés par là. Certes, le pays reste majoritairement rural, mais des régions industrielles se sont déjà nettement développées. Les zones de concentration minières et métallurgiques prennent de l'ampleur. Et puis le capitalisme paraît avoir fait son temps pour les socialistes les plus optimistes : la crise bancaire de 1873 entraîne une série de faillites et met fin à la croissance économique amorcée dans les années 1850. Dans ce contexte, les organisations et structures socialistes sont à la peine depuis l'échec de l'AIT, dissoute *de facto* depuis 1872. En octobre 1876 se tient à Lyon, avec l'appui de républicains radicaux, un premier congrès ouvrier avec plus de trois cents délégués. Regroupant des structures très diverses, le congrès avance des solutions politiques modérées, dans un contexte où règne encore « l'ordre moral » du fort peu républicain président Mac Mahon. L'idée de coopération domine, l'hostilité à la grève est manifeste et le renversement révolutionnaire n'est plus à l'ordre du jour.

## LE JOURNAL : *L'ÉGALITÉ*

L'année suivant ce congrès, en 1877, c'est sous l'emblème du terme le plus « socialisant » de la devise républicaine « Liberté Égalité Fraternité » que Jules Guesde fonde un nouveau journal hebdomadaire intitulé *L'Égalité*. Le premier numéro paraît le 18 novembre et Guesde en est le rédacteur en chef. *L'Égalité* devait prendre ensuite, après bien des péripéties et plusieurs interdictions, le nom de *Le Socialiste* à partir de 1885. L'équipe de rédaction se réunit à l'origine au café Soufflet en plein cœur du quartier latin. Un des principaux animateurs est Gabriel Deville, homme clef des premières années du courant « guesdiste » tel qu'on allait bientôt le désigner. Paul Lafargue, le gendre de Marx, y joue aussi un rôle décisif, mais un peu plus tard, à partir de 1880. Guesde rentre en contact avec lui à partir de 1879. Né en 1842 à Santiago-de-Cuba de parents

français, Lafargue est lui aussi un révolutionnaire professionnel défendant un socialisme très lutte de classes, librement inspiré de Marx, dont il est le gendre. Marié avec la fille du maître du « socialisme scientifique » Laura depuis qu'il est à Londres après son expulsion de France, il dispose de ce fait très tôt d'un important réseau international. Lafargue devient inséparable de Guesde, notamment pour son rôle dans l'animation de *L'Égalité / Le Socialiste*. Jusqu'à sa mort en 1911, il forme avec Guesde un tandem qui connaîtra des hauts et des bas.

Malgré bien des difficultés, la création de *L'Égalité* marque un tournant. Voilà un des titres de gloire de Guesde, contribuant à sa réputation puis sa légende : il a fondé le premier journal ouvrier socialiste imprégné des théories marxistes, alors désignées comme « collectivistes » sur le sol français. Ce terme de « collectivistes » est alors employé à l'époque, allusion claire à la critique de la propriété privée des grandes entreprises, qui doit laisser place à la propriété collective des travailleurs. Pendant plus d'un siècle, le grand récit de l'introduction du « socialisme scientifique » ou de la naissance du marxisme en France a fait une place de choix à ce journal. Les premières recherches de l'historienne Michelle Perrot lui seront consacrées dans les années 1960<sup>27</sup>. Dans les années 1970, fait exceptionnel pour l'époque, le PCF procédera à une réimpression intégrale de *L'Égalité / Le Socialiste* en seize volumes de grand format<sup>28</sup>.

Valoriser autant l'impact de *L'Égalité* résulte ainsi d'une lecture rétrospective et plutôt idéologique, le journal ayant le plus grand mal à connaître une réelle diffusion. Mais assurément pour les cadres du mouvement socialiste en gestation, ce journal a compté, et constitue le premier organe de ce que l'on désigne habituellement comme le courant « guesdiste ». Dans un prospectus d'octobre 1877 le journal est présenté ainsi : « *L'Égalité* sera républicaine, parce que la République est le dernier mot de l'évolution purement politique ou gouvernementale (...) Mais *L'Égalité* sera avant tout socialiste, cette révolution économique étant son but direct<sup>29</sup>. » Le 2 juin 1878, Guesde y publie un portrait sans concession de Voltaire, célébré par les républicains un siècle après sa mort. Prendre ses distances avec la mythologie républicaine, en critiquer l'hypocrisie, démontrer avant tout le nécessaire combat central des classes : voilà les moyens par lesquels le socialisme doit prendre racine. Un mois plus

tard, le 14 juillet 1878, *L'Égalité* est condamné pour « apologie de faits qualifiés de crimes » et à une lourde amende qui le fait disparaître une première fois. La deuxième série du journal – qui débute en janvier 1880 – ne s'affiche plus comme « journal républicain socialiste » mais clairement comme un « organe collectiviste révolutionnaire ». L'heure n'est plus au compromis, mais à la critique intransigeante de la République bourgeoise.

Avec ce journal, Guesde a gagné des lettres de noblesse auprès de Marx et Engels. Le lectorat du journal restera toujours faible ; mais c'est historiquement le premier journal à la périodicité régulière où la sensibilité marxiste s'exprime. C'est là que l'on peut lire régulièrement de brefs extraits des textes de Marx, d'Engels et des socialistes proches de cette sensibilité. Aussi serait-il réducteur de n'en faire qu'un organe de propagande – ce qu'il est certes avant tout. *L'Égalité* puis *Le Socialiste* publient des articles sur l'histoire, notamment sur les épisodes de juin 1848 et la Commune de 1871, érigent en héros les combattants ouvriers morts au combat. Mais ils proposent aussi des portraits de figures plus anciennes (Thomas More, Campanelle, Fourier...), dans une démarche d'éducation populaire. Un des marqueurs de ce que l'on appellera le « guesdisme » transparaît déjà nettement : une lecture simpliste du monde social, analysant l'actualité politique à travers de rigides schémas historiques et économiques, agrémentée de portraits et figures héroïques présentés comme des exemples à suivre.

Bien que célébrant les luttes populaires à travers l'histoire, le journal est loin d'être animé uniquement par des ouvriers. Aussi le profil des animateurs mérite d'être souligné : il regroupe pour une large part des intellectuels non ouvriers, à commencer par Guesde et Lafargue eux-mêmes. Comme l'a souligné Marie Ymonet dans une contribution sur l'invention du marxisme en France après 1871, Guesde et les siens forgent leur identité à partir d'une double exclusion<sup>30</sup>. Non intégrés au champ politique classique qui les perçoit comme des doctrinaires idéalistes, ils ne disposent pas non plus de position à l'université ou dans une autre institution. La référence au marxisme, ou plutôt à quelques formules le résumant, fonctionne comme un outil spécifique de légitimation permettant de dépasser ce double obstacle, la rhétorique révolutionnaire étant pleinement compatible avec leur situation d'exclusion. Mais il faut se garder de tomber dans le déterminisme, car tous les individus

dans la situation de Guesde sont loin de rejoindre les rangs socialistes... Il est clair néanmoins que cette situation hors de toute sphère institutionnelle explique pour une part ses choix personnels, et sa quête d'une légitimité spécifique.

## AIDES ET FRÉQUENTATIONS ÉTRANGÈRES

Or dans les socialismes de l'époque, l'international(e) constitue un moyen majeur de légitimation pour celui qui aspire à devenir dirigeant. Est socialiste celui qui est internationaliste dans les mots ; le traduire dans les faits permet d'obtenir influence et reconnaissance. Le journal *L'Égalité*, qui n'aurait pu voir le jour sans l'aide intellectuelle et matérielle apportée par des intellectuels socialistes allemands, constitue un parfait exemple de cette dimension transnationale des débuts du socialisme organisé. *L'Égalité* dispose d'une série des correspondants à l'étranger, notamment Wilhelm Liebknecht et August Bebel, les deux dirigeants sociaux-démocrates allemands les plus proches des conceptions de Marx. La proximité avec la jeune social-démocratie allemande (unifiée depuis 1875 au congrès de Gotha) doit être soulignée : elle sera décisive et durable pour Guesde qui verra longtemps en elle le modèle à imiter.

Pour lui l'alliance entre Français et Allemands constitue un enjeu primordial. Revancharde, l'école républicaine française dresse ses enfants pour récupérer l'Alsace et la Lorraine ; les collectivistes se battent dans une autre perspective, l'alliance des ouvriers des deux nations. Liebknecht et Bebel avaient refusé la guerre franco-prussienne et exprimé leur solidarité avec la Commune de Paris. En retour, les socialistes français saluent les efforts de la social-démocratie allemande, dont la principale tête pensante, Karl Marx, est en exil à Londres.

Sur place, Karl Hirsch, émigré allemand présent à Paris, fait le lien avec Guesde<sup>31</sup>. Né en 1841, Hirsch fut d'abord un partisan de Ferdinand Lassalle avant de se rapprocher de Wilhelm Liebknecht. En proie aux persécutions politiques du gouvernement allemand, il s'établit en France au plus tard en 1874, après avoir été expulsé de Belgique. Il fournit d'importantes informations sur la situation politique française à ses camarades allemands, y compris à Marx. Il rencontre régulièrement Guesde et le considère comme un

interlocuteur de première importance. Hirsch est l'intermédiaire du social-démocrate allemand Karl Höchberg qui permet de fournir une caution de 4 000 francs à l'imprimeur de *l'Égalité*, sans laquelle le démarrage du journal n'aurait pas été possible. L'aspect financier est donc déterminant, mais au-delà cette coopération place Guesde au cœur du socialisme international ; il collabore avec la presse sociale-démocrate allemande. Par exemple, l'année de fondation de *L'Égalité*, en 1877, une question traverse les débats entre socialistes : faut-il défendre la République, alors dirigée par le réactionnaire Mac Mahon ? Nombre d'Allemands vouent une haine à cette « République bourgeoise » qui a trahi ses promesses ; le souvenir de la Commune joue à plein. Pourtant Hirsch, manifestement bien renseigné, écrit à Liebknecht pour le mettre en garde contre des mots d'ordre trop radicaux risquant de couper les socialistes des masses ouvrières : « Le prolétariat de chaque pays sait au mieux, qui sont ses ennemis et tout particulièrement les combattants de mai et juin 1871 qui aujourd'hui défendent tous *sans exception* la République<sup>32</sup>. » C'est à Guesde que Hirsch demande un article pour la nouvelle revue socialiste allemande, *Die Zukunft* (*l'Avenir*). Hirsch considère que Guesde est le socialiste français le plus fiable et le recommande vivement à Liebknecht. Le premier numéro de *Die Zukunft* traduit et publie un article de Guesde sur « le 16 mai 1877 et les socialistes français ». La crise du 16 mai révèle les grandes fragilités du régime républicain : renvoyant le président du Conseil, Mac Mahon déclenche une crise politique majeure. Les républicains, unis, sont vent debout et provoquent de nouvelles élections qui tournent en leur faveur. Les socialistes doivent-ils être étrangers à cette bataille ? Non, répond Guesde : « La République est une première étape d'importance. » Sans fétichiser la République, les socialistes n'ont pas intérêt à son renversement. La contribution de Guesde est critiquée et commentée : c'est le premier épisode d'un long débat sur la nature du régime républicain qu'il ne tranchera véritablement jamais. Parti d'une farouche opposition à la République bourgeoise, le voilà rangé à la défense, même *a minima*, du régime, lorsque le péril se présente. Il n'aura de cesse d'osciller entre ces deux positions.

Hirsch envoie une série de courriers à Marx et Engels sur le développement du journal *L'Égalité*, enclenchant un processus de traductions régulières d'articles politiques, souvent d'actualité et plus rarement théoriques, dans le

journal français. « La bonne volonté est déjà là » malgré les insuffisances et les « incorrections anarchistes » des premiers numéros, écrit-il à Marx le 6 février 1878<sup>33</sup>. Lorsqu'Henri Oriol fonde une bibliothèque socialiste le même mois, Hirsch participe activement à sa mise en place, en lien avec la social-démocratie allemande qui soutient directement l'initiative en envoyant des livres et brochures à traduire<sup>34</sup>. Ces efforts semblent néanmoins peu suivis d'effet et la bibliothèque a rencontré un écho limité. Mais la volonté est bien là : elle témoigne de l'attachement des proches de Guesde à la diffusion des brochures pour convaincre les ouvriers des idées socialistes.

De nombreux militants ayant côtoyé Guesde et une longue tradition historique ont fait logiquement de Karl Hirsch l'homme clef ayant convaincu Guesde des thèses marxistes qu'il connaissait très mal jusque-là. Une telle affirmation a ses fondements. Mais Guesde lui-même, revenant bien plus tard sur sa « conversion » au marxisme en 1910, évoque ses deux premiers « frères d'armes » : Karl Hirsch, mais aussi José Mesa<sup>35</sup>. D'après le témoignage du socialiste Gabriel Deville, Mesa fut auprès de lui « le premier marxiste au courant de la théorie<sup>36</sup> », même plus important que Hirsch. Ce socialiste espagnol a incontestablement joué un rôle majeur dans la trajectoire de Guesde. Né en Espagne en 1831, Mesa fut journaliste dans la mode, avant de s'engager en politique. Probablement réfugié en France à partir de 1865 et membre du Conseil fédéral de l'Association Internationale des travailleurs, il milite activement contre les anarchistes, alors dominants en Espagne. Mesa mène la fronde avec Pablo Iglesias (futur fondateur du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) au nom des « marxistes ». Friedrich Engels voit en octobre 1872 dans Mesa « l'homme le plus supérieur que nous ayons en Espagne<sup>37</sup> ». Paul Lafargue, exilé un temps en Espagne à partir d'août 1871, a joué un rôle important dans le combat contre l'influence anarchiste. Leurs efforts conjugués ne parviennent pourtant pas à renverser la vapeur : le mouvement ouvrier espagnol naissant reste fortement imprégné d'anarchisme. Mesa quitte donc l'Espagne amer et après un détour par Londres, il se fixe à Paris, tout en continuant à être en contact avec Iglesias. Il traduit de nombreux ouvrages de Marx en espagnol. C'est probablement à partir de ce moment que Guesde commence à fréquenter Mesa. Faute de sources précises, il est difficile d'aller plus loin, mais plusieurs témoignages concordent. Selon Deville, ce serait lui



qui aurait mis dans les mains de Guesde des extraits du *Capital* du livre I de Marx publiés entre 1872 et 1875 en plusieurs livraisons. Il aurait ensuite joué un rôle d'intermédiaire important et organisé en 1882 des rencontres entre Marx et plusieurs socialistes français, dont Guesde<sup>38</sup>.

## NAISSANCE DU PARTI OUVRIER

Parallèlement à ces contacts, le projet d'un nouveau parti politique avance. Ce parti constitue probablement l'œuvre la plus durable de Guesde à l'histoire politique de la France contemporaine, plus exactement sa contribution à l'élaboration du programme. Mais le chemin qui mène aux premiers succès du Parti ouvrier est encore long. La répression fait rage dans toute l'Europe contre les socialistes. En Allemagne le chancelier Bismarck fait voter en 1878 les premières lois d'interdiction mettant hors-la-loi la majeure partie des activités des sociaux-démocrates. La même année en France, le 24 octobre, Guesde comparaît devant la dixième chambre correctionnelle de Paris ; il a été arrêté sur la voie publique pour avoir tenté d'organiser un congrès international ouvrier à l'occasion de l'Exposition universelle. Verdict : six mois de prison et 200 francs d'amende. Devant le tribunal, Guesde assume ses choix et prône avec emphase la « révolution sociale » :

« Oui, nous sommes de ceux qui poursuivent une révolution sociale, qui croient à la nécessité et à l'inévitabilité en même temps d'un 89 ouvrier. Et savez-vous pourquoi Messieurs ? C'est que nous pouvons nous dresser devant la société d'aujourd'hui avec le même réquisitoire formulé contre l'ancien régime par le Tiers État autrefois ; et qu'à l'appui des revendications du Quatrième État, nous pouvons invoquer les mêmes arguments, les mêmes droits invoqués par le Tiers à l'appui de ses revendications d'il y a quatre-vingt-onze ans<sup>39</sup>. »

Il enfonce le clou en démontant l'accusation de « subversif » dirigée contre lui ; les premiers révolutionnaires de 1789 dont la présente République se réclame n'étaient-ils pas, eux aussi, des « subversifs » ? Guesde ne peut pas argumenter mieux qu'en en appelant aux principes dont le régime se réclame. Il publie sa plaidoirie sous le titre : *Le collectivisme devant la 10<sup>e</sup> Chambre*. Guesde excelle dans ce type de répliques, transformant les réponses aux accusations de ses adversaires en de redoutables armes de propagande, les publiant sous la forme

de petites brochures. Parmi elles, citons aussi *La loi des salaires et ses conséquences*, éditée pour la première fois juste avant son procès en septembre 1878. Dans ce texte, il défend « la nécessité, l'absolue nécessité pour les prolétaires actuels (...) de sortir du salariat comme ils sont sortis de l'esclavage et du servage ». Guesde considère que sous le capitalisme, la « loi d'airain » des salaires s'applique au plus grand nombre : « Le salaire moyen ne saurait normalement dépasser le *tantum* de subsistance nécessaire (...) pour que l'ouvrier puisse vivre et se reproduire<sup>40</sup>. » Loi d'airain chère à Lassalle, contradictoire avec la théorie de la valeur de Marx définie dans *Le Capital*, que Guesde ne maîtrise pas ou qu'il ne souhaite pas mettre en avant...

Condamné, Guesde est incarcéré à la prison de Saint-Pélagie où toute une lignée de prestigieux révolutionnaires fut enfermée avant lui (Blanqui, Raspail, Vallès...). Nullement découragé, il continue à écrire. *Le collectivisme par la révolution* est rédigé au début de l'année 1879, alors qu'il a été transféré à l'hôpital Necker pour raison de santé. Il y affirme la nécessaire « socialisation des moyens de production » et annonce avec lyrisme la disparition de « l'oisiveté, mère et fille de l'exploitation de l'homme par l'homme ; et, avec l'oisiveté, (...) le spectacle de la richesse en dehors du travail, du bien-être, de la consommation sans production équivalente<sup>41</sup> ». La Révolution est le moyen de fonder une société harmonieuse pour « fondre toutes les classes dans une seule, celle des travailleurs, au service desquels devra être mis l'ensemble des capitaux de production<sup>42</sup> ». Toujours et encore, les revendications immédiates côtoient l'annonce d'un monde meilleur, promettant un pays de cocagne sous le régime socialiste.

Sorti de prison, Guesde est prêt au combat et impressionne déjà. Son physique très particulier allié à ses talents d'orateur donne régulièrement lieu à des portraits contrastés du personnage, prophète illuminé venu prêcher avec entrain la parole socialiste. Voici par exemple comment la *Revue du mouvement social* le décrit en 1880 :

« Un homme de taille moyenne, maigre. Il porte de grands cheveux châtain foncé, une grande barbe de même couleur. Un lorgnon posé sur le nez, quand il parle, complète cette physionomie. Le costume n'annonce pas la fortune... La voix, claire et métallique, vibre comme un clairon de bataille ; son éloquence est entraînante, il gesticule en parlant et se penche à la tribune, comme pour magnétiser son auditoire ; il s'exprime dans une langue claire, aux allures scientifiques, en même temps que poétique et imagée<sup>43</sup>. »



## « L'IMMORTEL CONGRÈS » DE 1879

L'objectif est clair : une société débarrassée de l'exploitation, un avenir radieux sur de nouvelles bases égalitaires. Mais Guesde entend sortir du rêve pour faire de la politique dans les conditions de l'époque. Avant d'envisager un monde meilleur, il faut plus prosaïquement commencer par regrouper les phalanges dispersées des multiples sectes socialistes pour préparer la révolution. C'est là l'objectif affiché du troisième congrès ouvrier dont le nom est resté dans l'histoire comme « l'immortel congrès » ; l'expression est de Guesde et sera largement reprise en suite. Le congrès s'ouvre le 20 octobre 1879 à Marseille, marquant le début de la longue histoire du Parti socialiste, pour le moment intitulé « Parti ouvrier ». Il réunit 130 délégués de 45 villes différentes, qu'écoutent près de 2 000 auditeurs dans une ville où les groupes socialistes pullulent depuis quelques années. La salle du congrès est décorée de devises inscrites sur les murs : « Liberté, Égalité, Solidarité » ou encore « Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs », « Science, paix, justice »... Le congrès reçoit de multiples textes de salutations, par exemple de la social-démocratie allemande ou encore de Communards réfugiés à l'étranger ; autant de contributions accueillies avec enthousiasme par des applaudissements nourris.

L'historien Claude Willard, pour le quatre-vingtième anniversaire de l'événement, affirme en 1959 : « Ce congrès oriente le mouvement ouvrier dans la voie du socialisme scientifique<sup>44</sup>. » Plus nuancé, il écrit vingt ans plus tard que le nouveau parti était avant tout « une accueillante auberge espagnole<sup>45</sup> ». La caractérisation est certainement excessive dans les deux cas, mais il est clair que la diversité est de mise entre les républicains radicaux, les mutuellistes, anarchistes, ou socialistes de diverses obédiences. Guesde, malade, ne peut pas venir à Marseille. Mais il est en liaison avec des militants proches de lui, principalement Jean Lombard et Eugène Fournière. Quand il ne peut pas être présent à un congrès, Guesde s'arrange pour envoyer ses lieutenants qui exécutent ses volontés, avec efficacité. Il comprend très tôt l'utilité d'un entourage dévoué, de « conseillers » et de « porte-parole » dirions-nous aujourd'hui. Charismatique, malgré de multiples défections, Guesde parvient toujours à se reconstituer une équipe de fidèles ; c'est sans doute une des raisons de son extraordinaire longévité politique.

Revenons au congrès proprement dit : les historiens ont eu tendance à retenir que le congrès de 1879 marque la naissance du premier parti ouvrier marxiste. « Parti marxiste » ? L'affirmation est en partie rétrospective ; une grande diversité de structures à la base qui fondent ce « parti », encore éclaté. Notons tout de même la présence de délégués issus de grandes zones industrielles, futures bases du socialisme de facture guesdiste, bien réelle et grandissante par rapport aux congrès précédents. Et la rhétorique « collectiviste » occupe une place essentielle dans de nombreux discours et dans les textes votés<sup>46</sup>. Ce congrès de Marseille est donc marqué par une nette tonalité « collectiviste ». La déclaration finale affirme que « l'appropriation collective de tous les instruments de travail et forces de production doit être poursuivie par tous les moyens possibles ». Reste que les effectifs du jeune parti demeurent fort modestes : seuls quelques milliers de membres s'inscrivent à cette « fédération des travailleurs socialistes de France » découpée en six grandes régions largement autonomes (Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Lille et Alger). Pour résumer, reprenons la formule de l'historien Daniel Ligou : Marseille « renonce au “coopératisme”, se rallie au collectivisme, organise le Parti socialiste français<sup>47</sup> ». C'est là son incontestable importance historique.

## LE PREMIER PROGRAMME

Reffet de la diversité, et surtout de multiples oscillations et incertitudes, le congrès n'a pas arrêté de programme définitif, même si les résolutions contiennent déjà un message clair, centré sur la question sociale et la lutte des classes. C'est à Guesde que l'on confie le soin de rédiger le programme précis. À cette fin, il se rend à Londres rencontrer Karl Marx, avec qui il était déjà entré en contact par courrier à la fin de l'année 1878, puis surtout en mars-avril 1879. À quelques mois du congrès de Marseille, affirmant avoir « toujours professé la plus vive admiration pour l'auteur du *Manifeste des Communistes* et du *Capital* » (ce qui est pour le moins exagéré !), Guesde dévoile dans une lettre à Marx ses objectifs immédiats : « Couper le câble qui retenait encore nos travailleurs dans les eaux radicales ou jacobines bourgeoises, et leur démontrer le néant des solutions à l'amiable ou pacifiques (coopérations, banque, etc.), tel

a dû être et tel a été notre double plan, aujourd'hui en pleine voie de succès<sup>48</sup>. » Avec ces quelques lignes, rompant avec son passé républicain et anarchiste, Guesde esquisse son orientation : prendre ses distances avec les républicains bourgeois pour former un parti ouvrier indépendant de tous. Dans ce combat, il dispose d'un allié de poids : Paul Lafargue, avec qui il discute du programme avec Marx à Londres, où il se rend en mai 1880.

Qui a finalement tenu la plume ? Difficile de le savoir. La tradition rapporte, témoignages à l'appui, que les considérants du programme sont de la main de Karl Marx, mais ils n'ont rien de très spécifique. La postérité a eu tendance à minorer le rôle du communard Benoît Malon, en raison de son opposition ultérieure aux thèses marxistes. Les linéaments de ce programme ont été élaborés aussi par ce dernier, bien qu'il ne se rende finalement pas à Londres. Guesde est alors proche de lui : dans une lettre du 14 septembre 1879, on apprend qu'il garde le fils de Guesde, Mario, parce que le père est malade. Pourtant déjà des différences se font jour : dans un courrier du 5 juin 1879, Malon appelle à s'inspirer des « données incontestables du socialisme expérimental » et se présente comme le « pacifiste documentateur » complémentaire de Guesde, « l'épée flamboyante du parti<sup>49</sup> ». Par ailleurs, Malon, de passage à Zurich, rencontre les sociaux-démocrates allemands dont l'état-major en exil vient de se fixer dans la ville suisse ; il fait part à Guesde de sa grande admiration pour l'organisation allemande.

Si le rôle de Malon doit être souligné, la rédaction des revendications économiques et politiques élaborées – soit le programme minimum – serait *in fine* l'œuvre de Guesde. Le très sévère Marx se montre satisfait du résultat même s'il souligne qu'« à l'exception de quelques niaiseries que Guesde trouva nécessaire (...) ce fut un grand pas que de faire descendre les ouvriers français de leurs nuées de verbiage sur le sol de la réalité, et cela scandalisa d'ailleurs beaucoup toutes ces cervelles d'oiseau françaises qui vivent en brassant du vide<sup>50</sup> ». Ce constat ne doit pas étonner : depuis 1848, Marx se méfie des incantations insurrectionnelles des Français très portés selon lui sur les grands discours non suivis d'actes. À quoi bon avoir une tradition révolutionnaire glorieuse si l'on ne parvient pas à fonder un parti socialiste unifié comme en Allemagne ?

Finalement le programme mêle des influences diverses : il comporte bien sûr des aspects marxistes (objectifs de la propriété collective des moyens de production), mais il développe aussi des aspects anti-centralisateurs comme l'idée que la Commune doit maîtriser elle-même son administration et sa police. L'essentiel est ailleurs : il confirme que les ouvriers doivent avant tout constituer un parti politique distinct, et faire la révolution. Notons que Guesde a mis de l'eau dans son vin sur le suffrage universel : il est demandé de le transformer en un instrument « d'émancipation », il n'était jusqu'alors que « duperie ». Enfin, il s'agit du premier programme où la femme est reconnue l'égale de l'homme. En des termes fort peu avancés, diront certains. Encore faut-il se souvenir des conditions politiques de la France des années 1880 : le programme est le premier à demander l'égalité des droits politiques, mais aussi l'égalité économique à l'heure où de nombreux républicains – et bien des socialistes – partagent à l'égard des femmes des préjugés tenaces, « argumentés » et assumés. Pour la première fois était proclamé par une organisation politique que l'émancipation purement politique ne suffirait pas, mais que la libération économique était aussi indispensable : contribution majeure de Guesde à l'histoire du féminisme<sup>51</sup>. L'engagement d'Hubertine Auclert, combattante inlassable pour le droit de vote des femmes, au congrès de Marseille marque à cet égard un tournant important.

Le programme du parti ouvrier, validé au congrès du Havre en novembre 1880, bénéficie d'une aura mythologique singulière dont Guesde va profiter durablement. Ses partisans n'auront de cesse de rappeler cet épisode à chaque fois que l'héritage du maître sera contesté ou critiqué. Le premier programme d'inspiration « marxiste » a reçu la caution de Marx en personne et Jules Guesde fut à l'avant-poste de ce processus. Rien ne pourra jamais effacer cette étape qui lui donne une place de premier plan dans l'épopée héroïque du marxisme telle qu'elle sera développée pendant plusieurs décennies au XX<sup>e</sup> siècle. Processus facilité par l'éclipse de Malon, que son passé glorieux de Communard aurait pu porter sur le devant de la scène ; ses rapides distances prises avec la sensibilité marxiste le rejettent en effet durablement hors de l'histoire. Quant à Lafargue, mauvais orateur, brillant mais souvent irascible, il peut difficilement contester la place politique occupée par Guesde.

Ce prestige n'a rien d'évident sur le moment, Marx n'est pas si connu et surtout c'est un Allemand : rien de tel pour susciter la méfiance dans une France très revancharde depuis la défaite de 1870. Par ailleurs, en juillet 1880, la République devenue républicaine vote l'amnistie des Communards ; tous ceux qui étaient emprisonnés depuis 1871 sont libérés. Nombre d'entre eux vont revenir en politique, rendant paradoxalement complexe la situation d'un socialisme fort peu unifié. Dans ce contexte, pour Guesde, le premier objectif devient de pleinement installer sa légitimité, de passer du statut de chef d'un courant à celui de leader du mouvement ouvrier français. Il est convaincu que lui seul peut unifier les divers courants socialistes. D'après batailles de tendances s'annoncent.

---

<sup>1</sup> Adéodat Compère-Morel, *op. cit.*, p. 389.

<sup>2</sup> Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, Paris, 10/18, 1971 (1841), p. 34.

<sup>3</sup> Victor Hugo, « Les Caves de Lille », 1851. Voir Victor Hugo, *Détruire la misère et les caves de Lille*, Paris, D'ores et déjà, 2013.

<sup>4</sup> François Jarrige et Emmanuel Fureix, *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle français*, Paris, La Découverte, 2015.

<sup>5</sup> Éric Hobsbawm, *L'ère du Capital*, Paris, Fayard, 1994.

<sup>6</sup> « M. Jules Guesde », *Le Matin*, 2 novembre 1893. Pour toutes les citations de journaux, nous n'indiquons pas en note les références si la date, l'auteur et le nom du journal sont explicitement mentionnés dans le corps du texte.

<sup>7</sup> Étienne Rouannet, « Gustave Rouanet, un publiciste et parlementaire socialiste face à l'émergence de l'antisémitisme français (1885-1895) », *Cahiers Jaurès*, 3/2016, p. 57-84.

<sup>8</sup> Francis Arzalier, « Trois ans de journalisme militant en Languedoc : Jules Guesde à Montpellier », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherche marxiste*, n° 26, 1986, p. 49-74. Francis Arzalier, « Jules Guesde à Montpellier (1869-1871) », *Études héraultaises*, 1987, p. 107-112.

<sup>9</sup> IISG Amsterdam, archives Jules Guesde (désormais IISG J. G.). Lettre de Louis Blanc aux fondateurs du journal *Les Droits de l'Homme* du 18 juin 1870.

- 10 *Les Droits de l'Homme*, n° 96, 6 septembre 1870.
- 11 Adéodat Compère-Morel, *op. cit.*, p. 39.
- 12 *Les Droits de l'Homme*, 19 avril 1871.
- 13 Adéodat Compère-Morel, *op. cit.*, p. 83.
- 14 Rapport du Procureur général de Montpellier du 19 avril 1871 cité par François Arzalier, *art. cit.*, p. 53.
- 15 AN, F7/15965. Rapport du commissaire spécial de l'Ain au ministère de l'Intérieur du 22 juillet 1871.
- 16 Sylvie Aprile, *Le siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS, 2010.
- 17 Jules Guesde, *Le Livre rouge de la Justice rurale : documents pour servir à l'histoire d'une République sans Républicains*, Genève, Imprimerie Blanchard, 1871.
- 18 Pierre Kropotkine, *Mémoires d'un révolutionnaire. Autour d'une vie*, Paris, Éditions du Félin, 2008 (1899), p. 292.
- 19 « M. Jules Guesde », *Le Matin*, *art. cit.*
- 20 Georges Haupt, « De Marx au marxisme » dans *L'historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980, p. 77-107.
- 21 James Guillaume, *Documents et Souvenirs (1864-1878)*, 1905 cité par Alexandre Zévaès, *Jules Guesde 1845-1922*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1929, p. 18.
- 22 *Almanach du peuple*, 1873 (Saint-Imier, Jura) (non paginé).
- 23 Cité par Jean-Jacques Marie, introduction à Lénine, *Que Faire ?*, Paris, Seuil, 1966, p. 23.
- 24 Jules Guesde, *Essai de catéchisme socialiste*, Bruxelles, Librairie socialiste d'Henri Kistemaekers, 1878.
- 25 Maurice Dommanget, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Éditions rencontre, 1969.
- 26 Claude Willard, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905). Les guesdistes*, Paris, Éditions Sociales, 1965, p. 131.

27 Michelle Perrot, « Le premier journal marxiste français : *L'Égalité* de J. Guesde (1877-1883) », *L'Actualité de l'Histoire*, n° 28, juillet-septembre 1959, p. 1-26.

28 Aux éditions « Hier et aujourd'hui ».

29 AN F7 12/488, prospectus de présentation de *L'Égalité*.

30 Marie Ymonet, « Les héritiers du Capital », *Actes de la recherche en sciences sociales*, novembre 1984, p. 3-14.

31 Jutta Seidel, *Deutsche Sozialdemokratie und Parti Ouvrier 1879-1899*, Berlin, Akademie Verlag, 1982, p. 40-41.

32 Carl Hirsch à Wilhelm Liebknecht, 26 juillet 1877 dans Wilhelm Liebknecht, *Briefwechsel mit deutschen Sozialdemokraten 1862-1878*, Assen, Van Gorcum 1973, tome 1, p. 753.

33 RGASPI (Moscou), fonds 1 op. 5 (fonds Marx-Engels), n° 3879.

34 Plusieurs rapports de la préfecture de police relatent ces liens : Archives de la Préfecture de Police (APP), Ba 1470 « Bibliothèque socialiste ».

35 Jules Guesde, « Le banquet du *Socialisme* », *Le Socialisme*, 23 juillet 1910.

36 Lettre du 30 avril 1936 de Gabriel Deville à Maurice Dommanget cité dans Maurice Dommanget, *op. cit.*, p. 134.

37 Friedrich Engels, « Bericht an den Generalrat der Internationalen Arbeiterassoziation über die Lage der Assoziation in Spanien, Portugal und Italien » dans Karl Marx, Friedrich Engels, *Werke*, Berlin, Dietz Verlag, 1973, t. 18, p. 186.

38 Jean-Louis Gerena affirme : « C'est l'année aussi où, en compagnie de Guesde, Lafargue et Deville, il rencontre Marx à Paris, à trois reprises au moins. Mesa est donc pleinement engagé aux côtés de ses amis français. » Jean-Louis Gerena, « Un socialiste espagnol en France : José Mesa et *L'Égalité* de Jules Guesde », *Études hispaniques* II, Travaux de l'Institut d'études hispaniques et portugaises de l'Université de Tours, Publications de l'Université de Tours, 1979, p. 103-122.

39 Adéodat Compère-Morel, *op. cit.*, p. 132.

40 Jules Guesde, *La Loi des salaires et ses conséquences*, Paris, 1879 (d'après l'édition A. Carbillet, 1881), p. 3-4.

<sup>41</sup> Cité dans Jules Guesde, *Textes choisis 1867-1882*, Paris, Éditions Sociales, 1959, p. 98.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>43</sup> *Revue du mouvement social*, Juillet 1880, cité par Georges Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1977, p. 38.

<sup>44</sup> Préface à Jules Guesde, *Textes choisis (...)*, p. 24.

<sup>45</sup> Claude Willard, *La naissance du Parti ouvrier français*, Paris, Éditions Sociales, 1981, p. 17.

<sup>46</sup> Sur ce congrès voir Emmanuel Jousse, *Les hommes révoltés. Histoire du réformisme en France*, Paris, Fayard, 2017.

<sup>47</sup> Daniel Ligou, *Histoire du socialisme en France (1871-1961)*, Paris, PUF, 1962, p. 35.

<sup>48</sup> Lettre de Guesde à Marx mars-avril 1879 dans *La naissance du parti ouvrier...*, p. 44.

<sup>49</sup> Sur cet épisode, voir les contributions de Marc Vuillemier dans Claude Latta, Marc Vuilleumier et Gérard Gâcon (dir.), *Du Forez à la Revue Socialiste. Benoît Malon (1841-1893). Réévaluations d'un itinéraire militant et d'une œuvre fondatrice*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2000.

<sup>50</sup> Lettre de Karl Marx à Friedrich Adolph Sorge, 5 novembre 1880 dans Karl Marx, Friedrich Engels, *op. cit.*, t. 34, p. 476.

<sup>51</sup> Charles Sowerwine, *Les femmes et le socialisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 1978. Robert Stuart, « Gendered Labour in the Ideological Discourse of French Marxism: The Parti Ouvrier Français 1882-1905 », *Gender and History*, 1/1997, p. 107-129.



« *Le génie de la simplification* »  
*Guesde, fondateur du premier Parti  
 socialiste*  
*(1880-1893)*

**A**près avoir négocié les aspects programmatiques avec Marx et Engels, Guesde monte à la tribune aux côtés de quelques-unes des figures les plus respectées du mouvement ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle. Le 27 septembre 1880, Jules Guesde tient meeting à Reims avec une légende vivante, Auguste Blanqui, le révolté, celui qui fit trembler tous les gouvernements depuis les années 1830. Quelques mois plus tard, en mars 1882, il se rend à Lille, Roubaix et Tourcoing pour une tournée de conférences avec Louise Michel, symbole de la Commune de Paris.

Conférencier inlassable, polémiste redoutable, fin manœuvrier dans les congrès, Guesde s'investit dans l'aventure de la construction du premier parti ouvrier. Cette tâche est prioritaire à ses yeux. Le moyen principal ? Répéter la « ligne » et la doctrine, parfois *ad nauseam*... Schématique, parfois à outrance, Guesde ne saurait être caricaturé pour autant : il « avait le génie de la simplification<sup>1</sup> » pour reprendre les mots de Jean Jaurès. Féroces, caustiques, parfois drôles, ses interventions sont aussi de véritables petits cours de socialisme, à l'efficacité certaine. Pendant cette période des plus prolixes, Guesde développe ses conceptions dans de nombreux articles et brochures, et tisse également un important réseau de contacts avec les plus grandes figures du

socialisme international, notamment allemand. En une décennie, malgré bien des difficultés, il parvient à structurer le courant socialiste le plus identifiable, à défaut d'être le plus innovant, de la vie politique française.

## VERS UN NOUVEAU PARTI

Le programme du nouveau parti ne touche encore que faiblement le monde ouvrier. Au début des années 1880, le socialisme progresse certes en voix avec près de 60 000 électeurs, mais demeure marginal. Son émergence n'en demeure pas moins un événement d'importance, dépassant le cadre national. Il s'agit en effet *de facto* du premier programme d'une organisation politique – aussi faible soit-elle pour l'heure – d'inspiration marxiste. Certes, l'organisation allemande est plus forte et s'est dotée d'un programme dès 1875. Mais ce programme dit de Gotha (ville où avait eu lieu le congrès) avait beaucoup concédé aux partisans de Lassalle d'où la cinglante république de Marx dans la *Critique de programme de Gotha*, texte resté inédit de son vivant pour ne pas désavouer ses camarades de parti. Les différences sont claires : avec les considérants du Parti ouvrier, la coloration marxiste est plus nette. Le programme mettra encore quelques années à être fixé définitivement, mais les grandes lignes de 1880 adoptées au congrès du Havre seront conservées<sup>2</sup>. L'historien Wolfgang Abendroth considère avec raison qu'il anticipe pour une large part les célèbres programmes marxistes des social-démocraties autrichienne et allemande, votés dix ans plus tard lors des congrès d'Hainfeld (Autriche, 1889) et surtout d'Erfurt (Allemagne, 1891<sup>3</sup>).

Mais au-delà des déclarations idéologiques, ce parti demeure encore peu centralisé avec de multiples sensibilités. Formellement, Guesde et les thèses collectivistes se sont imposées ; dans les faits, la bataille fait rage. Le socialisme français est à l'époque une véritable « Babel de doctrines », pour reprendre l'heureuse expression de l'historien américain Samuel Bernstein<sup>4</sup>. Rapidement le conflit s'envenime avec tous ceux qui refusent la coloration marxiste et révolutionnaire du programme. Dès le congrès de Reims, en octobre-novembre 1881, Benoît Malon, avec d'autres figures comme Paul Brousse ou encore Jules Joffrin, dépose une motion pour infléchir la centralisation de

l'action défendue par Guesde et prôner une souplesse d'application de la doctrine. Ces « malonistes » ou « broussistes », bientôt désignés également sous l'étiquette de « possibilistes », donnent naissance à une sensibilité socialiste prônant davantage de réformes concrètes, ponctuelles et progressives, loin des incantations révolutionnaires des premiers congrès socialistes.

La plupart des récits historiques font démarrer ici la tradition réformiste, s'opposant à la ligne de rupture révolutionnaire incarnée par Guesde. Les réalités ne sont pas alors aussi tranchées et les passages d'une sensibilité à l'autre complexes ; gardons-nous d'appliquer à ces courants la netteté de la rupture entre socialistes et communistes postérieure à 1917. Malon évoque encore longtemps les « forces révolutionnaires », même si c'est pour les mettre au service de la réforme. Mais déjà des orientations différentes, bientôt contradictoires, polarisent les débats. La voie est ouverte au premier éclatement du socialisme français, qui laissera des traces profondes et durables.

Jules Guesde y joue un rôle de premier plan. La partie se joue en septembre 1882, lorsque s'ouvre à Saint-Étienne le sixième congrès du Parti ouvrier<sup>5</sup>. Malon y défend âprement – sans renoncer à l'objectif final du socialisme, horizon partagé alors par tous – la « conquête pacifique du pouvoir politique » et la « prompte réalisation des réformes sociales ». Les incidents se multiplient lors du congrès entre les partisans des deux camps. Le secrétaire de Malon, Julien, et Lafargue en viennent même aux mains. Lorsque Guesde prend la parole, il défend le nécessaire renversement révolutionnaire par tous les moyens, soutient l'idée d'un parti structuré et centralisé, contre toute fédération. Refusant de s'incliner face à la majorité qui se dessine, Guesde et cinq de ses proches font l'objet d'une motion d'exclusion<sup>6</sup>. Guesde est accusé de vouloir devenir « le directeur suprême du parti » quand ses partisans accusent les proches de Malon de fraude et tricherie dans les votes. Un rapport adressé au préfet de la Loire évoque ces divisions et présente Jules Guesde, « dont les tendances autoritaires sont fort critiquées<sup>7</sup> ». Guesde et quelques autres prennent acte de cette exclusion et quittent le congrès. Ses partisans suivent finalement leur général, non sans être restés encore une journée pour y faire de l'obstruction.

Tous se retrouvent pour tenir un autre congrès à Roanne, à soixante-quinze kilomètres de là. Le grand rêve d'un parti socialiste uni, fort et puissant,

se dissipe : il faudra attendre 1905 pour que les différentes fractions du socialisme français parviennent à s'unir et se remettent de ces épisodes de divisions... qui ne font que commencer ! Résultat : le socialisme demeure une nébuleuse de groupes se partageant une influence encore fort modeste. Il n'est pas sûr d'ailleurs que Guesde regrette cette division : dans *L'Égalité*, il a tendance à la considérer comme nécessaire. Celle-ci n'est pas blâmable si elle permet la clarification. Le 15 octobre 1882 dans un article intitulé « Foire aux candidats » il affirme :

« Loin de nous d'ailleurs, l'idée de réclamer ou de nous plaindre. La coupure qui vient de se produire entre l'élément parlementaire et l'élément révolutionnaire de notre prolétariat en travail d'organisation ne peut qu'être inscrite à l'actif de la transformation sociale que nous poursuivons et qui s'imposera d'autant plus vite et d'autant plus sûrement que nous aurons laissé sur la route tous ceux qui, dans l'affranchissement général, n'avaient en vue que leur avènement particulier. »

Sectaire ? Indubitablement, Guesde n'y va pas par quatre chemins pour stigmatiser ses adversaires. Mais sa brutalité facilite l'homogénéisation de son courant, contribuant à consolider l'embryon d'un parti politique moderne structuré et hiérarchisé, le premier du genre. Il sait aussi jouer de son talent, séduire, et consolide ainsi des amitiés durables. De plus sa volonté de fonder une organisation « chimiquement pure » va de pair avec un extraordinaire sacrifice et don de soi. L'épopée de Guesde est celle d'un homme tout entier dévoué à la cause ; un rapport de police rapporte en novembre 1882 insiste sur « la triste situation dans laquelle se trouve la famille de Guesde. Son propriétaire lui a donné congé, et sa femme et ses enfants sont sans pain<sup>8</sup> ». Une souscription est même ouverte auprès des adhérents du Parti ouvrier pour soulager la famille de Guesde. Les âpres batailles politiques de Guesde ont pour arrière-plan cet extrême dénuement. Marcel Cachin, qui se rapproche du Parti ouvrier à Bordeaux (il deviendra progressivement une des figures les plus importantes du courant guesdiste) se souvient de ses premières rencontres avec Guesde au début des années 1890 :

« Parfois, chez les Guesde, il n'y avait rien, rien à manger. Souvent ce sont des amis qui subviennent à la nourriture, à un logement précaire et provisoire. Guesde vit cela dans la plus grande simplicité, toute sa vie est militante<sup>9</sup>. »

Après l'épisode de Roanne, Malon renonce progressivement à l'action et se tourne davantage vers la théorie. Il donne naissance à une revue de haut niveau

*La Revue socialiste*, et fournit une contribution théorique de longue haleine, dont *Le socialisme intégral* (1891) constitue l'ouvrage le plus important. Guesde choisit lui en quelque sorte le chemin inverse : il ne théorise pas ou peu, mais poursuit plus que jamais le combat quotidien. Adversaire acharné du « possibilisme », il se bat pour que les idées « collectivistes » deviennent majoritaires au sein du socialisme. Une de ses obsessions sera de débusquer les travers non collectivistes et non scientifiques de ses rivaux socialistes. Homme du « temps des prophètes<sup>10</sup> » pour reprendre l'expression de Paul Bénichou, Guesde annonce l'agonie prochaine du capitalisme, qui débouchera nécessairement sur un monde meilleur et égalitaire. Imprégné du scientisme de l'époque, il perçoit l'avènement du socialisme comme inéluctable. Critiquer tous ceux qui ne rentrent pas dans ce cadre lui vaudra une réputation de « Torquemada à lorgnon », à l'intérieur comme à l'extérieur du mouvement socialiste.

## L'ORATEUR

Lors des congrès, et tout particulièrement celui de Roanne, se confirme un trait caractéristique du personnage. Guesde n'est vraiment pas un homme de l'écrit. L'oralité joue un rôle essentiel dans la naissance du mouvement ouvrier organisé : l'avoir à l'esprit permet de comprendre l'écho rencontré par Guesde. Il répète en effet quelques formules tirées de Marx au cours de multiples conférences, souvent imagées et illustrées d'exemples concrets, s'adressant à un auditoire conquis, parfois hostile, mais rarement indifférent. Orateur et polémiste infatigable, il sillonne sans relâche la France pour soutenir ses proches notamment et de plus en plus – nous y reviendrons – à l'occasion d'échéances électorales. Guesde, entre 1882 et 1890, aurait à son actif plus de mille réunions où il expose sa doctrine. Bracke, un professeur parmi ses plus fidèles compagnons d'armes, évoque un demi-siècle plus tard ces années héroïques de Guesde :

« Toute son existence est désormais dans le Parti ouvrier français. C'est dans cette période, sans doute, que son éloquence fut à son maximum. Elle était admirable : une parole concise, pleine, où les raisonnements s'enchaînaient dans une dialectique serrée plutôt que représentés ou suggérés pour complaire à leur développement, une propriété de termes constante, une voix qui portait,

quoi qu'elle ne fût pas des plus fortes, mais dont l'accent strident allait prendre l'auditeur aux entrailles, un élan d'ardeur contagieuse, ne soulevaient pas seulement les applaudissements ; elle forçait, sinon toujours la conviction, au moins la réflexion<sup>11</sup>. »

Ses textes publiés sous forme de brochure sont dans la majorité des cas des retranscriptions de discours tenus lors des congrès, de conférences ou, plus tard, à l'Assemblée nationale. Le seul véritable domaine à l'écrit où il semble à l'aise est le journalisme politique, mais la concision et le style polémique l'y rapprochent fortement de l'oral. La même remarque s'applique à ses correspondances privées. Nul rapprochement possible avec d'autres théoriciens du marxisme ; dans ses courriers, il s'exprime de façon concise et souvent expéditive. Guesde avait-il des difficultés pour écrire ? N'y voyait-il aucun intérêt ? Marx et les autres n'avaient-ils pas déjà formulé l'essentiel ? Il faut comprendre que Guesde, comme nombre de ses partisans, se pensent comme des politiques au quotidien, presque déjà au sens professionnel du terme<sup>12</sup>. Par ailleurs l'effort pour publier des extraits de textes théoriques dans *Le Socialiste* a pu décourager Guesde et l'équipe rédactionnelle ; il n'a pas permis de réellement stabiliser le journal ni d'en faire un organe de presse de masse, le renforçant probablement dans la conviction qu'il était inutile de prendre trop au sérieux les textes de doctrine, demeurés trop imperméables aux militants et sympathisants.

Guesde, c'est l'assurance d'une ligne ne déviant pas, porteuse d'une vérité intangible. Il contribue à inventer dans l'histoire du socialisme la fidélité au parti, envers et contre tout. Pour d'aucuns, notamment nombre d'intellectuels, cela le rend infréquentable. Pour d'autres, cela constitue au contraire un des éléments de son attractivité : la classe ouvrière et son parti sont deux éléments de l'avenir. La lassitude qu'inspirent au lecteur les textes de Guesde *a posteriori* doit donc être située historiquement. Son « grand récit<sup>13</sup> » a une force propulsive incontestable. Laissant rarement place à des distinctions sociologiques au sein des ouvriers, pourtant manifestes à l'époque, il propose une lecture unifiante. De même Guesde ne théorise guère ni l'unité nécessaire des différents courants socialistes ni le pluralisme dans une même organisation<sup>14</sup> ; si, dans la pratique, il se convertira à l'unité, pendant longtemps il a avant tout défendu l'existence de son courant.

## FACE À « L'ÉTAT BOURGEOIS »

Considérés comme suspects et dangereux par les forces de l'ordre, les « collectivistes » proches de Guesde sont alors étroitement surveillés par les autorités. Ses propos contre la propriété privée apparaissent alors si incendiaires qu'on ne les distingue guère, du moins du côté des partisans de l'ordre, des anarchistes. Ses attaques sont considérées comme des « énormités » par la police comme par la presse conservatrice, voire républicaine. Ainsi le journal républicain *L'indépendant des Pyrénées-orientales* du 8 décembre 1883, à l'occasion du passage de Guesde à Perpignan, stigmatise une « conférence anarchiste » : Guesde aurait « outragé tout l'auditoire en flétrissant la grande Révolution de 89 qu'il a traitée de voleuse – la Révolution, voleuse ! »

Cet activisme lui vaut à nouveau des ennuis judiciaires. Après une tournée de conférences dans l'Allier, le voilà traduit avec son camarade Jean Dormoy devant la Cour d'assises du département puis condamné à six mois de prison en avril 1883 pour incitation à la guerre civile. Son ami Henri Carette – futur maire socialiste de Roubaix – subit alors le même sort pour des motifs proches.

Dans ce contexte, son hostilité à l'égard de l'État et de la République s'approfondit : comment envisager de réformer un régime persécutant avec acharnement les socialistes ? Guesde profite de son nouveau séjour à la prison de Pélagie pour faire le point sur ce problème. Il rédige une brochure tout entière tournée contre ses adversaires « possibilistes » qui prônent une réforme progressive de l'État. Il s'agit de *Services publics et socialisme*, publié en 1883. Ce bref texte montre toutes les limites théoriques, mais aussi les capacités propagandistes de Guesde. En une trentaine de pages, il fait un sort à l'idée que l'État actuel puisse être à l'origine du développement de services publics :

« Fondée sur l'antagonisme des classes, sur la subordination économique et politique d'une majorité de non-propriétaires à une minorité de possédants, la société actuelle ne laisse place à aucun service véritablement public, c'est-à-dire profitable également à tous<sup>15</sup> ».

La prise de pouvoir politique et la révolution constituent des préalables à la construction de services publics qui, demeurés dans l'orbite bourgeoise, peuvent difficilement profiter aux ouvriers dans le système actuel. Tout le propos est ainsi consacré à une énergique réfutation des possibilistes pour qui les services publics constituent au contraire un début de *possible*, susceptible de



mener progressivement à une socialisation plus large. Passant en revue les situations où l'État dans l'histoire nationalisa ponctuellement un secteur de l'économie depuis les rois de France, Guesde en conclut à l'impossibilité dans le cadre du capitalisme de développer un quelconque service public qui puisse représenter un début d'émancipation :

« Ce sont les divers besoins (militaires, fiscaux, policiers, etc.) des divers gouvernements qui ont présidé à ces mesures (...) De là réside la variabilité de la forme gouvernementale et du personnel gouvernant dans le temps et dans l'espace et le caractère local, momentané ou accidentel de ces services<sup>16</sup>. »

Retrouvant les accents libertaires de sa jeunesse, ou inspiré plus ou moins directement par les textes les plus anti-étatiques de Marx, il dénonce le fonctionnariat comme un processus symétrique et indissociable de l'exploitation capitaliste. Constatant la « bureaucratisation » de la société moderne, il stigmatise en effet « le fonctionnariat que l'on ose présenter comme un idéal au moins momentané n'est, pas moins que le salariat, basé sur la division de la société en classes, sur la subordination de la classe non possédante à classe possédante ». Reconnaisant enfin la grève comme une « école de guerre » pour l'organisation des ouvriers, il en limite la portée politique. Sur ce point, Guesde ne transigera jamais et s'opposera toujours, et de toutes ses forces, à ceux pour qui la grève constitue le moyen principal pour bouleverser les rapports sociaux.

Prônant la conquête de l'État, Guesde reste donc en même temps imprégné d'un fort anti-étatisme. La haine de l'hypocrisie républicaine le guide. En témoigne un autre petit texte aux allures pamphlétaires co-signé avec Paul Lafargue, traitant de la Révolution française et son héritage, qui ne sera publié que vingt ans plus tard. Cet *Essai critique sur la Révolution française du XVIII<sup>e</sup> siècle*<sup>17</sup> devait être le prélude à un ouvrage plus long, qui ne verra pas le jour ; l'ambition affichée était en revanche bien nette, puisque le livre devait être placé « sous le patronage du vrai vaincu de cette période, le peuple ouvrier ». La Révolution française, avant tout bourgeoise, annonce la République qui trompe le peuple et jette ses représentants en prison.

À l'offensive, Guesde rédige au cours de la même année une explication du programme, encore avec Lafargue : *Le programme du parti ouvrier, son histoire*<sup>18</sup>. Par cette explication de texte, les deux figures tutélaires du guesdisme



gravent dans le marbre leur interprétation du premier programme socialiste. Rédigé également depuis la prison de Sainte-Pélagie, ce court essai d'une centaine de pages destiné aux ouvriers entend être « un arsenal pour leur lutte quotidienne contre l'ordre actuel ». Les auteurs insistent en premier lieu sur la visée internationaliste du programme : « Il incarne toutes les revendications du prolétariat non seulement de France, mais du monde entier. » Puis ils décrivent la forme collective de la propriété à venir : préparée par la concentration capitaliste, elle est inéluctable. L'expropriation de la classe capitaliste par la révolution demeure l'horizon principal. Le texte est traversé par un grand optimisme ; l'avenir de l'humanité sera meilleur grâce aux progrès en cours, qu'il suffira de mettre à la disposition de tous grâce au socialisme.

Insistant sur le caractère purement instrumental des élections et la nature avant tout éducative de la propagande de masse, ils proposent comme mesure immédiate... de rejoindre le parti ! À mi-chemin entre le parti d'avant-garde et le parti de masse, Guesde et Lafargue ont posé les grands axes de leur courant, qui accorde un rôle essentiel à la dimension éducative : la propagande, déclinée de multiples manières (dans la presse, lors de conférences orales, etc.) constitue le cœur de l'activité du parti.

## LE JOURNALISTE

Depuis Montpellier, Guesde n'a jamais cessé son activité de journaliste politique. À peine sorti de prison, il entre au journal *Le Cri du peuple* fondé par Jules Vallès. Faute de disposer d'un organe de presse stable – *L'Égalité / Le Socialiste* meurt et renaît régulièrement –, c'est dans le journal de Vallès que Guesde exprimera le plus clairement ses opinions dans les années 1880, ainsi que dans *Le Citoyen*, où il publie également nombre d'articles. On repère dans le *Cri* un nombre considérable d'articles, souvent violemment polémiques, parfois outranciers... Et d'autres fois fort « bien envoyés ». Guesde poursuit sa carrière de polémiste, et il l'assume.

Entre 1883 et 1887, ayant largement investi les colonnes du *Cri du peuple* avec ses proches, Guesde expose nombre de ses conceptions politiques dont certaines resteront les mêmes jusqu'à sa mort. En 1887, opposé aux

conceptions anarchistes, il quitte le journal qui devait passer peu après dans les mains des néo-blankistes, avant de disparaître en 1889. Assez diffusé et lu – Zola le consultait par exemple régulièrement et y avait un ami proche dans le journal<sup>19</sup> –, le *Cri* permet à Guesde de faire connaître largement ses positions. Ses contributions, qui seront partiellement réunies à la fin du siècle dans l'ouvrage *Le socialisme au jour le jour*, « firent bien des adhérents du parti<sup>20</sup> » d'après Bracke.

S'y retrouvent en premier lieu les thématiques de sa brochure sur les services publics, dans des termes quasi identiques. L'anti-étatisme demeure un trait constant : Guesde peste contre l'étatisation, le « fonctionnarisme universel » et le « louis-blancisme » qui transformerait les industries privées en industries d'État. Pas de service public ni de nationalisation : ces dernières ne changeraient que de maîtres. À nouveau les inspirations libertaires affleurent dans certaines contributions : Guesde défend l'amour libre dans « Les divorçards » le 9 juin 1884, ou encore le droit à « revolvériser » dans certains cas ; dans sa contribution du 10 janvier 1886, « Vive le revolver ! », il défend une femme qui a abattu l'homme coupable d'avoir abandonné son enfant.

Alors que *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels vient d'être publié en français (1880), opposant avec virulence une nouvelle forme de parti, armé d'une théorie « scientifique », aux piètres « utopistes » des années 1830-1860, Guesde développe cette stricte séparation. Les hommes politiques républicains en prennent aussi pour leur grade, notamment Jules Ferry, surnommé « Ferry-Famine » (1<sup>er</sup> février 1884) ; « Le triomphe de M. Ferry » (4 février 1884) attaque violemment le chef de gouvernement. Ce sont avant tout des mesures de politique intérieure que Guesde critique ; les expéditions coloniales sont certes dénoncées, mais avant tout pour leurs conséquences sur les ouvriers français. L'internationalisme fièrement professé dans le commentaire du programme du parti ouvrier trouve rapidement ses limites dans les textes d'actualité. Dans un papier intitulé « Meurent les ouvriers français ! » du 10 février 1886, Guesde fustige la baisse des salaires. En cause : l'invasion des étrangers. N'hésitant pas à s'en prendre vertement au danger que font peser les Chinois, il récidive quelques mois plus tard, le 3 mai 1886, enfonçant le clou à l'occasion d'une grève des ouvriers de Decazeville :

« La lutte que soutiennent contre les exploiters étrangers nos compatriotes de Decazeville ne diffère pas sensiblement des combats héroïques que livraient nos ancêtres quand ils chassaient les aigles romaines ou dispersaient les bandes anglaises. »

Jaurès, *a posteriori*, citant cet article, jugera sévèrement ce qu'il qualifie de « nationalisme mercantile et rétrograde, celtique et montagnard, granitique et boutiquier<sup>21</sup> ».

Dans ces contributions, Guesde propose également une application simpliste de la théorie de la plus-value issue du *Capital* de Marx, stigmatisant l'exploitation des masses laborieuses. Sa dénonciation du vol du travail va de pair avec une valorisation spécifique du travail ouvrier. Celle-ci prend racine dans l'ouvriérisme, une forme particulière de l'identité ouvrière dont les sources sont à rechercher hors du marxisme, mêlant ainsi des héritages divers, dont celui du proudhonisme, pourtant officiellement renié par Guesde.

Quant à la coopération, elle n'est que supercherie si elle n'est pas dominée par les socialistes : fonder des coopératives non socialistes ne conduit sinon qu'à retarder la marche en avant de la révolution prolétarienne. Soulignant le succès de la boulangerie coopérative de Gand en Belgique, Guesde salue l'expérience mais précise :

« Mais comment et pourquoi ce résultat ? Parce que sous l'influence de marxistes comme Ansell et Van Beveren, les fins commerciales de l'entreprise ont fait place à des fins de propagande. Le pain à meilleur marché n'a été qu'un moyen de grouper les hommes et de véhiculer les idées, tous les bénéfices réalisés servant à fonder et soutenir un journal de combat<sup>22</sup>. »

À propos des rivalités entre les grandes puissances, Guesde n'hésite pas à écrire que « les destinées vont donc s'accomplir » et s'exclame « Vive la guerre » qui « fera, de quelque façon qu'elle se termine, œuvre de révolution<sup>23</sup> ». Des conflits entre grandes puissances sortira la révolution : Guesde a en mémoire l'expérience récente de 1870 qui vit naître la Troisième République puis la Commune, et tout le porte à croire en une répétition historique.

Enfin, un leitmotiv qui aura la vie dure, longtemps moyen de démarcation avec d'autres sensibilités socialistes, le refus de préférer la République à tout autre régime, tant que celle-ci est dominée par la bourgeoisie :

« Et Empire ou République, un état de choses qui se bornerait à lui assurer du travail, du travail dans les conditions présentes, c'est-à-dire enrichissant les non-travailleurs aux dépens des

travailleurs, réduits à ce qui leur est strictement indispensable pour végéter et se reproduire n'est et ne sera jamais le sien<sup>24</sup>. »

Il répète ces arguments lors de plusieurs entrevues, par exemple avec Émile Zola. Fasciné par les articles du *Cri du Peuple*, Zola a en effet sollicité son ami Paul Alexis, un des animateurs du journal, pour organiser plusieurs rencontres avec Guesde. Elles se tiennent en mai 1886, alors que Zola est en train de rédiger *La Terre*. De ces rencontres, Zola nous a légué quelques notes enthousiastes, mais aussi critiques. Il relève notamment, évoquant son entretien avec Guesde :

« Toutes les idées de 89 : vieux jeu ; la Révolution de 89 a été fatale ; 93 n'a été que de la musique. Peu meurtrie du reste. Traite la grande révolution de légendes (...) Tout ça petit, mesquin, devant ce qui reste à faire, la vraie révolution. Il faut que le pouvoir passe dans les mains d'une autre classe, les travailleurs, pour que le bagne capitaliste, le gouvernement bourgeois, disparaisse<sup>25</sup>. »

Lisant ou écoutant Guesde, beaucoup de ses contemporains souligneront le décalage entre un programme de réformes parfois assez précis, et une rhétorique révolutionnaire déconnectée des mesures concrètes avancées. Mais l'alchimie entre les deux ne fonctionne-t-elle pas ? La rhétorique répétitive maintient une eschatologie révolutionnaire, quel que soit le degré effectif d'institutionnalisation. On peut certes pointer avec une grande facilité la faiblesse théorique ; mais comme on dirait en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, leur « logiciel politique » fonctionne. L'historien Robert Stuart l'a bien compris, avec raison, notant que « les incohérences théoriques des guesdistes les servent fort bien, les armant contre leurs différents types d'ennemis<sup>26</sup> ».

## GUESDE, « MARXISTE » ?

Ce tour d'horizon des écrits de Guesde, articles et brochures nous invite à revenir sur un fait historique majeur auquel son nom est irrémédiablement associé : l'introduction du marxisme en France. Se présentant comme les héritiers fidèles de Marx et Engels, les guesdistes font pourtant l'objet d'après critiques par les principaux concernés : leur étroitesse est soulignée à plusieurs reprises par Marx. Le 3 août 1882, après un passage éclair en France où il

rencontre notamment Guesde Marx fait à Engels, des commentaires peu amènes sur Guesde et Lafargue<sup>27</sup>.

« Ce que je sais c'est que je ne suis pas marxiste ! » aurait affirmé Marx à Engels à propos des socialistes français inspirés par leurs idées<sup>28</sup>. Formule célèbre et explicite, mais qui n'explique guère pourquoi le « marxisme » de Guesde, avec toutes ses limites, rencontra un succès durable. Car après la mort de Marx en 1883 naît bien le « marxisme », terme péjoratif employé d'abord par les anarchistes, puis repris par les partisans de Marx dans les années 1880. D'abord diffusé en Allemagne, le terme se répand dans toute l'Europe. « Collectiviste » est, globalement, son équivalent français, correspondant à « guesdiste », terme que l'histoire a retenu, polémique à l'origine mais commode pour désigner un courant.

Le simplisme de Guesde développé dans ses brochures de propagande n'a évidemment que peu de choses en commun avec la densité du propos de Marx, dont nombre de textes demeurent alors indisponibles en français. La traduction, pour Guesde, n'est pas une affaire de passage de l'allemand vers le français : avant tout il faut traduire dans le langage du peuple des théories complexes. Sur cet aspect, Guesde a incontestablement marqué le marxisme français, qui ne se réduit pas à lui, mais dont il est indubitablement une des plus importantes figures. Jusqu'au bout, il se réclamera de l'héritage de ce marxisme si spécifique qu'il ne souhaitera jamais, étonnamment, ni développer et ni renouveler, mais répéter jusqu'à son dernier souffle.

La vulgarisation ne peut certes pas justifier toutes les approximations. Par exemple son enthousiasme pour la conception, fort peu marxienne, de la « loi d'airain des salaires » ne se dément pas. Un de ses plus proches fidèles, Compère-Morel, animant alors un groupe socialiste avant de rejoindre le Parti ouvrier en 1893, et qui ne tarit pourtant pas d'éloge sur son maître, le reconnaît : Guesde devint « marxiste sans avoir lu ou entendu Marx<sup>29</sup> ! ». Guesde n'a jamais eu au fond la prétention de réellement connaître de façon approfondie l'œuvre du maître ; c'est un homme de l'oral, qui convainc à l'aide de raisonnements simples un auditoire dénué de formation théorique. « Ceux qui l'écoutent, insiste ailleurs Compère-Morel, aussi limitée soit leur culture et médiocre leur savoir, peuvent facilement suivre ses développements et en saisir parfaitement, sans effort, le sens<sup>30</sup>. » Engels, souvent agacé par les

simplifications outrancières de Guesde, a également reconnu son efficacité sur ce plan. Il perçoit ses talents de vulgarisateurs à la lecture de plusieurs textes. Il écrit à Bernstein en 1881 : « Les brochures de Guesde et ses articles sont les meilleurs du genre publiés en langue française et il est un des meilleurs orateurs sur la place de Paris. Et nous l'avons toujours trouvé ouvert et fiable<sup>31</sup> », tout en soulignant ne pas bien le connaître vraiment, et tout en le critiquant à plusieurs reprises. Bref, c'est un des principaux marxistes *de facto*, et à regarder le reste des correspondances, il est de toute manière assez rare qu'un Français trouve pleinement grâce aux yeux d'Engels.

Significativement, il faut sortir du cercle des guesdistes, par exemple aller chercher du côté du très libéral *Journal des économistes*, pour trouver une véritable discussion et réception du *Capital* de Karl Marx<sup>32</sup>. Plus tard, d'importantes figures discutant des présupposés du marxisme et/ou introduiront des textes, suscitant de multiples échanges sur la nature du marxisme. Le germaniste Charles Andler, Georges Sorel, Hubert Lagardelle, ou encore Jaurès dans une certaine mesure, et quelques autres, font partie de cette cohorte. La revue *Le Mouvement socialiste* incarne ce moment théorique. Guesde ne s'inscrit pas dans cette dynamique. Mais plutôt que de vouloir déterminer un « bon » marxisme s'opposant à une forme vulgarisée illégitime, il semble nécessaire d'acter son existence multiforme. Au moins deux marxismes s'opposent : un marxisme intellectuel et plutôt universitaire, souvent critique, versé dans des discussions théoriques exposées dans quelques revues, et un marxisme vulgarisé, de propagande, purement politique – dont les guesdistes constituent l'incarnation la plus significative avec les néo-blanquistes de Vaillant –, division durable que l'on peut observer sur un temps long<sup>33</sup>. Pour Guesde et nombre de ses proches, la révolution n'attend pas : il faut se saisir immédiatement du contenu révolutionnaire des textes de Marx et les répéter jusqu'à la victoire du socialisme. Le refus de la remise en question est un marqueur de la personnalité, comme de la ligne politique de Guesde. Cette intransigeance lui vaudra des inimitiés durables et de nombreux sarcasmes, souvent justifiés.

Prenons garde néanmoins, car la vulgate étroite de Guesde lui-même masque une autre réalité trop peu soulignée : son environnement politique et amical s'intéresse à Marx et à la réception de ses textes. Plusieurs de ses proches

manifestent en effet un intérêt réel pour l'œuvre de Marx. À la lecture de plusieurs témoignages, on comprend que Guesde a aussi retenu de Marx et du marxisme ce que certains de ses amis, meilleurs connaisseurs et lecteurs des textes, lui en ont dit. Nombre d'entre eux ont parfois ensuite pris leurs distances par rapport à Guesde. Deux cas sont symptomatiques d'une grande proximité qui se transforme en opposition : Malon et Deville. *La Revue socialiste* de Malon publiait au départ des textes proches des conceptions de Guesde ; c'est elle qui publie par exemple la première fois *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels en 1880. Après sa rupture avec Malon, Gabriel Deville, fidèle à Guesde jusqu'à la fin des années 1880, publie une version simplifiée du livre I du *Capital* en 1883, peu après la mort de Marx. Ce dernier souhaitait vivement depuis la publication en français de son livre qu'une version abrégée et plus accessible pût être lue par les militants et sympathisants socialistes. C'est même là une de ses dernières volontés exprimées par rapport à la situation politique française. Très largement simplifié, le *Capital* sera ainsi compris et lu par de nombreux militants à travers Deville.

Deville travaille alors beaucoup avec Lafargue à cette vulgarisation, à travers des conférences dont certaines sont mêmes traduites et publiées en plusieurs langues. Lafargue, avec sa femme Laura, publie par exemple dans le journal *L'Égalité* pour la première fois une traduction en français du *Manifeste du parti communiste* en 1882. C'est aussi le proche ami de Guesde, Édouard Fortin (il sera un des trois exécuteurs testamentaires en 1922 avec Charles Bonnier et Bracke<sup>34</sup>), conseiller municipal de Beauvais (1888-1891) et membre de la première heure du Parti ouvrier qui traduit aux « éditions du Parti Ouvrier » *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx. Fortin, militant actif, est également traducteur régulier de textes plus brefs, comme par exemple des nouvelles préfaces d'Engels aux rééditions de ses textes. Ayant obtenu le feu vert d'Engels pour traduire sa nouvelle préface pour l'édition américaine de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Fortin s'adresse par courrier à Guesde en craignant d'être désapprouvé<sup>35</sup> ; finalement le texte paraît avec l'autorisation de Guesde, visiblement après quelques révisions du texte à la marge. Nul grand enjeu théorique ici, certes. Mais Guesde est consulté comme une autorité en la matière.

Régulièrement donc quelques textes de Marx sont bien traduits et publiés dans *Le Socialiste* et à la périphérie des guesdistes, même si l'effort demeure relativement modeste. Qu'en conclure ? Si Guesde et ses proches ne furent point les seuls, souvent pas les premiers et certainement pas les plus brillants introducteurs du marxisme en France, dire qu'ils ont complètement négligé l'œuvre de Marx semble être un mauvais procès qui ne tient pas compte de leurs propres impératifs, qui concernent avant tout la politique quotidienne et immédiate. C'est cela qui devait désespérer le plus Marx et Engels, attachés certes fermement au combat politique, mais également à la recherche parallèle, permanente et approfondie, sur l'histoire et l'évolution contemporaine du capitalisme. Les deux fondateurs du « socialisme scientifique » négligeaient pourtant un processus historique de fond balbutiant à la fin de leur existence, mais amené à prendre une grande ampleur : la professionnalisation de la politique, dont Guesde est une des premières incarnations.

## L'IMPLANTATION GUESDISTE

Au-delà des déclarations d'intention plus ou moins marxistes, qu'en est-il des progrès du courant de Guesde sur le territoire de la République ? Aux élections législatives de 1885, les collectivistes progressent incontestablement, mais les seuls qui parviennent à se faire élire bénéficient de la « concentration républicaine », c'est-à-dire un cadre plus large que la stricte indépendance de classe prônée par Guesde, regroupant une fraction avancée des républicains. Est élu notamment, un certain Basly qui se fait la voix des mineurs de Decazeville. Le 13 février 1886, Guesde salue l'événement dans le *Cri du peuple* avec lyrisme :

« Les classes et leur lutte fatale ont fait hier leur entrée au Palais-Bourbon, séparées par leurs morts qu'elles se seront jetés mutuellement à la tête et créant deux Parlements dans le Parlement, comme il y a deux nations dans la nation. »

Peu après Guesde tient meeting avec Louise Michel pour soutenir les grévistes de Decazeville en lutte ; deux militants, Ernest Roche et Duc-Quercy (ce dernier correspondant du *Cri du peuple*) sont inculpés et condamnés pour « provocation au meurtre et au pillage » en avril 1886 à quinze mois



d'emprisonnement. Ils sont finalement acquittés peu après. La bataille de classes fait rage.

Au niveau électoral, les élections municipales confortent cette première assise. En 1888, après l'élection symbolique de la première majorité socialiste du monde à Commentry dans l'Allier en 1882, les élus du Parti ouvrier entrent dans plusieurs municipalités. Alors qu'il est formellement très critique à l'égard du suffrage universel, les échéances électorales occupent pourtant une partie grandissante de la vie quotidienne de Guesde comme en atteste sa correspondance avec ses lieutenants locaux. S'y dessine une première carte de l'implantation guesdiste dans différentes régions où Guesde vient régulièrement tenir des conférences. L'Allier, qui inaugure donc l'ère des municipalités socialistes avec Commentry, devient durablement un des grands bastions guesdistes, autour de la figure de Jean Dormoy, élu maire de Montluçon en 1892. Pédron devient de son côté un fidèle relais dans l'Aube, autre région où les socialistes adopteront globalement la ligne guesdiste. En 1887 une tournée de Guesde en Gironde, où de solides appuis vont être consolidés (autour de Raymond Lavigne et Marcel Cachin notamment), contribue à la consolidation d'un premier noyau. Bien sûr également le Nord occupe une place importante : de nombreuses lettres de Gustave Delory, futur maire de Lille, sont déjà adressées à Guesde, contenant des rapports sur l'implantation progressive et la structuration du parti dans cette région<sup>36</sup> où, entre autres, réside un temps son ami Charles Bonnier (dont nous aurons à reparler) qui lui fournit également des informations. Guesde suit de près ces évolutions dans ce qui deviendra bientôt sa terre d'élection.

L'explication de cette implantation ne se résume pas au social (les héritages révolutionnaires de la Révolution française et du XIX<sup>e</sup> pèsent souvent) mais celui-ci ne saurait être ignoré. L'électorat et le militantisme guesdiste ont souvent en commun, du moins pour la première phase de leur histoire, d'être issus d'un milieu ouvrier pauvre, déraciné, et peu qualifié. Les « bagnes » du textile en sont l'emblème, à l'image des tisseurs de Roubaix et Roanne. « Le millénarisme aux forts accents prophétiques des prédicateurs guesdistes a une forte capacité d'attraction dans ces milieux ouvriers prompts à la révolte ou à la résignation, privés d'horizon » affirme avec justesse Rémi Lefebvre, ayant mené une recherche approfondie sur la ville de Roubaix<sup>37</sup>.

Chez ses partisans, le fondateur du parti ouvrier suscite souvent une vive admiration, un embryon de « culte de la personnalité » diront même certains *a posteriori*. Jean Dormoy lui écrit avec fierté en 1888 : « Aussi m'appelle-t-on le *Guesde de l'Allier* et cela me fait un grand honneur d'être appelé *Guesde*<sup>38</sup>. » Mireille Osmin, fille d'un fidèle de Guesde, se souvient des propos dithyrambiques de son père Léon, fidèle guesdiste de la région parisienne :

« Tous ceux qui l'approchaient avaient pour lui une très grande admiration (...) Son influence naissait du rayonnement de sa personnalité, du rayonnement de son intelligence, de son physique peut-être aussi et du sérieux avec lequel il se lançait dans la bataille<sup>39</sup>. »

Mais la cohésion apparente derrière le chef cache d'importantes divergences. Les guesdistes sont souvent perçus et stigmatisés par leurs adversaires de l'époque comme un bloc compact, une « secte » unifiée ; en réalité les contradictions n'ont de cesse de les miner, voire de les affaiblir.

Élection rime avec alliances. Dans le cas des partisans de Guesde, celles-ci sont pour le moins à géométrie variable. Officiellement Guesde renvoie dos à dos les fractions de la bourgeoisie. Or ses propos sont parfois interprétés par certains, avec plus ou moins de bonne foi, comme une ouverture à des alliances avec n'importe qui, du moment que le socialisme progresse. Dans certaines configurations, les guesdistes privilégient un rapprochement avec des républicains. Dans d'autres cas, certains socialistes tentent l'aventure, par exemple avec le boulangisme. Lafargue, tout comme un certain nombre de socialistes, ne néglige nullement la piste d'une alliance avec les amis du « général revanche » Boulanger, ancien ministre des Armées qui coalise les nombreux mécontents de l'époque. Dans une longue lettre du 8 juillet 1889 adressée à Guesde, son lieutenant bordelais Raymond Lavigne justifie ainsi l'alliance locale avec les boulangistes, et déplore même qu'il n'en soit pas de même ailleurs. « Les socialistes devraient pénétrer partout, profiter de tout<sup>40</sup> », affirme-t-il. Conséquence : plusieurs députés boulangistes seront en effet élus en 1891 avec le soutien des socialistes partisans de Guesde... Qui ne les désavoue pas.

Guesde lui-même se lance dans l'aventure électorale ; elle l'accompagnera désormais jusqu'à ses derniers jours. Les socialistes marseillais lui proposent de les représenter dans la deuxième circonscription de la ville, fortement ouvrière,

à l'occasion des élections législatives de 1889. Résultat : dans de nombreux lieux, les socialistes proches de Guesde progressent, voire sont élus. Mais à Marseille Guesde arrive deuxième, battu par le républicain opportuniste. Protot, ancien Communard, arrive en troisième position en prenant probablement de nombreuses voix à Guesde ; refusant de se désister au second tour, il réunit encore 900 voix... Or il en manque 500 à Guesde pour être élu. Les guesdistes sont eux-mêmes victimes de ce qu'ils font ailleurs. Au cours de cette campagne très violente, son adversaire, Protot, mettant en avant son passé de Communard patriote, stigmatise Guesde comme « l'agent salarié de l'Allemagne » : « Fuyez son drapeau et ses partisans. Son drapeau, c'est l'Aigle noir qui, trois fois en soixante-quinze ans, déchiqueta le cœur de la France<sup>41</sup>. » L'accusation aura la vie dure : désormais, à chaque campagne électorale ses adversaires stigmatisent l'ami de la social-démocratie allemande.

## GUESDE ET LA NOUVELLE INTERNATIONALE

L'accusation a ses fondements. Sa trajectoire depuis les années 1870, on l'a vu, est étroitement liée à ses *alter ego* allemands. Comprendre Guesde, c'est ainsi le situer dans la géographie du socialisme européen de l'époque, au sein duquel il occupe une place de plus en plus importante, tout particulièrement au cours de ses années 1880.

Il fallait se donner les moyens de reconstruire ce qui avait échoué : une Internationale réunissant tous les socialistes. Engels avait prévenu ; dans un courrier adressé à Lafargue, comportant des instructions explicitement destinées également à Guesde : « Pour regagner votre position en France, vous avez besoin, en premier lieu, d'une reconnaissance internationale<sup>42</sup>. » Quand et comment reconstituer une nouvelle instance de coordination internationale ? Dans ce processus, c'est Paul Lafargue, intime d'Engels, qui joue le rôle prédominant. Guesde ne maîtrise pas l'allemand, et reste avant tout un homme de politique intérieure. L'importance stratégique de l'Internationale ne lui échappe pas pour autant : dès 1884, le congrès de Roubaix du Parti ouvrier se pose le problème de la reconstitution de l'Internationale.

Qui dit Internationale, dit alors lien avec un parti socialiste en pleine expansion et à la légitimité théorique incontestable : le parti allemand. Pour les partisans de Guesde qui se prétendent marxistes, ces liens constituent un support pour le développement de leur courant. Guesde est connu des cadres de ce qui prendra officiellement le nom en 1890 de SPD (Parti social-démocrate allemand). Plusieurs de ses articles sont traduits dans le *Sozialdemokrat* que dirige alors Eduard Bernstein depuis son exil de Zürich. En échange, *Le Socialiste* publie régulièrement des déclarations de sociaux-démocrates allemands, dans lequel on peut également lire de brefs aperçus biographiques sur Wilhelm Liebknecht et August Bebel. Dans ce même journal, Guesde revient régulièrement sur l'action héroïque des sociaux-démocrates allemands, encore engagés dans l'épreuve de force avec Bismarck qui renouvelle jusqu'en 1890 les lois d'interdiction, limitant considérablement leur activité politique.

Les liens se consolident, mais le transfert est très largement unilatéral : il s'agit pour les Français de prendre modèle sur « l'avant-garde du socialisme » international, c'est-à-dire le parti allemand, comme le dit Guesde lui-même<sup>43</sup>, et nullement de s'inspirer mutuellement d'expériences réciproques : le socialisme français semble bien trop faible et divisé aux yeux des Allemands pour susciter une réelle attraction, malgré son glorieux passé révolutionnaire. Dans ce contexte, loin s'en faut, les adversaires du socialisme n'ont pas le monopole de la germanophobie. Dès Roanne en 1882, Guesde apparaît comme l'homme de Marx. Paul Brousse dénonce alors vigoureusement les « ultramontains du socialisme » qui d'après lui « ne peuvent pas obéir aux décisions du parti et à ses congrès parce que leur véritable chef est à Londres<sup>44</sup> ». Jalousie peut-être, pour certains, de ne pas être en contact avec le grand théoricien du *Capital* ? Toujours est-il que, sans jouer sur les mots, il existe bien là un enjeu de capital politique, et la bataille autour de cet enjeu tourne pour le moment à l'avantage de Guesde. Ces liens privilégiés lui permettent de consolider sa légende vivante : à cette époque, Eduard Bernstein, fidèle lieutenant d'Engels, souligne combien Guesde incarne le passeur par excellence des socialistes allemands en France. Alors opposé à Malon, Bernstein met en garde Engels contre une marginalisation possible de Guesde dans sa bataille contre les « possibilistes », qui rejaillirait plus largement sur le courant

incarné par Marx. Il lui écrit que « parmi les socialistes français domine la conviction, que Guesde ne serait rien d'autre que le porte-parole de Marx » et fait l'analyse que les attaques de Malon et Joffrin restent davantage tournées contre Marx que contre Guesde en tant que tel. La conclusion est sans appel : « De cette manière un échec de Guesde serait aussi un échec de Marx<sup>45</sup>. »

Au-delà de Marx, qui meurt au début de l'année 1883, Guesde établit des contacts personnels avec plusieurs Allemands, parfois exilés à Paris, prolongeant la tradition d'amitié avec Hirsch. Leur importance est cardinale à l'heure où la social-démocratie allemande gagne en influence. Guesde fréquente Hermann Grimpe et Clara Zetkin à Paris tandis que Bernstein et Wilhelm Liebknecht le rencontrent encore au début de l'année 1884. Avec ce dernier, l'amitié était déjà établie ; elle sera profonde et durable, jusqu'à la mort. Autant de contacts qui permettent aux partisans de la ligne de Guesde de jouer un rôle clef en perspective du congrès fondateur d'une nouvelle Internationale. Celui-ci se tient finalement à Paris en juillet 1889. L'histoire de cet événement est bien connue : deux réunions rivales refondent l'Internationale, l'une regroupant notamment les « possibilistes » français et les trade-unions anglais, l'autre les Allemands, et principalement les guesdistes. Cette dernière regroupe ceux pour qui l'horizon révolutionnaire et le marxisme doivent animer la nouvelle structure. Dans ce cadre, l'importance de la position française ne fait aucun doute. En témoigne Liebknecht qui écrit à Guesde : « Nous avons besoin de vous » pour l'organisation du congrès international, insistant sur le rôle cardinal des Français<sup>46</sup>.

Les délégués sont plus nombreux du côté des modérés, mais les grands leaders internationaux se situent bien du côté de Guesde : Engels, Bebel ou encore le russe Plekhanov. En tout dix-neuf pays sont représentés. Les deux congrès aspirent à l'unité, ce qui sera chose faite deux ans plus tard à Bruxelles en 1891. La réunification de l'Internationale se fait au profit des sociaux-démocrates allemands, avec une nette prévalence, au moins dans les mots, d'une rhétorique marxiste. Pour l'heure, même les anarchistes s'inscrivent dans la même organisation, en contestant vivement les travers légalistes des uns et des autres. Guesde, qui fut un temps des leurs, sera une de leurs têtes de turc préférées... et le leur rendra bien<sup>47</sup> !

L'Internationale lancée, l'heure semble au progrès inéluctable du socialisme sous la bannière franco-allemande. Wilhelm Liebknecht écrit avec emphase à Jules Guesde, exaltant l'union entre socialistes des deux côtés des Vosges :

« Vous avez raison d'être content de notre victoire. Nos luttes et nos victoires sont les vôtres (...) Vous allez célébrer le 18 mars. Nous en Allemagne nous allons le faire aussi. Le 18 mars est une date commune aux Allemands et Français : le 18 mars 1848 soulèvement du peuple de Berlin ; le 18 mars 1871 soulèvement du peuple de Paris<sup>48</sup>. »

Amitié durable ne veut pas dire confiance aveugle, et rapidement des failles se font jour. À la fin de l'année 1892, Liebknecht met en garde son ami français. Dans une lettre personnelle, il alerte Guesde sur les dangers du sectarisme et de la division qui minent encore le socialisme français : « Êtes vous prêt ? Je ne vois point d'organisation sérieuse, au lieu de vous unir aux autres groupes, vous vous querellez (...)»<sup>49</sup>. » Blanquistes, possibilistes, allemanistes, sans même compter l'influence anarchiste : la perspective d'un parti unifié, à l'allemande en quelque sorte, paraît encore bien éloignée en France.

Guesde, au-delà de ses contacts avec les Allemands, connaît et rencontre de nombreux exilés pendant cette période. Tout un milieu gravite autour de lui : le rencontrer constitue en quelque sorte un passage obligé des révolutionnaires résidant à Paris. Ces militants ont en commun d'être fortement internationalisés, à une époque où leur destinée politique dans le pays d'où ils viennent reste encore incertaine. Comme l'analysait l'historien Georges Haupt « à une époque d'implantation nationale faible (...) le militant international est un personnage central, typique»<sup>50</sup>. Le roumain Christian Rakovsky est de ceux-là. Lui qui devait occuper une position décisive dans l'Internationaliste socialiste dans les années 1910 puis aux débuts du communisme, rencontre Guesde à Paris en 1892. Guesde produit alors sur lui une forte impression :

« Je venais dans la capitale française pour faire connaissance avec celui pour qui le groupe des marxistes révolutionnaires russes et étrangers, inspirés par Plekhanov, manifestait une profonde et réelle admiration. Avec Wilhelm Liebknecht, qualifié de « Français » par la presse reptilienne de Bismarck pour son internationalisme, Jules Guesde était considéré comme un de ceux qui incarnaient le mieux les aspirations du marxisme révolutionnaire et internationaliste»<sup>51</sup>. »

Ces liens contribuent à diffuser une image positive du grand révolutionnaire Guesde aux quatre coins de l'Europe. Pour n'en rester qu'au cas roumain, on relève plusieurs de ses textes traduits en articles ou sous forme de brochures<sup>52</sup>.

Malgré cela, on l'a déjà souligné, c'est bien Lafargue qui joue le rôle de premier plan pour les affaires internationales. Arrêtons-nous un moment sur leurs rapports. Un monde les sépare en effet, bien que la postérité les ait souvent associés en raison de leurs affinités idéologiques. Fidèle ami et biographe de Guesde, Compère-Morel souligne que Lafargue « deviendra, en même temps que son meilleur ami, son frère d'arme fidèle, dont la collaboration, aussi constante qu'efficace, ne sera brisée que par la mort<sup>53</sup> ». Quant à son biographe américain Leslie Derfler il voit Lafargue, plus versé dans la bataille des idées que son frère d'armes, comme le « mentor » idéologique de Guesde<sup>54</sup>. Mais la réalité historique contraste avec la légende de l'union de ces deux grandes figures. Leurs relations n'ont jamais été au beau fixe. Elles sont toujours restées extrêmement froides voire, à certains moments, glaciales, à tel point que cette inimitié a nui à la cohérence du courant qu'ils incarnaient. Deux types d'hommes très différents, et avant tout peut-être deux situations matériellement incomparables, expliquent cette distance. Alors qu'il a toujours été privilégié grâce à ses héritages familiaux, Lafargue reste insensible à la détresse de Guesde. Il mérite par ailleurs sa réputation de dandy cloîtré dans ses belles propriétés, à distance des joutes politiques et du petit peuple ouvrier, et son train de vie est marqué par des dépenses excessives. Ajoutons à cela que, dans un premier temps, Lafargue est élu député en 1891 lors d'une législative partielle, capitalisant sur le drame de Fourmies, alors que Guesde a lui été battu deux ans plus tôt.

En termes de « capital politique », Lafargue trône longtemps tout en haut de la hiérarchie du socialisme international de l'époque : il est l'interlocuteur privilégié d'Engels avec qui il entretient une abondante correspondance suivie. Il s'agit d'un intellectuel bien davantage que Guesde, même s'il se rapproche de ce dernier par certains aspects « prolétariques », partageant avec lui l'absence de légitimité institutionnelle. Malgré leur inimitié, Lafargue informe et conseille Guesde, notamment sur les problématiques internationales. La mort d'Engels en 1895 privera Lafargue d'un de ses atouts majeurs. Concluons temporairement à propos de cette relation ambivalente, sur laquelle nous aurons à revenir : même si la solidarité politique entre eux demeurera tenace – les poussant même jusqu'à cacher publiquement leurs divergences –, leurs



différences sur la forme comme sur le fond allait se révéler une constante dans l'état-major des « collectivistes ».

## AMITIÉS ET INTIMITÉ

Difficile toutefois de démêler les amitiés de la politique : pour Guesde, les choses restent étroitement liées pendant la majeure partie de son existence. Au premier rang des amis se trouve la figure de Charles Bonnier. Fidèle parmi les fidèles, Bonnier sera un des trois exécuteurs testamentaires de Guesde en 1922. Singulier guesdiste : lui est de formation universitaire, allant en Allemagne à Halle en 1887-1888, à Londres, puis surtout à Oxford comme professeur libre dans les années 1890 avant d'occuper enfin une chaire à Liverpool entre 1900 et la veille de la guerre. Bonnier incarne le militant de « direction » par excellence, sans implantation locale, fréquentant les dirigeants allemands et français, lisant beaucoup. Engels souligne ironiquement dans une lettre à Karl Kautsky du 5 septembre 1892 qu'« il vit dans un monde de livres<sup>55</sup> ». Il connaît personnellement Engels et Eleanor Marx ; souvent présent et invité aux congrès du SPD, il contribue régulièrement à la revue théorique liée au parti la *Neue Zeit* et en France aux journaux *Le Socialiste*, *Le Réveil du Nord* (déclinaison régionale du socialisme guesdiste) puis plus tard aux premières revues théoriques marxistes françaises comme *L'Ère nouvelle*. En contact avec de multiples socialistes européens, polyglotte, il a également le grand avantage pour l'historien d'être souvent loin de Guesde (y compris lorsqu'il est en France) et donc de correspondre abondamment avec lui, léguant à la postérité une importante documentation. Ami de Guesde dès les années 1880, il lui sert de boussole sur de nombreux points, le conseille, l'informe et surtout entretient des liens avec les sociaux-démocrates allemands... « Au nom de Guesde », comme il l'écrit lui-même à Engels en décembre 1889<sup>56</sup>, il informe en haut lieu le SPD. Bonnier travaille assidûment à ces contacts, permettant de remplir les colonnes de la presse guesdiste d'articles, originaux ou traduits d'Engels ou d'autres signatures prestigieuses du socialisme international. Son activisme n'a pas peu contribué à la réputation de Guesde auprès des dirigeants allemands.



« Être un intellectuel guesdiste n'allait pas de soi » affirme l'historien Christophe Prochasson<sup>57</sup>. Sans conteste, la méfiance est réelle et tenace, tant la vulgarisation guesdiste, à de rares exceptions, semble répugner aux universitaires. Outre Bonnier, un autre cas du même type doit être mentionné : Alexandre-Marie Bracke-Desrousseau (Bracke prit le nom de la mère... comme Guesde !), autre ami très proche, bientôt un des principaux animateurs du Parti ouvrier. Compagnon et un des héritiers des plus fidèles, il entretiendra une mémoire positive de Guesde jusqu'au milieu des années 1950<sup>58</sup>. Fils d'un chansonnier, Bracke est un helléniste et traducteur de l'allemand. Bohème, fréquentant les cafés parisiens, il n'est pas un héritier, mais un brillant élève issu d'un milieu populaire lillois, qui restera toute sa vie attaché au nord de la France. Sa carrière n'est pas heurtée comme celle de Bonnier. Normalien, reçu premier à l'agrégation de grammaire, il devient maître de conférences à Douai puis à Lille, où il rencontre Jules Guesde par l'entremise de Charles Bonnier. Loin d'être un théoricien, c'est un enseignant, un « homme d'influence<sup>59</sup> », un érudit. Passionné de traductions, philologue, grammairien, il combine « une singulière absence de doute et de foi face à la science philologique<sup>60</sup> ». Bracke accepte la discipline de parti et ses consignes, ne participe pas ou peu à une quelconque élaboration doctrinale. Il écrit de nombreux articles polémiques de facture politique, jamais de traité théorique. En ce sens, il est très proche de son maître à penser Guesde. Mais la hiérarchie est claire : Guesde donne le ton, Bracke suit ; soit un rapport d'intellectuel au parti très spécifique, fait d'admiration, mais aussi de soumission.

Au-delà de ces amitiés, peut-on connaître le Guesde intime ? Les témoignages sont contrastés et souvent difficiles à détacher des jugements politiques, tant les luttes de partis interfèrent dans ses relations privées. Parmi les souvenirs dont nous disposons, certains témoignages brillent par leur originalité : Madame Schneidre, héritière de la prestigieuse lignée patronale, en fait partie. Ironie de l'histoire, une des descendantes de Guesde se lie en effet à la famille Schneidre. Ayant réuni une documentation familiale, elle souligne combien, pendant ces années 1880, Guesde a le plus grand mal à subvenir aux besoins de sa famille. Plusieurs lettres de sa femme attestent de l'extrême dénuement dans lequel il se trouve ; dans une lettre de 1883, sa femme Mathilde lui écrit, après avoir expliqué qu'elle a été obligée d'appeler un

médecin pour un des enfants souffrant : « Tout cela m'a coûté 2,50 francs. Je te laisse supposer ce qui reste des 10 francs, il faut me trouver absolument une somme assez ronde pour que je ne reste pas dans ces angoisses perpétuelles qui sont insoutenables (...)»<sup>61</sup>. »

Raide et cassant en politique, le Guesde intime révèle un autre visage : tour à tour pianiste, poète, et selon plusieurs témoignages lettré, cultivé, captivant, érudit. Souffrant beaucoup – ses multiples maladies font toujours planer le risque de son absence d'un congrès ou d'une conférence –, il rédige parfois des poèmes au cours de ces heures difficiles. Ayant contracté à la suite d'une conférence une congestion pulmonaire à Arcachon au cours de l'hiver 1888, il est contraint au repos. Il en profite pour rédiger plusieurs poèmes – qui n'ont certes rien d'inoubliables – empreints d'amour et d'airs champêtres. Il y évoque sa déplorable santé, avant que ses envolées lyriques reviennent à l'essentiel : la lutte des classes. Telle cette « humanité libre » :

« Oui je veux voir, comme un soleil, l'ordre nouveau / Émerger de l'horizon sombre / Et je veux, avant le tombeau / Épuiser de tes yeux les caresses sans nombre (...) / Puis lutter, puis tomber victorieux, un soir / De grande bataille où tout vibre / Ayant comblé le gouffre noir / Derrière moi laissant une humanité libre »<sup>62</sup>. »

En dehors de l'environnement familial proche, une place particulière doit être faite à Aline Valette, membre du Parti ouvrier depuis sa fondation en 1879. Elle occupe des fonctions de direction jusqu'à sa mort en 1899 : unique femme dans ce cas au parti, elle fut la maîtresse de Guesde qui, d'après plusieurs témoignages, la tenait en haute estime. Il aurait affirmé à son sujet qu'elle était la seule femme à avoir compris le marxisme ! Féministe convaincue – bien plus que nombre de ses camarades du POF –, elle fonda le journal *L'Harmonie sociale* qui ne parut que du 15 octobre au 24 décembre 1892, un des premiers périodiques à revendiquer des nouveaux droits pour la femme d'un point de vue socialiste.

S'il n'est pas un intime, la postérité nous oblige à évoquer dès à présent Jean Jaurès. Revenant sur ces années 1880, Jaurès, dans sa préface aux *Discours parlementaires*, évoque les socialistes « sectaires », notamment guesdistes :

« Des hommes que j'avais trop longtemps ignorés ont exercé sur mon esprit, à la rencontre, une séduction soudaine et violente, que je contrôle maintenant, mais dont malgré les dissentiments ou même les ruptures je ne me dépendrai jamais tout à fait »<sup>63</sup>. »

Jaurès a suivi un tout autre parcours que Guesde : républicain proche des opportunistes au milieu des années 1880, de plus en plus ouvert à des considérations sociales, normalien agrégé de philosophie, il n'a jamais eu à souffrir de la moindre peine de prison et ne connaît pas l'exil, ni même les difficultés matérielles. Par ailleurs un gouffre sépare Jaurès et Guesde sur un plan générationnel. La percée grandissante des socialistes devait néanmoins les rapprocher, malgré leurs différences foncières<sup>64</sup>. Ils rentrent en contact à Toulouse en 1892 où Jaurès enseigne à l'université et échangent sur leurs conceptions réciproques du socialisme. Homme de meeting, Guesde souhaite se démarquer du « verbiage majestueux, solennel, empesé, prétentieux et pompeux, aussi vide que clinquant, aussi creux que sonore, de tant de palabreurs de métiers<sup>65</sup> ». Face à Jaurès et d'autres socialistes issus du milieu universitaire, il joue habilement de son passé et de sa pureté doctrinale.

Avec Édouard Vaillant enfin, héritier de la sensibilité blanquiste, les rapports ont été là aussi complexes. Des initiatives communes ont laissé rapidement place à une grande froideur. Des divergences de fond existent, notamment à l'égard de la tradition insurrectionnelle. La relation avec les Allemands constitue aussi un point d'achoppement. Brillant intellectuel, un temps correspondant de Feuerbach, Vaillant est tenu en haute estime par nombre de sociaux-démocrates allemands. Ajoutons à cela un très grand prestige du personnage en tant que Communard, expérience directe qui fait défaut à Guesde. Au début de l'année 1893, à l'enterrement de Benoît Malon, Guesde et Vaillant se tiennent nettement à distance l'un de l'autre, tout comme leurs partisans<sup>66</sup>. L'unité, là encore, n'est pas pour demain.

## LE CHEMIN DES INSTITUTIONS

À la veille des législatives de 1893, les guesdistes forment un courant qui n'est certes qu'une des multiples sensibilités du socialisme français, mais s'affirme comme le plus en vue. Leur avantage réside dans leur structuration précoce et leur relative cohérence idéologique. Ils disposent d'appuis déjà solides dans quelques régions, tout en conservant des faiblesses structurelles comme la quasi-absence d'implantation dans la capitale. Très identifiables et identifiés, ils

se remarquent aussi déjà par un style vestimentaire particulier et marqué, avec lavallière et chapeau. Malgré des accidents de parcours, ils font preuve d'un dynamisme incontestable, multipliant les initiatives : « c'était l'époque des belles audaces » dira dans ses souvenirs, non sans nostalgie, Charles Bonnier<sup>67</sup>.

Bientôt une nouvelle ère s'ouvre pour eux. Guesde fait en effet une entrée remarquée au Palais-Bourbon à l'occasion des législatives de 1893. Nullement à contretemps : le socialisme devient pour la première fois une force politique nationale, capable de peser sur les majorités parlementaires. Dans la « République bourgeoise », le parlement et ses représentants – surtout lorsque ceux-ci parlent fort – jouent un rôle décisif. Guesde comprend parfaitement cela et devient paradoxalement, lui qui a tant tonné contre le parlementarisme, une des grandes figures de la Chambre. Une nouvelle page de l'histoire du socialisme s'ouvre : encore et toujours multiforme, il pèse désormais sur la vie politique nationale, et déjà en passe d'être hégémonique dans certaines configurations régionales. La trajectoire de Guesde incarne pleinement cette dynamique.

---

<sup>1</sup> Jean Jaurès, *Préface aux discours (...)*, p. 86.

<sup>2</sup> Il est publié avec un commentaire en 1883, cf. p. 47 de cet ouvrage.

<sup>3</sup> Wolfgang Abendroth, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, Paris, Maspero, 1973, p. 47.

<sup>4</sup> Samuel Bernstein, « Jules Guesde, Pioneer of Marxism », *Science & Society*, vol. 4, 1/1940, p. 42.

<sup>5</sup> Brigitte Carrier-Reynaud, « Benoit Malon et le congrès socialiste de Saint-Étienne en 1882 » dans Claude Latta, Marc Vuilleumier et Gérard Gâcon (dir.), *op. cit.*, p. 93-108.

<sup>6</sup> Rapport du préfet de la Loire au ministère de l'Intérieur du 26 septembre 1882 cité par *ibid.* p. 100.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> APP BA/1482, rapport Ludovic, novembre 1882.

<sup>9</sup> Marcelle Hertzog-Cachin, *Regards sur la vie de Marcel Cachin*, Paris, Éditions Sociales, 1980, p. 24.

- 10 Paul Bénichou, *Le temps des prophètes*, Paris, Gallimard, 1977.
- 11 « Jules Guesde vu par Bracke », in Jules Guesde, *Pages choisies*, Cahier n° 6, supplément à *L'OURS* n° 7, janvier 1970, p. 9.
- 12 Sur la « professionnalisation » de la politique voir les travaux de Michel Offerlé.
- 13 Marc Angenot, *Le marxisme dans les grands récits. Essai d'analyse du discours*, Paris-Laval, L'Harmattan-Presses de l'Université Laval (Québec), 2005.
- 14 Robert Stuart, *Marxism at work. Ideology, Class and french Socialism during the third Republic*, Cambridge, Cambridge University press, 1992, p. 249-250.
- 15 Jules Guesde, *Services publics et socialisme*, Paris, Henri Oriol, 1884, p. 7.
- 16 *Ibid.*, p. 18.
- 17 Jules Guesde, Paul Lafargue, « Essai critique sur la révolution française du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Études socialistes*, mars-avril 1903, p. 65-69.
- 18 Jules Guesde, Paul Lafargue, *Le programme du parti ouvrier, son histoire, ses considérants, ses articles*, Paris, Henri Oriol, 1883.
- 19 Joseph Genuzio, *Jules Guesde et Émile Zola, ou Le socialisme dans l'œuvre d'Émile Zola*, Bari, Levante, 1964, p. 144.
- 20 Bracke, art. cit., p. 10.
- 21 Jean Jaurès, *op. cit.*, p. 93.
- 22 « La coopération », *Le Cri du Peuple*, 9 septembre 1886.
- 23 « Vive la guerre », *Le Cri du Peuple*, 3 mai 1885.
- 24 « Le droit au travail », *Le Cri du Peuple*, 22 mai 1884.
- 25 BNF Archives Émile Zola, « Notes sur Guesde », cité par Joseph Genuzio, *op. cit.*, p. 148.
- 26 Robert Stuart, *op. cit.*, p. 84.
- 27 Lettre de Marx à Engels du 3 août 1882, dans Karl Marx, Friedrich Engels, *op. cit.*, tome 35, p. 17.

28 Lettre d'Engels à Bernstein du 2-3 novembre 1882 dans Karl Marx, Friedrich Engels, *op. cit.*, tome 33, p. 388.

29 Adéodat Compère-Morel, *op. cit.*, p. 84.

30 *Ibid.*, p. 260.

31 Lettre de Friedrich Engels à Eduard Bernstein du 25 octobre 1881 dans Karl Marx, Friedrich Engels, *op. cit.*, tome 35, p. 228-234.

32 Jacqueline Cahen, « La réception de l'œuvre de Karl Marx par les économistes français (1871-1883) », *Mil-neuf-cent*, n° 1, 1994, p. 19-50.

33 Vincent Chambarlhac, « L'orthodoxie marxiste de la SFIO : à propos d'une fausse évidence (1905-1914) », *Cahiers d'histoire-Revue d'histoire critique*, janvier-mars 2011, p. 39-51.

34 Voir dans cet ouvrage sur Bonnier et Bracke, p. 62-63.

35 IISG J. G. Lettre d'Édouard Fortin à Jules Guesde du 21 juin 1887.

36 IISG J. G. Lettre de Gustave Delory à Jules Guesde du 26 avril 1889.

37 Rémi Lefebvre, *Le socialisme saisi par l'institution municipale : des années 1880 aux années 1980 : jeux d'échelles*, Thèse de doctorat en Sciences Politiques, Université de Lille II, 2001, p. 87.

38 IISG J.G. Lettre de Jean Dormoy à Jules Guesde du 1<sup>er</sup> novembre 1888.

39 Mireille Osmin, « L'héritage de Guesde dans le mouvement ouvrier français. Autour du livre de Claude Willard », *Démocratie nouvelle*, mars 1966, p. 21.

40 IISG J.G. Lettre de Raymond Lavigne à Jules Guesde du 8 juillet 1889.

41 IISG J. G. Documents électoraux sur la campagne de 1889.

42 Lettre de Friedrich Engels à Paul Lafargue du 23 mars 1889 dans Friedrich Engels et Paul Lafargue, *Correspondances*, Paris, Éditions Sociales, 1956.

43 Expression employée dans un article publié dans *Le Socialiste*, 26 février 1887.

<sup>44</sup> Discours de Paul Brousse au congrès de Saint-Étienne, 25 septembre 1882. *Compte-rendu du sixième congrès national ouvrier de Saint-Étienne*, Paris, Bureaux du Prolétaire, 1882, p. 33.

<sup>45</sup> Lettre d'Eduard Bernstein à Friedrich Engels du 14 octobre 1881 dans Eduard Bernstein, *Briefwechsel mit Friedrich Engels*, Assen, Van Gorcum, 1970, p. 41.

<sup>46</sup> IISG J. G. Lettre de Wilhelm Liebknecht à Jules Guesde du 8 avril 1889.

<sup>47</sup> Cf. le chapitre 3 du présent ouvrage.

<sup>48</sup> IISG archives J. G. Lettre de Wilhelm Liebknecht à Jules Guesde du 15 mars 1890.

<sup>49</sup> IISG archives J. G. Lettre de Wilhelm Liebknecht à Jules Guesde du 25 décembre 1892.

<sup>50</sup> Georges Haupt, « Groupes dirigeants internationaux du mouvement ouvrier » dans *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Éditions Ouvrières, 1976, p. 130.

<sup>51</sup> Christian Rakovsky, « Jules Guesde et le communisme », *L'Humanité*, 9 janvier 1923.

<sup>52</sup> Lucie Guesnier, *La sédimentation des socialismes roumains. Identités socialistes et mouvements sociaux dans le contexte de la modernisation du pays, 1878-1916*, Thèse d'histoire de l'Université de Paris 1, 2016.

<sup>53</sup> Adéodat Compère-Morel, *op. cit.*, p. 164.

<sup>54</sup> Leslie Derfler, *Leslie Derfler, Paul Lafargue and the founding (...)*, p. 2.

<sup>55</sup> Lettre de Friedrich Engels à Karl Kautsky, 5 septembre 1892 dans Benedikt Kautsky (ed.), *Friedrich Engels' Briefwechsel mit Karl Kautsky*, Wien, Danubia-Verlag, 1955, p. 364.

<sup>56</sup> Charles Bonnier à Friedrich Engels du 18 décembre 1889 dans *Marx Engels Gesamtausgabe* III/30, Berlin, Akademie Verlag, 2013. p. 104.

<sup>57</sup> Christophe Prochasson, « Entre hellénisme et socialisme : le “cas Bracke” » dans Bernard Ménager, Jean-François Sirinelli, Jean Vavasseur-Desperriers (dir.), *Cent ans de socialisme septentrional, Actes du colloque de Lille, 3-4 décembre 1993*, Villeneuve-d'Ascq, Université de Lille III, 1995 p. 171-193.

<sup>58</sup> Sur cette mémoire portée par Bracke voir notre chapitre 7.

<sup>59</sup> Christophe Prochasson, art. cit., p. 178.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 178-179.

<sup>61</sup> Citée d'après les archives familiales de Dominique Schneidre, *Fortune de mère*, Paris, Fayard, 2001, p. 223.

<sup>62</sup> « Une Humanité libre ! », décembre 1888 cité par Adéodat Compère-Morel, *op. cit.*, p. 322-323.

<sup>63</sup> Jean Jaurès, *op. cit.*, p. 2.

<sup>64</sup> Jean-Numa Ducange, « Jaurès, Guesde, “infiniment plus proches l'un de l'autre qu'on ne l'a cru de leur vivant ?” (Léon Blum) », *Cahiers Jaurès*, 3/2016, p. 11-33.

<sup>65</sup> Adéodat Compère-Morel, *op. cit.*, p. 259.

<sup>66</sup> AN F7/15965. Enterrement de Benoît Malon. Note du 18 février 1893.

<sup>67</sup> Gilles Candar (ed.), *Les souvenirs de Charles Bonnier. Un intellectuel socialiste européen à la Belle Époque*, Paris, Presses Universitaires du Septentrion, 2001, p. 193.



« *Le glacial frisson de  
l'irréconciliable* »  
*Guesde au Palais-Bourbon*  
(1893-1898)

**E**n 1893, le Parti ouvrier devient le Parti ouvrier français (POF), adoptant l'acronyme sous lequel il restera dans l'histoire. Cette même année, son principal dirigeant, Jules Guesde, fait une entrée remarquée à la Chambre. Tout change pour lui : longtemps militant révolutionnaire et exilé, Guesde devient une grande figure politique nationale, connu bien au-delà des multiples sectes socialistes. Le quotidien très diffusé *Le Matin* du 2 novembre 1893 publie des portraits des nouveaux députés élus ; à propos de Guesde, il est souligné qu'il était « célèbre avant d'être connu. Il avait donné son nom à une des plus importantes fractions du parti socialiste ». Néanmoins « sa personne demeurait mystérieuse en dehors des temples, qui furent, jusqu'à ces derniers mois, des sortes de catacombes où se donnaient rendez-vous ses coreligionnaires ».

Que va faire Guesde, farouche critique du parlementarisme et du suffrage universel, dans l'auguste Assemblée ? Sur le papier, son objectif est clair : il s'agit de mener « quatre ans de lutte de classes à la chambre ». Implacablement. Le portrait qu'en a tiré le romancier populaire, auteur de *Pardaillan*, Michel Zévaco dans sa série consacrée aux « hommes de la révolution » retranscrit l'effet que produisaient les interventions de Guesde à l'Assemblée :

« Il a la fierté violente et ombrageuse des obstinés qui ont entrepris une œuvre périlleuse et vaste. (...) Ce n'est ni un rêveur qui aspire à des félicités imprécises (...) ni un poète que séduit quelque généreuse vision, ni un philosophe spéculant sur les gravitations du genre humain (...) ; la noble idée de liberté brille en ses écrits et en ses discours d'une lueur si pâle qu'à peine on la distingue ; mais l'idée positive et géométrique d'égalité acquiert en lui son plein développement, sa puissance la plus agissante, sa force de perforation la plus aiguë (...) À la tribune du Palais-Bourbon, il était le seul qui donnât aux représentants de la société présente le glacial frisson de l'irréconciliable<sup>1</sup>. »

## ROUBAIX, « MANCHESTER FRANÇAIS », CITADELLE DU SOCIALISME

Avant d'en venir à ses discours fleuves et leur retentissement, un retour s'impose sur la campagne électorale qui lui a permis d'arracher la circonscription ouvrière de Roubaix-Wattrelos. Comment et sur quelles bases Guesde a-t-il été élu ? Pourquoi, ce qui avait échoué à Marseille, fonctionne ici<sup>2</sup> ?

Guesde n'est pas un enfant du pays. Est-ce pour autant un « parachuté<sup>3</sup> » ? Le rapport de Guesde à la région du Nord ne date pas d'hier. Au début des années 1880, il avait déjà effectué une première tournée de conférences. Il est régulièrement revenu à Lille et dans le Nord, notamment à l'occasion des échéances électorales, par exemple en mars 1888 pour les municipales. Au cours d'une de ses réunions, les militants locaux proposent à Guesde de venir s'installer dans la région en qualité de collaborateur au journal *Le Cri du travailleur*. Puis une chambre, rue Vallon à Roubaix, est mise à sa disposition<sup>4</sup>. Il prend racine dans ce qui va devenir sa terre d'élection.

La sociologie de Roubaix, où une grande partie de la population travaille dans le textile, ne lui a bien sûr pas échappé. Roubaix, surnommée le « Manchester français » : en 1896, il s'agit de la huitième ville de France en termes de population. Ville « mouvoir » qui manque cruellement d'équipements publics, elle incarne la face noire de l'industrialisation du pays. Les conditions travail très dures (parfois jusqu'à 18 heures par jour pour les ouvriers) et l'insalubrité générale marquent ce territoire ouvrier. Les cas d'ivresse et d'alcoolisme sont innombrables. Mais une sociabilité politique s'y développe, passant notamment par les réunions dans les cabarets. Les ouvriers belges (environ la moitié de la population locale est de nationalité belge) sont

utilisés pour faire pression sur le prolétariat local. La vie politique en est modifiée, à tel point que l'on a parfois évoqué un « socialisme d'importation<sup>5</sup> », dans lequel ces immigrants jouent un rôle décisif, épousant les formes traditionnelles de la culture ouvrière locale, tout en empruntant des spécificités venues du mouvement ouvrier belge, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.

Bientôt Roubaix devient un symbole fort de l'implantation socialiste de sensibilité guesdiste. Car les succès municipaux amorcés dans les années 1880 se confirment : la cité ouvrière du Nord est conquise par les socialistes en 1892, accélérant le processus d'implantation de Guesde, qui se présente à la députation l'année suivante. À l'échelle des socialistes, c'est un tournant, voire une petite révolution : il s'agit de la première ville de plus de 100 000 habitants qu'ils administrent. L'enthousiasme est immense. Jamais dans l'histoire une ville de l'importance de Roubaix n'avait été confiée à des ouvriers ! Henri Carette, cabaretier, nouvel édile, incarne cette fierté socialiste et ouvrière, heureux d'être devenu, selon ses propres termes « le maire de la ville plus industrielle de France<sup>6</sup> ».

Mais Roubaix conquise, la gestion du quotidien s'impose. La première tâche des socialistes dans un tel contexte ne peut pas être le renversement du capitalisme, mais de remédier aux difficultés matérielles les plus pressantes. En menant leur action, les guesdistes font de leurs conquêtes locales des bastions de leur influence, tout en conservant une rhétorique messianique promettant des jours meilleurs. Si le socialisme demeure un objectif possible et atteignable, à terme, ce travail de terrain dans le cadre d'une action publique amène un infléchissement de plus en plus favorable au « socialisme municipal », au-delà des positions doctrinaires qui les caractérisaient jusqu'alors. La lecture de la presse socialiste constitue de ce point de vue un indicateur clair. Peu avant la victoire de 1892, dans *Le socialiste* du 26 décembre 1891, Guesde en personne affirme :

« La déclamation a définitivement fait place à l'action qu'on organise sur tous les terrains, ici pour arracher au patronat les meilleures conditions d'existence, là pour déloger la bourgeoisie des pouvoirs publics retournés contre elle ».

L'ardent révolutionnaire Paul Lafargue – député d'une voisine de Lille de 1891 à 1893 – peut écrire à Guesde le 14 novembre 1892 : « Quelle victoire à

Roubaix ! On gagne plus de 800 voix sur le 7 août ! Le suffrage universel va devenir une arme terrible, maintenant que les ouvriers commencent à connaître son maniement<sup>7</sup>. » La vieille tradition de méfiance héritée du blanquisme à l'égard du suffrage universel s'effiloche. Avec les succès électoraux de plus en plus importants, encore impensables quelques années plus tôt, le tournant est net, et n'a d'ailleurs rien de spécifiquement français. Le vieux révolutionnaire allemand Liebknecht ne dit pas autre chose à son ami Guesde lorsqu'il lui écrit à la fin de l'année 1892 : « Je ne suis pas parlementariste moi-même, mais dans une crise comme celle à travers laquelle vous passez maintenant, le parlementarisme est une arme plus puissante que toutes les autres que nous avons<sup>8</sup>. » L'espoir révolutionnaire désormais s'accompagne de la satisfaction des petites victoires quotidiennes.

À noter que le succès roubaisien résulte d'une stratégie d'implantation sur le long terme, caractéristique de l'encadrement d'une partie de la population par le parti, marquant durablement le socialisme du Nord et tout particulièrement « la Mecque du socialisme », Roubaix. Encadrement qui comporte un volet syndical important : des unions ont été créées dans de nombreuses localités du Nord depuis la loi de 1884 légalisant les syndicats, et les membres du POF appuient fortement leur développement. Plus largement des militants volontaristes investissent les lieux de sociabilité et d'organisation du monde ouvrier. Symbole de cette charnière entre le politique et la vie quotidienne, les coopératives : suivant l'historien Robert Baker, on relève une progression parallèle de l'implantation du POF et des coopératives<sup>9</sup>. Pourtant en France les coopératives ont connu une progression le plus souvent indépendamment des courants socialistes. Mais ici le lien étroit de soumission des coopératives au parti, repris du modèle belge, fonctionne. Parti, syndicat, coopératives, mutuelles, bourses du travail : les militants politiques contribuent à unifier toutes ces structures, là où elles suivent souvent des chemins bien distincts dans le reste du pays. L'utilisation par les guesdistes de la grande coopérative de « La Paix » symbolise cette symbiose, caractéristique du guesdisme du Nord. Les politistes Paula Cossart et Julien Talpin ont étudié leur importance fondatrice pour la « Mecque » du socialisme<sup>10</sup> : dès 1887 cette coopérative devient étroitement liée au POF. Officiellement, comme toute coopérative, elle s'assigne avant tout un rôle économique, fournissant du pain et du charbon à

bas coût par exemple. Mais elle se transforme en un lieu de rencontre, de passage, où se croisent les roubaisiens du parti ou qui en sont proches, contribuant à resserrer les liens entre les guesdistes et une fraction croissante de la population. Ces types de coopérations constituent bien des « espaces d'entrelacement du politique et de la sociabilité ordinaire<sup>11</sup> ».

Bref, « lorsque les guesdistes commencent à conquérir le Nord, c'est d'abord grâce au réseau des coopératives, des syndicats et des cabarets », note à juste titre Michel Offerlé<sup>12</sup>. Soit un dense réseau permettant d'assurer un fort encadrement militant : c'est appuyé sur ces acquis que Guesde va pouvoir devenir le héraut du socialisme septentrional que l'histoire a retenu.

## LA CONQUÊTE

Venons-en à la campagne de 1893, menée tambour battant dans la continuité des municipales. Guesde appelle dans sa profession de foi à prolonger l'exploit des Roubaisiens de l'année précédente :

« À vous de montrer, le 20 août prochain, par vos votes, si la France ouvrière et paysanne s'est trompée en comptant, pour faire faire un grand pas à sa libération politique et économique, sur Roubaix qui, il y a deux ans à peine, installait triomphalement le socialisme à l'Hôtel-de-ville, ou si – comme je veux l'espérer –, conscients de votre droit et de votre devoir, vous entendez ouvrir une ère nouvelle pour l'humanité<sup>13</sup>. »

Rien ne freine l'enthousiasme de Guesde. Il voit même dans la dynamique électorale un des symptômes de la crise finale et imminente du capitalisme. Erreur de diagnostic ? Incontestablement *a posteriori*... Mais resituons-nous dans le contexte de 1893 : nous sommes alors en plein scandale de Panama, gigantesque affaire de corruption discréditant nombre d'hommes politiques des partis traditionnels. Le 22 novembre 1892, sûr de lui, Lafargue écrit à Guesde : « Le Panama va nous sauver en coulant à pic les opportunistes<sup>14</sup>. » Deux mois plus tard jour pour jour, les socialistes publient un manifeste contre la corruption du régime et ses représentants. La dénonciation des pratiques de corruption par les socialistes joue en leur faveur pour les élections législatives qui se tiennent en août-septembre<sup>15</sup>. Pour les socialistes marxistes comme Guesde, Panama montre que la fin du régime est proche : la corruption qu'il

engendre apparaît au grand jour. De plus localement une importante grève ouvrière favorise la dynamique de sa campagne.

Sous-estimant la force de l'ancrage républicain à l'œuvre depuis les années 1880, Guesde fait le pari que son entrée au Palais-Bourbon ne sera qu'un des éléments permettant de hâter la révolution sociale. Sa rhétorique contestataire s'avère une véritable force mobilisatrice, promettant un monde meilleur imminent à une population alors très pauvre, exploitée et désœuvrée. Faisant fructifier l'expérience de sa campagne législative précédente, Guesde multiplie à nouveau les rencontres et les meetings. Le commissaire de police ne s'y trompe pas, soulignant sa popularité grandissante : « Des groupes d'ouvriers rappellent l'activité que Guesde avait déployée pendant la période électorale et son dévouement incessant à la cause prolétarienne. Lui seul, disait-on pourrait mettre en désarroi le parti radical et rallier sur son nom toutes les voix ouvrières<sup>16</sup>. » Guesde dénonce avec ferveur l'exploitation dont est victime le prolétariat ouvrier. Puisant dans l'abrégé du *Capital* de Deville quelques exemples, le voilà armé pour une campagne électorale où se déchaînent les haines contre lui. L'historienne Madeleine Rebérioux avait repéré, au-delà des formules répétitives et dogmatiques, cette force de la propagande socialiste d'origine guesdiste. Plus qu'une doctrine juste, le guesdisme « se nourrit aussi, et peut-être surtout d'une évocation passionnée de la vie tragique des travailleurs, tout juste libres de mourir de faim (...) <sup>17</sup> ».

Face à Guesde se dressent des adversaires coriaces : un certain Vienne (un ouvrier soutenu par le patronat local), Deschamps (appartenant au camp nationaliste), Naessens (un républicain démocrate) et enfin un anarchiste... qui recommande l'abstention générale ! Fait décisif, les républicains radicaux n'ont pas présenté de candidats, ayant décidé *de facto* de ne pas s'opposer à Guesde, ce qui lui facilite considérablement la tâche. La droite nationaliste se déchaîne contre lui, l'accusant d'être le candidat des Prussiens. Elle rappelle *ad nauseam* ses liens avec la social-démocratie allemande, jouant sur le souvenir négatif de l'occupation allemande de 1870. Il serait vendu à l'ennemi ; pour preuve, l'aide que lui apporte le SPD : « Le parti ouvrier allemand a envoyé 2 500 F aux frères français comme subside pour leur fonds électoral. » C'est un traître en puissance : « Vous ne voterez pas pour ce fourbe assez méprisable pour trahir son pays et accepter pour prix de sa duplicité l'argent de ceux qui

ont tué vos fils, égorgé vos femmes<sup>18</sup>. » Guesde réplique avec habileté et virulence : la social-démocratie allemande rendra l'Alsace-Lorraine à son peuple, c'est-à-dire à la France, avant-garde de l'humanité. Il retrouve les accents de la défense républicaine de 1870 pour mobiliser les électeurs, manifestant un ardent patriotisme, sans abandonner ses convictions internationalistes puisqu'il ne renonce pas à mettre en avant ses liens avec les socialistes allemands.

Il déjoue ainsi l'argumentaire de son adversaire, qui n'a que l'aigreur revancharde à lui opposer. En coulisse, pourtant, le malaise est bien réel avec les frères allemands. Le 5 juin 1893, Lafargue écrit à Guesde que « le *Vorwärts*<sup>19</sup> a supprimé la phrase où je parle de l'annexion de l'Alsace-Lorraine<sup>20</sup> »... Il semble loin le temps où Engels affirmait, pourtant peu de temps avant cette campagne : « Entre socialistes français et socialistes allemands, il n'existe pas de question alsacienne<sup>21</sup>. » En pleine campagne, Guesde donne d'ailleurs un entretien au *Figaro* le 17 juin 1893 où il affirme que « l'idée de patrie n'est nullement tenue en échec par cet internationalisme (...) Nous sommes donc, en réalité, nous, que notre internationalisme dénaturé, pour ne pas dire calomnié, fait transformer en sans-patrie, les vrais et seuls patriotes ». Le même jour, il vante les mérites dans *Le Socialiste* de « ce double cri qui n'en fait qu'un : vive l'Internationale ! Vive la France ! ». Bref, il n'est plus question de faire abstraction de la défense du pays où les socialistes évoluent. Être socialiste, c'est également être patriote. Le Parti ouvrier devient d'ailleurs significativement cette même année le Parti ouvrier... français.

Faut-il y voir un ralliement « électoraliste » pour être entendu de la majorité des électeurs, une intégration plus importante au jeu politique ou bien encore un rééquilibrage sincère prenant davantage en compte le fait national ? Tous ces facteurs doivent être probablement pris en compte. Désormais selon les périodes et les publics auxquels ils s'adressent, Guesde et ses amis seront fluctuants sur la question. Néanmoins la défense de la nation constitue bien désormais un élément intégré à leur rhétorique, notamment à l'occasion des périodes électorales.

Agent des Prussiens, Guesde est aussi décrit comme un politicien parisien sans véritables attaches locales. Celui-ci rétorque que l'essentiel, c'est la grande division entre classes sociales, ouvriers et patrons, en France comme ailleurs. Il



met en scène sa personnalité, son passé, son rôle de créateur du parti, d'animateur du socialisme, ses années de prison et d'exil et son dévouement ancien au service du prolétariat. Il l'articule avec des revendications immédiates : les huit heures de travail quotidien, bien sûr, grande revendication ouvrière de l'époque. Il défend également l'interdiction de travail pour les enfants de moins de 14 ans, l'égalité des salaires entre hommes et femmes, la reconnaissance de la responsabilité patronale en cas d'accident... Enfin, encore et toujours, l'armement général du peuple contre une armée professionnalisée considérée comme aux ordres de l'État bourgeois, et le développement d'une police qui serait gérée à l'échelle locale, témoignage du fort héritage de la Commune. Campagne avant tout nationale donc, que des ténors d'autres sensibilités socialistes viennent appuyer pour renforcer sa légitimité. Alexandre Millerand mène ainsi une tournée de conférences à Calais puis dans le Nord avec Guesde et Lafargue, avant de se rendre dans le Sud pour prolonger « l'œuvre nécessaire de propagande » des « missionnaires ou des commis-voyageurs » du socialisme<sup>22</sup>.

Finalement, à la suite d'une violente campagne, Guesde l'emporte largement. Avec près de 7 000 voix, il dépasse les 50 % dès le premier tour, face à Vienne (32,64 %), Deschamps (15,65 %) et Naessens (1,23 %). Guesde salue cette victoire « révolutionnaire »... portée donc par le suffrage universel. Immédiatement, son succès suscite de nombreuses doléances de ses électeurs ; dans ses archives privées, nombre d'ouvriers lui adressent des demandes plus ou moins fondées pour aider les plus miséreux. Au niveau international, il reçoit pour la seule année 1893 de nombreuses lettres de dirigeants socialistes du monde entier : l'Allemand Bebel, le Russe Plekhanov, le Roumain Rakovsky, l'Espagnol Iglesias... Toutes ou presque sont brèves, souvent pour le remercier de cette belle victoire et pour lui demander un court article pour la presse socialiste étrangère, expliquant les raisons de son succès. Guesde entend en faire un symbole et un exemple. Dans une lettre de remerciement à ses électeurs d'août 1893, Guesde se présente comme le trait d'union de l'humanité socialiste en construction : « Roubaix est devenue la commune modèle, j'allais dire la ville sainte pour les prolétaires de partout. »



## LE SOCIALISME À L'ASSEMBLÉE

En 1944 Bracke rapporte un témoignage de Marcel Sembat sur ces années 1890, soulignant l'écho extraordinaire des discours de Jules Guesde qui faisaient résonner la voix des opprimés à la chambre : « Lorsque Guesde était à la tribune au milieu du tumulte des interruptions, on avait à certains moments l'illusion que le mur s'ouvrait derrière le président et que l'on voyait par la brèche entrer le prolétariat revendicateur<sup>23</sup>. »

Orateur d'exception, Guesde sait mettre en avant cette singularité de porte-parole des ouvriers, qui le distingue de nombreux députés. Sans le théoriser ni le formuler explicitement, il se présente comme un homme nouveau contre les vieilles élites traditionnelles. Guesde de ce point de vue s'inscrit parfaitement dans le changement en cours des élites parlementaires. Les socialistes de cette époque savent mobiliser, pour reprendre l'expression de Michel Offerlé, « l'illégitimité comme légitimation<sup>24</sup> ». Les socialistes font ainsi un atout d'être les seuls à présenter des candidats issus de milieux populaires, leur permettant d'accéder à des responsabilités politiques. Guesde n'est certes pas d'origine ouvrière et n'a guère à proposer comme capital politique que son idéologie et son parti. Mais à cette époque, cela compte beaucoup, d'autant que Guesde peut faire fructifier d'autres éléments d'un capital accumulé de longue date : c'est un ancien prisonnier politique, un exilé, un homme qui a des contacts depuis des années avec des responsables politiques de toute l'Europe, etc. À défaut d'être du peuple, Guesde est bien un « illégitime » par rapport aux notables républicains et de ce point de vue un homme nouveau, se présentant comme porteur de l'idée socialiste en expansion. Ses talents de débateur et d'orateur feront le reste, mettant en relief ses qualités.

Qui plus est son entrée à la Chambre – contrairement à celle de Lafargue en 1891, due à un contexte politique local et particulier, il est d'ailleurs battu en 1893 – ne doit rien au hasard. Elle s'inscrit dans une dynamique plus large, renforçant sa conviction d'être aux avant-postes de la politique française. L'histoire du socialisme parlementaire commence en effet véritablement au moment où Guesde fait son entrée au Palais-Bourbon. Les élections de 1893 constituent un tournant important de l'histoire politique de la Troisième République. Pour la première fois, une cinquantaine de députés qui se

réclament de l'étiquette socialiste y font leur entrée. Jean Jaurès a fait son retour à l'Assemblée depuis janvier lors d'une élection partielle, cette fois-ci sur la base du programme du Parti ouvrier. Le blanquiste Édouard Vaillant fait partie de la même cohorte. Tous ont incontestablement bénéficié du contexte de crise profonde de la Troisième République.

Mais comment Guesde, le révolté, l'exilé, le révolutionnaire, se vit-il comme député, lui l'oppositionnel de toujours ? Soulignons en premier lieu un fait essentiel pour le quotidien du député fraîchement élu. Guesde respire, enfin sorti de l'embarras. Autrefois plongé dans les pires difficultés matérielles, il peut désormais surnager grâce à l'indemnité parlementaire mise en place pour les élus de la République. Il fait l'acquisition d'un logement en proche périphérie de Paris à la Garenne-Bezons (aujourd'hui la Garenne-Colombes) : « une petite maison entourée d'un jardinet proprement tenu » où il reçoit les journalistes et ses amis<sup>25</sup>. Un journaliste du *Figaro* le décrit comme « bon père, bon époux, musicien, poète à ses heures et grand ami des chats<sup>26</sup> ». Néanmoins ses problèmes personnels demeurent : sa santé fragile, régulièrement évoquée dans la presse socialiste, provoque l'annulation de séries de conférences prévues. Son état alimente régulièrement les rumeurs sur sa mort, notamment dans le nord de la France, dont se fait même l'écho la presse d'extrême droite comme la *Libre Parole* de Drumont<sup>27</sup>. Guesde se rend à plusieurs reprises, accueilli par ses camarades élus locaux, à Cette (Sète) pour rétablir sa santé, arrêtant pendant plusieurs semaines tout activisme politique dans cette région où il se repose<sup>28</sup>.

Au-delà des problèmes personnels, par rapport à de nombreux députés, la conception que Guesde a de sa fonction est tout sauf celle d'un notable enraciné. Il se pense comme le serviteur désintéressé du prolétariat tout entier, mandaté par le parti ouvrier. Le Parlement est pour lui avant tout un lieu de propagande : au *Matin* qui lui demande quel rôle il attribue à sa fonction, il répond : « Loin de nous la chimère de croire que notre révolution sociale peut s'accomplir dans le cadre parlementaire et constitutionnel<sup>29</sup> ! » Pendant son mandat, la construction du parti se poursuit. C'est même là l'objectif affiché puisqu'il se présente le plus souvent comme « porte-programme du Parti ouvrier<sup>30</sup> ». S'il mentionne les affaires locales de Roubaix, c'est la plupart du temps pour illustrer une thèse générale concernant la classe ouvrière.

Pourtant Guesde n'est pas un absentéiste. Lorsque sa santé le lui permet, il intervient régulièrement au Parlement. Il se prend au jeu du parlementarisme, tout en conservant une vive soif de dénonciation du capitalisme. Il apostrophe avec virulence les hommes politiques « bourgeois » – qui le lui rendent bien ! – mais il serait faux d'affirmer qu'il le fait uniquement en assénant et répétant sa doctrine sans subtilité aucune. Il se montre capable de mobiliser de nombreux exemples concrets articulés à ses théories, prenant en compte les conditions de vie des Français les plus modestes, évoquant notamment avec lyrisme les prolétaires du textile qui l'ont envoyé au Palais-Bourbon. Soulignant à plusieurs reprises l'importance du « problème social », « le problème même de ce siècle<sup>31</sup> », il répond point par point aux députés niant l'existence de l'exploitation capitaliste et des classes sociales. L'explication du monde inspirée par le marxisme fait son entrée avec fracas à la Chambre. Nombre de ses interventions constituent en effet de véritables petits traités de pédagogie marxiste, où la loi implacable de la plus-value est rappelée régulièrement. L'ordre actuel n'est pas acceptable, et Guesde fait partager son rêve d'un autre monde : « C'est pour cela que l'heure est venue de la liberté humaine<sup>32</sup>. » Il provoque des réflexions et débats théoriques bien plus larges que le sujet initialement prévu par l'ordre du jour. Il cite Marx et d'autres théoriciens, ou plutôt en tire quelques formules en le paraphrasant plus ou moins fidèlement, mentionne des études économiques émanant d'universitaires ou de diverses structures rendant compte de la misère ouvrière, etc. Reste qu'il a tendance à minimiser le fait – ce que ses adversaires politiques ne manquent pas de relever –, qu'il est l'élu d'une circonscription très ouvrière et spécifique, ne reflétant pas toute la sociologie de la France de l'époque. La tendance à s'enfermer dans un discours qui ne peut excéder certaines franges de la population constitue assurément une de ses limites.

Mais toujours sa voix résonne fortement lorsqu'il s'exprime. Multipliant les allers et retours entre le local, le national et parfois l'international, il ferraille par exemple âprement contre Jules Méline et son tarif protectionniste lors de la séance du 19 février 1894 :

« M. Méline protectionniste à outrance lorsqu'il s'agit des différentes fractions de la classe qui possède, devient tout à coup libre échangiste absolu lorsqu'il s'agit de la marchandise-travail, de la main-d'œuvre ouvrière<sup>33</sup>. »

Il défend encore la loi d'airain des salaires selon laquelle on ne donne que le minimum à l'ouvrier pour survivre, dressant un tableau catastrophiste de la situation de l'époque. Il fait profession d'athéisme, au grand scandale de nombreux députés qui l'accusent d'attiser la haine et de préparer la guerre civile. Il réclame l'intervention de l'État, corrigeant les propos plus antiétatiques qu'il a pu tenir par le passé, sans pourtant manquer de réaffirmer l'objectif marxiste de disparition de l'État : « Dans la société de demain, les classes disparues dans l'égalité sociale, il n'y aura plus place pour un État<sup>34</sup>. » Sur les bancs des conservateurs, on alterne entre l'hilarité et la peur lorsque Guesde s'exprime sur ce sujet...

Fermement attaché aux questions de doctrine, Guesde n'en défend pas moins les revendications ouvrières immédiates : sur les dix-neuf grands discours de son premier mandat, la plupart leur sont dédiés. Faire voter des lois n'est point un détail : il se bat par exemple pour la loi des 8 heures où « l'intervention législative ou sociale s'impose<sup>35</sup> ». Pour la justifier, il se fonde sur plusieurs exemples concrets issus de rapports et ouvrages divers, n'hésitant pas à citer, pour le tourner à son avantage, Paul Leroy-Beaulieu, économiste libéral occupant une prestigieuse chaire au Collège de France, auteur de *La question ouvrière au dix-neuvième siècle*, avec qui il n'a eu de cesse de polémiquer. Guesde insiste sur l'efficacité législative : « Ouvrez la voie, faites des concessions, accordez à la classe ouvrière ce qu'elle vous demande et ce qu'elle a le droit de vous demander, parce que la société actuelle non seulement ne souffrira pas, mais bénéficiera de la réforme en question<sup>36</sup>. » Il s'oppose aux lois scélérates prises contre les anarchistes, tout en stigmatisant l'action de ces derniers qu'il juge néfaste.

Il se sert également du parlement pour contester l'annulation par le préfet des délibérations de la municipalité de Roubaix en faveur des travailleurs. La ville avait mis en place un service pharmaceutique à bas coût et un bureau de consultations judiciaires gratuites. Face à une assemblée majoritairement hostile, il affirme que Roubaix est plus avancée que la nation, indiquant le chemin que la République française devrait emprunter dans les années à venir. Il en profite pour vanter les mérites de l'autonomie municipale contre l'État bourgeois, retrouvant l'inspiration de la Commune de 1871. Il remonte le temps et revient sur l'histoire de la propriété, de la dépossession progressive des

petits au profit des gros, menant progressivement à une opposition radicale entre deux classes sociales, prolétariat et bourgeoisie. Parfois, c'est une véritable leçon d'histoire que donne Guesde, proche en cela d'autres députés républicains de son temps. Aux socialistes appartient un « grand passé » d'utopies qu'il convient désormais de réaliser grâce au parti :

« Nous ne renions pas, en effet, nous ne renierons jamais les communistes d'autrefois. Que, passant par-dessus les babouvistes, vous nous rattachiez à la *République* de Platon, à l'*Utopie* de Thomas Morus, à la *Cité du Soleil* de Campanella, tout ce grand passé, nous nous glorifions de le faire nôtre, nous réclamons comme notre tradition préhistorique le grand rêve communiste de tous ceux qui, du cerveau ou de la main, ont lutté pour le bien-être ou le bonheur commun<sup>37</sup>. »

Comme nombre de ses collègues, il se réfère très souvent à l'histoire révolutionnaire, notamment à Robespierre et Babeuf. Considérant la séquence 1789-1794 comme une révolution bourgeoise, il développe régulièrement l'argument selon lequel pendant la Révolution la bourgeoisie osait aller de l'avant. Ce qu'elle ne veut plus aujourd'hui, c'est au prolétariat de le réaliser. Il cite par exemple le plan d'éducation nationale rédigé par Saint-Fargeau, et lu par Robespierre à la Convention le 15 juillet 1793 puis insiste :

« Cette dette de la République, vous l'avez payée en partie, mais en partie seulement ; vous l'avez payée par moitié lorsque vous avez organisé l'enseignement primaire gratuit et obligatoire. Il s'agit maintenant de payer l'autre moitié, de vous acquitter jusqu'au bout, en donnant à nos enfants, à tous nos enfants, à l'aide d'une caisse nationale des cantines scolaires, le vêtement et la nourriture<sup>38</sup>. »

À côté de cette exaltation de l'action révolutionnaire, Guesde accorde une place significative à l'intervention législative. Découvre-t-il la possibilité d'engager de grandes réformes depuis le Parlement ? Dans une de ses interventions il précise :

« Voter une loi de protection ouvrière, c'est reconnaître les classes (...). Oui le jour où vous votez une pareille loi, vous affirmez qu'il y a une classe opprimée, exploitée, qu'il y a des hommes ne possédant rien, ne se possédant pas eux-mêmes, réduits, pour ne pas mourir, à la vente quotidienne de leur force de travail<sup>39</sup> (...) »

L'action législative peut donc aider à la reconnaissance de la lutte des classes. Pour autant Guesde a-t-il abandonné l'idée d'un renversement révolutionnaire ? Il termine un discours de la séance du 19 juillet 1894 en affirmant pouvoir instaurer la République sociale grâce à la majorité électorale :

« Avec – et contre – vos lois d’hier et de demain, en 1898, nous serons deux millions, peut-être trois, et c’est nous qui, devenus la majorité, reprendrons l’œuvre de la Révolution désertée par vous, et qui ferons enfin la véritable République, la République sociale<sup>40</sup> ! »

Ailleurs, il affirme préférer « être en République sociale, plutôt qu’en monarchie patronale ». Le renvoi dos à dos de la république et de la monarchie ne semble plus de saison. La République doit être sociale : sans le dire explicitement, on comprend qu’il vaut mieux malgré tout mieux être en République qu’en monarchie. L’inflexion est réelle par rapport aux années précédentes. Dans le même esprit, Guesde évoque la possibilité d’une « révolution pacifique et légale<sup>41</sup> » à condition que la provocation ne vienne pas des conservateurs et du patronat, ce qui pourrait alors entraîner une « révolution violente »... mais uniquement par réaction.

Toutes ces citations sont issues de ses discours à l’Assemblée ; assurément Guesde joue la carte d’une certaine légalité pour se faire entendre, pour ne pas prendre le risque d’être marginalisé. Mais le passage pacifique au socialisme est plus largement envisagé dans le mouvement ouvrier international, et les propos de Guesde correspondent à cet infléchissement. Au cours de la mandature, Charles Bonnier publie dans *Le Socialiste* un texte d’Engels ouvrant une possible voie faisant l’économie des barricades<sup>42</sup>. Ce texte, préface à une nouvelle édition des *Luttes de classes en France en 1848-1850* de Marx et rédigé peu avant sa mort, fait office de testament. Le sens du texte, caviardé à l’époque par la direction du SPD pour le présenter comme un texte de renonciation pure et simple à la révolution, fait débat. Mais dans le contexte les propos d’Engels poussent incontestablement à une forme de légalisme et à une critique de la voie insurrectionnelle. Guesde en a nécessairement pris connaissance à travers le journal, ce qui a certainement contribué à influencer son point de vue.

Les discours cités ici ne seront publiés intégralement qu’en 1899, donc après son premier mandat de député. Mais dès les années 1893-1898, nombre de militants peuvent les lire, consolidant Guesde comme chef d’un courant. Les discours sont en effet souvent repris dans la presse socialiste nationale et provinciale, par extraits, ou paraphrasés. Autre fait à souligner, une partie de ses discours sont imprimés sous forme de brochure à l’issue de son mandat. La brochure la plus significative s’intitule *Le parti ouvrier et son action*

*parlementaire 1893-1898, les votes de Jules Guesde*, imprimée à Roubaix<sup>43</sup>. Il est intéressant d'y lire ce que le Parti choisit de mettre alors en avant auprès des militants, sympathisants et électeurs de Guesde. L'introduction souligne combien son mandat « n'a été, entre ses mains, qu'une arme de plus pour la défense des droits et des intérêts du travail ». Les propositions de lois soutenues par Guesde y sont détaillées. Par exemple, à propos de l'emblématique projet de loi des 8 heures, que Guesde défend âprement, on relève le nombre grandissant de députés prêts à la voter : « Imposante et significative minorité, qui ne manquera pas de devenir majorité et d'aboutir, dès la prochaine législature, si la France ouvrière sait faire son devoir dans quelques semaines. » Dans la partie consacrée à « Nos soldats », on peut lire : « Jules Guesde veut une France toute-puissante, invincible, capable de tenir tête à l'Europe capitaliste coalisée, comme elle a tenu tête, il y a un siècle, à la Sainte-Alliance des rois, des papes et des tsars ». La France doit être défendue, certes dans une perspective internationaliste :

« Un jour viendra où, par suite de l'entente des classes ouvrières d'Europe, maîtresses de leurs gouvernements respectifs, le cauchemar d'une tuerie internationale, qui pèse sur cette fin de siècle, sera dissipé à tout jamais<sup>44</sup>. »

Mais pour l'heure les choses sont claires :

« Patriotes vraiment dignes de ce nom, Jules Guesde a été au premier rang de cette minorité socialiste qui, en toutes circonstances, à travers les lâchetés des uns et les trahisons des autres, a sauvé l'honneur de la République et de la France de la Révolution. »

Internationaliste, mais sans laisser aux autres « l'honneur de la République et de la France ». Là encore un certain pragmatisme semble l'avoir emporté : Guesde défend désormais « l'honneur » d'un régime qu'il n'hésitait pas conspuer régulièrement quelques années plus tôt.

## GUESDE PRAGMATIQUE ?

Guesde est-il en train d'évoluer vers un socialisme pragmatique, patriote et gradualiste ? Interroger son rapport avec Jaurès, fervent républicain, permet peut-être de mieux comprendre ces changements. Au parlement, notamment



sur la question du tarif Méline, Guesde prend régulièrement appui sur Jaurès, qu'il cite à plusieurs reprises avec éloge lors de ses discours parlementaires. Les deux hommes sont alors proches, et l'évolution de Guesde doit quelque chose à la fréquentation de députés venus du républicanisme comme Jaurès. En retour Jaurès reprend aux guesdistes une partie de leur rhétorique sur la lutte des classes. Certes il n'adhérera jamais au POF, et croise le fer avec Lafargue en 1894 autour des notions d'« idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire<sup>45</sup> », montrant ce qui le sépare de Guesde et de ses partisans. Jamais Jaurès ne sera en accord avec les thèses économiques et le matérialisme simpliste de ses camarades guesdistes. Il développe un humanisme, au-delà des fractures de classes, qui leur restera fondamentalement étranger. Néanmoins Jaurès accepte bien à ce moment une coopération avec eux. L'unité socialiste, horizon encore lointain à l'époque, l'exige. Lors des élections de 1893, *Le Socialiste* présente Jaurès comme un député du Parti : les voix qui ont permis son élection à Carmaux sont purement et simplement comptabilisées comme POF.

Rapprochement dont témoignent les articles que Jaurès publie dans *Le Socialiste* entre 1893 et 1896. Ce sont des articles très « lutte des classes » : Jaurès s'en prend au patron de la Verrerie de Carmaux ou encore à la répression policière exercée à l'encontre des grèves ouvrières<sup>46</sup>. À la lecture de ses articles, peu avant de mourir, Engels peut ainsi écrire à Lafargue que « Jaurès paraît plein de bonne volonté<sup>47</sup> ». Quelques lettres témoignent également de cette bonne entente. Il n'est pas rare de les voir côte à côte pour une conférence commune en soutien à des ouvriers en grève. C'est par exemple le cas en septembre 1894 dans une petite ville entre Saint-Étienne et Lyon, à Rive-de-Gier, où les deux tribuns viennent soutenir les grévistes de verriers, de « braves citoyens » qui « depuis sept mois (...) luttent contre un affameur qui a jeté 1 200 familles sur le pavé<sup>48</sup> ».

Un moment clef de ce rapprochement est assurément le Congrès du POF à Nantes en 1894. Jaurès y assiste. Si l'on suit les mémoires d'Alexandre Zévaès, jeune étudiant collectiviste né en 1873 devenu un des proches collaborateurs de Guesde, c'est le grand moment d'harmonie entre les deux députés socialistes<sup>49</sup>. Ils apparaissent ensemble à la tribune du congrès ; Jaurès, on l'a dit, a été élu sur la base du programme du POF et préside même une session



du congrès. Celui-ci marque une inflexion sur la question agraire. Déjà Guesde s'adressait dans son programme de 1893 aux « petits industriels et petits commerçants », victimes de la grande concurrence. Sur la petite propriété privée, la doctrine s'assouplit : la terre est pour les paysans, selon Lafargue, comme le bistouri pour le chirurgien. Pour partir « à la conquête des terroirs », les socialistes misent désormais sur la défense des « petits » contre les « gros », davantage que sur l'expropriation des premiers par les seconds, processus devant amener selon l'analyse d'Engels à la généralisation du salariat agricole. Lafargue manifeste ici une réelle sensibilité à une permanence française, que socialistes et communistes au XX<sup>e</sup> siècle sauront reprendre à leur compte<sup>50</sup>. Guesde se montre circonspect sur ces audaces, mais reprend souvent l'argument dans sa propagande. Friedrich Engels s'agace de ce qui lui semble être une surestimation de la paysannerie ; à la demande de Bebel, il rédige un article critique sur ces changements. Opportunisme ? Dans une France demeurée majoritairement rurale, il y a un pari électoral évident à l'heure où Guesde et les siens misent toujours davantage sur le suffrage universel. Ce choix relève peut-être aussi d'une forme de conscience historique : les socialistes misent sur la permanence d'une tradition de jacqueries révolutionnaires des petits paysans. Fait rare, deux proches de Guesde, Deville et Bonnier, défient le « général » Engels sur ce point, montrant toute l'importance du débat pour les Français<sup>51</sup>.

Moment d'unité aussi peu après sur l'attitude à adopter en 1895-1896, lors de l'investiture du gouvernement du radical Léon Bourgeois. Les socialistes soutiennent l'effort réformateur de ce républicain malgré des critiques. Pas question de jouer la politique du pire en se désintéressant de qui dirige la majorité au Parlement. Toujours en 1896, le « Banquet de Saint-Mandé », sous la houlette d'Alexandre Millerand, célèbre les victoires municipales des socialistes et appelle à accentuer le mouvement, alors que Jules Méline, considéré comme réactionnaire par les socialistes, vient de succéder à Léon Bourgeois. Guesde parle à côté des autres grands ténors du socialisme : Jaurès, Vaillant, Allemane. L'unité semble en marche. Guesde ne formule pas alors de critiques à l'égard des positions plutôt réformistes exprimées à ce moment, conformément à ce qu'il défend au Parlement. Il soutient « la nécessité pour la classe ouvrière, victorieuse, de savoir avec exactitude ce qu'elle veut faire de la

victoire ». La victoire, c'est aussi – peut-être pas exclusivement certes – les élections. Les guesdistes prennent toute leur part dans ce mouvement, amplifiant les premiers succès. Ils ont notamment conquis la grande ville industrielle et ouvrière de Lille en 1896, dirigée désormais par Gustave Delory. Comme souvent après une victoire électorale, les guesdistes s'enflamment et y voient le début d'un processus que rien n'arrêtera. Charles Bonnier dans un article du *Socialiste* du 3 janvier 1897 intitulé « La dictature du prolétariat », n'hésite pas à évoquer avec entrain la « dictature du prolétariat dans une région de France » à propos de la conquête de Lille ! C'est bien pourtant une alliance avec les radicaux qui a permis ce résultat : le premier adjoint du maire est un radical, le docteur Debierre.

Les convergences se font aussi contre les concurrences « gauchistes » des socialistes : au niveau international Jaurès et Guesde sont encore unis au congrès de l'Internationale de Londres de 1896 pour expulser les anarchistes<sup>52</sup>. Guesde développe une aversion particulière à l'égard de tout ce qui peut ressembler à l'anarchisme. Or, entre-temps, s'est fondée en 1895 la Confédération Générale du Travail (CGT), rapidement animée par un courant syndicaliste révolutionnaire rejetant violemment la conception guesdiste du parti. Le député de Roubaix affirme une position claire à l'encontre des syndicats jaloux de leur indépendance à l'égard des partis. Il s'agit même d'un des marqueurs les plus durables de la sensibilité guesdiste. Fondamentalement, c'est le modèle allemand qu'admire Guesde ou, plus près encore de sa circonscription, le modèle belge, appliqué localement sur ses terres. Il le défend très clairement lors de son discours au congrès international de Londres en 1896. Là-dessus, il ne changera pas sa position d'une virgule jusqu'à sa mort. Les syndicats ont leur rôle à jouer, mais celui-ci ne peut être que défensif, ponctuel, et en aucun cas ils peuvent à eux seuls se présenter comme l'esquisse de la société future. Insensible voire hostile aux appels à la grève générale et à la mythologie qui entourent le syndicalisme révolutionnaire animant bientôt la CGT, Guesde assigne un rôle limité aux syndicats. Seul le parti constitue la véritable école du socialisme. En retour, les syndicalistes de la CGT font de Guesde et de ses partisans leurs bêtes noires favorites<sup>53</sup>. Émile Pouget, un des grands animateurs du syndicat, publie même un florilège de *Variations guesdistes* en 1897 regroupant de nombreuses citations commentées de Guesde

hostiles à la CGT ! En guise d'introduction à ces variations, Pouget remonte à l'histoire de la Première Internationale et à l'action de Marx et des marxistes, les « autoritaires ». Pouget cible d'autant plus Guesde qu'il sait très bien qu'il fut un temps anarchiste... Le traître Guesde en prend pour son grade : « Une excellente recrue pour Marx fut Jules Guesde. Avant de trouver son chemin de Damas et de devenir le Saint-Paul du Marxisme, le personnage a coqueté avec les anarchistes<sup>54</sup>. » Désormais d'après Pouget, les guesdistes sont perdus pour la cause : « La folie de gouverner les tourneboule et leur horizon se limite aux quatre murs de la chambre des députés<sup>55</sup>. »

Entre les socialistes et la CGT, c'est bien évidemment la conquête de l'hégémonie sur le monde ouvrier qui est l'enjeu de cette bataille. Mais entre les guesdistes et les syndicalistes se joue un combat plus spécifique. Certes, les deux s'opposent frontalement sur la question de la politique, leurs conceptions différant clairement. Pourtant ils partagent l'horizon séparatiste hérité du vieil associationnisme ouvrier : le socialisme (ou donc le syndicalisme) révolutionnaire doit demeurer indépendant du monde bourgeois. Le fossé se creuse très vite quant aux pratiques concrètes de ce séparatisme : là où les guesdistes vont se servir pleinement des institutions et fétichiser le parti, la CGT voue aux gémonies le système parlementaire. Leur hostilité réciproque sera tenace, même si localement les réalités sont souvent moins brutales, avec des militants pouvant être au POF et à la CGT, souvent en contradiction avec les grandes déclarations des congrès nationaux.

## ENCORE ET TOUJOURS : STRUCTURER LE COURANT

Entre socialistes, malgré les rapprochements évoqués, la perspective d'une unité à venir pose le problème de savoir quel va être le courant dirigeant. Un rapport de surveillance remarque en 1895 que « l'œuvre de M. Guesde grandit chaque jour. Au fond, elle a pour but de ne pas laisser développer celle de M. Jaurès qui prépare dans le silence ses batteries<sup>56</sup> ». Guesde et les siens poursuivent l'implantation et la structuration de leur courant en développant notamment la presse provinciale, média déterminant alors en pleine expansion : *Le Réveil du Nord* (Lille), *L'Égalité* (Roubaix), *Le Peuple* (Lyon), *Le socialiste de la Manche*

(Cherbourg), *La République sociale* (Narbonne), *Le socialiste cettois*, *Le Socialiste breton*... Tous reprennent au plan local, avec des variantes, l'orientation fixée par *Le Socialiste*.

Dans ce dispositif, les amitiés comptent beaucoup : pendant ces années d'intenses débats, Guesde souffre de ses multiples maladies. Ses proches amis le réconfortent. La chaleur des relations avec ses collaborateurs est manifeste. Certaines ruptures en seront d'autant plus brutales. Parmi eux, outre Lafargue, Bonnier occupe encore une place de choix, intermédiaire toujours précieux avec les sociaux-démocrates allemands. Des courriers de la féministe Clara Zetkin adressés à Guesde transitent par lui. Surtout il l'informe et le conseille sur ce qui se passe dans le socialisme international. Aussi la consultation exhaustive de la correspondance de Guesde ne doit pas faire illusion. En effet on repère une très large majorité de courriers en provenance de France. Il semble même y avoir un rétrécissement des perspectives par rapport à la période précédente en ce qui concerne l'étranger. Deux remarques s'imposent néanmoins. D'une part les sociaux-démocrates allemands ont eux-mêmes comme principaux correspondants des... Allemands. Karl Kautsky lisait et écrivait le français sans problème mais recevait principalement des courriers d'Allemagne ou d'Autriche<sup>57</sup>. D'autre part, Guesde correspond avec quelques Français bien informés des débats internationaux, servant d'intermédiaire entre lui et les sociaux-démocrates allemands. N'oublions pas enfin que l'Internationale fait partie en quelque sorte de son mandat de député d'une circonscription mitoyenne de la Belgique. Il reçoit par exemple au début de l'année le directeur du *Vooruit* de Gand<sup>58</sup>. Il noue également des liens avec les socialistes polonais – notamment des exilés à Londres – pour tenter de contrecarrer l'alliance franco-russe<sup>59</sup>. Son passé et son expérience d'exilé le rendent sensible au sort des parias socialistes : il aide des exilés russes et polonais à se cacher sous de faux noms, avec de fausses adresses à Paris, pour déjouer la police<sup>60</sup>.

Il semble en revanche, comme la plupart des socialistes de son temps, assez peu sensible au sort des populations colonisées par la France. Certes le congrès de Romilly de 1895 condamne les expéditions coloniales et leurs atrocités, mais principalement à cause des retombées négatives qu'elles engendrent sur les ouvriers... français de la métropole. Relevons néanmoins une importante

correspondance avec son *alter ego* socialiste en Guadeloupe, Hégésippe Jean Légitimus, élu sur place conseiller général dès 1896 et affilié au Parti ouvrier. Il informe Guesde pas à pas des progrès du socialisme dans l'île. Légitimus sera le premier noir à siéger en 1898 au Palais-Bourbon. Il fut ensuite surnommé le « Jaurès noir ». Au moins dans un premier temps il paraît pourtant plus judicieux de le désigner comme... le « Guesde noir » !

Notre député de Roubaix a donc toujours autour de lui un important réseau de correspondants internationaux. Demeure malgré tout une grande faiblesse, limitant l'impact de ces multiples contacts : son relatif désintérêt pour les débats théoriques auxquels il ne prend jamais part. Parmi les dirigeants socialistes français, il n'a assurément pas l'envergure d'un Jaurès ; nécessairement moins familier d'un certain nombre de controverses, il n'a pas la profondeur de vue de l'agrégé de philosophie qui prend connaissance directement des textes en allemand. À côté de Vaillant, ancien correspondant de Feuerbach ayant fait plusieurs séjours d'étude en Allemagne, il fait aussi pâle figure. Et même au sein des guesdistes, c'est du côté de Lafargue qu'il faut se tourner pour trouver des traités de doctrine, souvent schématiques mais bien plus développés que les opuscules de Guesde. Il reste un « pur » politique de ce point de vue.

## LA DÉFAITE INATTENDUE

Au milieu des années 1890, rien ne semblait arrêter la montée en puissance électorale des représentants du prolétariat. C'est du moins ce que semblent alors croire Guesde et nombre de ses amis. Grisés par leur succès, eux qui quinze ans plus tôt constituaient encore un petit parti groupusculaire, représentent désormais un véritable courant. Les voilà convaincus de leur irrésistible ascension. Guesde, se comparant aux républicains des années 1860 en plein assaut contre le Second Empire, confie au *Matin* : « La marche rectiligne m'a conduit au Palais-Bourbon (...) j'y représente l'avenir, le socialisme qui se lève et qui grandit : j'y représente l'offensive. Eux, ils sont le passé, l'agonie<sup>61</sup>. » La densité de l'implantation militante dans le Nord lui

donne des ailes. En 1898, la moitié des effectifs nationaux du POF se trouvent dans la fédération du Nord.

Mais à y regarder de près, Guesde souhaitait-il vraiment se représenter comme député sortant dans le Nord ? Dans les coulisses, les choses paraissent moins évidentes. *Le Progrès du Nord*, journal républicain, laisse entendre que Guesde aurait envisagé d'être rapatrié en région parisienne :

« Jules Guesde, considérant son échec comme à peu près certain à Roubaix aux prochaines élections législatives, s'occuperait de trouver dans le département de la Seine une circonscription où ses chances fussent plus grandes<sup>62</sup>. »

Les socialistes de Saint-Denis lui auraient préparé le terrain. Le journal guesdiste *Le Réveil du Nord* dément immédiatement la rumeur qui ne peut que nuire à Guesde, déjà en proie à des difficultés, et dont la légitimité locale demeure récente et fragile. Plusieurs sources convergent en ce sens : Guesde aurait délaissé sa circonscription qu'il jugeait mécaniquement acquise. Il n'a pas cessé de faire des tournées de conférences dans toute la France et, tombant régulièrement malade, s'est de fait peu montré à Roubaix. Il ne s'y serait rendu qu'une fois par an environ pour un Premier Mai ou pour soutenir un candidat du Parti ouvrier<sup>63</sup>. Les militants du Nord lui ont reproché de ne pas être un enfant du pays et de ne pas habiter leur circonscription<sup>64</sup>. « C'est un homme sans racines, sans attaches<sup>65</sup> », affirme Dominique Schneidre dans ses mémoires. Conséquence : « la présence de Jules Guesde à Roubaix est fantomatique<sup>66</sup> », du moins à cette époque. Un rapport de police indique que « le maire de Roubaix se montre effrayé de la négligence de Guesde qui ne s'occupe pas de sa circonscription qu'il paraît considérer comme un fief lui appartenant<sup>67</sup> ».

Sa tâche se complique d'autant plus qu'il a cette fois face à lui un candidat unique, bien décidé à en découdre pour chasser le « collectiviste » du Palais-Bourbon. Les partisans de Motte, patron local employant des milliers d'ouvriers et professant un républicanisme modéré et aux convictions libérales<sup>68</sup>, se déchaînent et mènent leur campagne contre « Guesde misère ». Une réunion publique contradictoire se solde par des cris et des échauffourées pendant la conférence. Des altercations ont lieu entre partisans et adversaires de Guesde à la sortie du meeting. Se mêlent les cris de « vive Guesde » « à bas

Guesde » dans une ambiance de bousculades occasionnant des rixes jusque dans les rues avoisinantes<sup>69</sup>.

Motte parvient à l'emporter en se présentant comme l'enfant du pays et le « patron bienfaiteur » en insistant sur l'aspect extérieur et « parachuté » de Guesde. Il joue pleinement la carte du Roubaisien né sur place, issu d'une famille qui a fondé l'industrie locale et qui par là même aurait permis le développement de la ville. Le patron gagne donc grâce à une forme de « localisme ouvrier ». L'historien Claude Willard y voit le résultat de promesses non tenues : à force d'avoir promis le socialisme à court terme, voilà les miséreux roubaisiens peut-être fiers d'avoir un bon représentant à l'Assemblée, mais leur condition, elle, ne s'est guère améliorée. Guesde serait en quelque sorte victime de son lyrisme sur la société future. Ce facteur a pu jouer assurément en sa défaveur.

Mais une analyse plus fine a été proposée par l'historien David Gordon. La mécanique guesdiste pensait inexorable la prise de conscience des travailleurs, capables désormais grâce au parti de former une classe ouvrière prête pour le socialisme. En réalité, les aspirations des travailleurs roubaisiens se partagent entre l'avenir meilleur promis par les socialistes et le courant libéral influent bien au-delà des seules sphères patronales, et solidement ancré malgré la percée de Guesde et ses proches<sup>70</sup>. À gauche, les radicaux disposent également d'une certaine audience ; sans eux les socialistes peuvent difficilement être majoritaires et Guesde, par défaut, avait bénéficié de leurs voix lors de sa première élection. Beaucoup de petits commerçants et de professions intermédiaires, tentés par le vote socialiste en 1893, ont probablement été effrayés par les interventions de Guesde à l'Assemblée, dont les propos les plus extrêmes ont été bien sûr complaisamment reproduits par les journaux locaux. Motte a soigneusement quant à lui mené campagne pour défendre la petite propriété. Comme ailleurs, selon la conjoncture, les électeurs radicaux décideront de faire basculer la circonscription à gauche... ou à droite ! Dans le cas présent, la crainte des « partageux » a probablement détourné certains du vote socialiste.

## LES FRAGILITÉS D'UN COURANT



Ces fragilités locales et la sous-estimation du rapport de force à Roubaix renvoient à une réalité contrastée du courant de Guesde, relativisant la dynamique glorifiée par la propagande socialiste de l'époque, souvent exagérément triomphaliste. Intellectuellement, les guesdistes se situent à la marge des discussions internes au mouvement socialiste international et se contentent surtout de réaffirmer leur marxisme sommaire, à l'heure où des discussions s'amorcent dans la social-démocratie allemande sur les mutations du capitalisme. Par ailleurs, comme l'ont notamment souligné les historiens Michelle Perrot<sup>71</sup> et Antoine Prost<sup>72</sup>, le guesdisme demeure une réalité avant tout régionale, et localisée, même si la précocité de sa structuration lui confère un écho national voire international. Le socialisme de Guesde n'a pas, en termes militants et électoraux, la puissance d'un courant national. Il demeure une sous-sensibilité encore trop peu enracinée comme l'a montré l'échec de Guesde à l'issue de son premier mandat. À l'échelle du pays, les guesdistes ne regroupent que 3,6 % des suffrages en 1898. Ils restent très faibles à Paris, relativement peu présents dans le Sud et finalement concentrés dans quelques bastions dont avant tout le Nord, et même plus précisément Lille et ses environs. Reste néanmoins dans ces lieux une impressionnante citadelle, même si elle est soumise à des fluctuations électorales. Ici les effectifs du POF sont nettement ouvriers (près de la moitié des adhérents) et le parti contrôle une bonne partie des sociabilités.

Enfin et encore, la division joue pleinement, affectant tous ceux qui se réclament du socialisme. Séparés dans de multiples courants, les socialistes n'adoptent pas de stratégie très lisible. Même au sein des guesdistes, présentés par leurs adversaires comme des centralisateurs acharnés, les réalités locales sont des plus diverses. Selon les moments et les régions, les partisans de Guesde pratiquent des alliances à géométrie variable : en 1896 à Bordeaux une liste unit des collectivistes et des... royalistes, ligne de nouveau justifiée par Lavigne, habitué à ce type d'audace depuis la crise boulangiste. Deux ans plus tard, au cours de la campagne des législatives, d'autres se montrent au contraire attachés au désistement en faveur des républicains : à Montluçon, le guesdiste Constans proclame que « si du point de vue économique nous sommes socialistes (...) nous sommes avant tout républicains<sup>73</sup> ». La confusion règne selon les contextes et les élections. Mais n'accablons pas les guesdistes : la



revanche patronale et conservatrice a aussi eu un rôle dans la défaite de Guesde en 1898. Meticuleusement organisée depuis 1893 elle a aussi, dans un autre contexte, battu Jaurès dans sa circonscription, en maintenant une forte pression sur les ouvriers, y compris et surtout sur leur embauche. Et ce même si, au niveau national, le nombre de voix socialistes continue de croître.

## LA TRAVERSÉE DU DÉSERT ?

Guesde est personnellement très affecté par sa défaite. D'autant que bientôt les mauvaises nouvelles et tragédies personnelles s'accumulent, tandis que sa santé est toujours chancelante. Après l'illusion lyrique des années 1892-1893, la révolution annoncée devra attendre. Prenons garde néanmoins à ne pas l'enterrer trop vite ; Guesde n'est pas hors-jeu. Toujours en contact avec de nombreux socialistes, tant avec des responsables locaux qu'internationaux, il s'est imposé pendant ces années, malgré la défaite de 1898, comme un personnage de premier plan. Insulté, haï ou objet d'un véritable culte chez ses partisans, il est devenu une des figures de la vie politique nationale. Alors que *Le Figaro* n'évoquait son nom qu'une centaine de fois entre 1887 et 1892, discours retentissants à l'assemblée obligent, le quotidien conservateur mentionne son nom dans trois fois plus d'éditions pendant son mandat de député.

Guesde est par ailleurs une des incarnations d'un processus plus large : la République française doit désormais composer avec des cohortes socialistes certes toujours en ordre dispersé, mais de plus en plus nombreuses. Intégrées rapidement au jeu institutionnel, elles perdent de leur spécificité et de leur entrain originel, notamment les plus révolutionnaires d'entre elles. Les néo-blankistes et guesdistes, pourtant jadis unis par une défiance durable à l'égard du suffrage universel, ont mis pour l'heure de l'eau dans leur vin. Au jeu de la légalité et du parlementarisme, Guesde a donné *de facto*, bien qu'il s'en défende, du poids aux arguments gradualistes qu'il avait si âprement combattus quelques années plus tôt.

Pourtant rien n'est encore figé, et les controverses de la fin du siècle allaient bientôt le montrer avec fracas, tout particulièrement à l'occasion d'une affaire

commencée déjà depuis quelque temps, mais qui devait prendre à partir de 1898 une importance toute particulière pour les socialistes : l'affaire Dreyfus.

---

<sup>1</sup> Michel Zévaco, « Jules Guesde » dans *Les Hommes de la Révolution*, décembre 1899 à janvier 1900, p. 11 (collection OURS).

<sup>2</sup> Sur cet épisode, voir le travail documenté de Philippe Deprey, *Jules Guesde député*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Lille 3, octobre 1979.

<sup>3</sup> Rémi Lefebvre, « Le socialisme pris au jeu du territoire. L'ancrage de Jules Guesde à Roubaix » dans Bernard Dolez et Michel Hastings (dir.), *Le parachutage politique*, Paris, L'Harmattan (Logiques politiques), 2003, p. 197-214.

<sup>4</sup> AN F7/15965. Rapport du préfet du Nord, 20 mars 1888, adressé à la Sûreté Générale.

<sup>5</sup> Rémi Lefebvre, art. cit., p. 244.

<sup>6</sup> *Le journal de Roubaix*, 17 mai 1892. Cité par Rémi Lefebvre, art. cit., p. 220.

<sup>7</sup> IISG J.G. Lettre de Paul Lafargue à Jules Guesde, 14 novembre 1892.

<sup>8</sup> IISG J.G. Lettre de Wilhelm Liebknecht à Jules Guesde du 25 décembre 1892.

<sup>9</sup> Robert P. Baker, « Socialism in the Nord, 1880-1914: A Regional View of the French Socialist Movement », *International Review of Social History*, 1967, p. 357-389.

<sup>10</sup> Paula Cossart et Julien Talpin, « Les Maisons du Peuple comme espaces de politisation. Étude de la coopérative ouvrière la paix à Roubaix (1885-1914) », *Revue française de science politique*, 4/2012, p. 583-610.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> Michel Offerlé, « Mobilisation électorale et invention du citoyen. L'exemple du milieu urbain français à la fin du 19<sup>e</sup> siècle », dans Daniel Gaxie (dir.), *Explications du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1985, p. 170.

<sup>13</sup> Jules Guesde, *Quatre ans de lutte de classe à la Chambre : 1893-1898*, Paris, G. Jacques, 1901, t. 1, p. X.

<sup>14</sup> IISG J.G. Lettre de Paul Lafargue à Jules Guesde du 22 novembre 1892.

- 15 Frédéric Monier, *Corruption et politique: rien de nouveau ?*, Paris, Armand Colin, 2011.
- 16 Archives Départementales du Nord (désormais ADN), M 154/172. Rapport du commissaire spécial de Tourcoing.
- 17 Madeleine Rebérioux, « Le guesdisme », *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, n° 50, 1973, p. 4.
- 18 ADN, M/37/33. Tracts de la campagne électorale de 1893.
- 19 Il s'agit du quotidien berlinois du SPD.
- 20 IISG J.G. Lettre de Paul Lafargue à Jules Guesde, 5 juin 1893.
- 21 Friedrich Engels, « Situation politique de l'Europe », *Le Socialiste*, 6 novembre 1886.
- 22 *La Petite République*, 22 mars 1893.
- 23 Bracke, préface à Jules Guesde, *Socialisme. Double réponse à MM. De Mun et Paul Deschanel*, Paris, 1944, p. 5.
- 24 Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 4/1984, p. 693.
- 25 La maison est décrite par Marcel Hutin, « M. Jules Guesde, réformateur général », *Le Figaro*, 29 mars 1894.
- 26 Paul Bosq, « M. Jules Guesde », *Le Figaro*, 20 juin 1896.
- 27 *La Libre Parole*, 16 mai 1896.
- 28 AN F7/15965. Rapport du 18 mars 1895.
- 29 *Le Matin*, 20 novembre 1893.
- 30 Jules Guesde, *Quatre ans...*, *op. cit.*, p. 5.
- 31 *Ibid.*, p. 134.
- 32 *Ibid.*, p. 150.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>34</sup> *Ibid.*, t. II., p. 29.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>37</sup> *Ibid.*, t. II, p. 64.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 206-207.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 255.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 89-90.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 183.

<sup>42</sup> « La provocation », *Le Socialiste*, 14 avril 1895.

<sup>43</sup> *Le parti ouvrier et son action parlementaire 1893-1898, les votes de Jules Guesde*, Roubaix, Imprimerie spéciale du Parti Ouvrier Français, 1898.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 28.

<sup>45</sup> Jean Jaurès, Paul Lafargue, *Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire*, Paris, Publication du groupe des étudiants collectivistes, 1895.

<sup>46</sup> Madeleine Rebérioux, « La collaboration de Jaurès au *Socialiste* de Jules Guesde », *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, n° 4, janvier-mars 1962, p. 14-15.

<sup>47</sup> Lettre de Friedrich Engels à Paul Lafargue, 22 janvier 1895 dans Friedrich Engels, Paul Lafargue, *Correspondances*, Paris, Éditions Sociales, tome III, 1959, p. 394.

<sup>48</sup> *Le Peuple de Lyon*, 27 septembre 1894 (Archives départementales de la Loire, 92 M 55).

<sup>49</sup> Alexandre Zévaès, « Jaurès et Guesde », *Revue de Paris*, juillet 1936, p. 79-111.

<sup>50</sup> Gilles Candar et Jean-Numa Ducange, « Paul Lafargue. La propriété paysanne et l'évolution économique », *Cahiers Jaurès*, n° 195-196, janvier-juin 2010, p. 71-80.

<sup>51</sup> Marx Engels Gesamtausgabe, I/32, 1891-1895, Berlin, Akademie Verlag, (Apparat), 2010, p. 1117.  
Cf. aussi Gilles Candar (ed.), *Les mémoires de Charles Bonnier*, op. cit., p. 206.

<sup>52</sup> Michel Launay, « Jaurès et Guesde d'après des documents inédits », *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, n° 4, janvier-mars 1962, p. 10-13.

<sup>53</sup> Guillaume Davranche, « Pelloutier, Pouget, Hamon, Lazare et le retour de l'anarchisme au socialisme (1893-1900) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 110, 2009, p. 139-161.

<sup>54</sup> Émile Pouget, *Variations guesdistes*, Paris, Bureaux de la Sociale, 1897, p. 5-6.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>56</sup> AN F7/15965, Note du 27 mai 1895.

<sup>57</sup> Moira Donald, « Workers of the World Unite? » dans Martin H. Geyer et Johannes Paulmann (dir.), *The Mechanics of Internationalism*, Londres, Oxford University Press, 2001, p. 177-204.

<sup>58</sup> AN F7/15965. Note du 5 janvier 1893.

<sup>59</sup> AN F7/15965. Note du 12 septembre 1895.

<sup>60</sup> AN F7/15965. Rapport du 10 juin 1896.

<sup>61</sup> *Le Matin*, 20 novembre 1893.

<sup>62</sup> AN F7/15965. Rapport de la préfecture du Nord, 26 septembre 1897.

<sup>63</sup> Robert Pierreuse, *La vie ouvrière à Roubaix de 1890 à 1900*, Maîtrise d'histoire contemporaine de Lille III, 1957.

<sup>64</sup> Souvenirs de Madame Verecque, cité par Claude Willard, *Les guesdistes*, op. cit., p. 383.

<sup>65</sup> Dominique Schneidre, op. cit., p. 124.

<sup>66</sup> Remi Lefebvre, op. cit., p. 304.

<sup>67</sup> ADN. Dossier Guesde « élections Nord » 14 mars 1898.

<sup>68</sup> David Gordon, « Liberalism and Socialism in the Nord: Eugene Motte and republican Politics in Roubaix, 1898-1912 », *French History*, 3/1989, p. 332.

<sup>69</sup> AN F7/15965. Ville de Wattrelos. Cabinet du commissaire de police à la Direction de la Sûreté générale, 17 avril 1898.

<sup>70</sup> David Gordon, art. cit.

<sup>71</sup> Voir par exemple le compte-rendu de l'ouvrage de Claude Willard dans les *Annales ESC* en 1967, p. 701-710.

<sup>72</sup> Voir la conclusion d'Antoine Prost dans Bernard Ménager, Jean-François Sirinelli, Jean Vavasseur-Desperriers (dir.), *Cent ans de socialisme septentrional, Actes du colloque de Lille, 3-4 décembre 1993*, Villeneuve-d'Ascq, Université de Lille III, 1995, p. 402.

<sup>73</sup> Cité par Claude Willard, *Les guesdistes*, p. 188.

## « *Enfin nous avons tranché la corde* » *L'homme des refus (1898-1905)*

Quelques mois avant les élections législatives, en janvier 1898, Émile Zola publie son célèbre « J'accuse ! » dans *L'Aurore*. L'écrivain met implacablement en doute l'impartialité de la justice dans le cas du capitaine Alfred Dreyfus, condamné en 1894 pour avoir livré des documents à l'Allemagne.

Au départ, cette affaire avait laissé de marbre les socialistes. Comme les autres hommes politiques, la plupart ne doutaient guère de la culpabilité du capitaine. Mais la fragilité des preuves laisse progressivement place au doute : il apparaît de plus en plus clair que Dreyfus a été pris pour cible parce qu'il était juif. Dans ce cadre, l'appel de Zola constitue un véritable coup de tonnerre dans la vie politique ; l'affaire anime bientôt les débats aux quatre coins du pays, déclenche de violents affrontements et rixes, et pèse durablement sur l'avenir de la République<sup>1</sup>. Dreyfusards, antidreyfusards : chaque responsable politique doit faire son choix, et le justifier. Mais les lignes de clivage n'ont parfois rien d'évident. Le cas de Guesde illustre à merveille les ambiguïtés et fluctuations de ses camarades. L'affaire Dreyfus constitue un épisode majeur de l'histoire des socialistes français qui se déchirent sur l'attitude à adopter. Problème bientôt redoublé l'année suivante par celui de leur première participation à un gouvernement, aggravant encore la division.

Guesde entre dans une période de trouble. Venant de perdre son poste de député et affrontant une série de drames personnels, il prend la tête du front

du refus à gauche : avec lui les socialistes ne défendront pas un militaire, quel que soit le motif invoqué, et ne participeront pas à un gouvernement « bourgeois ». Choix lourd de conséquences, que d'aucuns qualifient, non sans arguments solides, de « combat manqué<sup>2</sup> ». Ses positions marquent incontestablement un tournant : c'est d'une certaine manière la fin de l'époque héroïque. Dans une biographie louangeuse à la gloire de son maître Guesde, Compère-Morel consacre plus de 440 pages sur 500 aux années qui vont de sa naissance à 1898... Et seulement une soixantaine pour les années 1899-1922 ! Guesde n'est pourtant nullement retiré et inactif, loin de là. Mais pour qui veut écrire une hagiographie de l'ex-député du Nord, les choses se compliquent assurément. Pour l'historien en revanche, ces années sont d'une importance capitale : les minorer empêcherait de comprendre la marque que Guesde va imprimer au mouvement socialiste français. Il convient donc de prendre ses distances à l'égard d'une lecture « décliniste » du personnage. Certes la politique d'abstention dans l'affaire Dreyfus « marqua pour les guesdistes la fin de leur hégémonie politique sur le mouvement socialiste<sup>3</sup> ». Mais nullement leur disparition : sans eux il n'y a toujours pas d'avenir pour un socialisme unifié en France.

## LE CHOIX DE L'INTRANSIGEANCE

Revenons un peu en arrière. Zola, avant son célèbre « J'accuse ! », avait publié dans *Le Figaro* le 16 mai 1896 une contribution, « Pour les Juifs », où il dénonçait avec verve l'antisémitisme ambiant. Quelques années plus tôt en 1892, Guesde n'était pas en reste sur ce terrain. Il avait lui aussi combattu l'antisémitisme avec virulence. Dans plusieurs articles, il le stigmatise. Par exemple le 26 juin 1892, *Le Socialiste* évoque une « déviation » ; reproduisant fièrement un article de la *Question Sociale* de Bordeaux (hebdomadaire local du POF) critiquant l'antisémitisme, Guesde affirme, avec la causticité qui est la sienne depuis les années 1870 :

« *Le cléricalisme*, voilà l'ennemi, clamait Gambetta, aux applaudissements de la bourgeoisie, heureuse de détourner sur l'Église le flot montant des colères ouvrières. Le Juif, voilà l'ennemi, des marchands de parole plus ou moins libre, sort du même sac à malices – bourgeoises. Il s'agit de sauver l'exploitation capitaliste en amusant les travailleurs avec les *youtres*, comme on dit, devenus



les boucs émissaires des péchés – ou des vols – de l'Israël patronal. Quel répit pour la société actuelle si, au lieu de se poursuivre entre dépossédés et possédants pour l'expropriation de ces derniers, la lutte pouvait être déplacée, limitée entre *sans prépuce* et *avec prépuce*. »

Peu après, le 8 juillet 1892, Guesde participe à une conférence contradictoire avec plusieurs antisémites notoires, notamment Drumont, et les réfute énergiquement<sup>4</sup>. Mais l'ami de Guesde, Charles Bonnier, publie des articles aux positionnements nettement plus ambigus, qui frisent l'antisémitisme. L'assimilation entre capitalisme, élites, riches et juifs, notamment lorsqu'il s'agit de pointer le rôle de grandes familles comme celle des Rothschild, a bien existé, quoique toujours tempéré par des rappels à l'ordre dans *Le Socialiste*, souvent sous la plume de Guesde ou de Lafargue. Dans la presse régionale de facture guesdiste, des propos aux relents antisémites peuvent être relevés<sup>5</sup>. Mais l'organe national choisit la plupart du temps de reproduire les articles régionaux dénonçant l'antisémitisme. Par ailleurs, ces propos doivent être strictement contextualisés<sup>6</sup>. Les préjugés de certains socialistes, certes terrifiants *a posteriori*, ne peuvent malgré tout se confondre avec un antisémitisme globalisant, haineux et systématique. Et, faut-il le rappeler, si la presse socialiste peut ponctuellement se laisser aller à des accents antisémites, quoi de comparable avec le déferlement quotidien de haine de *La Libre Parole* d'Édouard Drumont, auteur d'un des pamphlets les plus diffusés de l'époque, *la France juive*, d'abord publié à compte d'auteur chez Flammarion en 1886, puis réédité constamment pendant notre période.

Un rapport conservé dans les archives de la sûreté, traite de l'épineuse question de l'antisémitisme de Guesde. Il demeure interrogatif : « il paraît que Jules Guesde (...) aurait des motifs sérieux de haine contre certains israélites du Nord » et évoque des tractations avec Drumont, fondée sur des rumeurs : « On dit même, mais je vous donne le renseignement sous réserves, que Drumont lui offrira de faire les frais de son élection, dans n'importe quelle autre circonscription (...) »<sup>7</sup>. » Plusieurs autres rapports supposent des rapprochements et ponts entre antisémites et guesdistes, mais soulignent également d'importantes frictions : Jules Guesde aurait par exemple manifesté son indignation lorsque *La Libre parole* reproduit ses propos en les déformant. Des ambiguïtés ? Certainement. Mais pas de lien organique, pas d'accord politique clair sur le fond avec l'extrême-droite antisémite. Faire donc de

Guesde un antisémite conséquent est contredit par un examen attentif des sources de l'époque.

Guesde n'est d'ailleurs pas initialement vent debout contre Zola lorsqu'il publie sa lettre, tout au contraire. L'approbation du « J'accuse ! » chez de nombreux socialistes est réel. Alors que certains doutent de la sincérité de l'écrivain « bourgeois », Guesde affirme avec fracas : « La lettre d'Émile Zola, c'est le geste le plus révolutionnaire de ce temps ! » Guesde connaît Zola, qu'il a rencontré à plusieurs reprises. Malgré une grande distance politique, les deux hommes s'apprécient au départ. À cette époque, plusieurs témoins soulignent que Guesde était favorable à l'intervention en faveur de Dreyfus, davantage même que des socialistes indépendants comme Millerand. Gabriel Deville, ancien compagnon d'armes de Guesde, passé du côté de ces derniers, reconnaît dans une lettre à Wilhelm Liebknecht que « quand j'ai empêché, aidé par Millerand, le groupe de faire ce qui a été fait depuis, de lancer le Parti socialiste dans la campagne personnelle en faveur de Dreyfus, Guesde était celui qui me combattait avec le plus d'acharnement, il allait encore plus loin que Jaurès dans le même sens que celui-ci<sup>8</sup> ».

Reste que Guesde finit par changer sa position, et refuse finalement de se joindre à la campagne de défense de Dreyfus. Jean Jaurès parcourt le chemin inverse : il rédige pendant l'été 1898 *Les Preuves*, où il prend fait et cause pour le capitaine. Le tribun de Carmaux réagit notamment au manifeste du POF publié dans *Le Socialiste* du 24 juillet 1898. Ce dernier expose avec clarté les positions de Guesde, opposant un refus net à toute campagne en faveur de Dreyfus :

« Libre à la bourgeoisie politicienne et littéraire de se diviser sur la culpabilité ou l'innocence d'un capitaine d'État-Major ou d'un commandant d'infanterie et de s'entre-déchirer au nom de la patrie, du droit, de la justice et autres mots vides de sens tant que durera la société capitaliste. Les prolétaires, eux, n'ont rien à faire dans cette bataille, qui n'est pas la leur (...). Dans cette nouvelle crise que traversent les classes dirigeantes, nous n'avons à être ni Esterhaziens ni Dreyfusards, mais à rester parti de classe, ne connaissant et ne combattant que la lutte de classe pour l'émancipation du travail et de l'humanité. »

Comment expliquer ce retournement ? Son ami et fidèle conseiller Bonnier, aux préjugés antisémites marqués, a certainement joué son rôle. De même le choix fait par Wilhelm Liebknecht de ne pas soutenir la cause de Dreyfus a influencé Guesde. L'autorité de Liebknecht, vieil ami de Marx et d'Engels,

combattant sur les barricades en 1848 est immense, surtout après la mort d'Engels. Il apparaît comme le dernier grand révolutionnaire allemand de la période héroïque. Signe de ce prestige, les *Cahiers de la Quinzaine* de Péguy, ardent dreyfusard, consacrent une bonne partie de leur première livraison à réfuter les arguments de Liebknecht contre Dreyfus !

Pourtant, par ce choix, Guesde s'isole au niveau international. Karl Kautsky, Rosa Luxemburg et Georges Plekhanov qui le considèrent pourtant depuis longtemps comme un des plus éminents représentants du marxisme en France, quoique probablement tous circonspects sur ces capacités de théoricien, appuient la démarche jaurésienne. « Seul Liebknecht nous donna sa pleine et entière approbation » mentionne Bonnier dans ses mémoires<sup>9</sup>. Soutien de poids donc, mais à contre-courant.

Comment comprendre ce choix ? Au-delà des appréciations et de l'influence de telle personnalité ou de tel courant sur Guesde, il apparaît que « l'aspect politique avait été déterminant », affirme l'historien Gilles Candar<sup>10</sup>. « Faire du socialisme, et rien que du socialisme » : cette formule de Guesde résume bien son attitude pendant ces années. Gagner des élections, conquérir des positions est une chose. Défendre l'honneur d'un militaire en est une autre. L'armée professionnelle, c'est celle qui écrasa en 1871 la Commune de Paris. Pour Guesde et de nombreux camarades de sa génération, cela compte beaucoup. La campagne dreyfusarde commençante rassemble les républicains en un front large que ne saurait tolérer un « pur » comme Guesde. Par ailleurs, il existe un enjeu interne de démarcation à l'égard des autres socialistes, à une époque où se discutent les bases de l'unité, qui paraît à terme inéluctable. Pour l'emporter, Guesde choisit l'intransigeance mais aussi ce qu'il appelle « l'indépendance ». Pas question d'être suiviste par rapport aux indépendants comme Jaurès, au risque de voir se dissoudre une identité politique patiemment construite depuis 1879.

Menacé sur sa droite par Jaurès et les liens que celui-ci entretient avec les cercles républicains, Guesde doit également ménager sa gauche. Depuis l'apparition de la CGT, il n'est plus le seul à diriger une organisation nationale prônant une nette indépendance de classe à l'égard de l'État. Guesde, qui ne renoncera jamais à l'idée que les syndicats doivent être soumis au parti, comprend que l'espace de l'aile gauche du mouvement ouvrier, celle qui

demeure critique à l'égard de l'idée d'une intégration dans la République, est en passe d'être occupé par la CGT. Leur laisser ce créneau et rejoindre l'unité républicaine, non seulement manque de cohérence par rapport à la mémoire de 1871 mais risque, en plus, de le faire disparaître, ou tout du moins de le marginaliser. A-t-il essayé également de tenir compte d'un antisémitisme populaire, de séduire les lecteurs de *La France juive* pour les ramener au juste combat de classe ? On ne peut pas l'exclure dans le cas de certains guesdistes, coutumiers des alliances contre-nature. Pour Guesde lui-même, qui a toujours mené une propagande très hostile à Drumont, il est davantage permis d'en douter.

Difficile de savoir si Guesde a consciemment calculé alors ce revirement qui, à la lecture des textes, se montre tout à fait spectaculaire entre janvier et l'été 1898. À l'appui de sources de la préfecture de police et de la sûreté générale, l'historien Leslie Derfler a retracé l'évolution de Guesde, ou plutôt son retour à une forme d'intransigeance et cherché à l'interpréter. Il souligne l'importance de son « opportunisme politique<sup>11</sup> » dans ce retournement. Il est clair que, au moins en partie, le revirement de Guesde tient à la perte de son mandat aux législatives, perte à laquelle il n'a longtemps pas voulu croire. Cette défaite convainc aussi une partie de sa base que les élections ne sont pas si utiles, alors même que Guesde était en train d'effectuer un changement de ligne prônant l'action législative et la révolution pacifique. Les rapports étudiés par Derfler insistent sur le grand risque représenté par l'unité socialiste, susceptible de minorer les positions personnelles d'un Guesde, désormais absent des bancs de l'Assemblée, dans le parti. Cependant, c'est là beaucoup insister sur la part incontestable de calcul. Il semble possible d'émettre une autre hypothèse liée au rapport de Guesde et des siens aux élections. Enthousiasmés par la possibilité de devenir majoritaires par la voie légale, nombre de guesdistes avaient sincèrement tenté de « jouer le jeu » des élections. À les lire, c'était alors comme si toute victoire électorale était considérée comme acquise à jamais ! Tout semble indiquer que, au-delà du cas personnel de Guesde, la succession des défaites, impensées et impensables, provoque un brusque retour en arrière. Faute d'avoir la possibilité de conquérir le pouvoir pour le moment, la bonne vieille tactique de l'indépendance peut permettre de souder les troupes en attendant des jours meilleurs.

Toutefois, signe de profonde crise, les positions de Guesde sont loin de faire l'unanimité dans son propre courant. Son attitude crée un malaise, et divise aussi les siens, y compris les figures de premier rang. Paul Lafargue supplie Guesde de faire volte-face et de revenir à sa position initiale. Dans plusieurs courriers, notamment dans une lettre datée du 27 septembre 1898, il lui demande de renoncer à sa tactique. Un an plus tard, revenant sur cet épisode, Lafargue, dans un courrier du 28 juillet 1899 à Liebknecht, évoque « l'absurde et inconcevable conduite de Guesde et de Vaillant dans l'affaire Dreyfus<sup>12</sup> ». Pour le gendre de Marx, Guesde a laissé Jaurès occuper le terrain, marginalisant son courant dans un combat de tout premier ordre.

Incontestable lucidité : Guesde perd bien des plumes dans l'affaire. Un exemple parmi d'autres le montre sans détours : on observe un déplacement des socialistes francs-maçons guesdistes, sensibles à la dimension humaniste du combat dreyfusard, vers les positions de Jaurès<sup>13</sup>. En effet, malgré l'obligation formelle de stricte indépendance à l'égard du monde bourgeois, nombre de partisans de Guesde étaient à la fois membres du POF et d'une loge maçonnique. Comme l'observe l'historien Denis Lefebvre, un glissement significatif s'effectue au moment de l'affaire Dreyfus, qui rassemble nombre de républicains autour d'une même cause. Pour eux, le séparatisme ouvrier de Guesde a perdu de son sens face à la menace antirépublicaine révélée par l'affaire.

## LE « MINISTÉRIALISME » ET L'ÉCHEC DE L'UNITÉ

Quelques mois plus tard un autre problème va permettre de ressouder les rangs guesdistes... et de creuser le fossé entre socialistes. Dans le contexte de crise politique déclenché par l'affaire Dreyfus, se constitue en juillet 1899 un gouvernement de « défense républicaine » sous la houlette du républicain modéré Waldeck-Rousseau. Alexandre Millerand, socialiste indépendant et parlementaire, devient ministre de l'Industrie et du Commerce au sein d'un gouvernement large regroupant diverses sensibilités républicaines, toutes attachées au régime, par-delà leurs divergences, face au péril réactionnaire que représente la dynamique antidreyfusarde. Millerand reste ministre jusqu'en

1902, tentant d'impulser une vague réformatrice dans le but de crédibiliser l'action socialiste.

Mais son choix est loin de faire l'unanimité. C'est le début du débat autour du « ministérialisme » : les socialistes se déchirent sur la légitimité de la participation gouvernementale. Pour Guesde en effet, pas question de soutenir une quelconque démarche « ministérialiste » qui risque de faire perdre au socialisme son identité. Jules Guesde connaissait depuis plusieurs années Alexandre Millerand. Côte à côte au banquet de Saint-Mandé en 1896, ils avaient salué la gloire du socialisme municipal. Mais l'hostilité entre les deux hommes apparaît avant même l'affaire du ministère ; dès 1897, les guesdistes prennent subrepticement le contrôle du journal *La Petite République*, et l'antagonisme entre Millerand et Guesde au sein du groupe parlementaire est de plus en plus manifeste. Puis en 1898 la réélection de Millerand au Parlement contraste avec l'amère défaite de Guesde...

Contrairement à l'affaire Dreyfus, le front du refus s'élargit. Guesde n'est plus isolé sur la scène internationale. Kautsky comme Rosa Luxemburg le soutiennent. En France, Guesde trouve en Vaillant et son courant blanquiste un allié de poids pour tirer à vue sur Millerand. Pour l'ancien Communard Vaillant, impensable de soutenir le gouvernement Waldeck-Rousseau où siège à côté de Millerand un certain Galliffet, général chargé de la répression de la Commune de Paris en 1871. Dès juillet 1899, le POF publie avec plusieurs groupes socialistes, dont le Parti socialiste révolutionnaire de Vaillant, un manifeste « à la France ouvrière et socialiste », réaffirmant les fondamentaux :

« Le parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel. Il n'a pas à partager le pouvoir avec la bourgeoisie, dans les mains de laquelle l'État ne peut être qu'un instrument de conservation et d'oppression sociale. Sa mission est de le lui arracher pour en faire l'instrument de la libération et de la Révolution sociale<sup>14</sup>. »

Quelques semaines plus tard, le congrès d'Épernay du POF d'août 1899 condamne Millerand dans des termes proches, même si une minorité obtient d'évoquer les « circonstances exceptionnelles » pour rentrer dans un gouvernement, montrant une sensibilité moins intransigeante. Jaurès lui, au nom de la défense de la République, soutient l'action de Millerand. À

l'Assemblée, le groupe socialiste se scinde entre ceux qui appuient le nouveau gouvernement, et les autres.

Dans la continuité de l'affaire Dreyfus, un strict positionnement de « classe » a donc motivé l'action de Guesde. D'après lui, l'indépendance de classe est indispensable ; y renoncer serait perdre l'âme du socialisme. L'ancien député de Roubaix échange plusieurs courriers à ce propos avec son vieil ami Liebknecht, qui n'a plus que quelques mois à vivre. Il exprime avec clarté son refus du « ministérialisme » au révolutionnaire allemand. Le 16 juillet 1899, Guesde lui confie sa fierté d'avoir rompu avec les socialistes pro-gouvernementaux : « Enfin, la cassure est faite, enfin nous avons tranché la corde. » Il réitère le 11 novembre 1899 : « Nous saurons, même au prix d'une brisure, sauver ce que vous appelez notre indépendance, et ce que j'appelle moi le socialisme en France<sup>15</sup>. »

Guesde peut cette fois-ci compter sur l'appui de Lafargue, bien décidé à en découdre avec Jaurès. Dans une lettre du 29 janvier 1900 adressée à Guesde, il revient sur l'occasion manquée de l'affaire Dreyfus, pour mieux prôner une lutte intransigeante contre les « intrigants » : « Nous battons Jaurès et la clique d'intrigants (...) Nous avons eu la stupidité de ne pas intervenir dans l'affaire Dreyfus pour en tirer des conséquences utiles au socialisme ; Jaurès s'est accaparé d'une popularité qui a failli nous coûter cher<sup>16</sup>. » Jaurès de son côté, dans un courrier à Vollmar (un social-démocrate allemand appartenant à l'aile modérée du parti), affirme que s'il n'y avait pas eu Galliffet, probablement la participation au gouvernement aurait été bien mieux acceptée, notamment par Vaillant<sup>17</sup>. Reste que l'effet de génération n'est pas non plus à négliger : les mauvais souvenirs laissés par l'expérience Louis Blanc en 1848 – premier socialiste au pouvoir – et donc à plus forte raison par la Commune de Paris de 1871 ont joué un rôle chez Guesde, extrêmement méfiant à l'égard de républicains « modérés » prêts à fusiller le peuple. Et dans le cadre de sa réaction à l'égard de Dreyfus, le refus de l'unité socialiste a peut-être primé avant tout. C'est la thèse défendue par son ancien ami Gabriel Deville. Certes, officiellement, personne ne pouvait se déclarer contre l'unité mais d'après Deville « Guesde et Lafargue n'ont pas osé et n'oseront jamais heurter de front un semblable mouvement ; mais ils feront, sous n'importe quel prétexte, tout



ce qu'ils pourront pour l'empêcher d'aboutir<sup>18</sup>. » Le refus aurait été ainsi savamment calculé.

Des facteurs personnels ont aussi pu jouer dans la radicalisation de Guesde. 1898 fut une année difficile, on l'a déjà signalé ; 1899 et 1900 sont tout simplement tragiques. Gravement malade, il laisse à son fils une lettre inachevée datée du 19 février 1899, où il envisage la mort : « Mon cher Mario, j'ai été pris hier soir d'une syncope, qui ne présage rien de bon. Au cas où ce serait réellement la fin, je compte sur toi<sup>19</sup> (...). » Son amie et camarade Aline Valette meurt peu après de la tuberculose le 21 mars 1899. Quelques mois plus tard, il fait part à Liebknecht de « l'épuisement de son système nerveux<sup>20</sup> ». Il souffre du diabète et de la prostate. Sa femme aussi est souffrante ; elle sera emportée en juillet 1900 par un cancer généralisé. Puis c'est également la mort d'un de ses confidents, un vieux camarade de lutte, Wilhelm Liebknecht, au début du mois d'août 1900. Au-delà de la douleur personnelle, Guesde perd un allié stratégique, la seule grande figure à l'avoir appuyé dans son combat « de classe » contre la défense du capitaine Dreyfus. Il apparaît désormais bien plus isolé pour ce qui est du lien avec la social-démocratie allemande. Sans psychologiser à outrance ses choix politiques, il est impossible de penser que ces événements n'eurent aucune influence sur sa conduite, dans une période de tension particulièrement forte entre socialistes.

Gare à ne pas pour autant céder à la téléologie faisant de Jaurès le grand vainqueur de ces affrontements. Pour avoir écorné son image, Guesde n'est pas devenu pour autant ultraminoritaire et il n'est pas sur la touche pour le moment. Il garde de fortes positions chez ceux qui défendent l'idée socialiste en France. Son combat sans fioritures pour l'indépendance plaît à une partie de la base militante. Revenant sur l'homme, qu'il avait bien connu, Charles Rappoport – qui se rapproche justement de Guesde à ce moment alors que les socialistes se déchirent sur le « ministérialisme » –, évoque dans ses mémoires (rédigées dans les années 1930) les articles de Guesde de cette époque :

« Mais malgré l'uniformité du sujet, les articles de Guesde se lisent encore aujourd'hui avec intérêt. Un feu brûlant de bataille les parcourt et un tempérament de vrai lutteur, pour une grande idée, les pénètre et leur garde une fraîcheur durable<sup>21</sup>. »



La rivalité s'aiguise. À la fin de l'année 1899 se réunit à la salle Japy un congrès général des organisations socialistes en vue d'accélérer la marche à l'unité. Les divergences s'expriment brutalement. Si l'hégémonie du POF est largement contestée, celui-ci opère un rapprochement avec tous ceux qui refusent l'action de Millerand. Vaillant et Guesde sont sur la même ligne, tout comme Jean Allemane. Par 818 voix contre 634 le congrès vote une résolution affirmant que « la lutte des classes ne permet pas l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ». Une seconde résolution atténue néanmoins quelque peu cette interdiction formelle. Un nouveau congrès est convoqué à Paris pour l'année suivante, afin de mettre en place l'unité socialiste. Mais au regard des déchirements sur des points essentiels, personne ne se fait alors d'illusions à court terme.

À nouveau la presse joue un rôle essentiel dans les reconfigurations politiques en cours. Pour certains, dixit Rappoport, « ce fut l'époque la plus triste de l'histoire socialiste en France<sup>22</sup> ». Les guesdistes ne reculent devant aucun moyen pour s'en prendre à leurs adversaires. *La Petite République*, contrôlée un temps par les guesdistes et désormais très nettement engagée de la défense républicaine sous la houlette de Jean Jaurès, pouvait-elle devenir le journal de tous les socialistes, laissant s'exprimer les diverses opinions ? Il semble que ce projet ait été envisagé mais qu'il échoua sous le poids des divisions. D'après Guesde, relatant les tractations entre le POF et Jaurès, une quelconque répartition n'aurait pas pu avoir lieu. Dans une lettre du 25 mai 1900 adressée à Liebknecht, Guesde affirme que « le divorce s'imposera avant peu ». Il évoque une possible coopération dans le même journal mais « Jaurès a répondu négativement en faisant remarquer que si lui avait un quotidien nous avons nous une puissante organisation et que du moment que nous ne lui donnions pas une part de notre organisation, il n'avait pas à nous donner une part de son journal<sup>23</sup> ». Le partage des bijoux de famille n'est pas à l'ordre du jour.

Faute d'avoir pu réintégrer *La Petite République*, les guesdistes recherchent par tous les moyens à se doter d'un quotidien pour ne pas laisser le champ libre aux jaurésiens. Ils rentrent en contact avec le propriétaire du journal *Le Matin*, Alfred Edwards, personnage fortuné et trouble, fils d'un médecin du sultan Abdul Hamid de Turquie. Edwards fonde un journal quotidien *Le Petit Sou*,

qu'il met à la disposition de Jules Guesde et de ses proches. Le journal commence à paraître le 2 septembre 1900. Le Edwards en question n'a rien d'un marxiste convaincu par la rhétorique guesdiste : il voue avant tout une haine profonde à son beau-frère Waldeck-Rousseau, dont il ne supporte pas l'ascension politique. Dans *Le Petit sou*, Jaurès en prend régulièrement pour son grade. Lafargue, avec son inégalable talent de pamphlétaire, stigmatise « l'empereur de la phrase » Jaurès. Ce quotidien, quoique faiblement diffusé, montre néanmoins la volonté d'en découdre avec les « ministérialistes ». La tension est à son comble. Maxence Roldes, compagnon de Jaurès, Guesde et Briand, revenant sur ces années de « socialisme héroïque », évoque dans ses souvenirs un chant guesdiste, entièrement tourné contre Jaurès, qui rend bien l'atmosphère de l'époque<sup>24</sup> :

« Jaurès ! Jaurès !  
Ta phrase est homérique  
Ta parole est une lumière  
Ta plume est un marteau  
Mais dans tout ça la classe ouvrière  
N'aperçoit, hélas ! Qu'un bateau. »

## UNE AFFAIRE INTERNATIONALE

L'affaire Millerand est loin d'être un problème franco-français. Par son action, le nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce pose une question à l'ensemble du socialisme international : peut-on, et à quelles conditions, participer à un gouvernement d'union avec des non-socialistes ? C'est là un des grands points abordés au congrès de l'Internationale socialiste qui se réunit en septembre 1900 à Paris. Lieu du congrès oblige, les délégués français participent massivement aux débats forts agités. Mais une voix compte plus que tout au sein de l'assemblée mondiale (mais surtout européenne) des socialistes : celle du puissant Parti social-démocrate allemand.

Or celui-ci est traversé par une importante crise dont les débats s'entremêlent avec les désunions des socialistes français. Eduard Bernstein, exécuteur testamentaire d'Engels, a publié des articles réunis sous la forme d'un ouvrage, *Les présupposés du socialisme*<sup>25</sup>. Il rompt avec ce qu'il estime être le

« catastrophisme » de la lecture marxiste, prônant un socialisme par étapes censé être plus adapté aux nouveaux développements du système capitaliste qui, contrairement aux affirmations sommaires, ne n'est pas effondré comme prévu. Le « révisionnisme » est né, concept voué à une importante postérité dans l'histoire de la gauche.

Immédiatement Karl Kautsky et la gauche du parti autour de Rosa Luxemburg ripostent ; cette dernière se montre des plus virulents, réaffirmant avec conviction la nécessaire rupture révolutionnaire avec le système capitaliste. Pour elle, aucun doute : Millerand en France n'est que la traduction pratique des théories de Bernstein. À y regarder de près, les choses s'avèrent plus complexes. Mais demeure un questionnement central traversant la plupart des débats du congrès : devons-nous encore faire la révolution ? Guesde n'apporte aucune contribution à ce débat du point de vue théorique. Moins que jamais théoricien, il se positionne avant tout dans le débat politique français et ses conséquences concrètes. Le transfert du débat de l'Allemagne vers la France sur le révisionnisme a bien lieu, comme l'a montré Emmanuel Jousse<sup>26</sup>. Mais il concerne *de facto* assez peu Guesde.

Au congrès international de Paris, l'homme de la situation, c'est Karl Kautsky. Armé de sa forte légitimité historique – il était comme Bernstein un proche d'Engels –, celui que l'on surnomme le « pape du marxisme » n'entend pas laisser la moindre chance aux thèses de Bernstein. Néanmoins il ne souhaite pas non plus donner un blanc-seing au camarade Guesde. Certes l'aile gauche présente les guesdistes comme les alliés naturels de la social-démocratie allemande. Le soutien affirmé de Rosa Luxemburg le montre clairement ; dans la revue théorique du SPD elle n'hésite pas à écrire que Guesde et ses amis ont sauvé « pas seulement l'honneur du socialisme, mais quelque chose de plus, le socialisme lui-même<sup>27</sup> ». Karl Kautsky, défenseur du parlementarisme – Jaurès préface significativement l'édition française de son livre sur le sujet cette même année 1900 –, favorable à la défense de Dreyfus et méfiant à l'égard de marxistes indifférents aux problèmes théoriques et économiques, choisit de proposer aux votes du congrès une motion de compromis. Cette motion est restée dans l'histoire comme un texte « caoutchouc ». Résumons son esprit : il n'est pas possible de participer à un gouvernement bourgeois... sauf à certaines conditions, qui ne sont pas clairement définies. La motion « laisse juge le parti

socialiste de trancher la question dans une situation déterminée (...) ». Millerand, et donc Jaurès, ne sont donc pas totalement désavoués. Le texte ouvre des possibilités de participation. La preuve : Guesde, avec ses camarades de la gauche comme l'Italien Ferri, aurait souhaité que soit adopté un autre texte, s'opposant radicalement à « toute participation aux gouvernements bourgeois contre lesquels les socialistes doivent rester à l'état d'opposition irréductible ». Conséquence claire de ce jeu de motion : Guesde n'est plus l'interlocuteur privilégié des sociaux-démocrates allemands. La majorité du SPD joue davantage les équilibristes, en perspective de l'unité à venir. L'épisode fragilise donc Guesde, sans réunir à néant son influence.

Chassé-croisé complexe que cette année 1900. Dans la polémique sur Bernstein et le révisionnisme, Jaurès prend soin de ne pas trop s'éloigner de Kautsky... qui de son côté prend soin de ne pas trop donner raison à Guesde ! Chacun marche sur des œufs pour ne pas manquer l'occasion historique de l'unité, le congrès de Gotha des socialistes français qui se fait toujours attendre. Et pour cause : le lendemain de la fin du congrès international de Paris se tient le congrès général des socialistes français salle Wagram. Dès l'ouverture, des incidents éclatent, les proches de Guesde contestent les mandats de certains participants. Les accusations d'agressions réciproques, y compris physiques, pleuvent. Malgré tout un nouveau texte proposant la réalisation de l'unité d'ici six mois est voté. Il ne reste plus qu'à mettre celle-ci en œuvre dans un contexte plus tendu que jamais.

## JAURÈS, GUESDE : DEUX MÉTHODES

Sur quelles bases les socialistes pourront-ils coexister dans le même parti ? Chacun sait que ce qui sera déterminant pour les prochains congrès, français ou internationaux, ce sera bien sûr des questions d'implantation militante et électorale, mais aussi de doctrine. Aussi le débat théorique reprend une certaine vigueur entre Guesde et Jaurès, en pleine expérience gouvernementale.

« Le plus grand plaisir que vous puissiez nous faire, ce n'est pas de nous acclamer, c'est de nous écouter. C'est un grand honneur pour le Parti Socialiste d'instituer des débats comme celui de ce soir et je crois pouvoir dire qu'il est le seul parti qui ait assez de foi dans la puissance de ses principes, pour instituer ainsi entre ses militants un débat politique<sup>28</sup>. »

C'est par ces phrases que Jean Jaurès ouvre son plus célèbre débat avec Guesde, une controverse sur « les deux méthodes » rééditée régulièrement jusqu'à nos jours, portant sur leurs méthodes divergentes pour mener à bien la France sur le chemin du socialisme. L'initiative en revient au maire de Lille Gustave Delory, proche de Guesde. Alors que l'unité paraît plus compromise que jamais, comment comprendre cette initiative ? En octobre, Jaurès avait appelé dans *La Petite République* au rassemblement des socialistes au sein de diverses fédérations autonomes, espérant ainsi subvertir « l'esprit de secte » du POF :

« Déjà une Fédération autonome du Nord et du Pas-de-Calais se constitue, et dans la région même où le Parti ouvrier a ses forteresses, cette Fédération ne tardera pas à attirer à elle tous les groupes qui veulent vivre de la pleine vie socialiste. Ainsi les groupements du Parti ouvrier français, affranchis peu à peu des sinistres entraves de l'esprit de secte, entreront dans l'unité socialiste, avec leurs qualités solides d'organisation, mais avec l'esprit élargi et renouvelé<sup>29</sup>. »

Tout le pari jaurésien est là : en misant coûte que coûte sur un rapprochement à l'heure où les divergences semblent plus fortes que jamais, le tribun de Carmaux espère qu'à terme l'ouverture l'emportera sur le sectarisme. Une semaine après cet article, il rapporte dans le même journal une proposition émanant de la mairie de Lille : un débat contradictoire avec Guesde. Jaurès accepte. Le débat a lieu le 26 novembre, et *La Petite République* reproduit la controverse dans les jours qui suivent, avant même leur publication sous forme de brochure.

À l'Hippodrome de Lille, des milliers de militants écoutent, acclament ou protestent contre les discours des deux figures emblématiques d'un socialisme français que rien ne semble alors pouvoir réconcilier. Sanctifié ensuite par le mouvement socialiste, ce débat contradictoire permet d'apprécier pleinement leur stratégie d'énonciation réciproque, dimension soulignée et étudiée par le linguiste Pierre Muller<sup>30</sup>. Le public nordiste est majoritairement du côté de Guesde : Jaurès cherche à convaincre sur Dreyfus et Millerand des fractions militantes méfiantes. Comme pour Guesde, la lutte de classes guide son action : « J'imagine qu'en ce point il ne pourra pas y avoir de contradiction grave entre nous<sup>31</sup>. » Mais « dans l'affaire Dreyfus (...) il vous sera impossible de résoudre cette question en vous bornant à invoquer la formule générale de la lutte des classes ». Dans sa stratégie argumentative, Jaurès mobilise surtout des exemples empruntés à la social-démocratie allemande, prenant soin de ne pas

brusquer le public militant avec des exemples trop proches. Jaurès montre comment dès ses plus jeunes années, le parti marxiste modèle dut passer des compromis, à commencer par Liebknecht en 1869 lorsqu'il fut contraint de prêter allégeance à Dieu pour pouvoir pénétrer dans l'enceinte du Reichstag. En revanche, silence sur l'épineuse question « révisionniste » en Allemagne, au sujet de laquelle Jaurès a pourtant publié de longs articles quelques mois plus tôt. Peur d'être pris au piège par Guesde ? Ou crainte de ne pas être compris d'un auditoire militant peu intéressé par des querelles théoriques « allemandes » perçues comme étrangères aux réalités françaises ?

Toujours est-il que Jaurès développe ses arguments en désignant rarement son adversaire, à l'inverse de Guesde, qui ne cesse en retour de dénoncer ses propos. Tout se passe comme si Jaurès s'adressait à l'ensemble des socialistes, voire au-delà, alors que Guesde semble chercher avant tout à consolider son courant et sa cohérence. Jaurès inclut Guesde et les siens dans son argumentaire par la formule « nous, les socialistes » alors qu'on lui objecte une expression typiquement guesdiste : « nous le Parti ouvrier français ». Le parti de Guesde revendique son invariance devant ses militants, employant une formule qui aura la vie dure : « Vous resterez vous-mêmes classe contre classe. » De fait, analyse Pierre Muller, « le discours de Guesde prend par là une allure nettement plus polémique que celui de Jaurès<sup>32</sup> ». L'orateur de la Fédération du Nord est bien sur la défensive ; il n'a significativement pas vraiment d'exemple pratique, côté allemand, à opposer à Jaurès. L'orateur de Carmaux parle d'ailleurs davantage : il développe ses arguments face à un Guesde répétant avant tout et pour une large part une doctrine déjà bien connue.

## UNE NOUVELLE ORGANISATION : LE PARTI SOCIALISTE DE FRANCE

Guesde voulait que le nouveau parti socialiste fût fondé sur ses bases. D'échec en échec, les projets d'unité finissent finalement par aboutir à une scission. Le troisième congrès des organisations socialistes à Lyon qui se tient en mai 1901 révèle une nouvelle fois le fossé qui se creuse entre partisans et adversaires de l'action de Millerand. Cette fois, la scission est effective. Guesde et Vaillant

décident de lancer leur propre parti, le Parti Socialiste de France (PSDF), fondé officiellement à Ivry le 3 novembre 1901. Pour eux, l'unité est faite ; les autres se sont mis, par leurs positions, en dehors du socialisme. La charte du nouveau parti souligne que la nouvelle organisation « ne saurait en aucune circonstance, par la participation au pouvoir central (...), par des alliances avec des partis bourgeois, fournir aucun des moyens pouvant prolonger la domination sur la classe ouvrière<sup>33</sup> ». Face à eux, tout aussi structuré, se dresse rapidement un Parti socialiste français (PSF), fondé à Tours en mars 1902, regroupant les socialistes indépendants, notamment Jean Jaurès.

Le PSDF est loin de connaître une dynamique ; il essuie plusieurs défaites électorales. Surtout le rapport de force avec le PSF n'est point en sa faveur : il regroupe aux législatives de 1902 moins de 400 000 voix alors que les candidats de son frère ennemi dépassent les 600 000. Le PSF de Jaurès obtient 36 sièges, le parti de Guesde uniquement 13. Seul le nombre de militants serait à l'avantage des partisans de Vaillant et Guesde, en en regroupant environ 17 000 contre 10 000. Et au-delà du nombre, il y a les symboles : par exemple la défaite emblématique de Guesde en 1902, qui ne parvient pas reconquérir sa circonscription de Roubaix, contrairement à son frère ennemi Jaurès à Carmaux. Guesde a-t-il hésité à se présenter, de crainte de voir son autorité menacée au sein du jeune parti en cas de défaite ? La chose est probable, mais finalement il décide de se lancer dans la bataille. Il signe ses professions de foi comme « votre représentant de 1893-1898, votre défenseur de toujours », réaffirmant combien il entend avant tout représenter une classe à la chambre : « Ce n'est pas un député que vous êtes invité à célébrer, c'est une classe, c'est la vôtre (...) »<sup>34</sup>. Il ne lésine pas sur les moyens, et anime de nombreuses réunions électorales. Mais rien n'y fait. Dure période pour ses amis, puisque la ville de Roubaix elle-même tombe aux municipales de la même année dans les mains du camp du député Motte. La « Mecque » du guesdisme entre en crise. Carette, l'ancien maire, quitte le navire, en désaccord avec le maximalisme de Guesde. Il fonde un parti purement local, le Parti ouvrier socialiste roubaisien (POSR), de sensibilité réformiste, afin de pouvoir s'allier clairement aux républicains radicaux<sup>35</sup>.

La baisse du nombre de titres de journaux en province constitue un autre indicateur important de la faiblesse du PSDF. La dynamique portée par



l'alliance avec Vaillant tarde à venir. Les alliances sont là encore à géométrie variable ; ici le PSDF peut s'allier aux républicains comme à Lille ; ailleurs, participer à une campagne contre les frères ennemis aux côtés de nationalistes ne pose pas de problème : les guesdistes le font par exemple sans hésitation à Paris contre Gustave Rouanet. La politique du pire est de saison, mais elle n'a rien de systématique au niveau national.

Néanmoins, au niveau du groupe parlementaire, numériquement à l'avantage du PSF, les deux partis socialistes peuvent parfois voter ensemble. La fidélité à Millerand est toute relative : ce dernier vote souvent seul au parlement avec les radicaux, contre le PSDF bien sûr, mais parfois aussi contre le PSF. Les deux organisations votent ensemble sur la politique de laïcité. En revanche, Jaurès est lui-même peu suivi et relativement isolé au sein du PSF lorsqu'il défend les premiers projets de retraites ouvrières, jugés indignes et insuffisants par la majorité de socialistes. En résumé, guesdistes et vaillantistes parviennent régulièrement à décrocher des députés PSF pour voter avec eux, alors que l'inverse est beaucoup moins vrai. À propos de la solidarité avec les radicaux, à part sur les mesures de laïcité, le PSDF fait clairement défaut, entraînant ponctuellement quelques députés PSF sur sa ligne<sup>36</sup>.

À la tête du PSDF, Guesde ne fournit pas de contribution originale. Sur le plan des écrits, l'avantage n'est pas en sa faveur. Il ne parvient pas par exemple à contrer la vaste entreprise éditoriale de *L'Histoire socialiste de la France contemporaine* emmenée par Jaurès<sup>37</sup>. Sollicité par ce dernier pour écrire la partie sur l'époque héroïque de la Convention nationale (1792-1794), Guesde refuse d'y participer. Les divergences politiques expliquent en grande partie ce point de non-retour, mais peut-être aussi la crainte de ne pas être à la hauteur du verbe jaurésien. Guesde a qui plus est toujours souligné les ambivalences de la « révolution bourgeoise », mais sans réellement l'exposer et le théoriser. Reste que face au lien indissoluble entre République et socialisme, entre la révolution bourgeoise du XVIII<sup>e</sup> siècle et la continuité des luttes ouvrières au XIX<sup>e</sup> siècle exposés avec talent par Jaurès sur plusieurs centaines de pages, le guesdisme est à la peine. Le principal dirigeant du PSDF édite simplement un bref texte de quelques pages daté de 1883, corédigé avec Lafargue, réaffirmant la nécessaire rupture entre le socialisme contemporain et l'héritage républicain bourgeois. Il fait aussi traduire de Karl Kautsky, dont l'autorité dans le socialisme



international est alors au plus haut, une brochure qui constitue une lecture critique et marxistes des traditions jacobines, *La lutte des classes en France en 1789*. Mais à nouveau le défaut d'écriture paraît patent : placé devant la nécessité de rédiger une préface à l'opuscule de Kautsky, il y renonce finalement, sans raison connue<sup>38</sup>.

À l'heure de la première grande crise du marxisme, difficile d'observer un quelconque effort de nature théorique fondé sur une lecture des textes de Marx. On peut certes relever par exemple la première publication sous forme de brochure de la *Lettre sur le programme de Gotha*, texte de critique acerbe rédigé par Marx en 1875 contre les insuffisances du programme socialiste allemand, connu ensuite après 1920 sous le titre de *Critique de programme de Gotha*<sup>39</sup>. C'est significativement une des maisons d'édition éditrice des textes de Guesde, la « librairie G. Jacques », qui s'en charge. Mais la réception de ce texte est très modeste ; dans la presse guesdiste, on préfère renvoyer au choix de textes de Guesde plutôt qu'aux écrits de Marx. Hors des invectives attendues contre ceux qui soutiennent l'entrée au gouvernement, point d'innovation. Celui qui avait côtoyé et coécrit un programme politique avec Marx se désintéresse des controverses autour de l'héritage de son œuvre. Les militants sont incités à relire le vieux *Catéchisme socialiste* ou encore à consulter les discours enflammés de l'époque où Guesde était député ; ces textes sont réunis et publiés en 1899 sous le titre *Quatre ans de lutte de classes à la chambre*. C'est ailleurs que le débat doctrinal a lieu, dans des cercles proches de revues comme *Le mouvement socialiste* animé par Hubert Lagardelle ou dans les contributions de Georges Sorel, proche de la CGT : tous ceux-là considèrent comme stériles les guesdistes et leurs théoriciens. Lafargue était par exemple une des cibles de choix de la prose sorélienne. En effet Lafargue, s'il attaque davantage les théories « révisionnistes », n'offre pas de contribution particulièrement originale, rabattant là encore les controverses idéologiques sur des problèmes politiques immédiats, sans réellement discuter les points mis en avant par Sorel.

Pourtant la force d'attraction de Guesde, du guesdisme et de ce qu'il représente n'en demeure pas moins réelle. Le cas de Charles Rappoport, déjà cité, paraît à cet égard, à défaut d'être généralisable, symptomatique. Méfiant à l'égard du marxisme vulgaire et fervent admirateur de Jaurès, il se rapproche

pourtant de Guesde lors de la création du PSDF. Expliquant son choix dans ses mémoires, il oppose « les idéalistes, Jaurès en tête (...) devenus “pratiques”, partisans d’un socialisme “gagne-petit” comme disait Georges Clemenceau, et les matérialistes (qui) défendaient farouchement *l’idéal* socialiste ». Pour lui paradoxalement l’idéalisme hautement revendiqué par Jaurès, se trouve du côté de Guesde : « Ainsi je dus constater que les vrais idéalistes d’action se trouvaient du côté marxiste tandis que l’idéalisme jaurésiste est la base même de l’opportunisme allié de la bourgeoisie gouvernant par rapport à la “participation”<sup>40</sup>. » La supériorité des textes de Jaurès, de ses analyses, ne fait pourtant pas l’ombre d’un doute pour Rappoport. Évoquant Jaurès, il explique comment « le profond et haut idéalisme de sa nature et de son socialisme m’a rapproché de lui. Philosophiquement, j’étais antimarxiste (...) Mais j’étais en même temps révolutionnaire (...) je ne pouvais avaler les attaques de Jaurès contre la tactique révolutionnaire<sup>41</sup> ». Il existe donc à cette époque des hommes qui, tout en étant circonspects sur les aspects les plus dogmatiques des guesdistes, rejoignent ces derniers par attachement à la tradition révolutionnaire.

Autre engagement significatif, celui de Paul Faure. Issu d’un milieu favorisé, il adhère au Parti Ouvrier français en 1901 en Dordogne au plus fort de la division entre socialistes, peu avant la création du PSDF<sup>42</sup>. Il rencontre en 1903 Jules Guesde et à partir de ce moment, selon Faure, « s’établirent nos rapports de disciple à maître<sup>43</sup> ». Ils passent ensemble plusieurs semaines au domicile de Faure, qui devient secrétaire départemental du parti en Dordogne. Élu maire de la petite ville de Grignols le 15 mai 1904, le nouveau converti devient à vingt-quatre ans le plus jeune maire de France, dans un département qui ne compte pourtant aucune autre mairie du même bord politique. Lassé de la gestion quotidienne, il démissionne deux ans plus tard, tout en demeurant une figure politique importante au niveau du parti. Ardent guesdiste présent dans les congrès nationaux et internationaux, il monte régulièrement au front pour dénoncer Jaurès, un « bavard » qui proclame « des banalités puériles qu’un élève de rhétorique faisant de la politique pendant les vacances hésiterait à débiter<sup>44</sup> ». Lors de plusieurs conférences, il enfonce le clou. Par exemple, lors d’une présentation à la Libre-pensée du « socialisme révolutionnaire », il

affirme « que Jaurès et Millerand sont des fumistes, qu'il n'y a de véritables amis du peuple que dans le Parti de Jules Guesde<sup>45</sup> ».

Guesde emporte toujours avec lui des partisans : il demeure l'incarnation d'un socialisme demeuré ouvrier, porteur de la tradition révolutionnaire, et méfiant à l'égard d'une trop grande intégration à la République. Cette ligne est certes bien trop intransigeante pour gagner les cœurs de tous les socialistes. Elle reste cependant encore attractive et peut même, dans une certaine mesure, encore étonner par ses audaces. Les amitiés guesdistes demeurent solides et influentes. Guesde compte de nombreux intimes dans les rangs de son parti, à tel point qu'il est difficile de concevoir pour lui une quelconque amitié avec des individus politiquement éloignés de lui. Dans toutes ses activités, il est accompagné d'un fidèle du parti. Il va à la pêche avec Marcel Cachin, qui l'accueille aussi en vacances dans le bassin d'Arcachon, ou encore chez Paul Faure. Quand il écrit à sa fille puis sa petite-fille, il utilise une carte postale du parti. Pour cette tradition guesdiste les symboles comptent beaucoup et contribuent à souder le groupe. Le PSDF édite par exemple des cartes postales de Guesde ou encore dans le Nord des épingles de cravate avec des effigies de Delory. Citons dans un autre bastion *Le socialiste de l'Allier* du 23 février 1902, qui reproduit les paroles d'un chant en l'honneur de Guesde :

« Nous tenons à déclarer hautement, une fois pour toutes, que nous sommes fiers d'être traités de guesdistes (...) Guesde est un homme qui honore non seulement le socialisme mais l'humanité tout entière. »

Culte de la personnalité ? Gardons-nous de projeter des phénomènes ultérieurs, conséquences de la boucherie de la Grande Guerre de 1914-1918 et liés à l'émergence de partis autoritaires, sur la France de la Belle Époque. Du moins peut-on diagnostiquer une fervente admiration de ses partisans qui voient en lui l'apôtre de la révolution sociale. L'attachement à la tradition insurrectionnelle se mêle ici à une sensibilité mâtinée d'ouvriérisme et d'anti-intellectualisme, imprégnée d'une forte méfiance à l'égard des hommes politiques issus de l'élite et des grandes écoles républicaines.

## AMSTERDAM : UNE VICTOIRE À LA PYRRHUS ?

Guesde pense-t-il pouvoir encore écraser le PSF, et devenir le principal chef du seul parti reconnu par l'Internationale, donc avant tout par la social-démocratie allemande ? C'est dans tous les cas certainement dans cet esprit qu'il faut comprendre sa chaude approbation de la résolution du congrès de Dresde de 1903 en Allemagne. Lors de ce congrès, le SPD repousse énergiquement, au moins verbalement, les thèses de Bernstein visant à réviser le marxisme. Alors que se profile le prochain congrès de l'Internationale, les guesdistes alliés aux vaillantistes entendent peser le plus possible dans le même sens. Logiquement, au congrès de Reims du PSDF en novembre 1903, ils ont repris *in extenso* la résolution du congrès de Dresde condamnant le « révisionnisme ». Ils multiplient les attaques contre le PSF et leurs membres, même si la situation est encore une fois variable selon les régions. Symbole de cet affrontement constant, un différend les oppose violemment sur le lien entre les journaux et le parti. *La Petite République* avait déjà été l'objet de toutes les convoitises. Jean Jaurès, soucieux d'ouvrir largement le débat sur l'avenir du socialisme et ses différents chemins, lance avec d'autres intellectuels socialistes un nouveau journal quotidien, *L'Humanité*, en avril 1904. Le journal est « socialiste », sans être rattaché à un parti. Guesde et ses amis tonnent contre le lancement du nouveau quotidien. Bracke, dans *Le Socialiste* du 24 avril 1904 raille l'ouverture jaurésienne, réaffirmant la nécessité de disposer avant tout d'un organe de parti :

« Ce nom (*L'Humanité*) convient bien à un organe où, dès le premier numéro, le grand tribun bat la caisse en disant à tout le monde d'entrer (...). Son socialisme est si large qu'il ne laisse personne dehors : le Grand Turc et la République de Venise ont ensemble leurs entrées. »

C'est dans ce contexte très tendu que se tient le congrès de l'Internationale à Amsterdam, réuni trois mois après le lancement du nouveau quotidien jaurésien. PSF et PSDF y sont tous deux invités. Guesde veut en découdre et montrer qu'il est l'authentique représentant du socialisme en France. La plus importante délégation émane du PSDF (41 délégués) parmi lesquels Guesde, Vaillant, Bracke, Paul Faure, Marcel Cachin. Côté PSF, 31 délégués : Jaurès vient notamment avec Jean Longuet et Pierre Renaudel. Enfin, les proches de Jean Allemane, représentant un courant distinct, disposent de 7 délégués. Guesde siège dans la commission clef du congrès, celle relative à la tactique. Il y côtoie Jaurès, Kautsky, Bebel, Luxemburg, Vandervelde, Adler, Iglesias,

MacDonald, Plekhanov et De Léon. Dans un premier temps, Guesde parvient à damer le pion à Jaurès : au milieu d'un discours, Guesde l'interrompt et prononce un violent réquisitoire enflammé contre le « socialisme de préfecture ». Il est acclamé par des applaudissements frénétiques. La tradition rapporte que Guesde dénonce « l'ex-camarade » Jaurès... sans que cette expression ne figure dans le rapport du congrès. Guesde, appuyé par ses amis de l'aile gauche du SPD, met toujours en avant un vigoureux internationalisme, souligne combien la République bourgeoise ne saurait être le départ du socialisme contemporain :

« Vous, vous faites de la République le chapitre premier ou la préface du socialisme. Si cela était vrai pour la France, ce serait vrai pour tous les autres pays. Et c'est pourquoi nous portons la question devant le prolétariat de tous les pays<sup>46</sup>. »

Au cours de ce congrès à l'ordre du jour fort chargé, Guesde entend désavouer ses adversaires le plus simplement du monde en demandant la reprise de la motion de Dresde de 1903, chaudement approuvée par le PSDF juste avant Amsterdam. Avec les soutiens traditionnels du SPD en Europe centrale et orientale, la majorité était presque assurée. C'est chose faite, et très largement.

Mais Jaurès ne s'avoue pas vaincu pendant le débat et attaque frontalement le SPD. Il accuse le parti allemand de ne pas avoir de tradition révolutionnaire contrairement à la France, soulignant l'impuissance de fait du SPD en Allemagne par rapport aux Français, désormais susceptibles de peser sur la vie politique nationale grâce à leur soutien à la République. Jaurès propose un amendement atténuant la sévère sentence du texte de Dresde, défendu par l'Autrichien Adler et le Belge Vandervelde. Il s'en faut de peu pour que celui-ci soit adopté. Ainsi l'équilibre entre les diverses positions est donc bien plus fragile que ne le pensait Guesde et que ne le laissaient croire les applaudissements des délégués. Comme l'avait déjà montré la motion « caoutchouc » de 1900, le temps où Guesde et les siens constituaient le représentant naturel de l'Internationale est révolu.

Kautsky, Bebel et les autres dirigeants du SPD, informés du rapport de force en France, et malgré leurs liens historiques et affinités idéologiques avec les guesdistes, n'entendent pas fermer la porte aux autres socialistes. En témoigne la conclusion d'une intervention de Vandervelde, conscient de l'enjeu de l'association entre les deux dirigeants français les plus en vue :

« Marx a dit : “Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !” Eh bien, nous disons aujourd’hui : “Travailleurs de chaque nation, unissez-vous.” Il demande alors à Jaurès et à Guesde de se serrer la main “afin que l’œuvre créée par Engels et Marx s’achève triomphalement, par l’unité prolétarienne, vers notre idéal commun<sup>47</sup>”. »

Ce rapprochement a quelque chose de cruel pour Guesde : désormais, il est mis sur un pied d’égalité avec son adversaire. Si le congrès d’Amsterdam approuve Dresde, et par là même refuse de cautionner le révisionnisme, on vote finalement une résolution, à l’initiative notamment de Kautsky et Bebel, appelant les socialistes de tous les pays à l’unité : « Il est indispensable que, dans tous les pays, en face des partis bourgeois, il n’y ait qu’un Parti socialiste, comme il n’y a qu’un prolétariat. » Formellement, le texte ne désigne pas particulièrement la France. Ailleurs, par exemple en Russie, la division existait également. Mais au regard des débats et des acteurs de ce congrès, c’est bien à Jaurès et Guesde que l’on pense tout particulièrement. Par ce texte, l’Internationale ne laissait plus le choix aux Français... ni à Guesde : le PSDF n’est pas le seul interlocuteur, et doit fusionner avec le PSF.

L’histoire a parfois retenu que l’unification du socialisme français, qui devait être réalisée l’année suivante, ne fut possible que sous l’influence de l’Internationale fortement inspirée par le SPD. Que ce dernier ait joué un rôle d’impulsion n’est pas contestable. Mais ce serait accorder une force bien excessive aux textes de congrès que de considérer qu’il fut la seule cause de la dynamique qui allait suivre. Les progrès fulgurants des courants socialistes français depuis les législatives de 1893 menaçaient d’être ruinés à néant à court terme par les divisions et polémiques incessantes. Amsterdam a sonné l’alarme une dernière fois face au risque de décomposition généralisée, mais l’aspiration à en finir avec les divisions mortifères existait aussi côté français.

On peut aussi parfois lire que Jaurès a beaucoup cédé de terrain à Guesde et Vaillant en s’engageant dans ces conditions, désarmant un Parti socialiste livré à la rhétorique révolutionnaire avant même qu’il n’accède au pouvoir. C’est là pourtant une lecture rétrospective qui ne tient guère compte des rapports de force de l’époque. Car la résolution appelant « tous les militants et toutes les fractions ou organisations qui se réclament du socialisme (...) (à) travailler de toutes leurs forces à la réalisation de l’unité socialiste sur la base des principes établis par les Congrès internationaux » doit être décodée, au-delà

de l'appel fraternel à l'unité. L'Internationale envoie en effet un double message aux deux partis français. En évoquant les « congrès internationaux », elle condamne certes le « révisionnisme » le plus ouvertement déclaré. Surtout elle signifie à Guesde que l'époque glorieuse du POF est définitivement révolue. Mais par ailleurs d'autres textes manifestent une relative souplesse doctrinale. Comme l'a bien résumé l'historien Georges Lefranc à propos de la signification du congrès Amsterdam : « Si Guesde avait cru pouvoir réaliser l'unité par l'entrée de tous les socialistes au PSDF, il se trompait ; il n'y parviendrait pas plus qu'il n'y était parvenu vingt ans plus tôt dans le POF<sup>48</sup>. » L'intransigeance de Guesde a été entendue, mais a beaucoup moins convaincu qu'il n'y paraît.

Jaurès n'a pas été piégé : il a au contraire marqué des points décisifs par rapport à Guesde. Le député de Carmaux, depuis 1893, a appris à composer avec le marxisme à la sauce guesdiste, n'hésitant pas à lui emprunter une partie de sa rhétorique. Elle ne le convainc certes qu'à moitié, mais Jean Jaurès ne la néglige pas, mesurant bien son importance dans le mouvement socialiste français, et sa filiation avec la tradition révolutionnaire. Parallèlement Jaurès a tracé sa propre voie d'alliances avec les radicaux, dans le contexte de l'affaire Dreyfus. Et malgré les divisions et les difficultés, son jeune parti a devancé le PSDF. Bref, il a frayé son chemin pas à pas avec succès.

Le bilan semble bien plus mitigé pour Guesde qui a longtemps cru être capable de réunir autour de lui l'essentiel des fractions socialistes. Il doit battre en retraite, sous la contrainte amicale mais ferme du SPD. Après Amsterdam, ne pratiquant pas la politique du pire, et n'écoutant pas *de facto* les plus radicaux de ses amis voulant en découdre à tout prix avec Jaurès et les siens, il accepte l'unité. Pense-t-il pouvoir être majoritaire durablement dans le futur parti ? Retors et tenace, Guesde ne doit pas être enterré trop vite, d'autant qu'une fraction du PSF a su se montrer parfois proche de ses positions. Guesde sait par ailleurs très bien qu'il est toujours la figure clef de la plus grosse fédération socialiste de France.

## GUESDE OPPORTUNISTE ?



Reste à comprendre, avant d'en venir au moment historique de la fondation du Parti socialiste, pourquoi tant d'oscillations en quelques années. Après avoir professé la révolution violente, puis avant tout la conquête des urnes, Guesde semble avoir fait radicalement machine arrière en 1898. Sa défaite aux législatives, puis la double affaire Millerand-Dreyfus, on l'aura compris, l'ont fait rebasculer du côté d'une intransigeance dont on pouvait croire encore quelques mois plus tôt qu'elle était en voie d'extinction. Qu'en conclure ? Une multitude de facteurs explique en partie ses choix individuels. Mais ils ne sauraient éclaircir les oscillations d'un courant socialiste aussi structuré. S'agit-il d'une fraction – une « secte » disait parfois Jaurès – prête à tout pour s'imposer, quitte à changer de ligne dès que nécessaire ? Il y a de cela assurément dans le guesdisme. Mais l'accusation d'opportunisme reste faible pour comprendre une tendance profonde. On peut davantage voir dans le guesdisme l'expression historique d'une tension permanente du socialisme entre deux sensibilités héritées de l'histoire, qui ressurgissent selon la conjoncture historique. Tantôt l'héritage des rébellions révolutionnaires de 1789 à 1871 prévaut, tantôt il s'éloigne au profit d'une approche plus gradualiste et réformatrice... Tension structurelle donc, jamais réglée, qui traverse l'action militante, les luttes sociales de l'époque, le vocabulaire socialiste, et donc des figures comme Guesde, plus ambivalente qu'il n'y paraît.

---

<sup>1</sup> Vincent Duclert, *L'affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 2005.

<sup>2</sup> Gilles Candar, « Jules Guesde, le combat manqué », *Mil-neuf-cent*, n° 11, 1993, p. 50-55.

<sup>3</sup> Gilles Candar, *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, PUR, 2007, p. 41.

<sup>4</sup> Alexandre Zévaès, *Jules Guesde, op. cit.*, p. 109-110.

<sup>5</sup> Claud Willard, *Les guesdistes, op. cit.*, p. 411.

<sup>6</sup> Robert Stuart, *Marxism and National Identity. Socialism, Nationalism and National Socialism during the French Fin de Siècle*, Albany, State University of New York, 2006.

<sup>7</sup> AN F7/15965. Rapport du 12 décembre 1899 de la Sûreté générale.



<sup>8</sup> IISG fonds Wilhelm Liebknecht (désormais IISG W. L.). Lettre de Gabriel Deville à Wilhelm Liebknecht du 2 juillet 1899.

<sup>9</sup> Gilles Candar (ed.), *Souvenirs de Charles Bonnier*, op. cit., p. 215.

<sup>10</sup> Gilles Candar, « Jules Guesde »..., art. cit.

<sup>11</sup> Leslie Derfler, « Reformism and Jules Guesde », *International Review of Social History*, vol. 12, 1967, p. 66-80.

<sup>12</sup> IISG W. L. Lettre de Paul Lafargue à Wilhelm Liebknecht du 28 juillet 1899.

<sup>13</sup> Denis Lefebvre, *Socialisme et franc-maçonnerie, Le tournant du siècle (1880-1920)*, Paris, Bruno Leprince Éditeur, 2000.

<sup>14</sup> « À la France ouvrière et socialiste », *Le Socialiste*, 16 juillet 1899.

<sup>15</sup> IISG W.L. Lettres de Jules Guesde du 16 juillet 1899 et du 11 novembre 1899 à Wilhelm Liebknecht.

<sup>16</sup> IISG J.G. Lettre de Paul Lafargue à Jules Guesde du 29 janvier 1900.

<sup>17</sup> IISG archives Georg von Vollmar, Lettre de Jean Jaurès à Georg von Vollmar du 3 septembre 1902.

<sup>18</sup> IISG W. L. Lettre de Gabriel Deville à Wilhelm Liebknecht du 2 juillet 1899.

<sup>19</sup> IISG J. G. Lettre de Jules Guesde à son fils Mario du 19 février 1899.

<sup>20</sup> IISG W. L. Lettre de Jules Guesde à Wilhelm Liebknecht du 20 juin 1899.

<sup>21</sup> Charles Rappoport, *Une vie révolutionnaire : 1883-1940, les mémoires de Charles Rappoport*, Paris, Éditions de la MSH, 1991, p. 186.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 197.

<sup>23</sup> IISG W. L. Lettre de Jules Guesde à Wilhelm Liebknecht du 25 mai 1900.

<sup>24</sup> Maxence Roldes, « Jean Jaurès », *La presse*, 8 janvier 1946.

<sup>25</sup> Eduard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1974 (1899).

<sup>26</sup> Emmanuel Jousse, *Réviser le marxisme ? d'Édouard Bernstein à Albert Thomas, 1894-1914*, Paris, L'Harmattan, 2007.

<sup>27</sup> Rosa Luxemburg, « La crise socialiste en France » dans Rosa Luxemburg, *Le socialisme en France. Œuvres complètes t. III*, Marseille, Agone, 2013, p. 163.

<sup>28</sup> Jean Jaurès, Jules Guesde, *Discours des deux méthodes*, Paris, Le Passager clandestin, 2014 (1900), p. 21.

<sup>29</sup> *La Petite République*, 2 octobre 1900.

<sup>30</sup> Pierre Muller, « Jaurès et Guesde, deux interlocuteurs socialistes en 1900 », *Mots*, 1/1989, p. 53-65.

<sup>31</sup> Jean Jaurès, Jules Guesde, *op. cit.*, p. 30.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>33</sup> Cité par Georges Lefranc, *op. cit.*, p. 112.

<sup>34</sup> ADN. Fonds de la Fédération PS. 198 J 122. Profession de foi de Jules Guesde, 20 avril 1902.

<sup>35</sup> David Gordon, *op. cit.*, p. 331.

<sup>36</sup> Jean-Jacques Fiechter, *Le socialisme français de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Genève, Droz, 1965.

<sup>37</sup> Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Éditions Sociales, 2014 (1901-1904).

<sup>38</sup> Voir Jean Jaurès, Karl Kautsky, *Le socialisme et la Révolution française*, Paris, Demopolis, 2010 (choix de textes de la période 1889-1908).

<sup>39</sup> Cf. l'histoire du livre dans l'introduction à Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Éditions Sociales, 2008.

<sup>40</sup> Charles Rappoport, *op. cit.*, p. 233.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 205-206.

<sup>42</sup> Bernard Dougnac, *Paul Faure, biographie (1878-1960)*, Thèse de doctorat de Bordeaux III, octobre 2006, notamment p. 40-80.

<sup>43</sup> Louis Lévy, *Comment ils sont devenus socialistes*, Paris, Éditions du Populaire, 1931, p. 13.

<sup>44</sup> Paul Faure, « L'épave », *Le Socialiste de la Haute-Vienne*, 3 avril 1904.

<sup>45</sup> *La Croix du Périgord*, 31 juillet 1904, cité dans Bernard Dougnac, *op. cit.*, p. 47.

<sup>46</sup> Discours de Jules Guesde reproduit dans *L'Humanité*, 18 août 1904.

<sup>47</sup> Cité par Patricia van der Esch, *La Deuxième Internationale 1889-1923*, Paris, Marcel Rivière, 1957.  
p. 47.

<sup>48</sup> Georges Lefranc, *op. cit.*, p. 120.

*« Je suis resté un insurgé »  
Guesde dans le parti unifié  
(1905-1914)*

« **L**e parti socialiste est un et indivisible, comme la République de 1793<sup>1</sup>. » Ces mots sont de Guesde, en plein débat parlementaire, le 15 juin 1896. La marche fut pourtant longue pour surmonter les divisions. Après le congrès d'Amsterdam, le vieux rêve d'unité semble pouvoir enfin se réaliser. Il ne reste plus à Guesde et à ses partisans qu'à mener la bataille pour assurer l'unification du socialisme français sur leurs bases. Leurs démêlés aux derniers congrès internationaux montrent certes que leur prestige a perdu de sa superbe. Mais ils ne s'avouent pas vaincus.

Après la tactique « classe contre classe », place à l'unité. Au dernier congrès de Saint-Étienne du Parti Socialiste de France qui se tient en octobre 1904, Guesde tend la main sans ambiguïté – mais certainement pas sans arrière-pensées – à ses adversaires d'hier : « Maintenant tout le passé est oublié, c'est une nouvelle page qui s'ouvre... Nous oublions les erreurs de ceux qui avaient un moment abandonné le terrain de classe, nous leur tendons une main fraternelle<sup>2</sup>. »

« UN PARTI DE CLASSE »

Une commission d'unification se met en place à partir de novembre 1904. Clairement, le PSF jaurésien s'aligne en large partie sur le PSDF de Guesde et ses formulations marxisantes. Le 30 décembre 1904, la commission adopte un projet de résolution commune. Le Parti socialiste est défini comme « un parti de classe (...) tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, (il) n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution ». Les élus relèvent de la direction centrale du parti, demande guesdiste, même si une forme d'autonomie peut être tolérée *de facto*. En échange de ces formules, difficilement acceptables par les éléments les plus modérés, le PSF obtient la libre discussion sur les questions de doctrine et de méthode, ainsi que l'organisation sur une base fédérale. Par ailleurs seuls les journaux directement rattachés au parti comme *Le Socialiste* peuvent être contrôlés quant à leur contenu ; *l'Humanité* de Jaurès ne sera donc pas soumise au parti, et demeure indépendante. « *L'Huma* » conserve sa ligne d'ouverture en laissant une place à tous, y compris aux guesdistes. Bracke, qui avait fustigé le lancement d'un titre jugé bien trop large et confusionniste, y représente cette sensibilité ; il entre au conseil d'administration du journal en 1906. Ainsi, malgré les résistances dans les deux partis et les quelques inévitables déçus, le processus de l'unité, soutenu par une forte aspiration militante et encouragé par des consignes claires de l'Internationale, semble désormais engagé sans retour.

Du 23 au 25 avril 1905 à la salle du Globe à Paris, la « Section Française de l'Internationale-Parti socialiste » est fondée. Voilà l'unité socialiste enfin réalisée, trente ans après la social-démocratie allemande. Mais Guesde n'est-il pas « noyé » dans la nouvelle structure, lui qui espéra un temps que le PSDF fut le seul véritable parti socialiste ? N'oublions pas que sans fédération du Nord, pas de Parti socialiste en 1905. Or la « fédé » de Lille, légèrement distancée en 1905 en terme de cartes par celle de la Seine où les guesdistes demeurent marginaux, redevient la première fédération nationale de 1906, et ce jusqu'en 1914. Le Nord à lui seul représente environ un sixième du parti au niveau national : en janvier 1914, on recense 12 400 adhérents dans le Nord sur 72 765 au niveau du pays. Talonnée par la fédération de la Seine, la « fédé » encadre bien plus largement la population locale : 6,5 adhérents pour 1 000 habitants soit le maillage le plus dense du socialisme français, à comparer avec

les 2,8 de la Fédération de la Seine<sup>3</sup>. Cet ancrage régional, bastion durable du socialisme, permet à Guesde d'occuper encore une position centrale dans l'organisation.

Ses partisans dominant-ils pour autant le nouveau parti ? Tout dépend de la façon dont l'historien procède pour l'évaluer. Il y a les textes votés dans les congrès, les annonces dans la propagande... et la pratique quotidienne. Une bonne illustration de la question, décisive pour l'implantation du socialisme et lancinante : le rapport avec les républicains radicaux. Depuis longtemps, Jaurès prône l'alliance avec eux ; Guesde, globalement, la refuse, tout du moins au niveau national. Dès le deuxième congrès de Châlons-sur-Saône qui se tient au mois d'octobre 1905, Marcel Cachin présente une motion préconisant autant de candidatures socialistes que possible pour les élections législatives de 1906. Au second tour les fédérations doivent agir « au mieux des intérêts du prolétariat » ; une marge de manœuvre leur est donc laissée. Tout risque de retour au « ministérialisme » et aux alliances avec des républicains doit être écarté pour la SFIO. Formellement donc, la discipline républicaine n'est pas acquise. Mais souvent elle va s'appliquer dans les faits. Toute l'ambiguïté de la prétendue domination de Guesde sur la jeune SFIO est là : si les guesdistes maintiennent leur socle idéologique, tenant officiellement à distance les radicaux, dans la pratique leur orientation correspond en gros à celle des autres tendances, c'est-à-dire favorable au désistement réciproque au deuxième tour entre républicains avancés et socialistes. Mais ce désistement est toujours défendu au nom de « l'intérêt de classe », et non de la discipline républicaine telle que peut l'envisager par exemple Jean Jaurès.

## DE RETOUR À L'ASSEMBLÉE

Examinons la façon dont Guesde applique cette question des alliances dans sa circonscription. Réputé doctrinaire, il a souvent su faire preuve de souplesse dans les faits, surtout lors des campagnes électorales. Aux législatives de 1906, il tient sa revanche et redevient député. Il l'emporte de peu face à Motte avec 50,96 % contre 49,04 %. Il ne quittera plus jamais l'Assemblée nationale,

constamment réélu jusqu'en 1922. Comment expliquer cette inversion de dynamique, alors même que la ville Roubaix a été perdue en 1902 ?

Au niveau national, il est incontestablement porté par la réussite de l'unité socialiste. L'impact de la première révolution russe, mis en avant dans la campagne de Guesde, n'est pas non plus à négliger. L'écho des événements marque en effet les années 1905-1906 et il éveille l'espoir chez les socialistes européens d'une République russe renversant le tsarisme. Mais la seule conjoncture politique n'explique pas tout. L'habileté de Guesde a aussi joué. La campagne s'ouvre par un débat contradictoire avec Marc Sangnier du « Sillon » à l'hippodrome de Roubaix sur « Christianisme et socialisme ». Sangnier et son mouvement du Sillon incarnent l'aile gauche du catholicisme, sensible à la question sociale, et de ce fait en accord avec une partie des réponses politiques proposées par la SFIO. Ce dialogue entre socialistes et chrétiens a permis à Guesde d'élargir son assise. Dans une région encore très marquée par le catholicisme, ce rapprochement n'a rien d'anecdotique. Guesde a tout intérêt à reprendre les thèses de son ami allemand August Bebel : « La religion est une affaire privée. » La résolution issue du congrès d'Issoudun du PSDF en septembre 1902 s'applique encore ici dans l'esprit de Guesde :

« L'affranchissement intellectuel ne peut pas précéder, il ne peut que suivre l'affranchissement économique (...) par conséquent, le seul anticléricalisme sérieux en régime bourgeois est l'anticapitalisme<sup>4</sup>. »

Athée convaincu, Guesde a publié de nombreux textes contre la religion ; mais il demeure dubitatif sur l'intérêt spécifique du combat anticlérical. Son fils Léo, devenu catholique et qui baptisera sa fille, livre *a posteriori* un témoignage familial intéressant sur les sentiments de Guesde à l'égard de la religion :

« Mon père a toujours gardé ces sentiments et ces idées à l'égard de la religion. Mon père a toujours été antireligieux, mais il en voulait surtout aux religieux, car ils faisaient une politique contraire à la libération de la classe ouvrière. Il a toujours laissé ses enfants libres d'appartenir à n'importe quelle religion. Son désir et son principe de liberté voulaient cette attitude de sa part. D'ailleurs vous savez qu'il avait une sœur religieuse. Je dois vous dire aussi que son frère Mario s'est fait baptiser quelque temps avant sa mort. Toutefois il ne nous a pas fait baptiser pour nous laisser libres de choisir quand nous serions plus grands<sup>5</sup>. »

Autre facteur décisif du point de vue de l'arithmétique électorale : le report des voix des radicaux sur le candidat socialiste qui, dans le contexte des luttes

d'après la loi de 1905, abhorrent le clérical Motte<sup>6</sup>. Comme lors de sa première élection en 1893, Guesde a bénéficié dès le premier tour du soutien des radicaux qu'il tient pourtant, du moins officiellement, à distance.

Le succès résulte aussi d'une intense campagne de la part de ses partisans, alors que les précédentes s'inscrivaient dans un contexte de division entre socialistes. Guesde se démène et anime de nombreuses réunions publiques et grands meetings. Enfin et peut-être surtout, Guesde semble avoir tiré les leçons de l'absentéisme de sa première mandature et, comme le souligne le politiste Rémi Lefebvre, il « n'a pu retrouver le chemin de la Chambre des députés qu'au prix d'une adaptation aux logiques du territoire<sup>7</sup> ». Fini le député qui ne serait que le délégué d'un parti, incarnation de la classe ouvrière tout entière. Il se présente désormais plus modestement – mais plus efficacement – comme le défenseur des ouvriers roubaisiens à l'heure où le patron Motte installe des usines en Russie. La propagande socialiste insiste ainsi sur le fait que Motte réside beaucoup plus dans son château en Belgique que dans la ville ouvrière de Roubaix. Tout en conservant un caractère prononcé de lutte de classes typique du guesdisme historique, la rhétorique est désormais bien plus ancrée dans l'espace local. Et malgré des échecs et revers entre 1898 et 1906, le patient travail de construction militante amorcé par le POF depuis les années 1880, appuyé sur un dense réseau de syndicats, coopératives et structures associatives rattachées au parti, a fini par porter ses fruits. Cette partie du nord de la France est irréductiblement socialiste, et les amis de Guesde y dominent pour une large part.

Guesde habite certes toujours dans la capitale, d'abord au 56 boulevard de Colmar, où il se fait livrer pour la première fois des meubles neufs : l'embourgeoisement demeure néanmoins modeste ! Sa situation matérielle semble stabilisée, tout en restant fragile ; d'après un témoignage familial, on passe « de la misère à la pauvreté<sup>8</sup> ». Instruit de ses échecs passés, il revient présider régulièrement des réunions contradictoires à Roubaix. Par exemple, s'il est présent à la première session parlementaire à Paris, il se rend immédiatement la semaine suivante dans son fief pour présider une controverse entre Merrheim, représentant de la CGT à Roubaix hostile à la ligne de soumission du syndicat au parti<sup>9</sup>, et Henri Lefebvre, secrétaire du syndicat du



textile et membre de la SFIO. Il ne cessera de consolider cet ouvrage : les habitants de Roubaix verront désormais plus régulièrement leur député.

## CONVERGENCES ET DIVERGENCES

Revers de la médaille : solidement implanté dans sa région, Guesde ne perçoit peut-être pas – ou ne veut pas voir – certaines évolutions politiques et économiques qui, ailleurs, sont patentées et vont contribuer à le marginaliser. Car si à Roubaix un Merrheim peut être farouchement défié par les guesdistes, ailleurs c'est globalement la ligne de l'indépendance qui l'emporte chez les syndicalistes de la CGT. La fameuse « charte d'Amiens » de 1906 a sanctifié cette indépendance réciproque, qui reste très relative dans de nombreuses régions, où être adhérent de la SFIO et de la CGT n'a rien de scandaleux. Guesde, lui, persiste et signe : la CGT ne peut avoir qu'un rôle purement défensif, c'est-à-dire réformiste. La grève elle-même éveille chez lui une certaine suspicion : le 28 mai 1905 dans *Le Travailleur*, Guesde défend comme la CGT le principe de 8 heures de travail par jour, mais doute de l'efficacité de la grève : « Les huit heures sont le fait d'une réforme législative, d'une loi, jamais la grève ne réussira. Il n'y a pas assez d'argent dans les caisses de grève, le pouvoir capitaliste est trop fort. » Pour suivre Madeleine Rebérioux, évoquant les socialistes français comme Bonnier ou Guesde influencés par le modèle allemand : « Ce sont tous des hommes de la social-démocratie, pour qui entre le socialisme et le syndicalisme, nulle feuille de buvard ne pouvait être glissée sans risque de trahison<sup>10</sup>. » Alors que Jaurès prend de plus en plus en considération les arguments sur la grève générale, qu'il conçoit désormais comme utile en cas de guerre, les guesdistes ne veulent pas en entendre parler. Ils tapent même fort : au congrès de Lyon de la SFIO en 1912 Ghesquière et Compère-Morel critiquent âprement l'action de la CGT et n'hésitent pas à affirmer : « Nous avons assez de la méthode de sabotage, de la grève générale révolutionnaire<sup>11</sup>. » Opposition qui vaut à Guesde des hommages dont il se serait probablement bien passé. Le journal conservateur *Le Temps* salue ainsi régulièrement les arguments anti-grèves de Guesde. *La voix du peuple* du 24 mai 1907 rapporte un article du *Temps* soulignant que « la grève même, la

simple grève n'enthousiasme point M. Jules Guesde, qui préfère infiniment la propagande pacifique et la conquête légale des pouvoirs publics par le bulletin de vote (...). Les bourgeois ne doivent pas de reconnaissance à M. Jules Guesde. On a pourtant le droit de le féliciter de son attitude légale (...).

Le temps où Guesde était considéré comme un ennemi public est passé. D'ailleurs la surveillance policière se fait beaucoup plus lâche et ponctuelle. Le ministère de l'Intérieur ne craint manifestement plus ses errements révolutionnaires depuis la création de la SFIO et son intégration grandissante dans le jeu institutionnel. Alors qu'au début des années 1880, de très nombreuses réunions étaient couvertes avec des retranscriptions parfois longues de ces propos, la surveillance s'est largement tournée vers les syndicalistes de la CGT.

Avec ces derniers, l'hostilité demeure tenace. La réaffirmation sans nuance de la soumission du syndicat ulcère nombre de militants syndicaux. En retour les guesdistes constituent toujours la cible favorite de nombreux cégétistes. Ils dénoncent régulièrement le député de Roubaix dans *L'Action syndicale*. Très anticléricaux, ils raffolent des rapprochements entre la hiérarchie guesdiste et l'Église catholique. Guesde, ce « pontife rouge », est à la tête d'un « système qu'il a conçu à l'instar des fidèles bâtissant leur Église<sup>12</sup> ». En 1911 un même vocabulaire est employé : « Le Pape a parlé et l'encyclique de la Sociale est tombée de ses lèvres sacrées<sup>13</sup>. » Manière de stigmatiser un Guesde complaisant avec l'Église catholique ?

Là encore déplacer le regard à différentes échelles nous amène à constater des réalités pour le moins contrastées. Le « pape » rouge n'est pas si suivi par tous ses fidèles, notamment sur la question religieuse. Dans l'Aube, où les proches de Guesde sont quasi hégémoniques dans le socialisme, le terreau de la Libre-pensée a été décisif pour l'implantation du parti. En 1906, la rhétorique anticléricale est au cœur de la propagande des guesdistes aubois, qui n'hésitent pas par exemple à organiser en juin 1906 une « Fête de propagande antireligieuse et socialiste » pour l'inauguration du groupe « Union Antireligieuse » située à Troyes. Ici « la fibre libre-penseuse a donc été mobilisée de manière permanente, témoignant de son caractère identitaire<sup>14</sup> ». Paul Lafargue – sur ce point encore à distance de Guesde, beaucoup plus critique à l'égard de la religion – vient faire une conférence sur « Sciences et religion » à

Troyes. L'appartenance à la Libre-pensée n'est pas toujours exclusive d'une affiliation au courant guesdiste ; on y trouve même certains de ses partisans comme Paul Faure, membre de la Libre-pensée, qui affirme en juin 1905 : « La Séparation ? Cette question ne m'intéresse pas du tout. L'anticléricalisme a été spécialement établi pour éluder la question sociale<sup>15</sup>. » Il ne faut pas chercher de cohérence excessive dans les prises de position des uns et des autres. Ailleurs encore on découvre de surprenants arguments de la part des proches de Guesde favorables à la liberté d'enseignement contre l'école unique républicaine : l'école libre permettrait de fonder des écoles socialistes ne dépendant pas de l'État bourgeois politiquement et financièrement<sup>16</sup>. Ils rejoignaient ici certains théoriciens anarchistes... n'en déplaise aux militants de la CGT ! Ainsi, au-delà des échanges d'amabilité entre les uns et les autres, le vieux fond libertaire de certains guesdistes n'a peut-être pas totalement disparu. D'autres épisodes allaient encore le montrer.

Qu'en est-il au niveau de l'action parlementaire ? Là encore une étude attentive relativise certains clivages. Pendant les premières années de l'unification, si l'on étudie les votes du groupe parlementaire – décisifs car les élus jouent un rôle majeur dans la vie du Parti socialiste –, on constate que le « parti de classe » que souhaitait Guesde respecte globalement ses distances à l'égard des « partis bourgeois ». Jusqu'en 1911 les socialistes unifiés – à de rares exceptions – ne remettent guère en cause l'idée de ne pas passer d'accord avec la majorité bourgeoise et radicale. En 1906, quelques mois à peine après la création du parti, il y eut bien quelques hésitations par rapport à Clemenceau, président du Conseil d'une majorité de gauche. Mais avec les grèves et la répression antiouvrière du « premier flic de France », les socialistes s'installent durablement dans l'opposition. Pour le reste, entre 1906 et 1910, Guesde ne pratique pas l'obstruction et vote sur la plupart des sujets avec le groupe parlementaire. Il se montre favorable à l'impôt sur le revenu et à la représentation proportionnelle à l'assemblée, ou encore hostile à la peine de mort. En revanche, fidèle à la mémoire de ses combats du début du siècle, il s'abstient à propos de l'hommage rendu aux partisans de Dreyfus. Il est à noter que les différences de sensibilité peuvent déboucher sur des convergences inattendues. Ainsi Guesde et Jaurès peuvent-ils se retrouver ensemble, alors même que leurs approches divergent sensiblement sur le fond. Un accord *de*

*facto* s'impose sur la question religieuse à la suite de la mise en application de la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905. Jaurès se veut fidèle à une laïcité non agressive, là où d'autres radicaux voulaient aller plus loin, tandis que Guesde, comme nous l'avons vu lors de sa campagne de 1906, estime que le combat anticlérical contre l'Église est vain, détournant les ouvriers du combat principal.

Une autre question déchire les socialistes dans le sillage des débats sur la laïcité : l'épineux problème de l'appartenance à la franc-maçonnerie. Le problème est ancien, mais se pose avec une acuité particulière lors de deux congrès, en 1906 à Limoges et en 1912 à Lyon. Rappelons qu'un temps les militants guesdistes pouvaient être aussi francs-maçons ; mais la plupart de ces derniers ont abandonné Guesde au moment de l'affaire Dreyfus<sup>17</sup>. Sur ce point les guesdistes n'ont pas varié quant à leur doctrine. Déjà *Le Socialiste* du 4 septembre 1886 affirmait sans détour : « La Fédération maçonnique est une organisation de riches, car les pauvres sont exclus de cette organisation par la haute cotisation que chaque membre a à payer. » Au-delà du prix élevé du droit d'entrée, la franc-maçonnerie mélange les classes sociales : inconcevable pour des guesdistes qui ont ardemment lutté pour que la SFIO soit avant tout un « parti de classe ». Pourtant il existe d'importantes personnalités socialistes, d'abord avec la figure de Paul Brousse, puis à notre période avec des personnalités d'envergure comme Marcel Sembat. Cette question porte un fort enjeu politique. Comme l'a montré l'historien du radicalisme, Serge Berstein, jusqu'en 1913 au niveau du parti radical « tous les présidents du comité exécutif, sauf Caillaux (...) appartiennent à la maçonnerie (...) Il en va de même de la plupart des dirigeants qui animèrent le parti de manière déterminante avant la Première Guerre mondiale<sup>18</sup> ». Indépendance de classe oblige, les guesdistes militent contre la double appartenance. Ils déposent une motion au congrès de Limoges, visant à interdire l'adhésion d'un socialiste à la franc-maçonnerie. La fédération socialiste du Nord est en pointe dans ce combat, et stigmatise également l'appartenance à la Ligue des Droits de l'Homme, jugée ennemie de la lutte de classes. Bracke l'exprime avec virulence dans *L'Humanité* le 24 septembre 1906 :

« On ne peut pas nier qu'il arrive au Parti de trouver en face de lui et contre lui, non seulement les Francs-maçons de telle ou telle région, mais toutes sortes d'associations dont le caractère politique

saute aux yeux. Je citerai la Ligue des Droits de l'Homme, parce qu'elle se propose, de par son titre même, d'être un boulevard de la République bourgeoise (...). »

L'argument porte : il s'en faut de peu à ce congrès que ne soit interdite la double appartenance à la SFIO et à une loge franc-maçonne. Rien n'est réglé dans les années suivantes où la question demeure un objet de conflit. Les guesdistes reviennent à la charge dans un contexte où les rapprochements politiques entre radicaux et socialistes s'accroissent. À la veille du congrès de 1912, ils matraquent leur hostilité dans leur nouvel organe hebdomadaire *Le socialisme*. Charles Bonnier n'y va pas par quatre chemins, annonçant la rude bataille du prochain congrès. Être franc-maçon revient à regrouper « des socialistes qui protestent contre les massacres ouvriers, contre les obstacles mis à l'exercice du droit de grève, etc., et les hommes qui cherchent et ont toujours cherché à restreindre, à supprimer ce droit, qui traquent, qui emprisonnent, qui fusillent et socialistes, et syndicalistes et grévistes (...)»<sup>19</sup>. Un autre argument revient périodiquement dans la prose guesdiste, la question de l'investissement militant : il ne faut pas disperser ses forces. Jean Lebas, qui reprend la mairie de Roubaix en 1912, souligne à plusieurs reprises cet aspect : « Le militant qui veut remplir son devoir, qui sait que son parti a besoin de son temps (...) celui-là n'en a jamais de trop à donner à la propagande et à l'organisation»<sup>20</sup>. » La nouvelle offensive se solde finalement par un échec : en 1912, plus nettement encore qu'en 1906, les socialistes laissent la liberté à chaque militant d'appartenir à toutes les « organisations d'ordre philosophique ou moral ». La position guesdiste est battue par 1 505 mandats contre 927 portés par le Nord, sachant qu'une motion plus radicale regroupe une centaine de mandats. La victoire est claire, sans être écrasante : le courant guesdiste demeure influent dans le parti. Mais ses positions semblent bien désormais être minoritaires. Le nouvel axe qui se dessine prend le contre-pied des anciennes alliances antérieures à 1905 : sur la plupart des sujets désormais, Édouard Vaillant, jadis proche de Guesde, rejoint Jean Jaurès.

## DÉCLIN ET SCLÉROSE

L'exemple de la franc-maçonnerie est symptomatique. Marc Angenot souligne qu'après 1905, si « Guesde est écouté, il n'est cru que d'un petit nombre<sup>21</sup> ». Guesde a beau incarner incontestablement une partie de l'identité du nouveau parti, il perd progressivement du terrain. Le socialiste réformiste Eugène Fournière peut bien s'agacer en 1910, de la présence persistante du vocabulaire de la lutte des classes dans la SFIO, d'après lui incompatible avec la démocratie. « Les marxistes orthodoxes imposent au moins leurs formules au parti socialiste<sup>22</sup> » : dans les faits, les formules s'appliquent de moins en moins en pratique.

Un moment clef est le congrès de Toulouse d'octobre 1908. Guesde ne peut s'y rendre, de nouveau malade. Il est parti se reposer en Algérie le 4 février<sup>23</sup>. C'est Bracke qui mènera pour lui le combat. Jaurès emporte la partie avec une motion de synthèse qui, bien que tenant compte du vocabulaire guesdiste, définit une voie entre réforme et révolution prenant ses distances avec les déclarations les plus radicales de 1905. L'histoire l'a souvent retenu sous le terme de « synthèse jaurésienne », ligne politique qui, globalement, domine le Parti socialiste jusqu'à la guerre. Lisons un extrait de la résolution de Toulouse :

« Le Parti socialiste, parti de la classe ouvrière et de la révolution sociale, poursuit la conquête du pouvoir politique pour l'émancipation des prolétaires par la destruction du régime capitaliste et la suppression des classes (...) Précisément parce qu'il est un parti de révolution, précisément parce qu'il n'est pas arrêté dans sa revendication incessante par le droit, périmé à ses yeux, de la propriété capitaliste et bourgeoise, il est le parti le plus essentiellement, le plus activement réformateur, le seul qui puisse donner à chacune des revendications ouvrières son plein effet (...)»<sup>24</sup>.

De ce point de vue, ce congrès représente bien un tournant, d'autant qu'il intervient en plein affrontement avec le gouvernement Clemenceau. Les socialistes, on l'a dit, ont refusé l'investiture de ce dernier, plus exactement se sont abstenus. Les années de son gouvernement sont marquées par une virulente opposition entre les socialistes et le président du Conseil. Jaurès, qui entretient depuis longtemps des liens avec Clemenceau, le défie à l'Assemblée. L'échange, respectueux, est néanmoins ferme et scinde la gauche de l'époque. Elle grave dans le marbre l'opposition entre une gauche d'ordre et une gauche demeurée attachée au changement social. Or le duel parlementaire Jaurès-Clemenceau éclipse Guesde. Dans ce face-à-face, comment expliquer la faible présence du député de Roubaix ? Alexandre Zévaès rapporte dans un article de

souvenir qu'après la chute de Clemenceau en 1909 il se serait adressé à Guesde en lui demandant pourquoi il n'avait pas provoqué de débat contradictoire avec le chef du gouvernement : « Jaurès, Jaurès... vous avez donné la raison de mon silence. Pour exécuter Clemenceau, il me fallait d'abord exécuter Jaurès et l'unité ne me le permettait pas<sup>25</sup>. » Deux ans plus tard au congrès de Saint-Quentin de 1911, Guesde refuse de se confronter à Jaurès. Le comportement de Rappoport est publiquement désavoué par Guesde lui-même qui tire à boulets rouges sur Jaurès<sup>26</sup>. Guesde a-t-il souhaité préserver avant tout l'unité du parti ? Ou préparer « le coup d'après » pour tenter de reprendre la main après la chute du gouvernement Clemenceau ? N'a-t-il pas vu venir le moment où la SFIO était de plus en plus sensible à la phraséologie jaurésienne ?

Quelles qu'aient été ses intentions, Guesde se marginalise progressivement. Encore une fois sa santé chancelante le rend régulièrement indisponible pendant ces années. En 1905 il a fêté ses soixante ans, âge alors élevé pour l'époque. Les évocations de sa fragile santé reviennent d'ailleurs dans la presse. En repos sur les plages de Royan durant l'été 1908, un journal local souligne : « Le valeureux militant socialiste Jules Guesde, député de Roubaix, est en ce moment l'hôte de nos plages royannaises, où il vient goûter les délices du climat pour refaire sa santé ébranlée par un dur labeur<sup>27</sup>. » De retour sur ses terres, Guesde est élu président d'honneur du congrès de la Fédération du Nord le 20 septembre 1908 ; mais la présidence effective est confiée à d'autres militants. Absent à Toulouse, il est ensuite malade pendant près d'un an en 1909. En août 1911, Guesde part se reposer sur l'île de Jersey<sup>28</sup> ; quelques mois plus tôt, son état grave l'a empêché de travailler. En février de la même année, en pleine réunion publique à Lyon avec Compère-Morel, il avait dû renoncer à prendre la parole<sup>29</sup>. Des mois entiers de débats politiques se déroulent donc sans lui.

L'écrivain Léo Larguier a dressé de lui un portrait peu reluisant, mais chargé d'une impression probablement fidèle du Guesde vieillissant : « Jamais une heure de détente, un moment de bonne joie ! Il est de cette race de fanatique qu'on brûlait, aux vieux siècles, ou qui brûlaient. Comme il n'y a plus de bûchers, il se consume lui-même<sup>30</sup>. »

Surtout à plusieurs reprises Guesde se trouve en porte-à-faux dans les congrès socialistes. En 1909 au congrès de Saint-Étienne est défini le nouveau



programme agraire du parti. Compère-Morel présente un rapport sur le sujet qui reprend globalement, en la précisant, la ligne définie depuis 1894 par le POF : la défense de la petite propriété. Guesde émet des réserves sur une approche qui fait insuffisamment place à la lutte des classes. Quoique soutenu par Vaillant sur ce point, il est largement mis en minorité et les conclusions de Compère-Morel sont adoptées. Congrès après congrès – quand il peut se déplacer pour s’y exprimer – et dans ses nombreux textes d’intervention, il n’a cessé de répéter la même chose : faire de la propagande et grossir les rangs du parti. Nul besoin d’innover, il faut répéter les fondements et principes impérissables du socialisme des origines. Rapportant un échange dans le train Paris-Troyes de janvier 1906 qui amenait les deux dirigeants socialistes à un meeting à Troyes, bastion guesdiste, Marcel Sembat relève dans ses *Carnets* l’acharnement de Guesde à ne pas tenir compte des conquêtes partielles, plus exactement sa sous-estimation constante de ces conquêtes. Vantant les mérites de l’association ouvrière devant Guesde, Sembat écrit : « Guesde approuve gentiment, comme on approuve un enfant qui aide les ouvriers à tracer les allées du jardin (...) Je reste saisi du peu d’importance qu’il y attache<sup>31</sup>. » Inflexible, Guesde n’hésite pas à rééditer tels quels des textes de circonstance de 1890. Lors du conflit entre la CGT et Clemenceau, il republie dans *Le socialisme* des articles anciens publiés à l’origine dans *Le Combat* d’Antide Boyer<sup>32</sup>. De même face au *Mouvement socialiste* proche des syndicalistes révolutionnaires, Guesde est attaqué pour ses positions anti-grèves. En réponse est publié dans le journal *La Défense* (journal guesdiste de Troyes) un article de... 1882 !

Guesde se renouvelle donc peu. En 1909 l’imprimerie ouvrière de Lille édite à plusieurs milliers d’exemplaires *Le pourquoi et le comment du Socialisme ou les considérants de l’ancien programme du POF* de Guesde et Lafargue qui date de... 1883. Une même logique prévaut à la réédition de son vieil *Essai de catéchisme socialiste*, republié en 1912. Tout au plus peut-on trouver dans ces recueils quelques textes récents issus de ses interventions parlementaires. C’est le cas par exemple dans le recueil au titre très guesdiste *En garde ! Contre les Contrefaçons les Mirages et la Fausse monnaie des Réformes bourgeoises* publié en 1911 qui mêle des écrits anciens et quelques interventions nouvelles comme son discours contre la loi des retraites ouvrières, sur lequel nous reviendrons.



Bracke affirme dans la préface de cet ouvrage que Guesde « n'a cessé de la (la classe ouvrière) mettre en garde contre les arguments, les manœuvres et les artifices qui tendent à la faire changer de route<sup>33</sup> ». Encore à la veille de la guerre, Guesde réédite ses grands discours sur les origines de la doctrine du POF dans le recueil *Ça et là*.

## LES COMBATS PERDUS

Guesde a-t-il renoncé à reconquérir les cœurs du parti... voire même à la révolution ? En 1909, au congrès de la SFIO il s'exclame : « Je suis resté un révolutionnaire, je suis resté un insurgé<sup>34</sup> », tout en affirmant ne plus vraiment croire à une insurrection ouvrière. Le décalage entre un verbe demeuré révolutionnaire et les positions pratiques s'accroît. Guesde maintient des positions qui ne le situent plus vraiment à la gauche de la SFIO, mais du côté d'un « attentisme révolutionnaire » en lequel lui-même semble croire de moins en moins, alors que l'antimilitariste Gustave Hervé incarne désormais l'extrême-gauche du parti.

Qui plus est ses partisans se divisent tant sur le fond que sur la forme, par exemple lors des votes à l'Assemblée. Entre 1911 et 1914, la coopération entre les socialistes et le parti radical se fait plus étroite. Le socialisme gouvernemental s'impose dans les votes. Le soutien ponctuel de la SFIO à des ministères (notamment à celui de Doumergue), montre un incontestable infléchissement. Le parti comme le groupe parlementaire de 1905 à 1914 évoluent ; assurément, le Parti socialiste « né sous le signe du Parti Socialiste De France, finit jaurésien<sup>35</sup> » à partir de 1910.

Alors que le parti change de cap, s'ajoute une tragédie affectant la famille socialiste, qui contribue à affaiblir le courant guesdiste : le suicide des époux Lafargue. Guesde, Jaurès, Vaillant et Dubreuilh saluent avec émotion la disparition de leur « ami » dans *L'Humanité* du 28 novembre 1911. Jaurès le salue avec plus de chaleur encore. Guesde a perdu un allié de poids. Théoricien, Lafargue développait les arguments guesdistes avec un talent et un esprit pamphlétaire qui permettaient de sortir les guesdistes des longues et sèches litanies répétitives. Il était par ailleurs demeuré un interlocuteur

important des sociaux-démocrates allemands. C'est une perte d'autant plus regrettable que Lafargue, comme lors de l'affaire Dreyfus, avait alerté Guesde sur les dangers du sectarisme. Le gendre de Marx comprenait que certaines thématiques demeurées étrangères à Guesde risquaient de coûter cher à leur courant. La lutte contre le militarisme en constitue un exemple éloquent. Dans les années qui précèdent la guerre, Guesde tolère dans le meilleur des cas l'action antimilitariste, mais il refuse d'en faire un combat prioritaire, alors même que les bruits de botte commencent à se faire entendre en Europe. Rien n'indispose plus Guesde que l'agitation prônée par Gustave Hervé, et même celle de Jaurès, pourtant bien plus modérée. En septembre 1907, Guesde aurait par exemple exprimé juste avant le congrès international prévu à Stuttgart à des militants isérois à Grenoble son hostilité à l'égard des socialistes menant ces campagnes antimilitaristes, tout en ne voulant point, « pour le moment, amener la désunion dans le parti en attaquant Jaurès<sup>36</sup> ». Face à ces arguments répétés à de nombreuses reprises, Lafargue fait part de ses doutes en privé au maire de Lille Gustave Delory à propos de l'orientation de Guesde : « Guesde voudrait limiter à une seule question, celle de la propriété, toute la propagande et l'agitation du parti (...) Je crois que nous ne devons ni ignorer ni combattre l'agitation antimilitariste et antipatriotique<sup>37</sup>. » Guesde peut en revanche toujours compter sur le fidèle Charles Bonnier pour défendre la ligne historique du refus des « antis ». Bonnier les fustige avec virulence dans un article ironiquement intitulé : « Guerre aux "Antis"<sup>38</sup> » et qui peut se résumer de la façon suivante : à bas les anticléricalistes, antimilitaristes qui font perdre leur temps aux travailleurs... Vive la lutte politique fondamentale entre le capital et les ouvriers, retournons aux sources du socialisme ! À propos de ces positions, l'historien Jacques Girault n'a pas tort d'affirmer que le « raisonnement (...) rigide, s'est appauvri au fur et à mesure que la situation se tendait<sup>39</sup> ». Rappoport réagit comme Lafargue en publiant un éphémère mensuel en 1912 où il appelle à mener une action conséquente contre la guerre. Vaillant, l'ancien camarade de parti de Guesde entre 1902 et 1905, a définitivement pris ses distances sur ce point et rompu pour rejoindre Jaurès, affaiblissant une alliance qui avait permis de peser de façon décisive avant la création du parti unifié en 1905.

Son refus du combat antimilitariste l'éloigne donc de ses plus solides alliés. À nouveau la lecture de la prose du camp adverse s'avère instructive. *Le Temps* n'a-t-il pas raison en 1907 lorsqu'il s'interroge : « L'influence de M. Jules Guesde sur les nouvelles générations ne diminue-t-elle pas visiblement, et n'est-il pas en train de passer au rang décoratif et honorable, mais un peu vain d'un simple doctrinaire du socialisme<sup>40</sup> ? »

L'épisode de la première loi sur les retraites éclaire avec une plus grande netteté encore cet isolement. Avant 1910, quelques systèmes de retraite pour des professions spécifiques comme les mineurs avaient déjà fait leur apparition, mais aucun système général n'existait dans la France de la « Belle Époque », où l'on travaillait souvent jusqu'à la mort. En 1910, une loi sur les « retraites ouvrières et paysannes » est votée à la quasi-unanimité à la Chambre, avec l'appui des radicaux et de la quasi-totalité des socialistes. Si nombre de ces derniers ont considéré que le projet de loi souffrait de grandes insuffisances, malgré tout le principe de la retraite générale est posé, motivant les plus réticents. L'esprit d'unité prévaut et tous les députés votent la loi... Tous sauf Guesde. Il devient donc le seul guesdiste à agir ainsi ! De retour de Berlin où il a passé plusieurs semaines pour suivre un traitement médical<sup>41</sup>, il revient avec un peu d'avance sur la date prévue pour le débat parlementaire. Absent et malade, il n'a probablement pas pu saisir depuis Berlin le rapport de force au sein du groupe socialiste. Il s'exprime à la Chambre les 30 et 31 mars 1910 contre le projet :

« Lorsque je suis venu au socialisme, tel que je l'ai conçu, tel que je l'ai pratiqué, tel que je l'ai répandu le plus possible, qu'ai-je dit aux travailleurs ? Que le socialisme consiste essentiellement à mettre fin au prélèvement opéré sur le produit du travail de chaque jour par le patronat, c'est-à-dire à laisser entre les mains du producteur la totalité de son produit (...) Et pour la première fois, moi, socialiste, je viendrais, après avoir dit et redit pendant quarante ans : "Tout le produit du travail doit appartenir au travailleur dans la société renouvelée, et, dans la société actuelle, il lui faut reprendre le plus possible de ce que lui prend le capitaliste" ; je viendrais dire à ce travailleur : "Il faut réduire vos salaires ! C'est moi qui vais les réduire". Je mettrais, moi, socialiste, ma signature au bas de cette réduction ! Non, non c'est impossible<sup>42</sup>. »

Bien sûr Guesde ne s'oppose pas au principe de la retraite pour tous. Plusieurs points justifient néanmoins d'après lui de s'opposer à la loi. D'abord la question de la cotisation ouvrière. Il la refuse farouchement, considérant qu'il s'agit d'un nouveau vol que doit subir l'ouvrier. Deuxième point, il s'agit en

l'état, selon l'expression de Paul Lafargue – sur ce point d'accord avec Guesde avec qui il mène un dernier combat avant son suicide – d'une « retraite pour les morts ». Le principe de la retraite était en effet fixé à 65 ans, âge que très peu d'ouvriers atteignent à l'époque. Un vaste débat a lieu dans *L'Humanité*, puis au congrès socialiste de Nîmes en février 1910. Vaillant et Jaurès gagnent en invitant les députés à voter pour, choix validé par le congrès par 55 % contre 45 %. On critique âprement la loi, mais le choix de la valider s'impose. Victor Renard, secrétaire de la fédération textile CGT de Roubaix (et de fait porte-parole des guesdistes chez les syndicalistes) critique la loi au congrès socialiste, avec l'idée de l'amender le plus possible, mais appelle finalement à voter pour.

Comment comprendre l'attitude de Guesde ? Poursuivre son opposition, « c'est une manifestation pour l'honneur, destinée à dégager sa responsabilité face à l'histoire<sup>43</sup> ». C'est aussi un moyen d'incarner la fidélité aux principes. S'il s'agit d'une défaite politique, Guesde pense alors probablement travailler pour la postérité : il estime que ce type de compromission finira par détruire le socialisme. Ses troupes ne l'ont pas suivi, même si la presse socialiste laisse supposer un rapport de force plus nuancé qu'au parlement. *Le Socialiste* rapporte quelques soutiens à Guesde exprimés dans la presse régionale, à l'image de Paul Faure dans *Le Travailleur du Centre* qui affirme : « Autour de Jaurès, il y a tous les jaunes (...). Vrai, j'aime mieux l'isolement de Guesde<sup>44</sup>. » Isolement : le mot échappe à un fidèle peu suspect de critique...

Car la stricte séparation avec le monde bourgeois a bien encore des adeptes. Il n'est d'ailleurs pas impossible que Guesde ait gagné quelques lettres de noblesse, au moins une forme de respect, dans une partie des rangs de la CGT, qu'il combat pourtant âprement par ailleurs. Son choix de se positionner contre la loi sur les retraites a en effet été remarqué. En plein débat sur les retraites, dans une lettre du 9 mai 1910 adressée à son ami Lanzillo, le théoricien du syndicalisme révolutionnaire Georges Sorel, qui voue habituellement Guesde aux gémonies, comme emblème de l'antidreyfusard et de l'antisindicaliste, exprime à cet instant un certain respect :

« Je vous enverrai peut-être quelque chose sur J. Guesde, un de ces jours. La *Propaganda* a publié, l'année dernière, une traduction d'une biographie extraite de l'"Humeur du jour" ; elle a supprimé

pas mal de choses très méchantes qui se trouvaient dans le texte français ; *je voudrais faire connaître aux Italiens cet homme qui est grand ennemi de nos idées, mais qui est un très grand socialiste*<sup>45</sup>. »

Violemment opposé au syndicalisme révolutionnaire, Guesde en partage l'esprit séparatiste. Celui-ci reste puissant au sein du socialisme organisé et surtout dans les rangs des syndicalistes révolutionnaires. Finalement, il n'est pas certain qu'une telle situation lui déplaît complètement. Vieux patriarche du socialisme, affaibli par la maladie et marginalisé dans son parti, il se montre capable de coups d'éclat, d'une certaine audace. Peut-être aussi cet isolement assumé révèle-t-il une nostalgie de ses jeunes années libertaires ?

Guesde a-t-il renoncé à dominer dans le parti, et à plus forte raison au pouvoir ? Quelques mois après cet échec, Marcel Cachin rapporte dans ses carnets une conversation où ils auraient discuté de la révolution et de la prise du pouvoir :

« 17 janvier 1911. Déjeuné avec Guesde. La façon dont nous ferons la Révolution. La dictature pendant quatre jours. Pendant ces quatre jours, nous affichons dans la France un appel aux paysans (...) un appel aux ouvriers : la journée de travail est payée double et diminuée de durée. Et, en quatre jours, un courant tel s'est opéré dans le pays que rien ne pourra abolir le nouveau régime. Pendant quatre jours, tous les journaux sont supprimés<sup>46</sup>. »

Y croit-il encore ? S'il ne s'interdit pas de rêver au grand soir où la « dictature du prolétariat », qu'il pensait avoir introduite à l'échelle locale dans le Nord, pourrait voir le jour au niveau national, il semble plus occupé à dénoncer la gauche de la SFIO et la ligne révolutionnaire de la CGT qu'à proposer un nouveau plan stratégique pour reconquérir la majorité dans le parti.

Sur un autre point essentiel Guesde apparaît en décalage non seulement avec une partie de ses troupes, mais également avec les luttes menées par l'aile gauche de l'Internationale socialiste. Alors que Rosa Luxemburg par exemple dénonce le colonialisme des grandes puissances, il s'y montre globalement indifférent. Une des victoires de Jaurès est de ce point de vue d'avoir compris contre Guesde la nécessité de porter un nouveau regard sur la question coloniale. Formellement, Guesde et ses partisans ont assez tôt dénoncé le colonialisme ; il s'agissait même d'un point assez important dans les congrès du PSDF. Mais en 1912 le député du Nord s'acharne à défendre un projet de colonisation socialiste que n'auraient pas renié ses adversaires de l'aile droite de la social-démocratie allemande. En effet, un de ses proches amis, Lucien

Deslinières, entend soumettre au parlement un projet au nom du groupe parlementaire sur le « Maroc socialiste ». Ce projet est assez soutenu au départ puisque le texte recueille 34 signatures de parlementaires. Il mêle des préjugés très répandus à l'époque avec des aspirations utopiques reprenant des projets socialistes du premier XIX<sup>e</sup> siècle. Il évoque « ce pays, attardé dans l'anarchie et la demi-barbarie du moyen âge » où « tout est à refaire, tout est à reprendre par le pied. Les quelques intérêts européens qui ont pu, jusqu'à ce jour, s'y implanter sous la protection des nations dont ils ressortissent, y végètent en plein arbitraire, sans régime défini ». L'alternative ? « Nous devons donner à la colonisation une organisation régulière. » Bref, établir une colonisation plus égalitaire avec des règles socialistes :

« On verra pour la première fois, depuis qu'il existe des sociétés humaines, un coin de notre planète d'où sera bannie la misère et son lugubre cortège de maux, de vices et de crimes, où la prospérité générale, au lieu d'être une moyenne entre l'extrême richesse et l'extrême pauvreté, ne sera faite que de prospérités particulières<sup>47</sup>. »

Guesde défend ce « Maroc socialiste » avec ardeur. Mais le poids de l'alliance entre Vaillant et Jaurès a eu finalement raison du projet. La lutte anticoloniale, même si aucun socialiste ne remet en cause fondamentalement le système de domination qu'elle implique, est devenue depuis quelques années un des grands combats de Jaurès, ouvert à la pluralité des civilisations. Guesde n'a pas pris ce tournant. Comme sur la guerre, il demeure étranger à des thématiques qu'il considère comme particulières, négligeant *de facto* le sort des populations colonisées.

## UNE FORCE PERSISTANTE

Prenons garde là encore : Guesde et le guesdisme survivent dans la SFIO. Bien des textes du parti portent la trace du vocabulaire guesdiste, réaffirmant la perspective, certes de plus en plus lointaine, de rupture révolutionnaire. La confiance des ouvriers roubaisiens assure la réélection de Guesde comme député en 1910. Au niveau national, même mis en minorité, il garde l'estime de nombreux militants. Dans un *Dictionnaire du socialisme*, voilà comment le présente encore en 1911 un de ses partisans, Charles Vérecque, faisant de lui

une véritable légende vivante : « Jules Guesde est le premier, après la Commune et alors que sévissait encore la répression versaillaise, qui ait introduit en France le collectivisme. Il est le militant qui a le plus travaillé pour la Révolution sociale<sup>48</sup>. » À défaut d'être novateur, Guesde incarne encore l'histoire héroïque. Les organes de presse guesdistes saluent périodiquement la « vénération » qui l'entoure :

« La venue de Guesde à Roubaix est toujours l'occasion d'une manifestation ouvrière imposante où se mêlent la sympathie et la vénération pour notre ami ; celle qui l'accueillit lundi fut plus belle et plus émouvante que jamais (...) la foule de 15 à 20 000 personnes éclate en acclamations pour saluer le vétéran des luttes ouvrières<sup>49</sup>. »

Ce phénomène d'adulation n'échappe pas aux observateurs les plus avisés des forces politiques de l'époque. Pour le sociologue Robert Michels, qui publie en 1911 en Allemagne son ouvrage sur *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques*, Guesde incarne la figure d'autorité par excellence, relevant « l'idolâtrie dont la personne du prophète marxiste Jules Guesde est l'objet dans le Nord<sup>50</sup> ».

Ses partisans continuent à jouer un rôle actif dans le parti. Vieillissant, Guesde ne ferme pas la porte derrière lui et travaille à sa relève. Affaire de doctrine, mais aussi question d'apparence : le chapeau et la lavallière constituent toujours deux signes distinctifs. Le guesdisme est aussi une mise en scène de l'amitié militante et de la camaraderie, qui s'apparente pour d'autres à un comportement fractionnel. Le courant ne progresse guère, mais il est encore capable de consolider ses bastions (le Nord, l'Aube, l'Allier...). De nouvelles figures socialistes émergent comme Jean Lebas. Bracke et Cachin défendent dans les congrès les positions de Guesde en son absence. Surtout au niveau éditorial, une certaine dynamique est à relever. Lucien Roland tient la librairie du parti et les guesdistes fondent *Le Socialisme*, revue hebdomadaire qui maintient vivante la flamme de leur courant. Ses chiffres de vente, si l'on suit les archives internes de la fédération du Nord où le réseau militant était le plus dense, semblent avoir été modestes<sup>51</sup>. Elle est vraisemblablement lue, comme toutes les revues socialistes de l'époque contenant des articles un peu fouillés, essentiellement par une élite militante. *Le socialisme* est dirigé par Jules Guesde en personne ; pourtant il y écrit fort peu. Le contraste est saisissant par rapport aux années du *Cri du peuple*, lorsqu'il était prolixe et vindicatif. Le contenu ne



surprend guère : les guesdistes y répètent leur ligne sur divers sujets, souvent sans grande originalité. Mais il serait injuste de n'y voir qu'une lassante prose doctrinaire : le militant de l'Allier Pierre Brizon apporte par exemple des études singulières sur la société rurale française<sup>52</sup>.

*Le socialisme* a été jugé négativement par bien des commentateurs ultérieurs. Certes, la revue n'a ni la fraîcheur des débats de *L'Humanité* de Jaurès, ni la densité théorique de la *Revue socialiste* ou encore du *Mouvement socialiste*. Pour autant, souvent répétitive dès qu'il s'agit des éléments de doctrine appliqués à la situation française, elle concède une large place aux débats internationaux et publie des textes traduits de langues étrangères émanant des minorités critiques de la ligne majoritaire de l'Internationale. De ce point de vue, *Le socialisme* joue un rôle de passeur entre militants de plusieurs nationalités, que l'historien ne peut sous-estimer. Il publie par exemple pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort de Marx en 1908 un ensemble de contributions en hommage au fondateur du socialisme scientifique : on y retrouve les signatures prestigieuses de Karl Kautsky, Rosa Luxemburg, Plekhanov et Martov, de l'Anglais Hyndman, de la Néerlandaise Henriette Roland-Holst ou encore de Clara Zetkin. Quelques années plus tard, on peut y découvrir plusieurs contributions du futur théoricien des conseils ouvriers Anton Pannekoek<sup>53</sup>. On croise également régulièrement la plume d'une vieille connaissance de Guesde, Christian Rakovsky. Une figure y joue un rôle important, le Russe Charles Rappoport, qui n'est pourtant pas formellement membre de la rédaction. À la charnière de différents mondes, il demeure fidèle à Guesde et au *Socialisme*, avant de rompre à la veille de la guerre avec lui.

Cette ouverture interroge la place de Guesde à l'échelle internationale. Depuis quelques années, il s'est indubitablement fait « doubler » par un Jaurès qui mène un âpre combat contre la guerre. Signe des temps, à la mort de Bebel en 1913, Karl Kautsky envoie un courrier à Victor Adler, le principal représentant de la social-démocratie autrichienne. Déniant aux Français la capacité d'incarner une quelconque autorité internationale, Kautsky souligne que Jaurès serait quand même le mieux placé si le dirigeant autrichien devait faire défaut : « Depuis la mort d'August, l'Internationale n'a plus qu'un chef, toi (...). Jaurès est à part toi le seul à jouir d'un prestige international, mais il connaît fort peu l'étranger, même s'il le connaît davantage que les Français



moyens<sup>54</sup>. » Le retournement est spectaculaire : quinze ans plus tôt, Kautsky écrivait à Guesde pour organiser la marginalisation de Jaurès. L'antériorité prestigieuse de ses contacts, de Marx à Liebknecht, ne joue désormais plus en la faveur de Guesde. Même Rosa Luxemburg, quoique très critique à l'égard de Jaurès et bien que ne s'exprimant jamais publiquement contre les guesdistes pour ne pas faire le jeu des jaurésiens, n'a pas une confiance illimitée dans Guesde ; elle lui préfère nettement Vaillant. Néanmoins les liens ne sont pas rompus. Alors qu'il suit un traitement prodigué par un médecin social-démocrate allemand, le docteur Vogt, de janvier à mars 1910, Rosa Luxemburg invite chaleureusement Guesde à venir discuter à son domicile<sup>55</sup>. Le 21 janvier 1913, en réponse à une demande de Guesde sur la question de la gestion des chemins de fer en Allemagne et les positions du SPD, Luxemburg lui répond par une longue lettre informative sur ce point, et conclut sur les positions « révisionnistes » dans le parti allemand<sup>56</sup>. Si les guesdistes paraissent bien en voie de marginalisation en France, à l'échelle internationale « leur capital révolutionnaire n'est pas usé, il n'a pas disparu aux yeux de tous, il est encore assez vivant pour que vers eux se tournent Lénine et Rosa Luxemburg<sup>57</sup> ». La diffusion des textes de Guesde en langue étrangère atteste de ce prestige maintenu : par exemple, dans le sillage de la révolution de 1905, plusieurs de ses écrits sont traduits et diffusés en russe.

Au-delà du réseau autour de la revue *Le Socialisme*, dans leurs fédérations, les guesdistes animent d'importantes librairies et bibliothèques liées aux journaux fédéraux. La lutte de tendance dans le parti passe par la propagande et les publications : sur ce terrain, les guesdistes savent encore occuper le terrain<sup>58</sup>. « Dans la SFIO et sur ses marges, se multiplient des projets éditoriaux à vocation codificatrice » remarque l'historien Vincent Chambarlhac<sup>59</sup>. Plusieurs exemples significatifs montrent en effet cette relative dynamique. Le projet le plus ample est incontestablement la grande *Encyclopédie ouvrière, syndicale et coopérative* en plusieurs volumes qui retrace l'histoire du parti socialiste depuis les fédérations locales jusqu'à l'Internationale, lancée notamment à l'initiative de Compère-Morel<sup>60</sup>. Œuvre collective qui mobilise les plumes diverses du parti, constitue-t-elle une revanche sur *L'Histoire socialiste de la France contemporaine* de Jaurès ? La comparaison ne vaut qu'à moitié car Guesde en tant que tel n'intervient pas, et si ses lieutenants sont aux commandes,

l'entreprise est bien plus vaste. L'avant-propos du premier volume, très guesdiste dans les intentions, donne une idée du ton général :

« [...] Nous ne sommes point des innovateurs en matière sociologique, nous n'avons pas découvert un nouveau socialisme. Non seulement nous n'entendons pas apporter ou développer ici des théories aussi nouvelles qu'originales, mais nous n'avons même pas la prétention de présenter le problème social autrement que ne l'ont présenté nos doctrinaires dans les nombreux ouvrages qu'ils ont publiés<sup>61</sup>. »

Compère-Morel et Jean Lorris assignent ainsi « un simple but de vulgarisation » aux ouvrages de la série. Les proches de Guesde tiennent tout particulièrement à marquer de leur empreinte l'identité du parti. C'est ainsi que l'on peut comprendre le lancement de cette *Encyclopédie*. Faut-il y voir une « tentative d'hégémonie guesdiste<sup>62</sup> » comme le comprenait l'historienne Madeleine Rebérioux ? Probablement. En tout cas, la volonté est là. Soucieuse de ne pas apparaître comme une initiative sectaire, elle incite à dépasser les rangs du parti : elle est publiée par Aristide Quillet. Puis en 1913, la publication par Jean Lorris et Paul Grados de *Petit-Pierre sera socialiste* dans la collection « Tu seras... » chez Armand Colin, participe de la même dynamique. La cible de l'ouvrage est la jeunesse, le livre s'inspire d'ailleurs du modèle pédagogique du *Tour de France par deux enfants*. En même temps les mauvaises ventes du *Socialisme* accompagnent la liquidation de la librairie du parti en 1913.

Que retenir de cette politique éditoriale ? À côté de l'effort des sociaux-démocrates allemands, elle demeure modeste. Surtout les guesdistes ne publient pas de contributions majeures, alors que de nombreuses théories sur l'évolution du capitalisme foisonnent dans la Deuxième Internationale. Vieux problème que le marxisme des guesdistes, déjà répétitif dans les années 1890 et moins que jamais créatif. Que peuvent signifier alors Marx et le marxisme dans un tel contexte ? Pour eux Marx « manifeste dans la situation française un nom, un positionnement, une manière d'être à la SFIO, davantage qu'un retour aux textes<sup>63</sup> ». Somme toute un mode d'identification comme un autre, davantage qu'une méthode invitant à la réflexion. En tenant une bonne part des structures éditoriales du parti, les guesdistes participent à la construction d'un système de références collectives, que le nom encore prestigieux de Guesde incarne. La seule étude des textes qui relèverait les aspects répétitifs et

peu innovants de ces contributions, mènerait nécessairement à conclure au déclin et appauvrissement, contraire à la perception d'une partie des militants socialistes de l'époque.

Guesde professe une hostilité aux combats partiels, certes de façon caricaturale et sans théorisation, mais qui peut encore séduire. Pour comprendre l'attrait qu'il peut exercer, la distance historique est souvent bonne conseillère. Lisons Jean-Jacques Piette, évoquant le souvenir de Guesde un demi-siècle plus tard. Critique à l'égard du député du Nord, il souligne pourtant la force de son ancrage et cherche à comprendre sa popularité durable. Les quelques remarques qu'il formule paraissent d'un précieux recours pour saisir la force d'attraction maintenue du courant de Guesde :

« En définitive, c'est peut-être Guesde qui a tout de même eu raison dans les faits, dans la mesure où a surgi vite le problème de la guerre (...) Est-ce que, si le Parti et l'Internationale avaient suivi (...) les analyses théoriques de Jaurès – est-ce que l'on aurait vraiment évité la guerre ? Je ne le crois pas. Les racines économiques étaient telles que, de toute manière, on n'aurait pu l'éviter<sup>64</sup>. »

Guesde ne semblait pas croire au déclenchement de la guerre : erreur de perspective incontestable. Pourtant Piette pose ici un problème important pour comprendre la mentalité socialiste de ces années. Pour nombre de militants, la lutte contre le capitalisme prime avant tout ; les combats limités à un domaine ne pèsent que d'un faible poids. Autrement dit en réaffirmant toujours et encore que la seule véritable lutte est celle contre le capitalisme, Guesde n'innove point, et passe à côté des combats de son temps, dont la question coloniale constitue un des exemples les plus frappants. Mais en soulignant en permanence la capacité de résistance du système et de ses « racines économiques », il a d'une certaine manière toujours raison... tant que le capitalisme existe ! Même dogmatiques et peu novateurs, les principes qu'il défend demeurent ainsi crédibles.

Reste qu'à l'épreuve de l'histoire, les contradictions s'aiguisent. Le guesdisme, à l'image du socialisme tout entier, devait bientôt être bouleversé et déchiré par un événement que Jaurès redoutait tant : le déclenchement d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne. Coup de théâtre et ultime paradoxe de sa trajectoire : en août 1914, Guesde se retrouve au premier plan de l'histoire nationale, alors même que ses soutiens dans le parti s'effiloquent depuis plusieurs années.

- 
- 1 Jules Guesde, *Quatre ans de luttes de classes... op. cit.*, t. II, p. 2.
- 2 Discours au congrès de Saint-Étienne reproduit dans *Le Socialiste*, 2-9 octobre 1904.
- 3 Alexandre Zévaès, *Histoire du parti socialiste de 1904 à 1923*, *op. cit.*, p. 8-9.
- 4 Résolution reproduite dans *Le Socialiste*, 28 septembre 1902.
- 5 Lettre de Léo Guesde à Joseph Genuzio du 12 novembre 1959 cité dans Joseph Genuzio, *op. cit.*, p. 42.
- 6 David Gordon, *art. cit.*, p. 317.
- 7 Rémi Lefebvre, *art. cit.*, p. 211.
- 8 Dominique Schneidre, *op. cit.*, p. 71.
- 9 Archives Municipales de Roubaix. Ville de Roubaix-Commissariat central, 21 octobre 1906.
- 10 Préface de Madeleine Rebérioux à Gilles Candar (ed.), *Souvenirs de Charles Bonnier*, *op. cit.*, p. 11-12.
- 11 *Compte-rendu sténographique du congrès de Lyon*, Paris, Conseil national du Parti socialiste SFIO, 1912, p. 311.
- 12 *Action syndicale*, 4 août 1907.
- 13 *Temps nouveaux*, 5 août 1911 cité par Marc Angenot, *Rhétorique de l'antisocialisme. Essai d'histoire discursive*, Laval, Presses de l'Université Laval (Québec), 2005, p. 104.
- 14 Stéphane Pirouelle, « L'Aube rouge » (1876-1914) : une racine libre-penseuse au guesdisme », *Recherches et études, Revue annuelle de l'IRELP*, 1/2013, p. 99.
- 15 *Combat périgourdin*, 18 juin 1905 cité par Pierre Pommarède, *La Séparation de l'Église et de l'État en Périgord*, Périgueux, Fanlac, 1976, p. 202.
- 16 Jacques Girault, *Le guesdisme dans l'unité socialiste (1905-1914)*, DES de l'Université de Paris 1, 1964, p. 121.

17 Denis Lefebvre, « Socialisme et franc-maçonnerie » dans Charles Porset (dir.), *Mélanges offerts à Daniel Ligou*, Paris, Honoré Champion, 1998, p. 251-292.

18 Serge Bernstein, *Histoire du parti radical*, Paris, FNSP, 1980, tome 1, p. 47.

19 *Le socialisme*, 30 septembre 1911.

20 Cité par Denis Lefebvre, art. cit., p. 283.

21 Marc Angenot, *Le marxisme dans les grands récits*, op. cit., p. 21.

22 Eugène Fournière, *La sociocratie. Essai de politique positive*, Paris, Giard et Brière, 1910.

23 *Le Temps*, 16 février 1908.

24 *Compte-rendu sténographique du congrès national de Toulouse*, Paris, Conseil national de la SFIO, 1909, p. 484-485.

25 Alexandre Zévaès, « Jaurès et Guesde », art. cit.

26 Jean Rabaut, « Charles Rappoport déconfit ou le coup manqué du Congrès de Saint Quentin », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 37, 1970, p. 1-14.

27 *Royan* du 14 août 1908 (Archives municipales de la Rochelle).

28 *L'Humanité*, 14 septembre 1911.

29 F7/15965. Rapport de la Sûreté générale du 22 février 1911.

30 Léo Larguier, *Images républicaines*, Avignon, E. Aubanel, 1945, p. 115.

31 Marcel Sembat, *Les cahiers noirs 1905-1922*, Paris, Viviane Hamy, 2007, p. 148.

32 Cité par Marc Angenot, *Le marxisme dans les grands récits...*, op. cit., p. 374.

33 Jules Guesde, *En garde ! Contre les contrefaçons du socialisme, les mirages et la fausse monnaie des réformes bourgeoises. Polémiques*, Paris, Jules Rouff, 1911, p. 7.

34 *Compte-rendu sténographique du congrès de Saint-Étienne*, Paris, Conseil National de la SFIO, 1909, p. 383.

- <sup>35</sup> Jean-Jacques Fiechter, *op. cit.*, p. 147.
- <sup>36</sup> F7/15965, Commissaire spécial, Gare de Grenoble 15 septembre 1907.
- <sup>37</sup> Archives RGASPI Moscou, fonds 10. Lettre non datée mais vraisemblablement de 1907, comme le suggère Victor Daline.
- <sup>38</sup> Charles Bonnier, « Guerre aux “Antis” », *Le Socialisme*, 29 mai 1909.
- <sup>39</sup> Jacques Girault, introduction à la réimpression de la collection *L'Égalité / Le Socialiste* (non paginée).
- <sup>40</sup> Cité dans *La Voix du peuple*, 24 mai 1907.
- <sup>41</sup> *Le Temps*, 20 janvier 1910.
- <sup>42</sup> Cité dans Gilles Candar et Guy Dreux, *Une loi pour les retraites. Débats socialistes et syndicalistes autour de la loi de 1910*, Bordeaux, Le Bord de l'eau, 2010, p. 57.
- <sup>43</sup> *Ibid.*, p. 24.
- <sup>44</sup> Reproduit dans *Le Socialiste*, 10 avril 1910.
- <sup>45</sup> « “Cher camarade” Sorel à Lanzillo, 1909-1921 », *Annali della Fondazione Luigi Micheletti*, 1993-1994, p. 103-104.
- <sup>46</sup> Marcel Cachin, *Carnets*, Paris, CNRS, 1993, t. 1, 17 janvier 1911.
- <sup>47</sup> Lucien Deslinières, *Le Maroc socialiste*, Paris, Giard et Brière, 1912, p. 7.
- <sup>48</sup> Charles Vérecque, *Dictionnaire du socialisme*, Paris Giard et Brière, 1911.
- <sup>49</sup> *Le Socialisme*, 24 juin 1911.
- <sup>50</sup> Robert Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques*, Paris, Gallimard, 2015, p. 118.
- <sup>51</sup> ADN. Fédération du Nord du PS. 198 J 133.
- <sup>52</sup> Pierre Roy, *Pierre Brizon pacifiste. Député socialiste de l'Allier, pèlerin de Kienthal*, Nonette, Créer, 2004.

- 53 Anton Pannekoek, « Sur la révolution mondiale », *Le Socialisme*, 21 janvier 1912.
- 54 Lettre de Karl Kautsky à Victor Adler du 13 février 1914 dans Victor Adler, *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky*, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1954, p. 592.
- 55 IISG J. G. Lettre de Rosa Luxemburg à Jules Guesde du 15 février 1910.
- 56 IISG J. G. Lettre de Rosa Luxemburg à Jules Guesde du 21 janvier 1913. La lettre se conclut sèchement car hélas amputée.
- 57 Madeleine Rebérioux, « L'héritage de Guesde (...) », *Démocratie nouvelle*, 1966, p. 26.
- 58 Frédéric Cépède, « La SFIO des années 1905-1914 : construire le parti », *Cahiers Jaurès*, 1/2008, p. 29-45.
- 59 Vincent Chambarlhac, art. cit., p. 47.
- 60 Adéodat Compère-Morel (dir.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, Paris, Aristide Quillet, 1912-1921.
- 61 *Ibid.*, t. 1, p. 4.
- 62 Madeleine Rebérioux, « Guesdisme et culture politique : recherches sur l'*Encyclopédie socialiste* de Compère-Morel », *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1976, p. 211-227.
- 63 Vincent Chambarlhac « *L'Encyclopédie socialiste*, une forme singulière pour une cause politique ? », *Genèses*, n° 57, 4/2004, p. 4-24.
- 64 Jean-Jacques Piette, « L'héritage de Guesde... », *Démocratie nouvelle*, mars 1966, p. 29.



*« Lui absent ce n'est plus cela (...) »  
Guesde ministre et gardien de l'unité  
(1914-1922)*

Jaurès affirmait au sujet de Guesde : « Agitation électorale, parlementaire et réformiste d'un côté, appel à la force révolutionnaire de l'autre : c'est une méthode hardie, et qui peut dans la rapidité des événements sauver sa propre contradiction, mais à la longue la contradiction éclate<sup>1</sup>. » Août 1914 ne marque-t-il pas la manifestation de cette contradiction, quelques jours après la mort de Jaurès ? Guesde, le pourfendeur du « ministérialisme » en 1899 devient, à un moment décisif de l'histoire du pays, ministre dans un gouvernement de Défense nationale. Puis en 1920, lui qui avait porté haut la flamme de la révolution, il refuse le nouveau modèle proposé par la révolution bolchévique en choisissant de rester à la « vieille maison » socialiste. Deux choix au cœur de ses dernières années, alors qu'il est toujours affaibli par la maladie, et désormais par la vieillesse : il fête ses soixante-dix ans en 1915. Malgré cela, Guesde incarne toujours une figure de premier plan du socialisme historique : ses convictions rencontrent encore un écho auprès de ses proches fidèles, dont certains occupent alors des positions politiques non négligeables. Aussi ses choix doivent-ils être compris dans leur contexte : en 1914 comme en 1920, l'apôtre du socialisme n'a pas encore dit son dernier mot.

LA FORCE TRANQUILLE

Au début de l'année 1914, son vieil ami Bracke lui succède comme rédacteur en chef de la revue guesdiste *Le Socialisme*. Elle change de nom, comme pour mieux exprimer l'identité d'un courant pourtant déclinant : ainsi naît l'éphémère *Socialisme et lutte de classe*, qui ne survivra pas au déclenchement de la guerre. Cette « revue marxiste de langue française » associe des collaborateurs du monde socialiste francophone, belges et suisses, innovation à souligner. Guesde a laissé sa place mais pour le groupe animant la revue, son autorité morale demeure irremplaçable. Dans un courrier vraisemblablement daté de l'époque des premiers numéros de la nouvelle revue, Bracke envoie à Guesde une traduction en français de deux lettres inédites d'Engels (adressées à un de ses correspondants, Jean-Philippe Becker) pour lui demander s'il serait pertinent de les publier dans la nouvelle revue. La seconde lettre de janvier 1878 évoque les prémisses du Parti ouvrier, renvoyant directement à la jeunesse de Guesde. Mais elle contient aussi d'autres développements qui en font bien plus qu'un simple document historique. Concluant sur le risque que courrait la Russie à entrer en guerre, Engels affirme : « Une guerre sans succès où de nouveaux revers feraient sûrement éclater la révolution à Saint-Petersbourg »... Bracke ne s'imaginait pas alors combien ces phrases de 1878, qu'il souhaite publier en 1914, allaient se révéler prophétiques.

Pour l'heure les campagnes politiques de la SFIO montrent leur efficacité. Alors que la menace d'un conflit armé est plus forte que jamais, au printemps 1914, les socialistes remportent une belle victoire aux élections législatives. Comme ses autres camarades, Guesde mène une campagne nationale tournée vers la paix, contre « la folie des armements ». Il s'insurge contre la loi du service militaire de trois ans « loi de trompe-l'œil, inutile, inefficace et dangereuse<sup>2</sup> », milite pour une représentation proportionnelle aux élections ainsi que pour une « révision de la constitution », avançant notamment sur la suppression du Sénat (« rempart de la réaction sociale », « le plus grand obstacle au progrès »), revendication historique des socialistes, héritée de la tradition républicaine.

La façon dont Guesde mène campagne révèle des mutations importantes : ce n'est plus le révolutionnaire combatif de 1893, mais le représentant d'un grand parti, en route pour un nouveau mandat. Il fait campagne entre une séance de cinéma et l'ouverture d'un bal, animant des « concerts conférences ». Guesde se

présente toujours comme le député légitime de la circonscription, bien ancré, tel un notable presque assuré de sa réélection. Bracke et le nouveau maire de Roubaix Jean Lebas l'accompagnent souvent lors de ses conférences. Nous sommes loin du souffle et des conflits acharnés des campagnes des années 1890. Certes ses adversaires ne lui font toujours pas de cadeau, mais une sorte de « force tranquille » s'installe. Les radicaux appellent ouvertement à voter pour lui : « Les électeurs radicaux et radicaux socialistes sont assez conscients de leur devoir pour savoir qu'en tout état de cause ils ne doivent accorder leurs suffrages qu'aux candidats de la République laïque, réformatrice et du progrès social. Sus à la Réaction ! Toujours à gauche<sup>3</sup>. » Face à lui la droite catholique cherche à opposer une alternative : « képi ou casque à pointe », dénonçant inlassablement sa proximité avec les sociaux-démocrates allemands. En prônant l'organisation de milices contre l'armée permanente, Guesde préparerait par avance la débâcle de la France en cas de conflit. Mais rien n'y fait : les électeurs le reconduisent sans trop de difficultés avec 54 % des voix.

Guesde est-il devenu incontournable et respecté, au prix d'une certaine tiédeur rompant avec les luttes d'antan, d'ailleurs âprement dénoncée par des socialistes et syndicalistes plus radicaux ? N'est-il plus qu'un vieux baron du Nord, témoin d'un socialisme faussement intransigeant, hérité d'un autre âge ?

Le double langage de Guesde semble en tout cas plus que jamais d'actualité. En dépit de la propagande qu'il diffuse, rien ne prouve qu'il soit désormais convaincu du risque de guerre menaçant l'Europe. Guesde applique la discipline de parti, et mène bien entendu la campagne nationale. Mais il suffit de relever ses prises de position personnelles pour constater combien l'idée d'empêcher à tout prix le déclenchement de la guerre n'est pas sa priorité. Il oscille en effet entre sous-estimation du risque de guerre et dénonciation virulente de la grève générale comme mode d'action. Au congrès de la SFIO qui se tient mi-juillet 1914 à Paris, Guesde et sa fidèle fédération du Nord s'opposent à la grève générale, notamment à l'amendement Vaillant-Keir Hardie, qui proposait comme moyen d'action le déclenchement de la grève en cas de guerre. Selon cet amendement, qui devait être soumis au prochain congrès de l'Internationale à Vienne, les travailleurs devaient bloquer la production et refuser de servir de chair à canon ; le message demeure ambigu

car la grève serait préventive et formellement n'implique pas le refus de la défense nationale en cas d'agression. Guesde affirme son opposition à cette vision et annonce *de facto* un ralliement possible à l'effort de guerre, si ce qu'il appelle la « civilisation socialiste » devient menacée :

« Supposez qu'une guerre éclate entre l'Allemagne et la Russie : l'Allemagne socialiste, qui voudrait et pourrait se révolter, et la Russie socialiste, qui le voudrait peut-être, mais qui ne le pourrait pas. Ce serait livrer la civilisation socialiste allemande aux flots de l'armée de l'autocratie russe. C'est pour cela que, dans un congrès socialiste, jamais, jamais, jamais la grève générale en cas de guerre, ne sera votée par un socialiste conscient<sup>4</sup>. »

Faisant un rapide tour du rapport de force dans chaque pays, Guesde constate que les insurrectionnels se comptent sur les doigts d'une main : fort peu nombreux dans la plupart des pays, le socialisme serait donc écrasé, car trop minoritaire s'il tentait une telle aventure. Mais, au moins dans les mots, Guesde est battu : face à lui Vaillant et Jaurès défendent l'idée de la grève générale comme riposte en cas de danger de guerre.

Peu après, il participe à la dernière réunion du Bureau Socialiste International (l'organe de direction de l'Internationale socialiste) à la fin du mois de juillet 1914. À cette ultime réunion, Guesde ne se manifeste guère ; impossible de connaître dans le détail le fond de sa pensée, mais il y a fort à parier qu'il devait là encore trouver le débat sur la grève générale peu opportun. Il ne s'exprime quasiment pas, laissant Jaurès s'époumoner pour conjurer le risque de conflit. Quelques jours plus tard, l'Europe bascule. Et avec elle, l'histoire du Parti socialiste.

## LE RALLIEMENT

Le 31 juillet 1914, Jean Jaurès est assassiné au café du Croissant à Paris. Qu'aurait-il fait dans les jours qui suivirent, lorsque la guerre se déclenche ? Les débats politiques et historiographiques sur ce point ont rempli des livres entiers. En admettant une part d'histoire contrefactuelle, les mises au point récentes tendent à admettre qu'il aurait accepté l'Union sacrée, mais la mort dans l'âme, et non sans avoir essayé jusqu'au bout d'empêcher la guerre...

Avant de devenir un probable opposant à un conflit long et toujours plus meurtrier<sup>5</sup>. Quand ? Comment ? La question demeure ouverte.

Pour de nombreux socialistes qui ont longtemps côtoyé le tribun de Carmaux et qui se présentent comme ses héritiers, le doute n'est en tout cas pas permis. Ils soutiennent, résignés peut-être, mais malgré cela indéfectiblement, la défense de la patrie qu'ils jugent agressée par le Kaiser. C'est en tout cas le choix des parlementaires socialistes : la France entière, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, fait vœu de défense de la patrie. Le successeur de Jaurès à la tête de *L'Humanité* Pierre Renaudel, fait du journal pacifiste un organe du « socialisme de guerre »<sup>6</sup>. Le réflexe de défense de la patrie agressée, facilitée par une propagande mobilisant le souvenir héroïque de la Révolution française, fonctionne à plein. Les minorités révolutionnaires (pour l'heure groupusculaires) mettent en avant, non sans arguments, un puissant phénomène d'intégration du Parti socialiste à la nation.

Pour l'heure, dans la France d'août 1914, l'Union sacrée ne fait guère débat au sein des socialistes français qui prennent sans hésiter le contre-pied de ce qu'ils ont longtemps avancé dans les congrès socialistes. La CGT elle-même, encore formellement animée par une majorité qui compte d'ardents révolutionnaires, se rallie également. L'extrême-gauche antipatriotique de la SFIO autour de Gustave Hervé en fait de même, alors qu'elle n'avait que la « guerre sociale » à la bouche depuis des années, stigmatisant la mollesse des autres courants, même si une évolution peut être constatée à partir de 1912<sup>7</sup>. Édouard Vaillant, le prestigieux Communard de 1871, un des emblèmes internationaux de la lutte contre la guerre, une des grandes voix de la SFIO à l'étranger, retrouve les accents de la guerre 1870 et se montre ardemment patriote. La grève générale n'aura donc eu lieu que dans les résolutions des congrès socialistes et syndicalistes.

Et Jules Guesde ? Parlementaire, il valide avec tous ses camarades le vote des crédits de guerre le 4 août. Les sociaux-démocrates allemands, auxquels il fut longtemps lié, prennent le même chemin. Les liens sont rompus entre les partis amis. Guesde note dans un de ses brouillons : « La démocratie socialiste allemande aurait pu ne faire qu'un avec l'Empire allemand pour nous attaquer et nous envahir et les socialistes français n'auraient pas dû ne faire qu'un avec la République française pour nous défendre<sup>8</sup> ? » Seuls quelques travaillistes

s'opposent à la guerre en Angleterre. En Autriche-Hongrie, le ralliement (sans vote au parlement) s'inscrit dans la même dynamique. En Europe de l'Est, les choses sont plus contrastées : les deux fractions de la social-démocratie russe, mencheviks comme bolcheviks, refusent de ratifier les crédits. À l'heure où les armées vont bientôt dévaster l'Europe, une première chose s'est définitivement brisée : l'unité du socialisme international.

En revanche la question de la participation au gouvernement fait débat. Initialement, le groupe parlementaire socialiste la rejette. Guesde et Vaillant, ardents défenseurs de la nouvelle « union sacrée » (ils n'emploient pas ces termes et préfèrent parler de « défense nationale ») s'y opposent. Mais la mise en place d'une commission permanente composée de dix dirigeants socialistes (dont Guesde et deux de ses proches amis, Bracke et Compère-Morel) débouche finalement sur un *Manifeste au pays* qui appelle les socialistes à rejoindre le gouvernement. Jules Guesde et Marcel Sembat entrent dans le cabinet du gouvernement Viviani. Le 26 août, la France est envahie, la menace est plus pressante qu'au début du mois, expliquant l'évolution de leurs positions. Voilà comment le *Manifeste* en question justifie la participation, la première depuis l'affaire Millerand de 1899 :

« C'est à la suite d'une délibération régulière, c'est par une décision pesée que le parti socialiste a autorisé deux de ses membres, nos amis Jules Guesde et Marcel Sembat, à entrer dans le Gouvernement et qu'il a fait d'eux ses délégués à la défense nationale (...) (Le chef du gouvernement) savait qu'à toutes les heures graves, en 1793 comme en 1870, c'est en ces hommes, en ces socialistes, en ces révolutionnaires, que la nation mettait sa confiance (...). La présence de nos amis au sein du gouvernement sera pour tous la garantie que la démocratie républicaine est prête à la lutte à outrance (...). Aujourd'hui comme hier, après les premières épreuves comme dans l'enthousiasme de la mobilisation, nous avons la certitude de lutter, non seulement pour l'existence de la Patrie, non seulement pour la grandeur de la France, mais pour la liberté, la République, pour la civilisation<sup>9</sup>. »

La scène était encore impensable quelques semaines plus tôt : Jules Guesde rencontre le président de la République, Raymond Poincaré, pour échanger sur le sens de sa participation au gouvernement. Poincaré semble lui-même surpris de la situation. Il note dans ses carnets :

« Vendredi 14 août. Je reçois, sur sa demande, un des chefs socialistes, M. Jules Guesde, dont j'ai été longtemps le collègue au Parlement, mais avec qui je n'ai guère de relations personnelles. C'est un doctrinaire inflexible et loyal, aux idées rigides, à la logique morose, à la parole un peu âpre, aux cheveux flottants et barbe longue<sup>10</sup>. »

Ils s'expliquent sur le sens à donner à la guerre, la façon dont on doit impérativement se débarrasser de l'Empire allemand, l'avenir de l'Alsace-Lorraine. Poincaré conclut : « Et nous nous séparons, avec le sentiment d'être unis jusqu'à la mort. » La guerre a rapproché deux hommes que tout opposait.

Voici donc Jules Guesde ministre sans portefeuille (au rôle donc essentiellement symbolique) du gouvernement Viviani, puis ministre d'État de celui d'Aristide Briand. Du 26 août 1914 au 12 décembre 1916, Guesde ministre siège aux côtés de deux autres socialistes, Albert Thomas et Marcel Sembat. Les franges les plus hostiles au socialisme se satisfont, parfois non sans ironie, de ce ralliement. Par exemple le 11 février 1915 l'académicien Alfred Capus dans *Le Figaro* salue dans un article l'engagement de Guesde<sup>11</sup>. Le romancier évoque avec délectation « les déclarations de MM. Jules Guesde et Marcel Sembat (...) ». D'après lui, « à part quelques clauses de style elles contiennent une excellente doctrine de la guerre ». Certes demeurent des « clauses de style (...) que M. Jules Guesde ne peut pas ne pas employer sous peine d'abjuration de toutes ses idées ». Mais Guesde ferait preuve d'une « naïveté excessive » à tendre la main au peuple allemand quand il « en aura fini avec le Kaiser et l'impérialisme prussien »... Son attitude lui assure donc le respect de la quasi-totalité du reste du spectre politique, même si les vieilles haines d'hier ne disparaissent pas toutes. Un rapport de police souligne par exemple que « certains antisémites impénitents (...) prétendent que M. Jules Guesde descend d'une famille juive originaire d'Allemagne et que le père de M. Viviani était israélite<sup>12</sup> ».

## COMBATTRE « L'IMPÉRIALISME PRUSSIEN »

L'argumentaire de Guesde peut paraître acrobatique, surtout au regard des combats ancestraux du Parti ouvrier. Il a parfois été compris comme la trahison d'un socialiste ayant purement et simplement renoncé à ses convictions. Mais si la sous-estimation des terribles conséquences du conflit paraît *a posteriori* patente, il faut exposer les arguments défendus par Guesde. Sans les prendre pour argent comptant, il paraît nécessaire d'examiner sa ligne de défense dans son contexte, d'autant qu'elle fut partagée – il est vrai pas unanimement, nous



y reviendrons – par une grande partie de ses partisans. Une lettre d'un militant résume bien le sentiment que partagent alors de nombreux socialistes :

« Par ce sacrifice accompli, Guesde s'est grandi dans l'histoire. Que d'autres lui reprochent son inaction, c'est une injustice. Guesde au pouvoir, c'est un symbole. C'est le socialisme plaçant la France au-dessus de ses préoccupations particulières<sup>13</sup>. »

D'abord l'agitation antimilitariste n'a jamais été la panacée pour Guesde ; il l'a fustigée même ouvertement à de nombreuses occasions dans plusieurs congrès depuis l'unification de 1905. Les proches de Guesde témoignent, tout particulièrement Compère-Morel, qu'il n'y avait pour lui guère de problème à se positionner ainsi pour défendre le pays en 1914. La séquence qui s'ouvre est en quelque sorte une répétition de la « défense à outrance » de 1870. Depuis 1893, avec des oscillations il est vrai, l'idée de sauver la patrie n'est nullement étrangère à Guesde, qui se défend d'être l'internationaliste abstrait décrit constamment par ses adversaires en raison de ses liens anciens avec des militants allemands.

Un autre argument réactive le vieux débat socialiste entre République et monarchie. Les passages cités ci-dessus donnent le ton : si les Allemands sont solidaires de leur empereur, comment imaginer que les Français puissent abandonner la République ? Longtemps Guesde a considéré que l'une ne valait pas mieux que l'autre : seule la classe sociale dominante importe. Ici l'inflexion est nette mais il ne considère pas pour autant que la République telle qu'elle existe représente l'avenir. Il reprend un argument d'Engels soulignant toute l'importance de défendre la République, non parce qu'elle est parfaite, mais parce qu'elle représente le régime politique le plus avancé, permettant à la lutte des classes de se mener dans les meilleures conditions. On ne relève pas par exemple chez Guesde une défense inconditionnelle des institutions politiques pendant la guerre ; seul l'objectif final, le socialisme, compte. Or pour atteindre celui-ci, dans les circonstances présentes, mieux vaut malgré tout une république qu'une monarchie.

Cet argument se double d'un autre, répété à plusieurs reprises : il ne s'agit pas pour les socialistes de gouverner. Il faut combattre, non pas gouverner, et affirmer même que l'Union sacrée deviendrait une « duperie » si elle était toujours effective en temps de paix. Les hostilités reprendront tôt ou tard.



Dans ses papiers personnels, il rédige quelques éléments de justification dans cet esprit :

« La collaboration politique et gouvernementale des classes est toujours et nécessairement *conservatrice* ; mais ce qu'en temps de paix et en matière sociale elle tend à *conserver*, c'est la société capitaliste dont la destruction s'impose pour l'affranchissement du travail et de l'humanité. Et c'est pourquoi elle doit être condamnée comme la dernière des duperies. Ce qu'elle est appelée à *conserver* en cas d'invasion, en matière de défense nationale, c'est la *nation* qui est à la fois le cadre indispensable à l'action ouvrière d'aujourd'hui et la condition de l'insurrection de demain. Et à ce titre elle devient le devoir socialiste<sup>14</sup>. »

Une fois la nation sauvée, la lutte des classes, voire l'insurrection donc, reprendra ses droits. Pour lui, comme pour de nombreux socialistes, l'idée qu'un pays représentant le sens de l'histoire pouvait être soutenu contre une nation « barbare » était chose acquise. Il n'existe pas d'opposition de ce point de vue pour lui entre l'anti-ministérielle de 1899 et l'action en 1914. Ministre « sans portefeuille », il prend part à la défense du territoire mais pas directement à la gestion de l'État, sauf d'un point de vue purement technique. Il ne proposera dans ce cadre aucune réforme, contrairement à d'autres ministres socialistes. Il n'est pas pour autant inactif : par exemple l'État-major militaire et le ministère de la Guerre lui envoient une série de documents sur la situation ; il participe au « Comité (interministériel) pour aider à la reconstitution des régions, envahies ou atteintes par les faits de guerre ». Mais de fait il se mobilise peu dans la gestion concrète au gouvernement, et se justifie là-dessus à plusieurs reprises. À cet égard, il se différencie clairement de son collègue et camarade Albert Thomas, devenu ministre de l'Armement en mai 1915. Thomas, lui, pense son action gouvernementale dans la continuité de son socialisme réformiste développé avant guerre, intervention que Guesde ne partage pas, même s'il se garde de toute critique, solidarité gouvernementale oblige<sup>15</sup>.

Hormis ses notes personnelles et quelques interventions brèves, difficile de trouver un long texte expliquant et justifiant ses positions. Les archives de son chef de cabinet Charles Dumas contiennent principalement de la correspondance administrative faisant appel au vieux responsable socialiste pour telle ou telle faveur. En de très rares cas, des contestations de sa position sur le conflit y figurent. En réponse à une lettre adressée par un dénommé

Ricaud, Guesde réaffirme son point de vue et s'oppose à toute agitation de nature politique qui pourrait contrecarrer l'effort militaire :

« Cher camarade,

Il ne faut pas oublier que nous nous mouvons dans le cadre de la société capitaliste et que, par conséquent, les injustices que vous signalez continuent normalement.

Nous n'avons accepté une part du pouvoir que pour participer à la défense nationale. Pour tout le reste, nous savons que tant que le socialisme ne sera pas tout entier au pouvoir, les choses continueront et nul n'y pourra rien. À ceux qui demandent si l'on peut créer des groupes socialistes il n'y a pas lieu de créer des groupements politiques dans l'armée, les soldats forment un seul groupe et ne peuvent en former qu'un seul, à l'heure actuelle : celui de la défense nationale<sup>16</sup>. »

Lire Charles Dumas, plus prolix, permet de comprendre ce qui incite Guesde à maintenir sa position, alors que le conflit se prolonge. Dans une brochure où il est présenté comme « Ancien Député et “chef de cabinet de M. Guesde” », Dumas croise le fer avec Christian Rakovsky (opposé à la guerre, favorable à la neutralité de son pays et par ailleurs vieille connaissance de Guesde rencontré à Paris au début des années 1890). Elle constitue de ce point de vue un document de première importance. Pour ceux qui ont pu avoir accès à ce texte imprimé en Roumanie, il ne fait aucun doute que Dumas défend le point de vue Guesde ministre<sup>17</sup>.

Quels sont donc les points majeurs de cette « discussion entre socialistes français et socialistes roumains » ? Dumas s'affiche nettement dans la continuité du socialisme historique : « Nous socialistes français, qui avons la certitude de n'avoir dans cette tourmente, ni perdu la tête, ni abdiqué quoi que ce soit de nos principes, nous avons la prétention justement d'avoir basé notre attitude sur ces mêmes principes et sur l'intérêt socialiste<sup>18</sup>. » Dumas concède que « la France capitaliste et bourgeoise a sa lourde part de responsabilités dans le conflit » mais qu'il est en revanche « puéril d'attendre, comme le font certains socialistes démocrates allemands, la mort du militarisme et de l'impérialisme allemand de son triomphe<sup>19</sup> ». L'optimisme est de mise puisqu'en cas de victoire française il affirme : « Quant à l'impérialisme (...) c'est une idée que nous rayerons de la pensée européenne. »

Rakovsky dénonce quant à lui « l'abdication » que représente cette trêve de la lutte de classes. « Vous les “guesdistes”, les défenseurs écoutés et admirés, à tous les Congrès socialistes internationaux et nationaux, de *la lutte des classes*

*irréductible*, avez-vous préconisé et fait de *l'abdication de classe* ? » Tout l'argumentaire se fonde sur un rappel de ce qu'a été Guesde et ce qu'il a représenté pour sa génération. Il revient en détail sur les positions antigouvernementales de Guesde aux congrès de l'Internationale socialiste ; sa trajectoire de ministre serait démentie elle-même par ses actes antérieurs. Du « vous », Rakovsky passe avec nostalgie au « nous » ; en une formule révélatrice, il place l'aile gauche du socialisme international sous le patronage de son ancien maître : « Nous, les anciens "guesdistes"<sup>20</sup>. » Il conclut son propos en « voulant rester avec le socialisme révolutionnaire, qui fut hier la source de votre force<sup>21</sup> ». Rakovsky ne cherche pas autre chose qu'à raviver le guesdisme d'hier, porteur jadis de l'idée révolutionnaire.

À noter enfin que Rakovsky utilise à plusieurs reprises l'autorité d'Engels pour justifier son point de vue. La bataille de légitimité pour savoir qui est le plus fidèle au père fondateur du socialisme scientifique fait rage. L'ombre du « général » de la social-démocratie allemande plane en effet, en plein conflit guerrier : dans les papiers de Dumas, figure un courrier intéressant – malheureusement anonyme, probablement de Bracke – adressé à Guesde. Il souligne le grand intérêt d'un texte alors méconnu d'Engels, passionné d'histoire militaire, analysant la politique étrangère du tsarisme russe, très sévère sur celui-ci : « La politique étrangère du tsarisme russe »... Texte qui sera critiqué en haut lieu en URSS par Staline en personne quinze ans plus tard en raison de son ton exagérément anti-russe<sup>22</sup>. Mais ceci est une autre histoire !

Fidèle à Engels ou pas, Guesde n'a de cesse de se justifier et défend sa ligne politique, qu'il réaffirme à plusieurs occasions. Peu disposé à accepter une quelconque critique, il affirme par exemple le 14 juillet 1915 au Conseil national du Parti socialiste :

« Je n'ai jamais suivi les foules. J'ai fait l'opinion des foules. Ce n'est pas à l'école du prolétariat que je suis allé, c'est le prolétariat qui est venu à mon école. J'ai passé ma vie à lui enseigner ses droits<sup>23</sup>. »

Il raisonne comme un stratège froid, sans évoquer ou très marginalement les terribles conséquences humaines du conflit. Son intransigeance découle pour certains de sa vieillesse et d'une incompréhension face à la nouvelle donne. Un militant du Comité pour la reprise des relations internationales, hostile à la

guerre, Joseph Cartier (guesdiste avant 1914), affirme le 2 mars 1916 lors de la réunion de la 17<sup>e</sup> section SFIO de Paris que Guesde est « devenu gaga<sup>24</sup> ». La maladie et l'âge expliqueraient-ils tout ? Déjà en 1899 lors de son raidissement politique certains attribuèrent à ses problèmes personnels et ses difficultés de santé son positionnement antidreyfusard et antiministériel. On ne peut nier bien sûr ces facteurs aggravants. Mais à lire et relire les interventions de Guesde depuis 1905, et même depuis sa campagne législative de 1893, sans oublier ses élans patriotiques de 1870, son revirement n'en est pas vraiment un. Même si le Guesde ami indéfectible et de longue date des sociaux-démocrates allemands semble appartenir au passé – il y a bien de ce point de vue une rupture – au jeu de la cohérence entre l'avant et l'après 1914, sa position apparaît moins comme un retournement spectaculaire que l'attitude de Gustave Hervé ou de certains syndicalistes « révolutionnaires », passé d'un antipatriotisme acharné à un nationalisme exacerbé en quelques jours. La conversion ou le retournement sont donc relatifs ; il choque surtout ceux qui devaient davantage lire les résolutions de l'Internationale que les textes de propagande à partir desquels Guesde se faisait élire.

## LES GUESDISTES... CONTRE GUESDE ?

Qu'advient-il de ses partisans ? Existe-il un « guesdisme de guerre » ? Beaucoup l'ont suivi dans son soutien sans faille à la Défense nationale. Bracke, Lucien Roland, Jean Lebas, Marcel Cachin, Albert Bedouce et Compère-Morel sont de ceux-là : ils approuvent, parfois avec quelques variantes, la présence de Guesde au gouvernement.

Certains occupent des positions importantes dans le Parti socialiste : Cachin par exemple devient pendant la guerre le meilleur spécialiste des affaires étrangères de la SFIO, plus que Jean Longuet, principal animateur du courant minoritaire hostile à la guerre<sup>25</sup>. Suivant la ligne de son maître, Cachin établit des contacts avec le Belge Destrée et les travaillistes britanniques favorables à la poursuite de la guerre. Il s'intéresse de près à l'évolution de l'Empire austro-hongrois, tout en posant la question de la liberté à venir de certaines colonies (mais surtout celles sous domination anglaise...). Il rencontre également les

socialistes italiens partisans de la guerre par lesquels un certain Benito Mussolini. Guesde rencontre également le leader italien, l'aidant dans sa démarche d'entraîner son pays dans la guerre, y compris par des financements pour sa propagande. Il participe ainsi au processus incitant les socialistes italiens à entrer en guerre. Ces tractations lui valent un hommage appuyé de Mussolini, qui commence à définir les contours de son « socialisme national », à une époque où le dirigeant italien se dit « socialiste exaspéré ». Pour appuyer sa position interventionniste et belliciste, Mussolini s'appuie d'ailleurs sur Guesde, qu'il cite encore avec éloge en 1917<sup>26</sup>.

Mais tous les partisans de Guesde dans la SFIO ne partagent pas cette orientation. La guerre fissure en effet l'unité – il est vrai déjà relative avant guerre – du guesdisme. Ainsi Adrien Pressemane (figure du socialisme à Limoges), Paul Faure ou Brizon et d'autres fidèles de Guesde s'engagent dans la minorité pacifiste.

Ces divergences renvoient au contexte : le conflit mondial, dont on avait assuré qu'il serait très court, devient de plus en plus meurtrier. Les centaines de milliers de morts ravivent l'hostilité à la guerre et l'antimilitarisme d'avant 1914, et ce malgré l'impératif de la défense des frontières. L'idée internationaliste, mise à mal par l'Union sacrée, renaît progressivement. En témoigne l'entrée en rébellion de certaines fédérations socialistes : la Haute-Vienne, fidèle à Guesde, conteste la ligne de son vieux maître, tout comme l'Isère ou la Dordogne. D'autres comme la Fédération du Nord restent en accord avec le vieux député de Roubaix.

L'unité et les amitiés anciennes se brisent. Les minoritaires hostiles à la guerre rappellent les textes de l'Internationale, employant le même vocabulaire que Rakovsky. Ils préparent la recomposition politique à venir, que Guesde ne semble pas percevoir et ne comprend guère. À l'est de l'Europe, des groupes sociaux-démocrates – souvent très minoritaires dans leurs pays – poursuivent leur hostilité à la guerre, en Russie et en Bulgarie tout particulièrement. Pour eux, Jules Guesde devient un des emblèmes du socialisme trahi et défiguré. Le prestigieux orateur, le héraut de la lutte des classes, a rompu avec ce qu'il avait fondé : le parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie, doté du premier programme ouvertement marxiste de l'histoire internationale. Plus dur sera le jugement pour celui qui a basculé : en témoignent ces lignes péremptoires de

Léon Trotsky, fin connaisseur du mouvement socialiste international. Expulsé de France avec l'aval de Guesde en octobre 1916, il lui adresse un courrier résumant à merveille l'exaspération des opposants à la guerre :

« Je crois de mon devoir de vous exprimer quelques pensées qui ne vous serviront probablement à rien à vous, mais pourront du moins servir contre vous (...) Vous avez cru, vous avez espéré que le prolétariat français qui, dans cette guerre sans idée et sans issue, est saigné à blanc par le crime des classes dirigeantes, supportera silencieusement jusqu'au bout ce pacte honteux passé entre le socialisme officiel et ses pires ennemis. Vous vous êtes trompé. Une opposition surgit (...). Expulsé par vous, je quitte la France avec une foi profonde dans notre triomphe. Par-dessus votre tête, j'envoie un salut fraternel au prolétariat français qui s'éveille aux grandes destinées. Sans vous et contre vous, vive la France socialiste<sup>27</sup> ! »

Les opposants à la guerre s'organisent. Parmi ces tentatives de structuration, deux conférences en Suisse (Zimmerwald en septembre 1915 et Kienthal en avril 1916), réunissent des délégués de diverses organisations socialistes. Pierre Brizon, député de l'Allier, qui connaît une certaine notoriété interne comme guesdiste depuis sa participation à l'*Encyclopédie Socialiste*, est un des trois premiers députés à refuser de renouveler les crédits de guerre au parlement français en juin 1916. Il se rend à la conférence pacifiste de Kienthal.

Face à ces défections, Guesde reste inflexible : toute initiative allant contre la poursuite de la guerre lui paraît suspecte. Même le 14 février 1915, à l'occasion d'une conférence interalliée des partis socialistes et travaillistes défendant pourtant un point de vue modéré, Guesde réaffirme avec fermeté son soutien à l'effort de guerre. *L'Humanité* reproduit une partie de son intervention en le signalant « très souffrant » ; Guesde maintient plus que jamais sa ligne favorable à la guerre jusqu'à la victoire : « Le devoir qui s'impose aux socialistes (...) est de continuer la lutte jusqu'au bout, en fermant toutes les oreilles qui pourraient s'ouvrir à des murmures de lassitude, voire de pitié. »

À l'heure où le député de Roubaix répète son implacable argumentaire pour sauver la patrie, beaucoup d'opposants se réfèrent à Jaurès et à son esprit ; le martyr de la paix entre dans la légende, quand Guesde se fourvoie dans un militarisme aveugle. Le guesdisme apparaît désormais pour les oppositionnels comme une vieillerie et une hypocrisie. Alfred Rosmer, syndicaliste de la CGT parmi les premiers opposants à la guerre, exprime dès 1915 ses doutes sur l'Union sacrée et fustige le guesdisme. Hier les partisans de Guesde voulaient soumettre la CGT au parti, aujourd'hui ils accompagnent sans sourciller le

nationalisme revanchard, pensant revenir sans problème à la lutte de classes après le conflit :

« Croit-on qu'on pourra, du jour au lendemain, revenir à l'ancienne attitude ? Le simplisme guesdiste le dit et, sans doute, le croit. Mais le voudrait-on sincèrement que cela ne serait pas possible<sup>28</sup>. »

Un autre représentant de la CGT, de la fédération des métaux, Alphonse Merrheim, présent à la conférence Zimmerwald et en qui Lénine plaçait à l'origine de grands espoirs politiques, souligne lui aussi le rôle détestable de Guesde et ses proches. Vieille histoire : ayant vécu vingt-trois ans à Roubaix, Merrheim connaissait bien les guesdistes et leurs pratiques, qu'il réproche. À l'occasion d'une rencontre avec Inès Armand en 1916, envoyée par Lénine pour le convaincre de se rapprocher de ses positions, le syndicaliste débat avec elle des conceptions bolchéviques ... qu'il assimile, négativement, à celles de Guesde :

« Merrheim me dit que nous étions des guesdistes (...), que nous raisonnions dans l'abstrait, ne tenions pas compte des circonstances, qu'en France les socialistes ne voulaient pas entendre parler de scission, etc. Je lui répondis que le guesdisme à l'ancienne manière était loin d'être aussi mauvais que cela, qu'à l'heure actuelle c'était précisément notre tactique qui était vivante et réaliste...<sup>29</sup> »

Le gouvernement français pourchasse ces pacifistes qu'il considère comme « déserteurs ». Qu'en est-il de l'attitude de Guesde lui-même à l'égard de ses propres camarades ? Il semble conserver une certaine bienveillance, probablement pour ne pas insulter l'avenir et préparer les rapprochements futurs. Échangeant avec le dirigeant de la CGT Alexandre Luquet, majoritaire de guerre en étroit contact avec le gouvernement, Merrheim s'inquiète des poursuites contre lui. Lors d'une conversation téléphonique retranscrite par Merrheim, Luquet lui aurait rétorqué :

« Je ne puis te dire par téléphone de qui je tiens ces renseignements (...) je ne te le dirais pas si je n'en étais pas sûr. C'est Guesde qui s'est opposé aux poursuites et, en fin de compte, le gouvernement a laissé passer l'affaire... Ton arrestation, du point de vue international, soulèverait une trop grosse émotion<sup>30</sup>. »

De même, d'après *Le Temps* du 7 août 1916, lors du conseil national de la SFIO des 6-7 août, un militant opposé à la poursuite de la guerre aurait remis à Guesde une brochure pro-Zimmerwald, précisant que c'est « un manifeste



socialiste, mais de vos adversaires ». Guesde lui aurait répondu que, côté socialiste, « je n'ai pas d'adversaires<sup>31</sup> ». Et face à Lorient qui défend au congrès de la SFIO fin décembre 1915, les thèses pacifistes issues de la conférence de Zimmerwald, « Guesde lui répond qu'au lendemain de la paix il ne sera plus ministre<sup>32</sup> ». Le ministre Guesde se singularise donc en ne s'acharnant pas sur les militants, alors qu'à la même période plusieurs partisans de l'Union sacrée veulent l'exclusion en bloc des « zimmerwaldiens » de la SFIO. Simple mesure tactique prolongeant l'attitude du gouvernement en 1914 qui n'avait pas utilisé le « carnet B » (où étaient inscrits les militants antimilitaristes à arrêter en cas de guerre) pour éviter des incidents inutiles ? Dans le cas de Merrheim, bienveillance à l'égard d'un roubaisien de sa « petite patrie », aussi opposés soient-ils depuis trente ans ? À long terme, nul doute pour Guesde qu'il faudra reconstituer l'unité de tous les socialistes après le conflit.

Bien que toujours attaché à la défense nationale, il met progressivement en garde contre ses dangers<sup>33</sup>. Dans le contexte d'un parti socialiste déchiré, il quitte le gouvernement à la fin de l'année 1916, signe des divisions profondes du socialisme face à la guerre. Alors qu'Albert Thomas entend poursuivre son œuvre malgré cette démission, Sembat émet quant à lui des doutes dans ses *Cahiers noirs* sur la cohérence des socialistes. Il s'inquiète du départ de celui qui incarnait le socialisme ouvrier. Sans lui, l'Union sacrée devient largement caduque : « Lui absent ce n'est plus cela. Thomas et moi c'est du socialisme bourgeois<sup>34</sup>. »

Malgré ce départ, Guesde demeure méfiant à l'égard des initiatives de paix. En 1917, la conférence de Stockholm rapprochant les socialistes pour en finir avec la guerre lui apparaît comme un « piège boche ». Il refuse de donner sa signature au manifeste qui en est issu, alors que Cachin et Bracke le valident. Compère-Morel poursuit, lui, la ligne de coopération étroite avec l'État, après avoir été en 1915 critique sur la participation gouvernementale. Il devient, entre janvier et juillet 1918, puis entre janvier et mai 1919 haut-commissaire du gouvernement à l'Agriculture, poste moins important que ministre, mais clairement inscrit dans le cadre de la solidarité gouvernementale. Symbole fort là encore, car il s'agit du gouvernement Clemenceau, l'ancien ennemi juré du mouvement ouvrier.

## VERS LA SCISSION : LÉNINE, ENTRE JAURÈS ET GUESDE

Le 9 août 1916, le vieil ami bordelais de Guesde, Raymond Lavigne, constatait que le socialisme était au bord de la rupture. Il espérait se débarrasser des encombrants guesdistes critiques de l'Union sacrée : « À part la démagogie de nos groupes, je crois fort que nous avons l'opinion générale dans nos voiles. » Il prophétise :

« N'est-ce pas le moment, peut-être, de laisser la scission s'accomplir ? Deux partis (dans chaque pays) et deux Internationales, avec l'horreur ou l'amour du système germanique pour critère. N'est-ce pas l'avenir logique, sinon nécessaire<sup>35</sup> ? »

L'esprit de rupture a incontestablement progressé. À quelques semaines de la fin du conflit, le congrès de la SFIO d'octobre 1918 voit le changement de majorité du parti : l'ancienne minorité pacifiste s'empare du parti. Marcel Cachin succède à Pierre Renaudel et prend la direction de *L'Humanité*. Souffrant et vieillissant, Guesde ne joue plus aucun rôle formel dans les congrès et ces renversements de majorité. Mais il demeure une autorité morale auprès de ses plus anciens camarades. Il est réélu député en 1919 selon les nouvelles modalités de scrutin de liste. L'époque des affrontements violents, lorsque la presse de droite et d'extrême droite l'accusait d'être un suppôt de l'Allemagne, semble définitivement révolue. Le journal très droitier *L'Éclair* lui rend un hommage appuyé : « Jules Guesde est un Français et un Français de bonne race, qui répugne au cosmopolitisme des démagogues alliés des ploutocrates<sup>36</sup>. »

Dans un contexte de vague cocardière et droitière consécutive à la victoire, la chambre « bleu horizon » accueille le vieux maître du socialisme historique pour son ultime mandat. Sa dernière proposition de loi mérite d'être relevée : elle vise à « établir l'égalité civile, politique et économique des deux sexes ». L'article 2 stipule que « la femme est admise au bénéfice de toutes les lois ne s'appliquant jusqu'à présent qu'à l'homme ». Soutenue par de nombreux députés socialistes, elle est rejetée par la majorité de la chambre. Guesde réaffirmait une dernière fois cette vieille revendication du parti ouvrier, qu'il avait été aussi un des premiers à défendre sur la place publique – au grand scandale de beaucoup de républicains – à la fin des années 1870.

Quelques mois plus tôt, en pleine révolution allemande, Jules Guesde confiait à Lucien Roland la satisfaction de voir l'Allemagne impériale disparaître, et constate avec joie la proclamation de républiques dans toute l'Europe :

« Bien loin de prouver contre notre doctrine, la guerre nous apporte de nouveaux arguments. Elle a été un progrès puisque nous avons vaincu le militarisme allemand. Les Républiques tendent à devenir la forme des gouvernements. C'est désormais les luttes de classes sans entrave<sup>37</sup>. »

La victoire justifie *a posteriori*, sans contradiction apparente, sa position pendant la guerre. N'avait-il pas affirmé au congrès de la SFIO en décembre 1915 : « Nous reprendrons les relations avec la nation allemande lorsqu'elle en aura fini avec le Kayser<sup>38</sup> » ?

Suivant son raisonnement, l'histoire lui avait donc d'une certaine manière donné raison. La boucle est bouclée : malgré l'horreur de la guerre, le ralliement à la Défense nationale a atteint ses objectifs : mettre à bas le Reich allemand. Guesde reprend de nouveau l'argument d'Engels selon lequel il vaut mieux une république que tout autre régime, pour que les contradictions entre les classes sociales apparaissent avec clarté. Il observe également avec bienveillance le renversement du tsarisme et la révolution russe de 1917 qu'il connaît alors, comme beaucoup, très mal du moins à ses débuts. Dans un premier temps, la proclamation du République russe le remplit de joie.

Mais lorsqu'est fondée l'Internationale communiste en mars 1919 visant à rompre violemment avec la Deuxième Internationale qui a « failli », Guesde refuse ce qu'il juge être un oukase venu de Moscou. Alors que pointe la division du mouvement socialiste, Guesde s'éloigne de la jeune république soviétique dirigée d'une main de fer par les bolcheviks. Pendant ce temps son vieil ami Cachin, bientôt ébloui par la « grande lueur à l'Est » voit l'avenir en rouge. Il compare la hardiesse des nouveaux révolutionnaires russes et allemands avec celle de son vieux maître. Dans ses *Carnets* il note par exemple en février 1919 à propos de Kurt Eisner, responsable de l'éphémère république socialiste de Bavière :

« Figure d'artiste et en même temps d'apôtre qui rappelle celle de notre Jules Guesde avec lequel il offre plus d'une similitude physique et intellectuelle. Orateur puissant et spirituel, homme de doctrine et de sensibilité, généreux et philosophe...<sup>39</sup> »

L'écrasement des mouvements révolutionnaires avec l'approbation de la social-démocratie allemande par crainte d'une contagion bolchévique, la fondation l'Internationale communiste, un fort mouvement de grèves en France et de nombreux pays : tout concourt à aggraver encore les tensions au sein du Parti socialiste.

L'avenir de l'unité se joue au congrès de Tours de la SFIO, qui se tient à la fin de l'année 1920. Marcel Cachin, de retour de Russie soviétique, porte avec conviction la motion favorable à l'adhésion aux conditions posées par le Komintern. Trois solutions existent à l'origine : l'adhésion à l'Internationale communiste, son refus, ou bien un entre-deux d'acceptation sous conditions proposé par Jean Longuet et Paul Faure.

Guesde redoute par-dessus tout la scission. Peu avant l'ouverture du congrès, en novembre, la presse socialiste a reproduit sa lettre à Delory, son ancien ami, toujours maire de Lille. Guesde appelle à refuser la scission et à reconstruire une Internationale unique, se déclarant *de facto* hostile aux conditions proposées par la Russie soviétique de Lénine. La lettre est reproduite en Une de *L'Humanité* le 14 octobre 1920. Réaffirmant son ancrage marxiste, Guesde en appelle à la nécessaire « expropriation politique et économique de la classe capitaliste ». Mais à une condition : il faut d'abord reconstruire l'unité ouvrière et résister à l'esprit de scission en cours :

« Il n'y a place que pour une Internationale unique (...) le devoir – comme l'honneur de la section française – serait de convoquer, immédiatement, à une conférence préparatoire, sans distinguer entre le Parti communiste russe, le Labour Party d'Angleterre, le Parti ouvrier belge (...). »

Il s'oppose enfin à toute intervention étrangère contre la révolution russe « qui doit décider seule de son présent et de son avenir ». Guesde souhaite reconstituer une forme d'œcuménisme dans le mouvement ouvrier, en conservant l'acquis unitaire de 1905. Il ne semble pas saisir l'ampleur du traumatisme provoqué par une guerre qui a causé des millions de victimes, ni comprendre la radicalisation politique qui s'opère au sein des partis socialistes. Nombre de militants souhaitent revenir à une forme d'orthodoxie doctrinale – qu'incarne paradoxalement pour eux le guesdisme historique d'avant guerre – contre la trahison qui a mené au désastre de 14-18<sup>40</sup>.

Les militants invoquent un passé encore très présent : l'ombre des fondateurs de la SFIO plane sur le congrès de Tours. Jaurès et Vaillant ne sont plus là, ni

bien sûr Lafargue. Qu'auraient-ils fait ? Auraient-ils accepté les conditions bolchéviques ? Guesde est le dernier « grand » de 1905 à être vivant. Mais, souffrant, il n'assiste pas au fameux congrès. Il suit néanmoins les affrontements au jour le jour : Bracke l'informe du déroulé des grandes manœuvres dans plusieurs courriers assez détaillés.

À lire les retranscriptions des interventions à Tours, la voix de Guesde pèse encore, même si on ne l'entend déjà plus. Et s'il n'assiste pas aux débats, la légitimité politique et historique passe souvent par lui. Certes le martyr de la paix Jaurès est invoqué à de multiples reprises. Mais on relève tout de même 25 occurrences à Guesde contre 32 à Jaurès dans la retranscription des interventions au Congrès<sup>41</sup>. Le député de Roubaix occupe les esprits, et il n'est d'ailleurs pas rare de le voir associé à Jaurès, l'alliance des deux symbolisant l'unité doctrinale et politique du socialisme français. Pour beaucoup encore, Jaurès et Guesde, ce sont deux faces d'une même médaille. Le très jaurésien Léon Blum n'hésite pas à invoquer l'un et l'autre, ainsi que le « troisième homme » Vaillant, pour mieux blâmer les attitudes qui lui semblent contraires à l'esprit unitaire du socialisme :

« Il apparaît en ceci, c'est que la conception révolutionnaire que je viens de vous indiquer et qui était celle de Jaurès, de Vaillant, de Guesde, a toujours eu à se défendre contre deux déviations contraires et a toujours frayé difficilement son chemin entre une déviation de droite et une déviation de gauche<sup>42</sup>. »

Pour justifier son refus de rejoindre l'Internationale communiste, Léon Blum convoque ainsi Guesde à plusieurs reprises, avec d'autres figures tutélaires du socialisme français, en refusant d'opposer réformes partielles et perspectives révolutionnaires. Surtout, parmi les figures intervenant le plus au congrès, la présence des amis de Guesde est importante. Parmi les intervenants les plus cités, on relève Bracke et Cachin. Ce dernier s'appuie longuement sur sa fidélité à Guesde pour justifier pourtant une position que son maître réfute :

« Quelles que puissent être nos actuelles divergences, je n'oublierai jamais, quant à moi, le respect et l'admiration, et la ferveur filiale dont toute ma vie j'ai entouré la pure et grande conscience de Jules Guesde (...). Il n'a cessé de rappeler à la classe ouvrière qu'elle a affaire à un ennemi impitoyable, et qu'elle devra, elle aussi, à l'exemple de ses oppresseurs, systématiser à un moment donné ses forces pour donner l'assaut révolutionnaire au régime. (...). J'ose dire que cette flamme-là est encore en nous, et puisqu'on parle de tradition, elle est, en effet, la nôtre aujourd'hui<sup>43</sup>. »

L'évocation lyrique de Cachin oppose le glorieux Guesde d'hier au Guesde d'aujourd'hui, devenu ministre défendant l'État bourgeois. Opposition qui lui vaut une passe d'armes avec Bracke, défenseur de la position contraire, mais au nom du même héritage. Paul Faure évoque de son côté à plusieurs reprises l'unité prônée par Jaurès, Vaillant, Guesde. Enfin, dans la lettre qu'adresse la militante allemande Clara Zetkin, envoyée par l'Internationale communiste à Tours pour faire basculer la majorité, on se remémore l'époque glorieuse des combats menés en commun avec Guesde contre Millerand et le réformisme<sup>44</sup> ; pas un mot sur le Guesde participationniste en 1914, qu'elle préfère oublier. Face à des délégués pour la plupart jeunes ou très jeunes se jouent aussi des vieilles amitiés ou rivalités... Guesde était une des fréquentations régulières de Zetkin et son mari dans le Paris des années 1880. Les voilà séparés à jamais par la guerre et la révolution bolchévique.

Les délégués évoquent régulièrement le nom de Guesde. Étranges évocations : un lecteur primaire des textes de congrès, non informé du contexte, peut croire qu'il repose déjà en paix à côté de Jaurès, et que les délégués se déchirent autour des noms des deux grands maîtres disparus... Comme si d'une certaine manière Guesde ne sera plus jamais là lui-même pour approuver ou contredire ce que l'on dit en son nom.

Dans les papiers personnels de Guesde se trouvent quelques commentaires : « Je ne saurais “adhérer” à des “thèses” qui, dans ce qu'elles ont de *socialiste* et *révolutionnaire* ont été miennes de tout temps et que Lénine et Trotsky ne m'ont “importées” que pour les démolir, sciemment ou non, et en faire, en tout cas, autant d'armes aux mains de l'ennemi<sup>45</sup>. » Contre cette lecture, à la fin du congrès, la majorité des délégués acceptent de se ranger aux conditions de l'Internationale communiste. Beaucoup ne partageaient probablement pas leurs présupposés rigides, mais le dégoût du « socialisme de guerre » et l'enthousiasme pour un modèle révolutionnaire revivifiant, se situant dans la glorieuse continuité de 1793 et 1871, ont fait basculer l'histoire de la gauche française. C'est la scission : socialistes (SFIO) et communistes (SFIC, bientôt Parti communiste français) constituent irrémédiablement deux branches opposées du mouvement ouvrier.

Nouvel échec pour Guesde : la nouvelle de la scission l'aurait laissé « mort de chagrin<sup>46</sup> », lui le vieux prophète qui avait puissamment contribué à l'unité

patiemment construite entre 1890 et 1905. Si l'on en croit ses derniers mots confiés à Compère-Morel, Guesde aurait préféré disparaître avant ce triste événement de Tours : « Je vais vers la mort. Je le sais. Je le sens (...) Mais je regrette de mourir si tard. J'aurais dû disparaître il y a deux ou trois ans, avant d'assister à ce spectacle cruel, infernal, d'un prolétariat divisé contre lui-même<sup>47</sup>. »

Sa postérité restera fortement marquée par son choix à Tours. À propos de son père, Léo Guesde affirme en 1959 :

« C'est à cause de son refus d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale dirigée et imposée par Lénine que mon père fut aussitôt considéré, et il l'est encore, comme un marxiste à l'eau de rose, mal informé et mal préparé à la doctrine de Marx. Si mon père avait fait comme les autres, c'est-à-dire s'il avait accepté les lois de Lénine, personne n'aurait eu l'idée de classer mon père parmi les mauvais marxistes<sup>48</sup>. »

Jugement familial, très tranché, mais qui comporte incontestablement une part de vérité. Reste que l'héritage de Guesde ne disparaît pas, et traverse la gauche divisée. À Tours se sont opposées deux conceptions : un marxisme mâtiné de diverses sensibilités, mêlant patriotisme et républicanisme à la française contre un marxisme sans concession, « bolchévisé », en quelque sorte une radicalisation du modèle hiérarchisé de la social-démocratie allemande. Guesde appartient historiquement et a participé à la généalogie des deux : là réside l'importance de son rôle historique, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur lui. Mais dans le contexte de ce qui apparaît comme une sérieuse débâcle, Guesde ne pouvait guère se satisfaire de l'empreinte, pourtant profonde, qu'il devait léguer aux gauches françaises déchirées.

## LA FIN

Déprimé et toujours plus malade, Guesde se manifeste encore ponctuellement en publiant quelques articles. Aux élections de 1921, il poursuit son objectif d'unité et souhaite que la SFIO ne présente pas de candidats par exemple contre certains communistes comme Fernand Lorient ou Boris Souvarine. Le 31 octobre de la même année, absent du premier congrès de reconstruction de son parti, les délégués lui adressent un vibrant courrier d'hommage :



« Cher camarade Guesde,

Les soussignés délégués du premier Congrès que le socialisme français tient après la néfaste scission de Tours regrettant que votre état de santé nous prive de votre présence et de vos précieux conseils, vous adressent avec leur fraternelle sympathie l'hommage de leur profonde reconnaissance pour l'œuvre de propagande et de recrutement que vous avez accomplie pendant plus d'un demi-siècle<sup>49</sup>. »

Le texte, manuscrit, est signé de la main de très nombreux délégués : Léon Osmin, Léon Blum, Bracke, Marx Dormoy, parmi bien d'autres. En mai 1922, Guesde reçoit encore un mandat pour le congrès de juin 1922 qui doit se tenir à Paris. Mais son état se dégrade. En juin, en raison d'une grave furonculose, il quitte son domicile de la rue Singer pour se rendre à la clinique de Saint-Mandé. Le vieux vétéran du mouvement socialiste ne supporte pas une ultime intervention chirurgicale : il meurt à soixante-seize ans le 28 juillet 1922. Trois fidèles parmi les fidèles sont ses exécuteurs testamentaires. Ils sont mentionnés dans son testament où il réaffirme un attachement inébranlable pour la cause du socialisme :

« En plein accord avec mes enfants (...) je lègue à mes amis Bracke, député de la Seine, Édouard Fortin et Charles Bonnier, mon œuvre socialiste (journaux compris) qu'ils utiliseront au mieux de notre propagande commune, avec la faculté de passer la main au parti lorsque ce dernier, redevenu ce que nous avons connu et pratiqué, sera ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : le socialisme en action<sup>50</sup>. »

Deux jours plus tard, Guesde est enterré au cimetière du Père-Lachaise, non loin des Communards, dont il avait salué l'audace politique cinquante ans plus tôt.

## L'ADIEU À GUESDE : L'HOMMAGE PARTAGÉ

Le monde politique, notamment les socialistes et même les communistes, lui rend hommage. Pour *L'Humanité*, désormais organe central de la Section française de l'Internationale Communiste (devenue peu après le Parti communiste français), « la nouvelle sera douloureusement accueillie dans la classe ouvrière internationale ». Saluant le Guesde révolutionnaire et antiréformiste en première page, la biographie s'arrête en... 1914, avec l'Union sacrée, période résumée en deux lignes : « On sait ce qu'il advint du vieux

loueur. Ce ne fut pas une des moindres tristesses des quatre années maudites. » Ironie de l'histoire, Marcel Cachin, son fidèle camarade, rédige cet hommage peu disert sur la guerre lui qui, pourtant, comme Guesde, avait rallié avec enthousiasme l'Union sacrée en 1914. Le comité directeur de la jeune SFIC salue avec chaleur, et sans ambiguïté, l'héritage de Guesde : « Le Parti communiste, qui sait ce qu'il doit à la formation doctrinale de ses militants à l'œuvre et à l'effort de Guesde, considère sa mort comme un deuil prolétarien. » En dépit des ruptures récentes, la figure emblématique de Roubaix s'intègre d'emblée au Panthéon communiste. Le lendemain, *L'Humanité* revendique les deux branches du socialisme historique réuni en 1905, associés aux revendications du moment : « Pour Jaurès et Guesde, contre la guerre, pour l'amnistie<sup>51</sup> ! » Des portraits élogieux de Guesde et Jaurès accompagnent plusieurs articles demandant la libération immédiate des prisonniers politiques, notamment des marins révoltés de la mer Noire, dont l'emblématique André Marty. Le 31 juillet *L'Humanité* reproduit le discours de Cachin à ses obsèques. Relevant avec tristesse la disparition de Guesde et Lafargue, Cachin affirme : « Il n'est plus chez nous de commentateurs originaux et vigoureux de la doctrine marxiste. Et si l'on veut trouver à cette heure des doctrinaires à leur taille, c'est en Russie soviétique qu'il faut aller les chercher. » Deux éléments de la trajectoire de Guesde retiennent particulièrement l'attention : en premier lieu d'avoir fondé le premier parti ouvrier, puis d'avoir montré l'exemple de la « nécessité de la bataille » par une vigoureuse et intense propagande. Les communistes poursuivront l'œuvre originelle de Guesde. Cachin salue une dernière fois Guesde :

« Ma plus grande douleur est d'avoir dû un jour me séparer de vous. Mais ma conscience me rassure. Elle me dit que je suis resté fidèle à l'idéal révolutionnaire que dans ma jeunesse je reçus de vous, laissez-moi le dire ici, avec une ferveur filiale. »

Plus attendu est l'hommage de la « vieille maison » socialiste à Guesde, resté explicitement à la SFIO contre l'avis de son vieil ami Cachin, mais en accord avec le fidèle Bracke. Le jour de ses funérailles Jean Longuet salue le « grand précurseur » dans *Le Populaire*, évoquant ses multiples talents et notamment celui de critique de l'« ordre bourgeois, qu'il poursuivait d'une si belle haine, la haine généreuse et créatrice des iniquités sociales que Jaurès devait un jour magnifier<sup>52</sup> ». Marcel Sembat rend un hommage vibrant à Guesde, lui dont il

fut l'adversaire féroce dans le socialisme d'avant 1914, avant de se retrouver côte à côte pour défendre la France en guerre. Paul Faure publie de son côté une nécrologie significative dans *Le Populaire* sous le titre « La mort de l'Apôtre » :

« Il a rejoint Lafargue, Jaurès et Vaillant, et nous voici privés du dernier de nos chefs illustres qui, de ses bras robustes, avait fondé le Parti socialiste, auquel, malgré vents et marées, nous sommes demeurés fidèles corps et âme. »

Nulle trace d'une quelconque critique à l'égard de Guesde qui aurait été lucide jusqu'au bout malgré la maladie, notamment sur la nature de la révolution bolchévique. Faure poursuit : « Il suivit d'un regard attristé certaines expériences révolutionnaires contraires à l'enseignement marxiste, dont il fut toute sa vie le vulgarisateur le plus prestigieux. »

L'hommage est plus mesuré, mais réel, chez ses adversaires. En première page *Le Figaro* annonce « La mort de M. Jules Guesde ». « Une vie qui ne fut pas sans grandeur », affirme-t-on en saluant, brièvement mais nettement, sa fermeté de conviction : « Il était un grand honnête homme à qui ses adversaires ont su rendre hommage. Doctrinaire intransigeant, il ne voulut jamais rien céder de ce qu'il croyait juste et bien<sup>53</sup>. »

Indésirable, pourchassé et emprisonné aux débuts de la Troisième République, il avait contribué au plus haut niveau de l'État en 1914 à consolider la défense nationale. Au-delà des rangs socialistes, la France perdait un des hommes politiques les plus originaux de son époque, ayant marqué les premières décennies de la plus longue République de l'histoire de France.

---

<sup>1</sup> Jean Jaurès, *Préface au discours parlementaires (...)*, *op. cit.*, p. 73.

<sup>2</sup> IISG J. G. Dossier sur la campagne des élections législatives de 1914.

<sup>3</sup> IISG J. G. Pamphlets du comité-Guesde (7<sup>e</sup> circ. de Lille), 1914.

<sup>4</sup> Cité par Alexandre Zévaès, *Histoire du Parti socialiste en France 1904-1923*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>5</sup> Gilles Candar, Vincent Duclert, *op. cit.*

<sup>6</sup> Un volume ancien mais documenté et toujours utile : Jean-Jacques Becker et Annie Kriegel, *1914. La guerre et le mouvement ouvrier français*, Paris, Armand Colin, 1964.

<sup>7</sup> Gilles Heuré, *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur*, Paris, La Découverte, 1997.

<sup>8</sup> IISG J. G. Manuscrit « La démocratie-socialiste allemande... » (1914-1918).

<sup>9</sup> D'après Hubert-Rouger dans Compère-Morel, *Encyclopédie, op. cit.*, t. 1, p. 345-347.

<sup>10</sup> Raymond Poincaré, *Au service de la France. Neuf années de souvenirs*, Paris, Plon, 1928, tome 5, p. 91-93.

<sup>11</sup> Alfred Capus, « Déclarations socialistes », *Le Figaro*, 11 février 1915.

<sup>12</sup> AN F7/15965. Rapport du 3 novembre 1915.

<sup>13</sup> IISG J. G. Lettre de Brunet à Paul Melgrani du 15 juillet 1916 (copie dactylographiée).

<sup>14</sup> IISG J.G. Manuscrit « La collaboration politique... des classes » (1916).

<sup>15</sup> Adeline Blaszkiewicz-Maison, *Albert Thomas. Le socialisme en guerre 1914-1918*, Rennes, PUR, 2015, p. 54-55.

<sup>16</sup> Archives Charles Dumas, Institut d'Histoire Sociale (Nanterre « La Souvarine »). Lettre adressée à Monsieur Ricaud (lettre non datée).

<sup>17</sup> Charles Dumas, Christian Rakovsky, *Les socialistes et la guerre : discussion entre socialistes français et socialistes roumains*, Bucarest, Cercul de editură socialistă, 1915 (BDIC Nanterre).

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>22</sup> Voir René L'Hermitte, « Staline et le problème allemand, mai 1941. Texte inédit en français », *Communisme*, 1/1987, p. 52.

<sup>23</sup> Conseil national de la SFIO des 6 et 7 août 1916 reproduit dans *Le Temps*, 7 août 1916.

- <sup>24</sup> AN F7/13074 rapport de police.
- <sup>25</sup> Gilles Candar, « Les guesdistes et l'Union sacrée », *Cahier et revue de l'OURS*, mai-juin 1992, p. 18.
- <sup>26</sup> Benito Mussolini, « Le socialisme national » (1917) dans *Œuvres et discours*, t. III, 1928, p. 25-28.
- <sup>27</sup> Léon Trotsky, « Lettre à Jules Guesde », 11 octobre 1916. En ligne sur <https://www.marxists.org/francais/trotsky/œuvres/1916/10/lt19161011.htm>
- <sup>28</sup> Alfred Rosmer, *Lettre aux abonnés de la Vie ouvrière*, 1<sup>er</sup> novembre 1915.
- <sup>29</sup> Cité par Victor Daline, art. cit. p. 247.
- <sup>30</sup> Cité par Victor Daline, « Alphonse Merrheim et sa “correspondance confidentielle” », dans Victor Daline, *op. cit.*, p. 332 (d'après les archives Merrheim conservées au RGASPI, fonds 217).
- <sup>31</sup> *Conseil national de la SFIO des 6 et 7 août 1916* reproduit dans *Le Temps*, 7 août 1916.
- <sup>32</sup> En l'absence de compte-rendu sténographique, les sources de police permettent d'avoir des éléments. Ici APP Ba1535, « Rapport Chamois » informateur « 7 » cité dans Julien Chuzeville, *Fernand Lorient. Le fondateur oublié du Parti communiste*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 28.
- <sup>33</sup> Alfred Rosmer, *op. cit.*, t. 2, p. 207.
- <sup>34</sup> Marcel Sembat, *op. cit.*, p. 610.
- <sup>35</sup> IISG J.G. Lettre de Raymond Lavigne à Jules Guesde du 9 août 1916.
- <sup>36</sup> Émile Buré, « Deux socialismes », *L'Éclair*, 19 novembre 1919.
- <sup>37</sup> Cité par Gilles Candar, « Les dernières années de Jules Guesde », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 123, 1991, p. 14.
- <sup>38</sup> AN F7/12891. « Les socialistes en 1915 ».
- <sup>39</sup> Marcel Cachin, *op. cit.*, t. 2, p. 346.
- <sup>40</sup> Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.

<sup>41</sup> *Le congrès de Tours*, Paris, Éditions Sociales, 1980, p. 898-899.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 422.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 368-369.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 470.

<sup>45</sup> IISG J. G. Manuscrit « Note sur les thèses de la III<sup>e</sup> Internationale », 28 décembre 1920.

<sup>46</sup> Dominique Schneidre, *op. cit.*, p. 69.

<sup>47</sup> Adéodat Compère-Morel, *Jules Guesde, op. cit.*, p. 496.

<sup>48</sup> Lettre de Léo Guesde à Joseph Genuzio, octobre 1959 cité dans Joseph Genuzio, *op. cit.*, p. 33.

<sup>49</sup> IISG J.G. Délégués au Congrès du Parti Socialiste à Jules Guesde, 31 octobre 1921.

<sup>50</sup> Cité par Dominique Schneidre, *op. cit.*, p. 130.

<sup>51</sup> *L'Humanité*, 30 juillet 1922.

<sup>52</sup> *Le Populaire*, 30 juillet 1922.

<sup>53</sup> *Le Figaro*, 30 juillet 1922.

## « L'éternel guesdisme<sup>1</sup> » Héritages et empreintes du prophète

Un an après la mort de Guesde, son ancien fidèle Alexandre Zévaès affirme sans détour :

« Le “guesdisme” qui, de 1878 à 1904, a représenté en France l'école la plus solide de la pensée socialiste et qui, au cours de cette même période, a constitué sous le nom de “Parti ouvrier français”, la fraction la plus nombreuse et la plus disciplinée du socialisme français, est définitivement mort avec Jules Guesde<sup>2</sup>. »

Le guesdisme n'aurait-il laissé aucun héritage ? Quarante ans plus tard, Arthur Ramette, dirigeant du Parti communiste français et député du Nord de 1962 à 1973 propose un point de vue plus nuancé : « Il est certain que Guesde a marqué profondément l'activité politique du nord de la France et qu'il y a laissé des traces profondes, même si celles-ci ne sont pas toujours apparentes<sup>3</sup>. »

Un héritage avant tout régional, et de prime abord peu visible ? À lui seul, l'aspect local est digne d'intérêt, tant l'implantation socialiste et communiste fut puissante dans le Nord ouvrier. Mais il ne saurait se limiter à cela : au moins jusqu'aux années 1980, tout individu intéressé par l'histoire du mouvement ouvrier international, et ce aux quatre coins du monde, connaissait le nom de Jules Guesde, fondateur illustre du premier Parti ouvrier. Pour comprendre cette influence durable, il est nécessaire de se défaire d'une lecture répandue depuis les années 1970 qui, en vouant Guesde et ses partisans aux gémonies, a provoqué son oubli progressif puis sa quasi-disparition dans la mémoire de la gauche.



Pourtant le député de Roubaix inspira longtemps la sympathie de nombreux socialistes et communistes, et ce bien après sa mort. Là encore Georges Sorel peut être d'un précieux recours pour comprendre la fascination dont Guesde fut l'objet sur le long terme. Évoquant la Révolution russe à un de ses correspondants fin 1918, Sorel souligne :

« La chute des bolcheviks se fera au milieu de mares de sang, qui raviveront l'idée de lutte de classe, idée qui est toujours menacée de s'éteindre (Chez nous, elle est notamment si peu conforme à notre tradition qu'il a fallu la terrible répression de 1871 pour permettre à Guesde de l'introduire)<sup>4</sup>. »

Guesde, au-delà du Parti ouvrier, c'était l'introduction de la lutte de classes dans le champ politique français. À ce titre, tant que de nombreux militants considérèrent la lutte de classes comme effective dans l'histoire comme dans le champ politique, Guesde demeura un précurseur certes critiquable, mais irremplaçable.

## LE RESPECT DU PRÉCURSEUR :

### GUESDE ET LES PREMIERS COMMUNISTES

Dans les années qui suivent sa mort, *L'Humanité* communiste publie régulièrement des témoignages d'anciens amis de Guesde. Au début de l'année 1923, on peut y découvrir par exemple un extrait des mémoires de Christian Rakovsky – alors haut responsable soviétique en Ukraine – sur « Jules Guesde et le communisme<sup>5</sup> », résumé d'une plus longue contribution initialement destinée à la revue de l'Internationale communiste, écrite à la demande de Lénine. Le grand respect pour l'introducteur du marxisme en France est évident et la place de Guesde dans la mémoire communiste paraît confortée. En voie de « bolchévisation », le PCF se veut être avant tout un parti de lutte des classes : rappelant cette ligne, Marcel Cachin rend régulièrement un hommage appuyé à son maître. Le fondateur du journal, Jaurès, est alors relativement éclipsé au profit de Guesde.

Guesde contre Jaurès ? Une brochure publiée par une maison d'édition communiste du Nord est emblématique de cette période. Elle reproduit deux discours donnés à Lille à un quart de siècle de distance : l'un de Cachin de

1926, l'autre de Guesde de 1900 répondant à Jaurès (le fameux échange des *Deux méthodes*). La préface souligne l'incontestable continuité historique et politique : « Voici réunis dans la même brochure le discours que prononça Marcel Cachin à l'Hippodrome lillois le 25 juin 1926 et la réplique écrasante de Jules Guesde en 1900 à la thèse réformiste que soutenait alors Jean Jaurès<sup>6</sup>. »

Cachin ouvre sa conférence en s'adressant aux vieux militants qui assistèrent, vingt-six ans plus tôt, à l'affrontement Guesde-Jaurès : « Cette salle résonne encore des tempêtes d'applaudissements qui accueillirent l'écrasante réplique que fit à Jaurès, réformiste, notre Guesde révolutionnaire<sup>7</sup>. » Sont particulièrement visés les socialistes restés à la SFIO, incités à quitter leur parti pour rejoindre les rangs du PCF. En procédant ainsi, ils renoueraient avec l'esprit du Guesde des origines. Cachin se présente comme le digne héritier de la résolution d'Amsterdam de 1904 contre la participation gouvernementale, alors défendue par Guesde... et Jaurès<sup>8</sup>. La discrétion est en revanche de mise sur la biographie du député du Nord à partir de 1914.

Quelques années plus tard, en 1932, pour l'anniversaire des dix ans de la mort du fondateur, l'héritage guesdiste est au cœur de plusieurs contributions dans la presse communiste. La stratégie « classe contre classe » du PCF implique désormais d'être sans concession à l'égard des sociaux-démocrates. Le ton change, plus sévère, même si l'appréciation d'ensemble demeure sensiblement la même. Jean Fréville, proche du nouveau secrétaire général Maurice Thorez, conclut un article dans *L'Humanité*<sup>9</sup> en appelant à expurger « le Parti des survivances non marxistes du guesdisme », après avoir rappelé « les fautes gauchistes » et les « fautes de droite » de ce courant. Le langage stéréotypé implique un découpage systématique entre les bons et les mauvais aspects. Évoquant les années 1880-1890, le militant communiste nuance : « L'intransigeance de Guesde au cours de cette période de lutte contre le réformisme demeure un modèle dont nous devons nous inspirer. » En arrière-plan, les attaques antisocialistes sont limpides. Le fondateur du Parti ouvrier – justement et avant tout parce qu'il a fondé ce premier parti – n'en demeure pas moins un précurseur : « Guesde lutteur, Guesde porte-parole des masses, Guesde initiateur du marxisme en France malgré ses fautes, appartient à nous, à nous seuls ! »... Et donc certainement pas aux socialistes. Le vocabulaire très « lutte de classes » du premier Guesde est à l'honneur. Au même moment, le

PCF ravive la lecture guesdiste originelle de la Révolution française : feu sur le 14 juillet, *La Marseillaise* et la République bourgeoise, sous la plume de Paul Vaillant-Couturier qui, chaque année dans *L'Humanité* (et jusqu'en 1934), appelle à ne pas célébrer la « fête bourgeoise » ! On croit relire ici le bref texte de Guesde de 1883 sur la Révolution française, qu'il a décliné à plusieurs reprises dans de nombreuses contributions.

Le guesdisme n'appartient donc pas au passé. Significativement, dans les débats qui traversent les courants du parti, on s'y réfère ponctuellement. Nombre de communistes critiques voient d'un mauvais œil la nouvelle orientation des dirigeants du PCF, qui semblent rejouer la partition sectaire de Guesde. Charles Rappoport, un temps compagnon de Guesde, passé dans le camp communiste après 1920, s'élève contre la tactique « classe contre classe ». Professant un « ni-ni » selon lui mortifère, elle lui rappelle la période la plus rigide du marxisme français. Dans un courrier du 30 janvier 1928 adressé au comité central du PCF, il s'oppose à la nouvelle ligne du parti, dénonçant les vieux réflexes :

« La tactique du maintien est le retour à l'opportunisme lassallien et à la fausse théorie d'une masse réactionnaire unique (...). Cette tactique est également le retour au guesdisme primitif, qui était une des causes de la dégénérescence guesdiste en réformisme du Nord et en démagogie réactionnaire de Paris<sup>10</sup>. »

## LE RESPECT DU « VIEUX » CHEZ LES SOCIALISTES

Être mort le 28 juillet 1922 a été une des « chances » de Guesde. En effet dès ses obsèques, l'alliance entre Jaurès (mort le 31 juillet) et Guesde, les deux fondateurs de la SFIO, est de mise, la proximité des dates aidant. Pendant l'entre-deux-guerres les commémorations conjointes des deux fondateurs du Parti socialiste sont en effet systématiques. Ainsi le 28 juillet 1923 l'égalité est parfaite entre Jaurès et Guesde, évoqués respectivement dans *Le Populaire* (journal de la SFIO) par plusieurs socialistes qui furent leurs proches.

Paul Faure, guesdiste historique pur et dur, joue un rôle majeur entre 1920 et 1940 comme homme d'appareil. « Maître d'œuvre de la reconstruction socialiste<sup>11</sup> », il incarne à ce titre une forme de continuité directe avec le Guesde d'avant 1914. Discipline et travail d'organisation

constituent incontestablement un legs du courant guesdiste : Faure, « le cœur du parti » comme le dit Louis Lévy<sup>12</sup>, construit une filiation. Léon Blum, un proche historique de Jaurès, occuperait-il quant à lui la fonction de continuateur du fondateur de *L'Humanité* ? Une certaine sensibilité d'intellectuel humaniste, dreyfusard, facilite le rapprochement entre les deux. Mais il paraît difficile de vouloir déceler et rejouer l'opposition Guesde-Jaurès avec comme héritiers respectifs Paul Faure et Léon Blum. Certes, au cours des années suivantes, la SFIO réédite différentes brochures de Guesde, notamment sa controverse avec Jaurès, *Les deux méthodes*. Toutefois tous les dirigeants socialistes, au moins officiellement, revendiquent le double héritage, et les oppositions doctrinales n'ont pas la même force. Blum est davantage l'homme représentant le parti à l'extérieur (dans *Le Populaire*, comme député) quand Faure est l'homme de l'organisation et de l'appareil. Certes, cela rappelle certaines configurations d'avant 1914, mais la comparaison s'arrête là, les divergences de fond n'étant pas aussi limpides. En résumé, des formes de continuité peuvent être décalées à travers le binôme Blum-Faure ; de stricts parallélismes, nullement, malgré d'indéniables héritages. Comme pour le PCF, les empreintes existent, mais croisent des logiques spécifiques découlant d'une situation politique nouvelle.

Parmi les figures de la SFIO longtemps proches de Guesde et actives après la mort du maître, Bracke occupe une place à part. Il incarne le « guesdiste impénitent, un pur<sup>13</sup> ». D'abord député de Paris de 1912 à 1924, il rejoint ensuite les terres de sa jeunesse en se faisant élire député du Nord de 1928, et joue un rôle important dans l'Internationale socialiste<sup>14</sup>. Homme politique, le nom de Bracke est également familier des lecteurs de Marx de l'entre-deux-guerres. Il figure parmi les initiateurs de l'édition Costes / Molitor – lancée indépendamment de l'appareil de la SFIO mais restée dans le réseau socialiste –, première entreprise systématique de traduction et d'édition en français de Marx. L'ensemble est parfois quelque peu hasardeux (les textes mal traduits ou coupés) mais reste pionnier en la matière, à l'heure où les communistes français n'ont pas encore jugé bon ni utile de lancer pareil projet, se concentrant alors largement sur la propagande et les brochures<sup>15</sup>. Bracke traduit également des textes de représentants historiques de la social-démocratie allemande comme Rosa Luxemburg, et réédite régulièrement les

textes de Guesde. Par son travail éditorial, Bracke assure une continuité avec le guesdisme, soucieux d'approfondir – avec les limites déjà évoquées – l'introduction du marxisme en France. C'est même peut-être là une petite revanche, probablement stimulée par la concurrence du Parti communiste qui prétend être le seul héritier légitime de Marx. On a longtemps reproché aux guesdistes de ne pas avoir fait de travail sérieux de traduction de textes de Marx avant 1914 : c'est désormais, au moins partiellement, chose faite.

Mais la légitimité de Bracke va bien au-delà de ce travail d'édition. Dans l'ombre, il est aux premières loges aux côtés de plusieurs figures et dirigeants socialistes, dont un certain Guy Mollet, alors secrétaire fédéral des jeunesses socialistes du Pas-de-Calais et animateur d'un groupe d'étude socialistes à Arras. Guy Mollet lui-même n'a pas écrit de texte significatif sur Guesde pendant cette période ; il ne manque jamais néanmoins d'associer son souvenir à celui de Jaurès. Il publie par exemple le 22 février 1930 dans *Le Populaire* un témoignage sur une réunion de militants de sa section où il évoque « le récit de la mort de Jaurès » qui « a produit une émotion considérable » mais aussi la lecture de « deux pages de Guesde et de Jaurès (qui) ont, entres autres été particulièrement goûtées ».

Si Bracke assure une filiation intellectuelle et politique au niveau national voire international, c'est localement que Guesde est le plus honoré. Dans le Nord, il occupe en effet une place particulière dans la mémoire des Roubaisiens. Le député-maire socialiste de Roubaix Jean Lebas, son successeur à la députation et ancien proche, organise avec les socialistes locaux le souvenir du tribun. La mairie lance une souscription pour un monument en vendant des cartes postales à son effigie. À peine trois ans après sa mort, la ville de Roubaix inaugure le 12 avril 1925 la statue à la mémoire du « citoyen Jules Guesde ». La sculptrice n'est autre que Georgette Agutte, la femme de Marcel Sembat. Lebas souligne dans un tract toute l'importance de la manifestation : « Les travailleurs montreront toute l'estime et la reconnaissance qu'ils gardent dans leur cœur pour la mémoire du vénéré propagandiste Jules Guesde<sup>16</sup>. » Pour l'inauguration est jouée une « Cantate à Jules Guesde » avec la participation de 200 chanteurs et musiciens. Hommage à une de ses passions intimes, plusieurs poèmes sont rédigés, qui glorifient sans nuances – et non sans certaines lourdeurs – Guesde :

« Pendant un demi-siècle, infatigablement / Guesde, vous avez fait l'éducation des foules / (...) Et les serfs de l'usine et les gueux de la terre / Saisissant vos conseils, les mettaient à profit / Et bientôt surgissaient des phalanges entières / De soldats, prêts et mûrs pour la Révolution. »

Dans son discours d'inauguration Lebas revient sur la vie de Guesde, en soulignant les aspects attendus : fondateur du premier journal socialiste, du premier parti ouvrier, etc. D'après la presse socialiste locale, 30 000 personnes se seraient réunies en l'honneur du « grand tribun ». De nombreux représentants socialistes et syndicaux de la région font le déplacement. On relève aussi la présence de plusieurs membres de l'Internationale, ainsi que le dirigeant de la CGT Léon Jouhaux, tous prononçant des discours en son honneur. Quelques années plus tard, en septembre 1933, un groupe scolaire « Jules Guesde » est inauguré : la section du Parti socialiste appelle ses adhérents pour l'occasion à « honorer la mémoire du Grand Tribun du Prolétariat, de l'Apôtre du socialisme<sup>17</sup> ». Pendant ces années, la municipalité entretient avec ardeur la mémoire de son premier député socialiste.

La même année 1933, désormais au niveau national, une société des Amis de Jules Guesde est fondée. Initiative socialiste là encore : son principal animateur est le secrétaire fédéral de la SFIO de la Seine, Léon Osmin, lui aussi un ancien proche de Guesde. Paul Faure présente dans la *Bataille socialiste* les objectifs d'une telle association visant à honorer ses combats :

« Tout crie, tout hurle dans le monde que Guesde a eu raison, raison au point d'ouvrir les yeux aux plus aveugles et de se faire entendre des plus sourds. Avoir cherché, avoir réussi à faire comprendre à la masse des militants, avoir armé les travailleurs pour leur combat de classe, avoir voulu que la doctrine quittât les cercles étroits d'initiés pour les placer dans la vie et l'action, c'est quelque chose de grand, d'émouvant et de fécond quand surtout il est maintenant archi-démontré que du triomphe de cette doctrine dépend le sort de la classe ouvrière et de la civilisation<sup>18</sup>. »

Cette société, Jules Guesde avait évidemment pour objectif principal de perpétuer le souvenir militant du grand dirigeant, mais témoigne également, certes encore timidement, d'une volonté de créer un groupe susceptible d'impulser des recherches sur le socialisme dans ses différentes dimensions. À la première réunion de 1933 se retrouvent des socialistes compagnons de Guesde, mais aussi des figures de premier plan comme Léon Blum<sup>19</sup>. Cette société semble avoir vécu jusqu'en 1935 (l'année de la mort d'Osmin), même si elle a surtout été active les premières années et qu'il s'agit de la seule et unique tentative du genre, alors que Jaurès sera l'objet d'un culte bien plus durable.



## 1936 : GUESDE-JAURÈS ET LE FRONT POPULAIRE

Le « sectaire » disparaît-il à l'heure de l'unité des gauches en 1935-1936 ? Nullement, d'autant que le rapprochement de 1935 intervient trente ans après l'entente Guesde-Jaurès de 1905. De manière significative, une brochure de présentation du Parti socialiste éditée en 1936 rapproche Jaurès et Guesde comme deux sensibilités complémentaires qui ont permis de fonder l'identité socialiste et le parti<sup>20</sup>. Dans la liste des « ouvrages socialistes dont la lecture est recommandée aux nouveaux adhérents du parti » trône logiquement en tête Léon Blum, mais Guesde et Lafargue figurent en bonne place, puisque les premiers textes de Jaurès recommandés sont accompagnés de leurs contradicteurs (*Les deux méthodes* et *Idéalisme et conception matérialiste de l'histoire*). Le seul texte de Jaurès publié séparément est son *Discours à la jeunesse* mais il est relégué à la toute fin de la bibliographie, alors que Guesde, Marx, Engels et des guesdistes historiques comme Compère-Morel et Paul Faure sont recommandés avant les textes de Jaurès.

À la fin du mois juillet 1936, à l'issue de la première séquence du Front Populaire (formation du gouvernement et grèves massives dans toute la France en mai-juin 1936), le journal de la SFIO annonce la seule commémoration de l'assassinat de Jean Jaurès. Mais le compte-rendu du meeting fait la une du 1<sup>er</sup> août 1936 avec comme titre « Grandioses commémorations de Jaurès et Guesde au Vélodrome d'Hiver ». *L'Humanité* communiste du même jour relègue la commémoration à la deuxième page et n'évoque en revanche dans son titre que Jaurès, même si l'article revient aussi plus discrètement sur Guesde en des termes positifs. Au-delà du contenu de ces textes commémoratifs, n'oublions pas que les anciens compagnons de Guesde occupent des positions non négligeables au cours de cette séquence. Lorsque Léon Blum devient président du Conseil à la tête du premier gouvernement socialiste de l'histoire de France, c'est Bracke qui le remplace à la tête du *Populaire*. À la même époque, c'est encore Marcel Cachin qui dirige *L'Humanité*... À l'heure de l'union, deux anciens guesdistes animent les directions des principaux journaux des deux grands partis du mouvement ouvrier. Et dans plusieurs meetings du Front Populaire, à une époque où il est encore fréquent de placer des grands portraits des dirigeants socialistes à la



tribune, Guesde figure en bonne place. Les orateurs rappellent combien Guesde et Jaurès furent, malgré le gouffre les séparant, des hommes d'unité en 1905.

La mémoire militante sélective fonctionne à plein depuis les années 1920 : précurseur en 1928 pour certains de la tactique « classe contre classe » rappelant le Guesde de 1899, le Front Populaire ravive au contraire le souvenir du Guesde unitaire de 1905, voire le ministre de 1914 côté socialiste. On peut sourire *a posteriori* de ces choix sélectifs. Historiquement cela a pour conséquence de l'inscrire durablement dans l'imaginaire collectif de la gauche : nul doute alors que nombre de militants de toutes tendances connaissent les grandes lignes de la trajectoire de Guesde (des rappels biographiques figurent régulièrement dans les journaux locaux et nationaux) à qui l'on attribue un rôle majeur dans l'histoire des origines du socialisme comme du communisme.

Au cours de la même séquence, d'autres hommages significatifs peuvent être relevés. En 1937 Karl-Jean Longuet, neveu du docteur Edgar Longuet de sensibilité guesdiste, sculpte un buste monumental de Guesde, choisi pour le pavillon confié à la CGT à l'Exposition internationale<sup>21</sup>. Guesde est représenté à côté de cinq autres « émancipateurs du peuple » : Marx, Proudhon, Varlin, Pelloutier, Jaurès. Preuve supplémentaire que Guesde symbolise alors encore un grand nom connu et respecté du mouvement ouvrier, même dans le champ syndical. 1937, c'est aussi l'année de parution de la biographie rédigée par Compère-Morel, *Jules Guesde. Le socialisme fait homme*, souvent hagiographique – mais fort documentée – mais qui demeure pour plusieurs décennies la seule véritable biographie disponible du personnage.

## VU D'AILLEURS : PREMIÈRES RECHERCHES

S'il est plus difficile d'apprécier la postérité de Guesde à l'étranger, quelques exemples montrent néanmoins qu'il ne disparaît pas de l'horizon. En écho à l'appréciation du PCF, la jeune URSS célèbre Guesde en publiant régulièrement sous forme de brochures ses textes, tandis que le séminaire de l'historien Nicolaï Loukine – qui sera éliminé lors des purges staliniennes –

accueille plusieurs chercheurs présentant des travaux sur Guesde, même si à notre connaissance aucun ouvrage conséquent ne lui est alors dédié.

Sortir de France permet également de s'intéresser aux premiers travaux historiques consacrés à Guesde, qui demeurent fortement marqués par le contexte politique. Fait peu connu, un premier travail publié dans un cadre universitaire fournit des éléments d'analyse intéressants pour saisir les ambiguïtés et contradictions du guesdisme. Il s'agit du *Marxisme en France 1871-1905* d'Ernst H. Posse publié en allemand à Berlin en 1930, ouvrage consacré pour une large part à l'étude du guesdisme du point de vue doctrinal<sup>22</sup>. Sa publication, contemporaine de l'affrontement virulent entre socialistes et communistes en Allemagne, suit immédiatement la soutenance du mémoire à la fin de l'année 1929. Si l'auteur reste difficile à identifier, relevons que ce travail a été dirigé par le Professeur Gustav Mayer, historien du socialisme de l'université de Berlin, nommé à ce poste en 1919 et seul universitaire du pays travaillant alors sur ce sujet. Mayer a notamment publié une biographie remarquée de Friedrich Engels en 1920. Quant à Posse, on sait peu de chose sur lui, si ce n'est qu'il fut un des introducteurs des travaux de Georges Sorel en Allemagne. Sensibilisé aux idées soréliennes, Posse se situe bien loin d'une apologie de Guesde. Mais dès sa préface, il annonce pourquoi il lui semble nécessaire de comprendre cette histoire dans toute sa complexité : les dirigeants de la SFIO, Blum et Paul Faure, tout comme le communiste Marcel Cachin, continuent de se référer à lui. Il y avait là assurément une énigme pour un Allemand versé dans l'histoire des débats marxistes, dans un pays où les Kautsky, Bernstein et bien d'autres à la différence des Français publiaient des sommes théoriques impressionnantes. Sans dénigrer ni valoriser, Posse légitime son travail par le fait que les guesdistes « donnèrent au Parti socialiste l'esprit qui l'anime encore de nos jours<sup>23</sup> ». Souvent doctrinaire, la contribution de Posse marque néanmoins une première inflexion qui prend ses distances avec la mémoire vive des témoins et politiques. Il propose une analyse intéressante en suggérant que, malgré bien des distorsions et des erreurs, Guesde et ses partisans « sont parvenus à faire triompher (en 1905) les principes de base du marxisme<sup>24</sup> » et qu'à ce titre ils doivent être étudiés. Posse, rejoignant ici son maître Sorel, réaffirme que les guesdistes ont été les premiers

à introduire fermement l'idée de lutte de classes contre toutes les compromissions « interclassistes ».

Parmi les points développés, l'extériorité originelle des guesdistes par rapport à la tradition républicaine ; ils « furent ceux qui se tenaient le plus à l'écart de la glorification de la tradition de la grande Révolution<sup>25</sup> ». Là encore l'influence de Sorel – d'ailleurs explicitement mentionné et revendiqué à plusieurs reprises – et de sa critique de l'homme politique bourgeois se fait nettement sentir. Cette influence trouve un débouché logique lorsque Posse critique le rejet radical du syndicalisme révolutionnaire des guesdistes, comme leurs pratiques de plus en plus réformistes dans les faits. Mais Posse conserve une forme d'admiration pour le Guesde des premières années, authentique représentant de l'idée de lutte de classes. Karl Korsch, théoricien communiste dissident peu suspect de sympathie pour la figure de Guesde, ne s'y trompera pas en rendant compte de cet ouvrage pour la *Critique sociale* de Boris Souvarine. Korsch y souligne tout l'intérêt de l'étude de Posse pour comprendre les spécificités du socialisme français et la façon dont « le groupe marxiste de Guesde accomplit un travail d'éducation des plus féconds et imprima son empreinte marxiste à l'ensemble du mouvement d'une manière si profonde qu'elle subsiste encore aujourd'hui<sup>26</sup> ».

Peu après, en 1933, l'historien américain Samuel Bernstein publie une histoire du marxisme hexagonal<sup>27</sup>, puis surtout en 1940 un long article informé de trente pages sur Guesde et l'introduction du marxisme en France, consacrée aux premières années 1870-1880. Il paraît dans *Science and Society*, revue du Parti communiste américain. Tout en soulignant son « approche schématique<sup>28</sup> », ses talents oratoires et de chef de parti sont mis en avant. S. Bernstein dénonce les simplifications à outrance des concepts de Marx, en revenant de façon assez précise sur les rapports de Guesde à Marx et Engels, à l'aide des matériaux disponibles à l'époque. La dernière partie condamne toute son action à partir de 1914, reprenant la vulgate communiste, avec un ton néanmoins plus mesuré que celui employé dans les publications directement politiques. La seconde période s'oppose à la première, jugée limitée mais malgré tout féconde. Si les conclusions de l'article n'ont rien de très original, en revanche l'usage critique des documents constitue un premier jalon vers une compréhension plus subtile des multiples aspects du guesdisme.

## LENDEMAINS DE GUERRE : RETOUR AU POF ?

Revenons à la France. En 1945, le PCF devient le premier parti du pays et, plus durablement encore, le premier parti de gauche pour trois décennies. Dans l'enthousiasme de la Libération apparaît l'ambition – éphémère – de créer un nouveau « Parti ouvrier français<sup>29</sup> », reprenant explicitement l'appellation du parti de Jules Guesde, l'année du centenaire de sa naissance. L'initiative est clairement communiste et propose d'« aller de l'avant dans la réalisation de l'unité d'action et dans l'unité entre les deux partis pour la formation d'un seul Parti des travailleurs et du peuple de France<sup>30</sup> ». Le 12 juin 1945, *L'Humanité* publie un projet de « charte d'unité de la classe ouvrière de France » devant déboucher sur la création d'un Parti ouvrier français, présenté comme l'héritier des meilleures traditions du mouvement ouvrier. Le refus socialiste est net face à ce qui apparaît comme une manipulation communiste. Néanmoins une association, « les amis du POF », permet au PCF pendant une courte période d'élargir son influence ; grâce à cette démarche unitaire fondée sur le sigle associé à Jules Guesde, quelques socialistes se rapprochent du parti de Maurice Thorez<sup>31</sup>. Jacques Duclos, à la manœuvre, dira vingt ans plus tard combien l'appellation ne fut pas choisie par hasard : « Ce n'était pas que le titre nous plaisait en lui-même, mais sa valeur historique nous séduisait, car le Parti Ouvrier Français a été le premier parti marxiste en France<sup>32</sup>. » Pour justifier la démarche dans *L'Humanité*, Marcel Cachin évoque le congrès du Globe de 1905 qui a vu s'unir Guesde et Jaurès, dépassant leurs antagonismes. Pourquoi ne pas s'inspirer de l'esprit de 1905 ? Cachin ne va pas jusqu'à affirmer que les socialistes poursuivent l'œuvre de Jaurès quand les communistes se placent dans la continuité de Guesde ; la prudence reste de mise à l'égard du fondateur de *L'Humanité*. Néanmoins, la place de Guesde est *de facto* fortement reconnue. Au même moment Cachin réaffirme avec entrain sa filiation dans la revue *La Pensée*, proche du PCF. Dans un article plus dense, il souligne le rôle majeur du tribun de Roubaix qui avait su réunir autour de lui les meilleurs cadres du mouvement ouvrier. Guesde « avait compris la nécessité primordiale de la constitution de cadres bien éduqués et disciplinés pour l'organisation d'un fort parti ouvrier, armé d'un programme juste. Il avait su grouper autour de lui une phalange de pionniers

ouvriers désintéressés et d'un dévouement admirable<sup>33</sup> ». L'homme qui dirige *L'Humanité* depuis 1918 rappelle avec empathie le souvenir de son maître : « J'ai professé pour ce maître séduisant une admiration et un attachement profonds. Je conserve son souvenir avec autant de piété filiale que celui de mon père<sup>34</sup>. » On cherchera en vain l'équivalent d'une telle contribution à cette époque sur Jaurès dans la presse communiste...

Au faite de sa gloire, jouissant d'une influence qu'il ne retrouvera jamais par la suite, le PCF de la Libération salue donc Guesde comme un de ses plus importants précurseurs. Un même respect, dans un cadre différent, anime également les rangs socialistes. Dans *Le Populaire dimanche*, l'hebdomadaire de la SFIO, le numéro du 21 juillet 1949 propose en une de commémorer Jean Jaurès et Jules Guesde. Sous la plume de Léon Blum, deux pages entières sont consacrées aux deux fondateurs de la SFIO, à traitement égal : « Doctrine commune entre deux hommes de tempérament, de culture, de milieu d'âge différents. Et cette doctrine commune est demeurée exactement, littéralement, la nôtre. » L'article est tout entier tourné contre ceux qui opposent les deux : « Cette vue (...) me semble erronée. Plus j'étudie l'histoire de notre parti, plus je me persuade que Guesde et Jaurès ont été infiniment plus proches l'un de l'autre qu'on ne l'a cru de leur vivant et sans doute qu'ils ne l'ont cru eux-mêmes<sup>35</sup>. » La dimension tactique de cette stricte égalité de traitement renvoie au jeu des affrontements internes à la SFIO : entre-temps Guy Mollet, muni d'une rhétorique marxiste rappelant Guesde, a pris le contrôle de la SFIO contre l'orientation « humaniste » de Blum. Mais jaurésien de cœur et ami du tribun de Carmaux, Blum sait combien l'ombre de Guesde plane encore sur le parti. Bracke est alors le « maître à penser » – expression de l'historien Denis Lefebvre – de Guy Mollet jusqu'à sa mort en décembre 1955. Jusqu'au bout Mollet consultera régulièrement son vieux camarade, lui qui avait été un des partisans les plus dévoués de Guesde depuis 1886. Dans une préface à *Collectivisme et révolution*, Bracke souligne l'importance historique du personnage à l'occasion du centenaire de sa naissance :

« Le 11 novembre 1945, ce n'est pas seulement en France, c'est dans le monde entier qui devra commémorer, par tous ceux qui veulent travailler au triomphe du socialisme, le centenaire de la naissance de Jules Guesde (...) Des générations et des générations de salariés, dans tous les domaines et à tous les degrés de la production, ont été appelés par ses écrits comme par son éloquence, à se grouper et à marcher autour du drapeau du socialisme<sup>36</sup>. »

Bracke incarne le lien filial avec Guesde. Casimir Cépède, zoologiste, socialiste guesdiste entre 1903 et 1914 (il n'adhérera qu'en 1946), se souvient en novembre 1948 avoir été confondu à la libération de Paris avec Guesde lui-même par un journaliste américain en raison de leur ressemblance physique : « La fierté ? (...) La mienne ? (...) fils spirituel de Bracke (...) Par un Américain être dit "Jules Guesde", n'être qu'un vétéran nouveau, son disciple Cépède<sup>37</sup>. »

D'autres exemples confirment cet attachement. Pierre Herbaut, secrétaire général adjoint de la SFIO et proche de Guy Mollet, préface une édition des souvenirs de Bracke sur Guesde dans le cadre d'une collection « pages du socialisme » revenant sur toutes les figures pionnières de la SFIO<sup>38</sup>. Mollet, prudent, évoque régulièrement Guesde, mais la plupart du temps avec Jaurès. Dans une conférence donnée le 19 juin 1949 à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais), éditée sous la forme de brochure avec le titre *Nous travaillons pour la bonne cause !*, une partie entière est consacrée à montrer que « nous sommes fidèles à Jaurès et à Guesde<sup>39</sup> ». Enfin, dans la continuité de l'avant-guerre, la mémoire demeure fortement entretenue dans le Nord. Augustin Laurent, ancien ministre, président du Conseil général du Nord et maire socialiste de Lille (1955-1973) rend un hommage appuyé en 1957 aux deux figures tutélaires de la SFIO, les considérant comme totalement indissociables :

« Camarades, moi qui appartiens à une Fédération dont le sol a été profondément remué par le soc tranchant de la parole de Guesde, j'avoue que dans l'héritage spirituel que Jules Guesde et Jean Jaurès nous ont laissé, je ne vois pas comment il serait possible de disjoindre la part de l'un et de l'autre dans le fonds commun du Socialisme français... et international. Je crois d'ailleurs que cette tentative serait aussi vaine que de discriminer l'apport de Marx et celui d'Engels dans le Socialisme scientifique<sup>40</sup>. »

Il ne faut pas s'étonner dans ce contexte de voir quelques années plus tard fleurir l'analogie entre guesdisme et « molletisme » (du nom de Guy Mollet), dans un contexte politique de mutation profonde des gauches françaises. Mais avant d'y revenir, un fait marquant doit être étudié avec attention : Guesde et son courant deviennent, quarante ans après sa mort, un véritable objet d'histoire.



## ENTRE HISTOIRE ET POLITIQUE

Après les esquisses d'entre-deux-guerres, c'est en URSS que paraît le premier travail historique replaçant Guesde et le guesdisme dans une histoire positive, signé par l'historien I. B. Belkine, *Jules Guesde et la lutte pour un parti ouvrier en France*. Publié en 1952 à Moscou, l'ouvrage, marqué par la langue de bois en vigueur en URSS, contient néanmoins une mine d'informations précieuses<sup>41</sup>. Prolongeant la tradition initiée par le séminaire de Loukine d'entre-deux-guerres, Victor Daline, autre historien soviétique connu ensuite pour ses travaux sur la Révolution française, rédige un long article fondé sur de nombreuses archives à propos des divergences entre Guesde et Lafargue, réhabilitant leur rôle dans le mouvement socialiste international. Daline note que « la fermeté, l'inflexibilité et l'intransigeance idéologiques qu'ils ont montrées dans les années 1880 (...) constituent leur incontestable mérite historique devant le mouvement socialiste non seulement français, mais aussi international<sup>42</sup> ». Ces travaux s'expliquent avant tout par l'importance idéologique de l'histoire du mouvement ouvrier en URSS. Mais la richesse et relative abondance de ces travaux doit être comprise aussi en lien avec la présence d'une masse d'archives sur le socialisme international d'avant 1914 récupérée par les Soviétiques dans les années 1920, dont parfois des documents rares et inédits, notamment des correspondances et manuscrits de socialistes français.

Mais le tournant vient bien de France : l'historien Claude Willard, né quelques mois avant la mort de Guesde, publie un important volume issu d'une thèse de doctorat aux éditions du PCF (les « Éditions sociales ») : *Les guesdistes. Le mouvement socialiste en France (1893-1905)*. Édité en 1965, il s'agit du premier travail scientifique d'ampleur consacré à Guesde et surtout à l'implantation de son courant avant 1905, région par région. Il se fonde sur une série d'archives variées, dont le principal est le fonds privé de Guesde déposé à l'Institut International d'histoire sociale d'Amsterdam (IISG). En effet, faute de solution viable dans le cadre du Parti socialiste, le riche fonds d'archives de Guesde avait été déposé dans cet Institut. Celui-ci est fondé en 1935 avec l'aide d'une compagnie d'assurances issue du milieu social-démocrate néerlandais et la ville d'Amsterdam. Dès sa création, l'Institut



accueille d'abondants fonds d'archives du mouvement socialiste européen persécuté dans de nombreux pays : il reçoit par exemple une bonne partie des archives du Parti social-démocrate allemand d'avant 1933. Guesde se retrouve donc en bonne compagnie à côté de ses anciens camarades de lutte.

Avec Willard, l'histoire des guesdistes gagne bien ses premières lettres de noblesse, dans un cadre où les règles de la science historique ont droit de cité. Willard s'éloigne des approches idéologiques et plusieurs travaux et comptes rendus dans des grandes revues historiques soulignent cet aspect. De son côté la jeune historienne Michèle Perrot rédige son mémoire de maîtrise sur le journal *L'Égalité / Le socialiste* : l'histoire des mouvements ouvriers entre à l'université, et les guesdistes y sont parmi les premiers à être accueillis comme objet d'histoire. Cette entrée dans l'histoire est également facilitée par la disparition de deux fortes incarnations de la mémoire militante, contemporaine de l'élaboration de ces travaux : Bracke meurt en 1955, Cachin trois ans plus tard. Histoire et mémoire se croisent d'ailleurs dans les travaux de Willard, puisqu'une de ses importantes sources pour sa thèse est constituée d'une série d'entretiens personnels avec Marcel Cachin.

Ce travail d'érudition, demeuré irremplaçable, a malgré tout tendance à analyser le courant guesdiste à l'aune du développement ultérieur du PCF, parti nettement plus structuré et cohérent<sup>43</sup>, continuant à dénoncer les « erreurs » des guesdistes. Aussi serait-il naïf de ne voir à l'origine de ce travail d'une grande rigueur qu'une simple curiosité érudite. En témoigne quelques années plus tôt en 1959 l'édition par le même historien d'un choix de textes de Guesde, encore aux Éditions Sociales, dans la collection des « classiques du peuple ». L'enjeu de l'appropriation des guesdistes, fût-ce de façon critique, n'était pas une affaire de second plan pour les éditions communistes. La réaction de Maurice Thorez, secrétaire général du PCF et alors un des hommes politiques français les plus en vue, en témoigne. Dans un courrier privé adressé Thorez écrit à Willard :

« Cher Claude, j'ai lu ton travail sur Guesde. Je le trouve excellent. Tu as très bien montré le chemin que Guesde avait suivi avant de parvenir au marxisme, et ce qui lui en est toujours resté, surtout son incompréhension de la dialectique. De là, le côté "doctrinaire" de son effort, inégalé, pour faire connaître les idées de Marx, et les aspects sectaires, en plusieurs domaines de ses prises de position politique. Sectarisme, qui d'ailleurs, tu le signales, rejoignant ou se confondant avec l'opportunisme. Mais Guesde n'en reste pas moins le principal des fondateurs du PO (Parti

ouvrier). Nul n'a fait plus que lui pour montrer aux travailleurs de France la nécessité de leur propre parti ; pour défendre et propager la conception de classe qui reste à la base de notre Parti, le parti de type nouveau. (...) <sup>44</sup>. »

Aucune trace en revanche d'un courrier du secrétaire général à l'historienne Madeleine Rebérioux qui édite la même année pour le centenaire de sa naissance un recueil de textes de Jean Jaurès, *Contre la guerre et la politique coloniale*. Simple hasard lié au calendrier politique fort chargé du principal dirigeant PCF ? Madeleine Rebérioux était-elle déjà suspecte de déviation, elle qui sera exclue du parti dix ans plus tard en 1969 ? Plusieurs hypothèses peuvent être évoquées. L'important ici est que Guesde demeure considéré comme une figure tutélaire – au moins autant que Jaurès – par Thorez, à la tête de ce qui est encore à l'époque le premier parti de la gauche française.

Ces publications s'inscrivent dans un contexte politique bien particulier : le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958, l'émergence d'une nouvelle gauche anticoloniale et un épisode majeur de l'unité des gauches avec la candidature unique de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965. Aussi le travail de Willard sur un des grands courants de l'histoire de la gauche française dépasse-t-il largement le cercle des passionnés d'histoire. Il est significativement l'objet d'un débat avec plusieurs responsables politiques publié dans la *Démocratie nouvelle* en mars 1966. Cette revue mensuelle, liée au PCF et dirigée par Jacques Duclos, entend être « soucieuse d'aider toujours plus au rassemblement de la gauche française ». La rubrique « débat » accueille un long échange de plus de vingt pages entre des responsables politiques et historiens, dont Claude Willard lui-même, autour de sa thèse sur les guesdistes. La liste des intervenants mérite d'être mentionnée : Jean Bruhat, maître-assistant à la Sorbonne, fidèle du PCF ayant écrit plusieurs manuels pour le parti et chroniqueur historique dans *L'Humanité* ; Jacques Duclos, un des plus hauts dirigeants du PCF qui sera candidat à la présidentielle de 1969 où il dépasse les 20 % des suffrages ; Mireille Osmin, (fille de Léon Osmin) qui a quitté la SFIO pour participer à la création du Parti Socialiste Autonome en 1958, puis du Parti Socialiste Unifié (PSU) par hostilité à Mollet et sa politique coloniale ; Arthur Ramette du PCF, député du Nord ; Madeleine Rebérioux, alors maître-assistante à la Sorbonne ayant notamment publié une anthologie de Jaurès aux éditions du PCF ; Jean-Jacques Piette, jeune membre de la

direction de la SFIO, assistant de Guy Mollet et fils de Jacques Piette, importante figure du parti longtemps maire d'Hénin-Beaumont.

Chacun présente son point de vue sur l'empreinte laissée par le député de Roubaix. Celle-ci semble alors encore vivace, quarante ans après sa mort. Willard lui-même témoigne : « Lorsque j'ai été travailler pour ma thèse aux Archives départementales du Nord, j'ai pu interviewer, dans la région lilloise, plusieurs vieux militants socialistes, qui se sentaient guesdistes et s'en glorifiaient<sup>45</sup>. » Les participants communistes réaffirment le legs positif du guesdisme : « l'organisation » et le « désintéressement ». Jacques Duclos trace un trait d'égalité entre Jaurès et Guesde ; il évoque ses échanges avec Marx Dormoy, fils de Jean, père du guesdisme dans l'Allier ou encore bien sûr avec Marcel Cachin, mort quelques années plus tôt. Mireille Osmin, ayant connu Guesde via son père, lui voue une grande admiration ; elle l'inscrit dans l'histoire longue des conquêtes de la gauche avec Paul Lafargue. D'après elle, en affirmant « le droit à la paresse » les guesdistes annoncent les conquêtes de mai-juin 1936 : « Léo Lagrange<sup>46</sup> qui (...) était un disciple indirect de Jules Guesde s'était fait l'exécuteur testamentaire des guesdistes<sup>47</sup>. » Arthur Ramette propose quant à lui un rappel socio-historique sur les travailleurs du Nord « durement exploités » auprès desquels Guesde a su apparaître comme « intransigeant », dans le bon sens du terme. Le ton est plus mesuré chez Jean-Jacques Piette qui souligne l'étroitesse de leur conception par rapport à Jaurès sur les conquêtes partielles et les réformes.

Madeleine Rebérioux s'affiche comme la plus sévère dans ce débat. Elle rappelle l'habileté manœuvrière des guesdistes, relève leur manque d'intérêt pour la théorie ainsi que leur décalage croissant avec les aspirations populaires d'avant 1914, notamment la lutte contre la guerre. L'historienne est encore plus dure à propos de leur rapport au syndicalisme, entraînant d'après elle « un divorce entre syndicalisme et socialisme qui a été un moment négatif de l'histoire de la société française<sup>48</sup> ». Elle enfonce le clou en évoquant le projet de Deslinières sur la colonisation soutenu par Guesde<sup>49</sup> : la militante anticolonialiste tolère difficilement un tel héritage, allusion à peine voilée à Mollet et au « molletisme », puisqu'elle souligne par ailleurs « les difficultés à analyser le phénomène colonial, la lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux<sup>50</sup> ». Trois ans plus tard, elle sera exclue du PCF ; sa disgrâce avait

commencé en raison de ses positions jugées excessives sur la lutte anticoloniale...

L'acte d'accusation de Rebérioux contre Guesde reflète la sensibilité d'une nouvelle gauche, pour qui les guesdistes apparaissent comme responsables du déficit d'analyse sur le problème colonial. Tout contre Guesde et le guesdisme donc ? Pas si simple : Piette, s'il souligne que les jeunes de la SFIO disposent d'un niveau culturel bien supérieur à celui du début du siècle et que par là même ils ne peuvent partager la culture politique quelque peu schématique et frustrée du guesdisme, constate aussi les traces indélébiles laissées par ces derniers : « ils ont gardé du guesdisme une sorte de culte du Parti » tandis qu'« un certain nombre de jeunes (...) sont encore inspirés par le guesdisme quant à leur attitude devant l'organisation, le désintéressement<sup>51</sup> ». Le culte du passé demeure déterminant pour un militant de gauche à cette époque : or Guesde fait partie de la geste héroïque, malgré ses étroitesse. Comme le conclut Piette : « N'est-ce pas en adhérant à l'histoire que l'on devient socialiste ? »

Jusqu'au milieu des années 1960, de part et d'autre, Guesde et les guesdistes demeurent un courant certes critiqué, mais toujours valorisé par les deux grands partis. Willard lui-même, après avoir souligné maints défauts des guesdistes, conclut sa thèse sur ces mots : « Il imprègne encore la conscience de nombreux ouvriers, surtout du Nord ; son héritage demeure revendiqué, sa flamme entretenue, à la fois par le PCF et par la SFIO. Il constitue bien un chapitre, un grand chapitre du livre du mouvement ouvrier et socialiste français<sup>52</sup>. »

Prolongeant l'initiative de Willard, les guesdistes occupent jusqu'aux années 1970 une certaine place dans l'historiographie communiste. L'historien Jacques Girault se lance par exemple dans des travaux sur le guesdisme. Il soutient un Diplôme d'étude supérieur en 1964 sur « Guesde et les guesdistes entre 1905-1914 » et publie un choix de textes remarquables de Paul Lafargue en 1970. Dans la même dynamique on peut signaler l'ambitieuse édition qui reproduit intégralement le journal *L'Égalité / Le socialiste* en douze volumes aux éditions « hier et demain », proches des communistes, avec un appareil critique élaboré par Willard et Girault. Un prospectus pour vendre cette collection intitulée « La mémoire du mouvement ouvrier » accompagné d'un grand portrait de

Guesde, souligne le très grand intérêt de la collection pour comprendre l'histoire du mouvement socialiste et communiste sur le long terme jusqu'à nos jours. La revue d'histoire fondée à l'initiative du PCF, *Les cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, publie régulièrement des contributions sur l'histoire de Guesde et des guesdistes, avec une approche de plus en plus distancée et scientifique. Un même mouvement s'observe du côté des socialistes, avec la création de l'Office universitaire de Recherches Socialistes, à l'initiative de Guy Mollet, prolongeant une idée de Bracke jamais réalisée. La revue de l'OURS publie en 1970 des souvenirs de Bracke sur Guesde, puis régulièrement des articles scientifiques sur la question.

## STIGMATISATION DE GUESDE

Mais l'appréciation de Guesde connaît bientôt un tournant radical. Avec le débat de *Démocratie nouvelle* en 1966, c'est la dernière fois à notre connaissance que l'on trouve dans la presse militante un important échange autour de Guesde considéré comme un père fondateur respectable et respecté. Chant du cygne ? Au même moment, la « nouvelle gauche » anticoloniale assimile Mollet à Guesde, et construit la légende noire de ce dernier : outre les filiations déjà soulignées sur le colonialisme, une même assurance doctrinaire, un opportunisme ou encore le fétichisme d'un parti vieilli seraient caractéristiques des « néo-guesdistes » de la SFIO. L'un des représentants les plus éminents de la nouvelle gauche, Jacques Julliard, sonne la charge dans un compte-rendu dédié à la thèse de Willard dans la revue *Critique* :

« La politique de M. Guy Mollet, fondée sur l'alliance permanente de l'orthodoxie verbale et de l'opportunisme pratique, peut à juste titre se réclamer de Jules Guesde – tout au moins du Jules Guesde deuxième manière, postérieur à 1890<sup>53</sup>. »

L'accusation peut être développée d'autant plus facilement qu'après son éviction du nouveau Parti Socialiste sous la houlette de François Mitterrand, Guy Mollet se consacre à l'OURS en se pensant comme continuateur de Bracke, le fidèle lieutenant de Guesde. L'association Guy Mollet / Jules Guesde fonctionne à plein dans un contexte politique tendu<sup>54</sup>, où l'enjeu des modalités du retour de la gauche au pouvoir fait débat. Guesde fait toujours

figure de précurseur, mais désormais principalement de pionnier honteux : le guesdisme prolonge les travers du jacobinisme et annonce la dérive totalitaire du système soviétique. La « deuxième gauche » évoque régulièrement Jules Guesde pour en faire la figure repoussoir par excellence. Avec un argumentaire historique solide, mais fort partisan, Daniel Lindenberg revient dans un ouvrage cinglant sur ce « marxisme introuvable » où Guesde occupe là encore une place de choix : celle de la figure honnie. « La cause est entendue. Le guesdisme n'est qu'un *jacobinisme ouvrier*, à la recherche d'une couverture doctrinale<sup>55</sup>. » Guesde devient le chaînon qui permet d'établir un *continuum*, aux contours historiques contestables, mais à l'efficacité polémique redoutable<sup>56</sup> : jacobinisme, guesdisme, centralisation, stalinisme, etc.

Point d'orgue de cette lecture, devenue quasiment vulgate, l'intervention de Michel Rocard, héraut politique de la deuxième gauche ayant rejoint le Parti socialiste, répondant à François Mitterrand (dont la motion s'annonce majoritaire) au congrès de Nantes en 1977. Reprenant au congrès de Metz du PS en 1979 les mêmes arguments et s'avancant sur le terrain de l'histoire, Rocard revient sur la naissance du socialisme français, son unification et son devenir au XX<sup>e</sup> siècle :

« [...] Puis vient la naissance du Parti unifié, et nous revoilà avec Guesde et Jaurès. Si Jules Guesde, lui, apporte un outil, le souci et une capacité d'organisation à un niveau de masse que nos deux grandes fédérations préservent jalousement et heureusement, le même Jules Guesde apporte aussi au Parti le marxisme déformé par Lassalle et Trotsky ; sous la forme d'une vision ultra-centralisée, étatique, de la dictature du prolétariat, que Lénine aggraverait encore, oubliant complètement ce que pour ma part je crois être le vrai Marx, celui du socialisme défini comme société associative, comme auto-détermination des travailleurs, comme, vous connaissez tous ce mot, dépérissement de l'État. C'est Jaurès qui, à ce moment même, mène la controverse, au nom du socialisme anti-Jacobin, du socialisme décentralisateur, coopératif et mutualiste, bref, du socialisme autogestionnaire et peut-être vraiment marxiste<sup>57</sup>. »

En réponse, les proches de Mitterrand s'inscrivent dans le sillage de Blum ou de Jaurès ; quant à l'aile gauche, le CERES de Jean-Pierre Chevènement, il est à la recherche de références marxistes hétérodoxes et met en avant des théoriciens d'envergure ; ses partisans lorgnent davantage du côté du communiste Antonio Gramsci ou du social-démocrate Otto Bauer que de celui du premier marxisme français.

L'époque de Guesde précurseur s'achève. Robert Chapuis, revenant en 2007 sur l'histoire de la deuxième gauche, réinscrit cette opposition à Guesde dans une longue suite de références puisant dans le XIX<sup>e</sup> siècle, empruntant les antinomies développées par Rocard :

« La deuxième gauche, pour faire bref, a préféré Proudhon à Marx, Jaurès à Guesde, Mendès France à Guy Mollet... et Rocard à Mitterrand. On l'accuse parfois de vouloir diviser la gauche, alors que l'union est nécessaire pour battre la droite ; On se trompe sur sa nature : il ne s'agit pas de se préférer au reste de la gauche ; il s'agit de faire sa place à une part essentielle du mouvement socialiste en France<sup>58</sup>. »

Gardons-nous néanmoins de n'y voir que la simple opération d'un courant politique contre la « vieille gauche ». L'acte d'accusation doit être inscrit dans un cadre plus large. Ces années 1960 marquent un bouillonnement formidable d'idées à gauche, d'où vont éclore de multiples réflexions et travaux autour du marxisme. Mai 1968 va confirmer et amplifier le mouvement, avant un spectaculaire reflux dix ans plus tard. Guesde va paradoxalement faire les frais de ce renouveau car ces nouvelles approches, plus ou moins gauchisantes, abhorrent le schématisme du premier marxisme français, jugé coupable de tous les maux. Louis Althusser cloue au pilori ces premiers marxistes n'ayant rien compris au *Capital* ; ses proches souhaitent sortir le marxisme de la torpeur dans laquelle il est plongé depuis plusieurs décennies<sup>59</sup>. Avant tout en cause, le « révisionnisme » qui guette la direction du PCF, jugée mollement réformiste. Mais l'origine du mal est à chercher plus loin, en amont : les guesdistes passent au tribunal de l'histoire, pour y être condamnés. Économisme étroit, culte du parti, double langage : autant de tares imputées à l'ancien député de Roubaix et son courant.

## SOCIALISTES ET COMMUNISTES, TOUS GUESDISTES ?

Mais tous les travers de la « vieille gauche » sont-ils imputables au guesdisme ? Pour ne reprendre que les analogies issues du discours de Michel Rocard, il n'est guère difficile de montrer tout ce qu'a de partiel un tel point de vue. La lutte politique s'accompagne rarement de subtilités historiques, et dans ce cas les oppositions sont poussées à l'extrême.



Est-il possible d'affirmer que le colonialisme de Mollet s'explique principalement par l'héritage guesdiste ? Les assimilations simplistes résistent faiblement à l'examen historique : à ce jeu-là, le moment unitaire du Front populaire serait à classer par exemple comme un moment jaurésien, bien plus que guesdiste. Or la grande timidité – pour le moins ! – du Front Populaire à l'égard de la question coloniale tranche avec l'audace jaurésienne des dernières années 1908-1914. De même à la fin des années 1920 le PCF mène une campagne acharnée contre le colonialisme, point aveugle de Guesde et de la plupart de ses partisans. Or c'est pendant la même période que l'hostilité des communistes à la République bourgeoise et aux symboles républicains les rapproche le plus du guesdisme. Dernier exemple, qui n'épuise pas la question : à la suite de Marc Angenot, peut-on considérer que « Guesde est l'authentique et direct précurseur du communisme du PCF<sup>60</sup> » en lui attribuant le rôle de précurseur du stalinisme (épuration, culte de la personnalité) ? L'empreinte, on l'a dit, paraît incontestable, d'autant qu'elle fut longtemps revendiquée. Mais elle se mêle à de multiples autres héritages : comme celle de Guesde, l'histoire du PCF est complexe, faite de moments sectaires et unitaires, d'audaces et de replis, etc. Qui pourrait affirmer que *L'Humanité* de Cachin est purement et simplement un journal guesdiste de 1918 à 1958 ?

Reste que ces critiques et stigmatisations mettent en avant des aspects indéniables du courant guesdiste, tout particulièrement ses faiblesses : défiance à l'égard de la théorie, désintérêt pour la lutte des peuples colonisés... C'est là la force de ces critiques, en dépit de leur aspect polémique. Mais il semble tout aussi facile de trouver des filiations directes que de démonter celles-ci. Aussi l'assimilation négative « molletisme-guesdisme » est le fruit d'une histoire très politique, lié au contexte des années 1960-1970, et qui a plutôt eu tendance à noircir exagérément un homme et un courant, auxquels il était devenu commode d'imputer tous les maux du socialisme. Elle s'inscrit dans une logique binaire, structurante dans une certaine histoire, mettant en scène un duel Jaurès-Guesde tel que les biographies romancées les adorent, mais qui sacrifie indubitablement la complexité des processus politiques.

Toujours est-il que la lecture, que l'on qualifiera « d'inspiration rocardienne », marque durablement l'écriture de l'histoire du socialisme. Alain Bergounioux, proche collaborateur de Michel Rocard puis président depuis

2000 de l'Office Universitaire de Recherche Socialiste publie avec Gérard Grunberg une synthèse remarquée sur *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir* en 2005<sup>61</sup>. Riche et documentée, l'interprétation proposée s'inscrit dans une ligne interprétative proche, celle d'un socialisme qui a eu le plus grand mal à s'émanciper du « surmoi marxiste » d'origine guesdiste. Guesde devient l'emblème du retard pris par telle ou telle fraction de la gauche, responsable d'un archaïsme français imprégnant jusqu'à nos jours les rangs socialistes, qui permettrait de justifier le rôle confortable de sempiternel oppositionnel dogmatique n'assumant jamais le pouvoir. Plus récemment Gérard Grunberg a proposé d'imputer « l'aconstitutionnalisme » de la tradition socialiste au marxisme, notamment à celui inspiré par Guesde qui aurait été par exemple la principale source doctrinale de Léon Blum (plus que Jean Jaurès). Ainsi les socialistes se seraient empêchés de penser la représentation politique au-delà des lectures instrumentales traditionnelles<sup>62</sup>.

Du côté de l'historiographie issue de la sensibilité communiste, c'est davantage l'oubli qui semble prévaloir, sauf en de rares occasions<sup>63</sup>, au profit d'une exaltation de Jean Jaurès laissant peu de place aux contradicteurs et amis de son temps.

---

<sup>1</sup> Jacques Julliard, « L'éternel guesdisme », *Critique*, novembre 1966.

<sup>2</sup> Alexandre Zévaès, *Histoire du Parti socialiste*, op. cit., p. 215.

<sup>3</sup> Arthur Ramette, « L'héritage de Guesde... », *Démocratie nouvelle*, mars 1966, p. 23.

<sup>4</sup> « “Cher camarade” Sorel à Lanzillo, 1909-1921 », art. cit., p. 252.

<sup>5</sup> Christian Rakovsky, art. cit.

<sup>6</sup> *Deux discours à l'Hippodrome lillois (Marcel Cachin Juin 1926 et Jules Guesde Novembre 1900)*, Lille, Éditions lilloises, 1926, p. 7.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>8</sup> Voir chapitre 4 p. 116.

9 Jean Fréville, « Un anniversaire – Jules Guesde (1845-1922) », *L'Humanité*, 28 juillet 1932. À noter également la contribution d'André Ferrat sur le même thème dans les *Cahiers du communisme* toujours en 1932.

10 FMSH Paris, collection Voegelin-Rappoport, cité dans Charles Rappoport, *op. cit.*, p. 221.

11 Bernard Dougnac, *op. cit.*, p. 187.

12 Louis Lévy, *op. cit.*

13 Denis Lefebvre, *Guy Mollet le mail aimé*, Paris, Plon, 1992, p. 36.

14 Il le restera jusqu'en 1936. À noter qu'en 1928, le sulfureux Zévaès a publié une première biographie, pleine de louanges en 1929. Peu distanciée, elle a le mérite d'être fondée sur des témoignages de son temps et quelques documents d'archives.

15 Jean-Numa Ducange, Julien Hage, Jean-Yves Mollier (dir.), *Le PCF et le livre*, Paris, EUD, 2014.

16 AM Roubaix, « Inauguration du monument Jules Guesde, 1925 ».

17 AM Roubaix, « Inauguration du groupe scolaire Jules Guesde, 3 septembre 1933 ».

18 Paul Faure, « Les Amis de Jules Guesde », *Bataille Socialiste*, août-septembre 1932, p. 1-2.

19 Archives Léon Osmin, OURS.

20 Secrétariat général du Parti socialiste (SFIO), *Le Parti socialiste : ses principes, son organisation, son action*, Paris, Librairie Populaire, 1936.

21 Colette Chambelland et Danielle Tartakowsky, « Le mouvement syndical à l'Exposition internationale de 1937 », *Le Mouvement social*, n° 190, janvier-mars 1999, p. 69-83.

22 Ernst H. Posse, *Der Marxismus in Frankreich 1871-1905*, Berlin, R. L. Prager, 1930.

23 *Ibid.*, p. 6.

24 *Ibid.*, p. 36.

25 *Ibid.*, p. 60.

- <sup>26</sup> Karl Korsch, compte-rendu de Ernst H. Posse publié dans *La Critique sociale*, 1931, p. 37.
- <sup>27</sup> Samuel Bernstein, *The Beginnings of Marxian socialism in France*, New York, Social Science Studies, 1933.
- <sup>28</sup> Samuel Bernstein, « Jules Guesde (...) », art.cit., p. 42.
- <sup>29</sup> Jean Duma, « L'unité organique 1944-1946 », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, avril-juin 1974, p. 68-82.
- <sup>30</sup> Cité par *ibid.*, p. 72.
- <sup>31</sup> Jean Vigreux, « Le comité d'entente socialiste-communiste » dans Serge Berstein, Frédéric Cépède, Gilles Morin, Antoine Prost (dir.), *Le Parti socialiste entre Résistance et République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 189-190.
- <sup>32</sup> Jacques Duclos, « L'héritage de Guesde... », *Démocratie nouvelle*, mars 1966, p. 34.
- <sup>33</sup> Marcel Cachin, « Le centenaire de Guesde. 11 novembre 1945 », *La Pensée*, 1945, p. 22.
- <sup>34</sup> *Ibid.*, p. 25.
- <sup>35</sup> Léon Blum, « Jean Jaurès et Jules Guesde », *Le Populaire dimanche*, 21 juillet 1949.
- <sup>36</sup> Bracke préface à Jules Guesde, *Collectivisme et révolution*, Paris, Spartacus, 1949, p. 3.
- <sup>37</sup> Institut Pasteur, service des archives, Fonds Casimir Cépède, Journal 208.
- <sup>38</sup> Jules Guesde, *Une vie de militant : deux époques*, Paris, Librairie des municipalités, s.d. (probablement début des années 1960).
- <sup>39</sup> Cité par Denis Lefebvre, *op. cit.*, p. 129.
- <sup>40</sup> Augustin Laurent, *Jules Guesde et Jean Jaurès. Deux grandes figures une même leçon*, Paris, Librairie des municipalités, 1957, p. 7.
- <sup>41</sup> I. D. Belkine, *Jules Guesde et la lutte pour un parti ouvrier en France*, Moscou, 1952 (en russe).
- <sup>42</sup> Victor Daline, « Le courant guesdiste était-il uni ? », art. cit., p. 171.

<sup>43</sup> La recherche sur le PCF a montré depuis que ce parti était non moins hétérogène, bien plus que ne l'imaginait Claude Willard à l'époque. Cf. notamment Roger Martelli, *L'empreinte communiste. PCF et société française (1920-2010)*, Paris, Éditions Sociales, 2010.

<sup>44</sup> AN, Archives Maurice Thorez. Lettre de Maurice Thorez à Claude Willard, 29 avril 1959, carton 287.

<sup>45</sup> Claude Willard, « L'héritage de Guesde... », *Démocratie nouvelle*, mars 1966, p. 18.

<sup>46</sup> Léo Lagrange fut sous-secrétaire d'État au sport et à l'organisation des loisirs sous la Front Populaire.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>49</sup> Voir chapitre 6, p. 141.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>52</sup> Claude Willard, *Les guesdistes*, *op. cit.*, p. 602.

<sup>53</sup> Jacques Julliard, art. cit.

<sup>54</sup> Sur les associations binaires et leurs limites voir Frédéric Cépède et François Lafon, « Guy Mollet, Albert Gazier, 1936-1946-1956-1966 : itinéraires croisés au prisme de l'histoire socialiste », *Recherches socialistes*, n° 74-75, janvier-juin 2016, p. 53-74.

<sup>55</sup> Daniel Lindenberg, *Le marxisme introuvable*, Paris, 10/18, 1975, p. 135.

<sup>56</sup> Voir sur ce moment historique Michael Scott Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Agone, 2009.

<sup>57</sup> Cité par Vincent Chambarlhac, « Les “deux cultures”. L'histoire du socialisme dans l'affrontement partisan », *Contretemps*, n° 17, 1/2013, p. 24.

<sup>58</sup> Robert Chapuis, *Si Rocard avait su*, Paris, L'Harmattan, Le poing et les roses, 2007, p. 25.

<sup>59</sup> Louis Althusser *et alii*, *Lire le Capital*, Paris, Maspero, 1965.

<sup>60</sup> Marc Angenot, *Jules Guesde ou la fabrique du marxisme orthodoxe*, op. cit., p. 185-186.

<sup>61</sup> Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992.

<sup>62</sup> Gérard Grunberg, *La loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, Paris, CNRS, 2013.

<sup>63</sup> Voir par exemple la brève biographie d'Andrée Collot, *Jules Guesde éducateur et organisateur du prolétariat*, Uzès, Inclinaison, 2010. Ou encore Pierre Ysmal, « Actualité de Jules Guesde », *L'Humanité*, 24 mai 2003.

# Conclusion

## Guesde dans l'histoire

Guesde n'est donc plus qu'une figure négative de la gauche française, renvoyant au pire à un sectarisme mortifère, au mieux à une idéologie sommaire masquant des pratiques non avouables. Pour la gauche radicale, il est le dogmatique, puis le ministre de l'Union sacrée et celui qui a refusé la révolution bolchévique. Pour la gauche de gouvernement, il incarne l'idéologue intransigeant empêchant l'*aggiornamento* de la gauche française. Et pour tous son engagement antidreyfusard le condamne à rester à la marge de la mémoire militante.

Pourtant, renoncer à l'étudier, c'est ne pas comprendre les origines du marxisme en France, toutes sensibilités confondues. La singularité fondamentale de Guesde par rapport aux « mille marxismes » d'horizon divers, parfois intellectualisés à outrance et issus de pays où le marxisme n'a jamais constitué (ou très marginalement) ce référent d'une organisation politique puissante, c'est d'avoir contribué à imprimer durablement une marque marxisante à la gauche française, pour le meilleur et pour le pire. L'oublier ou le dénigrer hors contexte, c'est se priver d'une des clefs pour comprendre plus d'un siècle de socialisme organisé. Dire cela n'est pas « réhabiliter » Guesde – ce qui n'aurait guère de sens au regard des changements structurels politiques et sociaux de la France du XXI<sup>e</sup> siècle – mais essayer de comprendre le poids des héritages respectifs qui ont façonné durablement le champ politique. Les quelques historiens s'étant aventurés depuis les années 1970 en territoire guesdiste se situent globalement dans cette lignée. Guesde et son courant, comme le disait l'historienne Madeleine Rebérioux en 1973 – plus distanciée qu'en 1965 – ont incarné « une rudimentaire affirmation de classe : le



prolétariat et la bourgeoisie capitalistes campent face à face. Entre ces deux camps ennemis règne une guerre impitoyable<sup>1</sup> ». « Rudimentaire affirmation » qui a pu être reprise et complexifiée par d'autres, sans jamais réellement disparaître. Le guesdisme marque l'histoire de plusieurs régions : dans le Nord où « c'est bien la conscience de classe, la fierté de classe aussi, qui grandit avec le guesdisme » aussi bien que dans le Sud, où se dire guesdiste c'est être davantage « à la gauche de la gauche, dans la bonne vieille tradition républicaine. Un socialisme d'héritage et non plus de rupture<sup>2</sup> ».

Dans les années 1980, Claude Willard poursuit dans un esprit proche la publication d'une documentation et des contributions sur Guesde : outre un remarquable choix de textes regroupant des correspondances inédites sur les origines du parti ouvrier, il publie un bref essai biographique en 1991. Madeleine Rebérioux puis Gilles Candar laissent une place à Guesde et aux guesdistes dans l'histoire du socialisme, en accueillant régulièrement des contributions dans le *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, devenu les *Cahiers Jaurès*. Hors de France c'est Robert Stuart, cité à plusieurs reprises dans le présent ouvrage, qui a offert un des regards les plus précis et distanciés sur ce courant. D'abord une première fois dans *Marxism at Work* en 1992 puis en 2006, où il revient sur les guesdistes et la question nationale, soulignant leurs attitudes ambiguës.

À noter que Lafargue et son *Droit à la paresse*, qui connaît régulièrement des éditions, a mieux résisté. Objet de multiples essais, c'est pourtant Lafargue qui représente bien davantage la mémoire du guesdisme<sup>3</sup>.

## LA MÉMOIRE DISCRÈTE

La vague des années 1970 n'a par ailleurs pas tout emporté. À l'échelle locale voire régionale, Guesde demeure encore une figure qui, à défaut d'être connue, peut être ponctuellement citée sans anathèmes. Dans toute la France, de nombreuses municipalités socialistes et communistes donnèrent au cours du xx<sup>e</sup> siècle un nom de rue à Jules Guesde, et même souvent à des bâtiments publics dans le Nord, à l'image du groupe scolaire inauguré dans les années 1920. Les communes de l'ancienne « banlieue rouge » parisienne ont

presque toute une rue Guesde. En tout, sur le territoire national, on recense 376 rues, boulevards, places ou impasses Jules Guesde ; on est certes loin de Jaurès (plus de 2 000) mais c'est deux fois plus qu'Édouard Vaillant à titre de comparaison<sup>4</sup>. À Roubaix existe toujours la statue en l'honneur de Guesde. Et jusqu'à une date relativement récente, le nom de Guesde était encore connu des militants socialistes de la fédération du Nord. Celle-ci édite par exemple une brochure de formation au début des années 1980 où l'on peut lire les lignes suivantes :

« Les connaissances qu'il a du marxisme sont assez sommaires, mais il sait en retenir les principes de base, et surtout les vulgariser. Il répand ainsi par ses textes et ses discours les concepts de lutte des classes et de collectivisation des moyens de production. Il insiste sur la nécessaire organisation du prolétariat (...) Si, par fidélité et par désintéressement, il resta longtemps intransigeant, il sut néanmoins, par la suite, être un exemple d'esprit unitaire. Sa leçon vaut encore pour notre présent et notre avenir : il faut savoir cultiver nos différences tout en préservant précieusement notre Unité, fondement de notre force<sup>5</sup> ! »

Dans les couloirs de la fédération socialiste du Nord, longtemps le portrait de Guesde trône. Et en de rares occasions, il peut encore être salué ou plutôt cité chez les socialistes au plus haut niveau, à condition de le limiter à sa dimension régionale. Pierre Mauroy, figure du socialisme nordique et Premier ministre du gouvernement de François Mitterrand en 1981, mentionnait régulièrement Guesde, même s'il disait finalement lui préférer Jaurès. Sans commentaire particulier, l'ancien rocardien Manuel Valls, Premier ministre de la République française en exercice et peu suspect de sympathie pour Guesde, l'évoque en passant à l'occasion d'une fête de la Rose en mars 2016 à Wattrelos (directement sur les terres du député Guesde) :

« Le Nord est une terre de solidarité ; celle qui naît de l'épreuve. Une terre de fraternité ; celle qui naît des grandes réalisations collectives. Une terre qui a donné à la gauche de grandes figures : Jules Guesde, Roger Salengro, dont cette salle porte le nom, Léo Lagrange et bien sûr, Pierre Mauroy<sup>6</sup> ! »

En aucune autre occasion il n'a été possible de repérer une occurrence récente similaire à Guesde chez un dirigeant politique d'envergure nationale.

---

<sup>1</sup> Madeleine Rebérioux, « Le guesdisme » (...), p. 4.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>3</sup> Cf. Paul Lafargue, *Paresse et révolution*, Paris, Tallandier, 2009.

<sup>4</sup> Merci à M. Gilles Aymard du Service national de l'adresse (La Poste) de m'avoir fourni ces informations.

<sup>5</sup> Parti Socialiste-Fédération du Nord, *Quelques militants illustres dans l'histoire de la Fédération socialiste du Nord*, Commission fédérale formation, septembre 1982 (OURS).

<sup>6</sup> Discours intégral à consulter sur <http://discours.vie-publique.fr/notices/163000855.html>

# Épilogue

## « Quelle belle restitution d'énergies dogmatiques<sup>1</sup> »

Martin Buber dans son essai *Utopie et socialisme* instruisait en 1945 le procès du « socialisme scientifique » qui aurait durablement enterré la dimension utopique originelle du socialisme. Le contexte s'y prêtait à l'heure d'un « marxisme-léninisme » triomphant, fort souvent dogmatique. À sa suite, nombre de théoriciens et historiens l'ont suivi. Pris au piège tendu par Engels dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, ils raisonnent pour la plupart comme celui qu'ils entendent pourfendre, réhabilitant l'utopie contre la science, comme jadis la seconde condamnait sans détour la première. Une définition figée, digne héritière de la précédente, succède à une autre.

En réalité, au moins jusqu'à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, si les plus fermes partisans du « socialisme scientifique » pouvaient congédier dans les mots l'utopie, dans les faits ils en activaient encore ses ressorts dans leur propagande politique. Fin connaisseur du langage politique de la période – par ailleurs très critique à l'égard du guesdisme en qui il voit un précurseur du stalinisme –, Marc Angenot remarque avec justesse que « le marxisme de Guesde est un *syncrétisme* de critiques sociales et de prophéties sur l'avenir qui viennent des réformateurs des 1830-1848 et de leurs épigones de l'Empire où des “idées” de Marx servent de régulateurs permettant de séparer le bon grain de l'ivraie proudhonienne, blanquiste, communaliste<sup>2</sup> ». Robert Stuart remarque de son côté que « pour le Parti Ouvrier, la concentration du capital n'a pas pour unique conséquence de mobiliser le prolétariat contre le capitalisme, mais aussi

de construire l'infrastructure de l'utopie<sup>3</sup> ». Les arides conférences de Guesde contiennent ainsi, certes de façon très spécifique, une utopie qui fait figure de force mobilisatrice. Plusieurs témoins ayant connu Guesde rapportent que la fascination qui s'exerçait autour de lui provenait de sa capacité à raconter le devenir d'un monde meilleur... Un récit utopique qu'il préférait d'ailleurs parfois aux moyens concrets d'y parvenir ! Ainsi son rigide scientisme a-t-il su faire rêver plusieurs générations de militants socialistes et communistes, malgré la rupture de 1920. Finalement, les caractérisations tranchantes ne conviennent paradoxalement pas à saisir un homme qui les a pourtant tant pratiquées.

Un temps après 1936 et 1945, certaines des conquêtes sociales devenues réalités ont pu apparaître comme un de ses héritages. Ainsi Mireille Osmine pouvait-elle affirmer en 1966 à propos de Guesde que « même sans que la révolution ait eu lieu certaines de ses vues d'avenir sont entrées dans la réalité<sup>4</sup> ». Existe-t-il pour autant de nos jours encore un héritage de Guesde ? Là où l'on prône la rupture avec le capitalisme, où le vocabulaire de la lutte des classes a toujours droit de cité, bref où le « surmoi marxiste » n'est pas enterré, Guesde semble avoir laissé une trace plus profonde qu'il n'y paraît. Son ombre plane encore dans les rudes affrontements de congrès au sein des organisations se réclamant toujours officiellement du socialisme. Sans lui, et surtout sans la dynamique sociale et politique d'un courant qu'il a incarné pendant plusieurs décennies, la gauche française, et peut-être même internationale, n'aurait vraisemblablement pas connu la même trajectoire.

Là réside sa grandeur et son importance dans l'histoire.

---

1 OURS, Manuscrits Marcel Sembat, « Les guesdistes », n° 56.

2 Marc Angenot, *op. cit.*, p. 143.

3 Robert Stuart, *Marxism at work*, *op. cit.*, p. 123-124.

4 Mireille Osmine, « L'héritage de Guesde », *Démocratie nouvelle*, mars 1966, p. 22.

# Chronologie

**Novembre 1845.** Naissance de Jules Guesde

**Juin 1848.** Insurrection ouvrière à Paris réprimée par le général Cavaignac

**Juillet 1869-juin 1871.** Jules Guesde est journaliste républicain radical à Montpellier

**Septembre 1870.** Proclamation de la Troisième République. Jules Guesde mène l'agitation républicaine à Montpellier

**Mars-mai 1871.** Commune de Paris. Jules Guesde écrit depuis Montpellier des articles en son honneur

**Juillet 1871.** Condamné, Guesde se rend en Suisse. Publication du *Livre rouge de la justice rurale*. Il défend un point de vue anarchiste proche de Bakounine

**Avril 1872.** Guesde se rend en Italie, toujours pourchassé par les autorités. Il épouse Mathilde Constantini

**1876.** Guesde de retour à Paris

**1877.** Fondation du journal *L'Égalité* (qui devient *Le Socialiste* en 1885) par Guesde, premier journal marxiste français

**1878.** *Essai de catéchisme socialiste*. En octobre Guesde est condamné et enfermé à la prison de Sainte-Pélagie

**Octobre 1879.** « L'immortel congrès » de Marseille : naissance du Parti ouvrier

**Mai 1880.** Guesde rencontre Karl Marx à Londres avec Paul Lafargue pour élaborer le programme du Parti ouvrier

**Septembre 1882.** Congrès de Saint-Étienne. Les partisans de Guesde quittent le congrès et se rendent à Roanne pour refonder le Parti ouvrier sur leurs bases

**Mars 1883.** Mort de Karl Marx

**1883-1887.** Guesde journaliste au *Cri du peuple* de Jules Vallès

**Juillet 1889.** Fondation de la Deuxième Internationale. En septembre Guesde, candidat aux élections législatives à Marseille, est battu

**1893.** Le Parti ouvrier devient le Parti ouvrier français. En septembre, Jules Guesde est élu député de la circonscription de Roubaix-Wattrelos

**Août 1895.** Mort de Friedrich Engels. En septembre, fondation de la Confédération Générale du Travail

**Mai 1898.** Guesde est battu à l'occasion des élections législatives. Après des hésitations, il refuse de soutenir la cause du capitaine Dreyfus

**Juin 1899.** Alexandre Millerand, socialiste, entre dans le gouvernement de défense républicaine de Waldeck-Rousseau. Guesde et ses partisans condamnent fermement cette action

**Septembre 1900.** Le congrès de l'Internationale socialiste à Paris adopte une motion « caoutchouc » désavouant les propositions les plus radicales de Guesde

**Novembre 1900.** Confrontation entre Jean Jaurès et Jules Guesde à Lille (*Les deux méthodes*)

**Novembre 1901.** Fondation du Parti Socialiste de France regroupant les partisans de Guesde et Vaillant

**Août 1904.** Réunion du congrès de l'Internationale Socialiste à Amsterdam. Une motion incite les socialistes français à s'unir

**Avril 1905.** Naissance du Parti socialiste, Section française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Guesde est avec Jaurès et Édouard Vaillant une des principales figures du nouveau parti

**Mai 1906.** Réélection de Jules Guesde comme député de la circonscription Roubaix-Wattrelos. Il est désormais constamment réélu jusqu'à sa mort

**Octobre 1908.** Au congrès de Toulouse de la SFIO, Jean Jaurès prend l'avantage sur les partisans de Guesde

**1909-1911.** Guesde, souvent souffrant, s'absente régulièrement

**Mars 1910.** Guesde s'oppose à la loi sur les retraites ouvrières et paysannes

**Novembre 1911.** Suicide de Paul et Laura Lafargue

**Été 1912.** Guesde défend le projet de « Maroc socialiste » porté par Lucien Deslinières

**Juillet 1914.** Au congrès de la SFIO à Paris, Guesde s'oppose à l'amendement Vaillant-Keir-Hardie proposant la grève en cas de guerre. Le 31, Jean Jaurès est assassiné



**Août 1914.** Guesde devient ministre sans portefeuille dans le gouvernement de Défense nationale après avoir rencontré le président Poincaré

**Septembre 1915.** Réunion des pacifistes à Zimmerwald (Suisse). Guesde condamne

**Décembre 1916.** Guesde quitte le gouvernement

**Février-octobre 1917.** Révolutions russes. Dans un premier temps, Guesde approuve le nouvel ordre révolutionnaire

**Mars 1919.** Fondation de l'Internationale Communiste. En novembre, Guesde est réélu député sur scrutin de liste dans la nouvelle chambre dominée par le Bloc national (dite chambre « bleu horizon »)

**Décembre 1920.** Congrès de Tours. Guesde refuse de rejoindre la majorité de la SFIO favorable à l'adhésion à l'Internationale communiste

**Juillet 1922.** Mort de Jules Guesde. La presse française, du *Figaro* à *l'Humanité*, lui rend hommage

**Avril 1925.** Inauguration d'un monument en l'honneur de Jules Guesde à Roubaix

**1933.** Fondation de la Société des Amis de Jules Guesde

**1937.** Sculpture de Jules Guesde par Karl-Jean Longuet pour l'Exposition internationale. Publication d'une biographie militante de Guesde par Compère-Morel

**1940.** Publication d'un des premiers articles scientifiques sur Guesde par Samuel Bernstein dans la revue américaine *Science and Society*

**Novembre 1945.** Inauguration d'une plaque à Paris en l'honneur de Jules Guesde pour le centenaire de sa naissance rue le Regrattier

**1952.** Publication de l'ouvrage de l'historien soviétique Belkine, *Jules Guesde et la lutte pour un parti ouvrier en France*, un des premiers ouvrages scientifiques sur le sujet

**Décembre 1955.** Mort de Bracke

**Février 1958.** Mort de Marcel Cachin.

**1965.** Parution de l'ouvrage de Claude Willard, *Les guesdistes. Le mouvement socialiste en France (1893-1905)*

**1973-1975.** Publication de la reproduction intégrale de *L'Égalité / Le Socialiste* aux éditions « Hier et demain » à l'initiative de Jacques Girault et Claude

Willard

**Juin 1977.** Au congrès de Nantes du Parti Socialiste, Michel Rocard stigmatise la tradition « guesdiste » de la gauche française

**1992.** Parution de *Marxism at work* de l'historien australien Robert Stuart consacré à l'histoire du courant guesdiste

**2014.** Centenaire de la mort de Jean Jaurès : nombreuses évocations de Jules Guesde. Réédition des *Deux méthodes*.

# *Bibliographie*

## SOURCES

### *Archives*

Il existe un riche fonds d'archives « Papiers Jules Guesde » à l'Institut International d'Histoire Sociale (l'IISG) d'Amsterdam. Il comprend de nombreuses correspondances, des coupures de presse, des manuscrits, des documents issus de ses campagnes électorales ou liés à son activité parlementaire. Il s'agit là du fonds d'archives le plus important pour une recherche sur Guesde. Depuis fin 2015, la totalité des documents a été numérisée. L'IISG regorge par ailleurs de fonds privés de dirigeants socialistes de l'époque de Guesde ; parmi les plus importants celui de Wilhelm Liebknecht, Karl Kautsky ou encore de Bracke ; autant de fonds que nous avons également dépouillés.

Une autre partie de la correspondance a longtemps été détenue par Jean-Marie Guesde. Il ne nous a malheureusement pas été possible de retrouver la trace de ce fonds malgré nos recherches.

Parmi les fonds français, celui de Gabriel Deville à l'Institut Français d'Histoire Sociale (désormais aux Archives Nationales) ; celui de Maurice Dommanget comprend également quelques indications intéressantes.

Parmi les autres fonds :

– Le fonds Paul Lafargue retrouvé récemment au PCF (Archives Départementales de Seine-Saint-Denis, Bobigny)

– Le fonds Marcel Sembat comprend un manuscrit critique intéressant sur les guesdistes (Office Universitaire de recherches socialistes OURS)

Toujours à l'OURS, outre un ensemble très riche de brochures de l'époque de Guesde, des fonds complémentaires sur Guesde permettent d'étudier sa postérité (quelques documents sur les amis de Guesde dans le fonds René Hug notamment)

- Le fonds Charles Dumas, directeur de cabinet lorsque Guesde devient ministre en 1914 à l'Institut d'histoire Sociale fondé par Boris Souvarine (Nanterre, conseil général des Hauts-de-Seine)
- Le fonds du secrétaire général du PCF de 1930-1964, Maurice Thorez, originaire du Nord, contient quelques documents intéressants sur la mémoire de Guesde

Les archives de police et de surveillance sont très riches. Elles concernent surtout l'activité du courant guesdiste (voir la liste dressée par Claude Willard, *Les guesdistes*, Paris, Éditions Sociales, 1965, p. 669-671). Un dossier spécifique de surveillance dédié à Jules Guesde (AN F7/15965) comprend de nombreux rapports sur son activité multiforme et des coupures de presse ; à notre connaissance, ce dossier n'avait pas été exploité jusqu'ici.

Les archives départementales du Nord et municipales de Roubaix contiennent une importante documentation permettant d'étudier l'implantation de Guesde dans cette région, notamment à travers la presse, la propagande électorale et les structures liées au POF puis à la SFIO. À noter la mise à disposition récente, grâce aux efforts de Madame Martine Pottrain, des archives de la fédération du Nord du Parti Socialiste aux archives départementales. La documentation sur la période d'avant 1922 est relativement restreinte, mais précieuse.

Enfin quelques compléments se trouvent au RGASPI à Moscou (ancien Institut du Marxisme-Léninisme). Le riche fonds Marx Engels contient de nombreuses lettres reçues, non publiées (notamment de l'émigré allemand Karl Hirsch) donnant de précieux renseignements sur les premiers pas du mouvement socialiste français.

### *Sources imprimées*

Les congrès socialistes de l'époque de Guesde ont été numérisés par Gallica. Pour le congrès de Tours de 1920 voir Jacques Girault et Jean-Louis Robert (ed.), *Le congrès de Tours. 18<sup>e</sup> congrès national du Parti socialiste*, Paris, Éditions Sociales, 1980.

Le journal *L'Égalité / Le Socialiste* avec un important appareil critique de Jacques Girault et Claude Willard a été réédité aux éditions « Hier et demain » en 1973-1975 (16 volumes). Claude Willard a également publié la correspondance de *Charles Brunellière, socialiste nantais (1880-1917)*, Paris, Klincksieck, 1968.

Parmi les périodiques essentiels consultés : *Le Cri du Peuple* (collection Musée social) ou la revue *Le socialisme* (1905-1913 ; collection OURS).

La presse régionale, référencée par Claude Willard, a été aussi ponctuellement utilisée, notamment pour le Nord.

Parmi les sources allemandes, les deux entreprises de publication des œuvres de Marx et Engels sont utiles pour la première période : *Marx-Engels Werke* et la *Marx Engels Gesamt Ausgabe*. Plusieurs correspondances entre Engels et les sociaux-démocrates allemands comprenant des appréciations sur Guesde ; voir par exemple le volume récemment publié : *Briefwechsel. Oktober 1889 bis November 1890*, Berlin, Akademie Verlag, 2013. Plusieurs volumes de correspondances plus anciens sont d'une grande utilité comme Eduard Bernstein, *Briefwechsel mit Friedrich Engels*, Assen, Van Gorcum, 1970.

En français la correspondance en trois volumes entre le couple Lafargue et Engels éditée par Émile Bottigelli est du plus grand intérêt, parmi d'autres publications du même type : Paul et Laura Lafargue, Friedrich Engels, *Correspondances*, Paris, Éditions sociales, 1956-1959 ; Claude Mainfroy (ed.) *Marx, Engels et la Troisième République*, Paris, Éditions Sociales, 1984 ; *La naissance du Parti ouvrier français*, Paris, Éditions Sociales, 1981.

### *Œuvres de Guesde*

Le choix de textes de Claude Willard, limité à la période 1867-1882 (Jules Guesde, *Textes choisis 1867-1882*, Paris, Éditions Sociales, 1959) demeure une référence. La brochure de polémique *Les deux méthodes*, a été régulièrement rééditée (votre notre réédition au Passager Clandestin en 2014). Pour le reste, il faut se référer à des éditions anciennes. La plupart de ses textes sont désormais numérisés soit sur Gallica, soit sur le portail PANDOR de la Maison des Sciences de l'Homme de Bourgogne, et peuvent donc être facilement consultés. Nous ne mentionnons ici que la première édition des principaux ouvrages ; nombre d'entre eux ont été réédités par Bracke pendant l'entre-deux-guerres et après 1945. Pour une liste complète de ses brochures, y compris de quelques pages, on consultera la riche notice biographique de Justinien Raymond dans le Maitron. Pour un choix de textes de l'autre figure emblématique du guesdisme, voir Paul Lafargue, *Paresse et révolution*, Paris, Tallandier, 2009.

Nous indiquons ici les éditions consultées ; parfois la première édition s'est révélée introuvable.

- *Le Livre rouge de la Justice rurale : documents pour servir à l'histoire d'une République sans Républicains*, Genève, Imprimerie Blanchard, 1871.
- *Essai de Catéchisme socialiste*, Bruxelles, Librairie socialiste de Henri Kistemaeckers, 1878.
- *La République et les Grèves*, Paris, Imprimerie Adolphe Reiff, 1878.
- *Le Collectivisme devant la 10<sup>e</sup> Chambre* (affaire du congrès ouvrier international socialiste), Paris, Imprimerie Adolphe Reiff, 1878.
- *La Loi des salaires et ses conséquences*, Paris, A. Carbillat, 1881 (première édition 1879).
- *Collectivisme et Révolution*, Paris, Librairie des publications populaires, 1879.
- *Le Problème et la solution*, 1879 (édition consultée : Paris, Bibliothèque du Parti ouvrier, 1895).
- *Le Collectivisme au Collège de France*, Paris, 1883 (édition consultée : Paris, Bibliothèque du Parti ouvrier français, 1900).
- *Le Programme du Parti ouvrier, son histoire, ses considérants, ses articles*, par Jules Guesde et Paul Lafargue (Prison de Sainte Pélagie, 22 octobre 1883). Paris, 1883 (édition consultée : Lille, P. Lagrange, 1899).
- *Le Socialisme au jour le jour*, Paris, Giard et Brière, 1899.
- *Les Deux Méthodes, Conférence par Jean Jaurès et Jules Guesde à l'hippodrome lillois*, Lille, Bibliothèque du Parti ouvrier français, 1900.
- *Quatre ans de lutte de classe à la Chambre : 1893-1898*, Paris, G. Jacques, 1901, 2 vol.
- *Christianisme et socialisme : Conférence-controverse entre Jules Guesde et Marc Sangnier, faite à l'Hippodrome de Roubaix le 9 mars 1905*, Paris, Au Sillon, 1905.
- *Questions d'hier et d'aujourd'hui. Le réformisme bourgeois. Les syndicats et le parti socialiste. L'antimilitarisme et la guerre. La question agraire. La coopération.* Avant-Propos de Compère-Morel, Paris, Giard et Brière, 1911.
- *État, politique et morale de classe*, Paris, Giard et Brière, 1911.
- *En garde ! Contre les contrefaçons du socialisme, les mirages et la fausse monnaie des réformes bourgeoises. Polémiques* (Préface de Bracke), Paris, Jules Rouff, 1911.
- *Ça et là : de la propriété, la Commune, le Collectivisme devant la 10<sup>e</sup> Chambre, la question des loyers, les grands magasins*, Paris, Marcel Rivière, 1914.

## Principaux témoignages

- « L'héritage de Guesde dans le mouvement ouvrier français. Autour du livre de Claude Willard », *Démocratie nouvelle*, mars 1966.
- Marcel Cachin, *Carnets*, Paris, Éditions du CNRS, 1993, tomes 1 et 2.
- Gilles Candar (ed.), *Les souvenirs de Charles Bonnier. Un intellectuel socialiste européen à la Belle Époque*, Paris, Presses Universitaires du Septentrion, 2001.
- « Jules Guesde vu par Bracke », in Jules Guesde, *Pages choisies*, Cahier n° 6, supplément à *L'OURS* n° 7, janvier 1970.
- Marcelle Hertzog-Cachin, *Regards sur la vie de Marcel Cachin*, Paris, Éditions Sociales, 1980.
- Pierre Kropotkine, *Autour d'une vie. Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Éditions du Félin, 2008.
- Louis Lévy, *Comment ils sont devenus socialistes*, Paris, Éditions du Populaire, 1931 (rééd. Bruno Leprince, 2003).
- Christian Rakovsky, « Jules Guesde et le communisme », *L'Humanité*, 9 janvier 1923.
- Charles Rappoport, *Une vie révolutionnaire : 1883-1940, les mémoires de Charles Rappoport*, Paris, Éditions de la MSH, 1991.
- Dominique Schneidre, *Fortune de mère*, Paris, Fayard, 2001.

- Adéodat Compère-Morel, *Jules Guesde, le socialisme fait homme, 1845-1922*, Paris, Aristide Quillet, 1937.
- Marcel Sembat, *Les cahiers noirs 1905-1922*, Paris, Viviane Hamy, 2007.
- Alexandre Zévaès, *Jules Guesde 1845-1922*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1929.
- Alexandre Zévaès, « Jaurès et Guesde », *Revue de Paris*, juillet 1936, p. 79-111.

## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

### *Ouvrages généraux relatifs à l'histoire du socialisme*

- Wolfgang Abendroth, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, Paris, La Découverte, 2002 (1967).
- Marc Angenot, *Rhétorique de l'antisocialisme. Essai d'histoire discursive*, Laval, Presses de l'Université Laval (Québec), 2005.
- Marc Angenot, *Le marxisme dans les grands récits. Essai d'analyse du discours*, Paris-Laval, L'Harmattan-Presses de l'Université Laval (Québec), 2005.
- Sylvie Aprile, *Le siècle des exilés : bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, Éditions du CNRS, 2010.
- Paul Bénichou, *Le temps des prophètes*, Paris, Gallimard, 1977.
- Jean-Jacques Becker et Annie Kriegel, 1914. *La guerre et le mouvement ouvrier français*, Paris, Armand Colin, 1964.
- Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004 (2 volumes).
- Adeline Blaszkiewicz-Maison, *Albert Thomas. Le socialisme en guerre 1914-1918*, Rennes, PUR, 2015.
- Julien Chuzeville, *Fernand Lorient. Le fondateur oublié du Parti communiste*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- Gilles Candar, *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, PUR, 2007.
- Gilles Candar et Guy Dreux, *Une loi pour les retraites. Débats socialistes et syndicalistes autour de la loi de 1910*, Bordeaux, Le Bord de l'eau, 2010.
- Gilles Candar et Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014.
- Christophe Charle, *Naissance des intellectuels 1880-1900*, Paris, Éditions de Minuit, 1990.
- Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.
- Vincent Duclert, *Alfred Dreyfus. L'honneur d'un patriote*, Paris, Fayard, 2006.
- Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*. Paris, La Découverte, 2009.
- Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, 1972-1978 (4 volumes).
- Patricia van der Esch, *La Deuxième Internationale 1889-1923*, Paris, Marcel Rivière, 1957.
- Jean-Jacques Fiechter, *Le socialisme français : de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Genève, Droz, 1965.
- Georges Haupt, *Le congrès manqué*, Paris, Maspero, 1965.
- Georges Haupt, *L'historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980.
- François Jarrige et Emmanuel Fureix, *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle français*, Paris, La Découverte, 2015.
- Emmanuel Jousse, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du socialisme réformiste en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2017.
- Denis Lefebvre, *Guy Mollet le mal aimé*, Paris, Plon, 1992.

- Denis Lefebvre, *Socialisme et franc-maçonnerie. Le tournant du siècle (1880-1920)*, Paris, Bruno Leprince Éditeur, 2000.
- Georges Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1977.
- Laurent Marty, *Chanter pour survivre. Culture ouvrière, travail et techniques dans le textile à Roubaix, 1850-1914*, Lille, Fédération Léo Lagrange, 1982.
- Daniel Ligou, *Histoire du socialisme en France (1871-1961)*, Paris, Presses universitaires de France, 1962.
- Bernard Ménager, Jean-François Sirinelli, Jean Vavasseur-Desperriers (dir.), *Cent ans de socialisme septentrional, Actes du colloque de Lille, 3-4 décembre 1993*, Villeneuve-d'Ascq, Université de Lille III, 1995.
- Frédéric Monier, *Corruption et politique : rien de nouveau ?*, Paris, Armand Colin, 2011.
- Catherine Moulin, « L'affaire Dreyfus, un insoluble "rébus" pour les guesdistes », *Cahiers Jaurès*, n° 138, p. 19-30.
- Christophe Prochasson, *Les années électriques 1880-1910*, Paris, La Découverte, 1991.
- Charles Sowerwine, *Les femmes et le socialisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 1978.

## *Ouvrages sur Guesde et le guesdisme*

- Marc Angenot, *Jules Guesde et le marxisme orthodoxe*, Montréal, *Discours social*, vol. 18, 2003.
- I. B. Belkine, *Jules Guesde et la lutte pour un parti ouvrier en France*, Moscou, 1952.
- Andrée Collot, *Jules Guesde éducateur et organisateur du prolétariat*, Uzès, Inclinaison, 2010.
- Daniel Lindenberg, *Le marxisme introuvable*, Paris, 10/18, 1979.
- Leslie Derfler, *Paul Lafargue and the founding of French Marxism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- Leslie Derfler, *Paul Lafargue and the flowering of French marxism, 1882-1911*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.
- Maurice Dommanget, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Éditions rencontre, 1969.
- Jutta Seidel, *Deutsche Sozialdemokratie und Parti ouvrier 1876-1889. Politische Beziehungen und Theoretische Zusammenarbeit*, Berlin (RDA), Akademie Verlag, 1982.
- Robert Stuart, *Marxism at work. Ideology, Class and french Socialism during the third Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- Robert Stuart, *Marxism and National Identity. Socialism, Nationalism and National Socialism during the French Fin de Siècle*, Albany, State University of New York, 2006.
- Claude Willard, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905). Les guesdistes*, Paris, Éditions Sociales, 1965.
- Claude Willard, *Jules Guesde. L'apôtre et la loi*, Paris, Éditions ouvrières, 1991.
- Alexandre Zévaès, *De l'introduction marxisme en France*, Paris, Marcel Rivière, 1947.

## *Études, mémoires universitaires et notices*

Nous ne citons ici qu'une sélection d'articles. De manière générale les revues qui suivent contiennent d'importantes contributions traitant directement ou indirectement de Guesde ou du guesdisme : *Les Cahiers d'histoire*, *Le Mouvement Social*, *Cahiers Jaurès*, *L'OURS*, *Recherche socialiste*, *Le bulletin des Amis de Benoît Malon*, *Les Cahiers du mouvement ouvrier* ; la liste n'est pas exhaustive.

- *Annali della Fondazione Luigi Micheletti*, « Cher camarade » Sorel à Lanzillo, 1909-1921 », 1993-1994.



- Francis Arzalier, « Trois ans de journalisme militant en Languedoc : Jules Guesde à Montpellier », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 26, 1986, p. 49-74.
- Robert P. Baker, « Socialism in the Nord, 1880-1914 : A Regional View of the French Socialist Movement », *International Review of Social History*, 1967, p. 357-389.
- Samuel Bernstein « Jules Guesde, Pioneer of Marxism », *Science & Society*, 1-1940, p. 29-56.
- Jacqueline Cahen, « La réception de l'œuvre de Karl Marx par les économistes français (1871-1883) », *Mil-neuf-cent*, n° 1, 1994, p. 19-50.
- Gilles Candar, « Les guesdistes et l'Union sacrée », *Cahier et revue de l'OURS*, n° 205, mai-juin 1992.
- Gilles Candar et Christophe Prochasson, « Le socialisme à la conquête des terroirs », *Le Mouvement social*, n° 160, juillet-septembre 1992.
- Gilles Candar, « Jules Guesde, le combat manqué », *Mil neuf cent*, n° 11, 1993, p. 50-55.
- Gilles Candar, « Les dernières années de Jules Guesde », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 123, 1991, p. 12-15.
- Frédéric Cépède, « La SFIO des années 1905-1914 : construire le parti », *Cahiers Jaurès*, 1/2008, n° 187-188, p. 29-45.
- Frédéric Cépède et Éric Lafon, « Jaurès et Guesde, la mémoire et la trace », *Revue socialiste*, n° 55, juillet 2014, p. 103-114.
- Frédéric Cépède et François Lafon, « Guy Mollet, Albert Gazier, 1936-1946-1956-1966 : itinéraires croisés au prisme de l'histoire socialiste », *Recherches socialistes*, n° 74-75, janvier-juin 2016, p. 53-74.
- Vincent Chambarlhac, « L'Encyclopédie socialiste, une forme singulière pour une cause politique ? », *Genèses*, n° 57, 4/2004, p. 4-24.
- Vincent Chambarlhac, « L'orthodoxie marxiste de la SFIO : à propos d'une fausse évidence (1905-1914) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, Janvier-Mars 2011, p. 39-51.
- Fabien Conord et Matthieu Fulla, « Lucien Deslinières. Un socialiste utopique au XX<sup>e</sup> siècle ? », *Revue historique*, n° 674, avril 2015, p. 353-382.
- Paula Cossart et Julien Talpin, « Les Maisons du Peuple comme espaces de politisation. Étude de la coopérative ouvrière la paix à Roubaix (1885-1914) », *Revue française de science politique*, 4/2012.
- Victor Daline, « Le courant guesdiste était-il uni ? » in Victor Daline, *Hommes et idées*, Moscou, Éditions du Progrès, 1983, p. 170-196.
- Guillaume Davranche, « Pelloutier, Pouget, Hamon, Lazare et le retour de l'anarchisme au socialisme (1893-1900) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 110, 2009, p. 139-161.
- Philippe Deprey, *Jules Guesde député*, Maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Lille 3, octobre 1979.
- Leslie Derfler, « Reformism and Jules Guesde », *International Review of Social History*, vol XII, 1967, p. 66-80.
- Moira Donald, « Workers of the World Unite ? », dans Martin H. Geyer et Johannes Paulmann, *The Mechanics of Internationalism*, Oxford University Press, Londres, 2001, p. 160-180.
- Bernard Dougnac, *Paul Faure, biographie (1878-1960)*, Thèse de Bordeaux III, octobre 2006.
- Jean-Numa Ducange, « Jaurès, Guesde, « infiniment plus proches l'un de l'autre qu'on ne l'a cru de leur vivant » ? (Léon Blum) », *Cahiers Jaurès*, 3/2016, n° 221, p. 11-33.
- Jean Duma, « L'unité organique 1944-1946 », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, avril-juin 1974, p. 68-82.
- Jacques Julliard, « L'éternel guesdisme », *Critique*, novembre 1966.
- Joseph Genuzio, *Jules Guesde et Émile Zola, ou Le socialisme dans l'œuvre d'Émile Zola*. Bari, Levante, 1964.
- Marie-Louis Goergen, *L'influence du socialisme allemand dans la formation et l'évolution du Parti ouvrier français (guesdistes)*, Maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Paris 1, 1988.

- Marie-Louise Goergen, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la deuxième Internationale (1889-1914)*, Paris VIII, Thèse de doctorat d'histoire, 1998.
- Jean-Louis Gerena, « Un socialiste espagnol en France : Jose mesa et *L'Égalité* de Jules Guesde », *Études hispaniques* II, Travaux de l'Institut d'études hispaniques et portugaises de l'Université de Tours, Publications de l'Université de Tours, 1979, p. 103-122.
- Jacques Girault, *Le guesdisme dans l'unité socialiste (1905-1914)*, Diplôme d'Études Supérieures d'histoire contemporaine, Université de Paris 1, Paris, 1964.
- David Gordon, « Liberalism and Socialism in the Nord : Eugene Motte and republican Politics in Roubaix, 1898-1912 », *French History*, 3-1989, p. 312-343.
- Michel Launay, « Jaurès et Guesde d'après des documents inédits », n° 4, janvier-mars 1962, p. 10-13.
- Denis Lefebvre « Socialisme et franc-maçonnerie » dans Charles Porset (dir.), *Mélanges offerts à Daniel Ligou*, Paris, Honoré Champion, 1998, p. 251-292.
- Rémi Lefebvre, *Le socialisme saisi par l'institution municipale des années 1880 aux années 1980*, Thèse de doctorat, université de Lille, 2001.
- Rémi Lefebvre, « Le socialisme pris au jeu du territoire. L'ancrage de Jules Guesde à Roubaix » dans Bernard Dolez et Michel Hastings (dir.), *Le parachutage politique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 197-214.
- Pierre Muller « Jaurès et Guesde, deux interlocuteurs socialistes en 1900 », *Mots*, 1/1989, p. 53-65.
- Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 4/1984, p. 681-716.
- Justinien Raymond, « Jule Guesde », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* en ligne sur : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24411>
- Michelle Perrot, « Le premier journal marxiste français : *L'Égalité* de J. Guesde (1877-1883) », *L'Actualité de l'Histoire*, n° 28, juillet-septembre 1959.
- Stéphane Pirouelle, « L'Aube rouge » (1876-1914) : une racine libre-penseuse au guesdisme », *Recherches et études, Revue annuelle de l'IRELP*, n° 1/2013.
- Ernst H. Posse, *Der Marxismus in Frankreich 1871-1905*, Berlin, R. L. Prager, 1930.
- Madeleine Rebérioux, « Le guesdisme », *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, n° 50, 1973.
- Madeleine Rebérioux, « Guesdisme et culture politique : recherches sur *L'Encyclopédie socialiste* de Compère-Morel », in *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1976, p. 209-227.
- Madeleine Rebérioux, « Jules Guesde (1845-1922) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 4 novembre 2016. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/jules-guesde/>
- Étienne Rouannet, « Gustave Rouanet, un publiciste et parlementaire socialiste face à l'émergence de l'antisémitisme français (1885-1895) », *Cahiers Jaurès*, 3/2016, p. 57-84.
- Robert Stuart, « Gendered Labour in the Ideological Discourse of French Marxism : The Parti Ouvrier Français 1882-1905 », *Gender and History*, 1/1997, p. 107-129.
- Jean Vigreux, « Le comité d'entente socialiste-communiste » dans Serge Bernstein, Frédéric Cépède, Gilles Morin, Antoine Prost (dir.), *Le Parti socialiste entre Résistance et République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 189-190.
- Marc Vuilleumier, « Benoît Malon et l'exil en Suisse » dans Claude Latta, Marc Vuilleumier et Gérard Gâcon (dir.), *Du Forez à La Revue socialiste : Benoît Malon (1841-1893)*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2000, p. 41-70.
- Marie Ymonet, « Les héritiers du Capital », *Actes de la recherche en sciences sociales*, novembre 1984, p. 3-14.

# *Remerciements*

Merci en tout premier lieu à l'audacieux Vincent Duclert : publier une biographie de Jules Guesde à côté de Périclès, De Gaulle, Mendès France... n'avait rien d'évident.

À Corinne Ergasse aussi, pour sa disponibilité et son grand professionnalisme.

Ce livre doit beaucoup à de nombreux échanges. Que soient chaleureusement remerciées ici les personnes suivantes qui m'ont fourni, chacune à leur manière, des références, des conseils, parfois simplement des impressions à propos de cette énigmatique figure qu'est Jules Guesde : Julien Chuzeville, Thierry Merel, Sebastien Budgen, Alexis Corbière, Gilles Morin, Frédéric Cépède, Michel Prat, Jean-Pierre Brard, Vincent Chambarlhac, Pierre Boichu, Jean-Marc Schiappa, Michel Maso, Serge Wolikow, Charles Silvestre, Patrick Le Hyaric, Claude Willard, Catherine Moulin, Jacqueline Lalouette, Xu Juezai, Li Qiqing. Merci également aux membres du projet Eurosoc Normandie. Un remerciement tout particulier au président Candar, relecteur attentif, jaurésien de cœur et d'esprit, guesdiste à ses heures perdues... À Serge Grosset, aussi, pour sa magnifique écoute.

À Charles-Numa, amateur de biographies historiques, qui aurait sûrement apprécié d'en lire une écrite par un Numa.

Pour Roza, si attentive à tout, sans qui rien ne serait possible.

# *Index*

## **A**

Abdul Hamid 106  
Adler, Victor 117, 118, 144, 236  
Agutte, Georgette 181  
Alexis, Paul 50  
Allemane, Jean 86, 105, 117  
Althusser, Louis 197, 240  
Andler, Charles 52  
Angenot, Marc 133, 198, 205, 228, 235, 240, 241  
Anselle 50  
Armand, Inès 163  
Auclert, Hubertine 36

## **B**

Babeuf, Gracchus 81  
Bakounine, Mikhaïl 207  
Basly 55  
Bauer, Otto 197  
Bazile, Jules (Jules Guesde) 13, 15  
Bebel, August 27, 28, 58, 60, 77, 86, 117, 118, 119, 126, 144, 236  
Becker, Jean-Philippe 150  
Bedouce, Albert 161  
Belkine, I. B. 190, 210, 239  
Bergounioux, Alain 199, 240  
Bernstein, Eduard 52, 58, 59, 107, 108, 116, 185, 229, 233  
Bernstein, Samuel 40, 186, 209, 228, 239  
Bismarck, Otto von 30, 58, 61  
Blanc, Louis 13, 17, 104, 226  
Blanqui, Auguste 22, 31, 39  
Blum, Léon 5, 169, 172, 179, 182, 183, 185, 188, 196, 199  
Bonnier, Charles 54, 56, 63, 64, 67, 83, 86, 89, 97, 99, 128, 132, 138, 172, 229, 230, 232, 234, 235  
Bourdieu, Pierre 11, 225  
Bourgeois, Léon 86  
Boyer, Antide 136  
Bracke (A.-M. Desrousseaux, dit) 44, 48, 54, 63, 64, 77, 117, 124, 132, 133, 136, 143, 150, 151, 154, 159, 161, 165, 168, 169, 170, 172, 173, 179, 180, 183, 188, 189, 191, 195, 210, 228, 229, 230, 231

Briand, Aristide 106, 155  
Brizon, Pierre 143, 161, 162, 236  
Brousse, Paul 16, 41, 59, 131, 229  
Bruhat, Jean 192  
Buber, Martin 205

## C

Cachin, Marcel 42, 56, 115, 117, 125, 140, 143, 161, 165, 166, 167, 169, 170, 173, 177, 183, 185, 187, 191, 193, 198, 210, 236, 238, 239  
Caillaux, Joseph 132  
Candar, Gilles 99, 202, 223, 225, 230, 233, 234, 235, 236, 237  
Capus, Alfred 155, 237  
Carette, Henri 45, 71, 112  
Cartier, Joseph 160  
Cavaignac, Eugène 15, 207  
Cépède, Casimir 188, 189, 239  
Chapuis, Robert 197, 240  
Chevènement, Jean-Pierre 196  
Clemenceau, Georges 114, 130, 134, 136, 165  
Compère-Morel, Adéodat 10, 52, 61, 96, 129, 135, 145, 146, 154, 156, 161, 165, 171, 183, 184, 209, 225, 226, 227, 229, 230, 236, 237, 238  
Constans, Ernest 93  
Constantini, Mathilde 23, 207

## D

Daline, Victor 190, 235, 237, 239  
Debierre 87  
De Gaulle, Charles 192, 223  
De Léon 117  
Delory, Gustave 56, 86, 109, 116, 137, 168, 229  
Deschamps 74, 76  
Deslinières, Lucien 141, 193, 209, 236  
Destrée, Jules 161  
Deville, Gabriel 25, 29, 30, 53, 54, 74, 86, 98, 104, 227, 233  
Dézamy, Théodore 22  
Dommanget, Maurice 226, 227  
Dormoy, Jean 45, 55, 56, 193, 229  
Dormoy, Marx 172, 193  
Doumergue, Gaston 137  
Dreyfus, affaire 7, 10, 94, 95, 96, 101, 102, 103, 110, 120, 121, 131, 137  
Dreyfus, Alfred 95, 98, 99, 104, 108, 110, 131, 208  
Drumont, Édouard 78, 97, 100  
Dubreuilh, Louis 137  
Duclos, Jacques 187, 192, 193, 239  
Duc-Quercy, Antoine 55  
Dumas, Charles 158, 159, 237

## E

Edwards, Alfred [106](#)

Eisner, Kurt [167](#)

Engels, Friedrich [26](#), [29](#), [30](#), [39](#), [48](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [58](#), [59](#), [60](#), [62](#), [63](#), [75](#), [83](#), [85](#), [86](#), [99](#), [107](#), [118](#), [150](#), [156](#), [159](#), [160](#), [167](#), [183](#), [185](#), [186](#), [189](#), [205](#), [208](#), [213](#), [227](#), [229](#), [230](#), [231](#), [232](#)

## F

Faure, Paul [115](#), [116](#), [117](#), [130](#), [140](#), [161](#), [168](#), [170](#), [174](#), [179](#), [181](#), [183](#), [185](#), [234](#), [239](#)

Ferry, Jules [49](#)

Feuerbach, Ludwig [66](#), [90](#)

Fortin, Édouard [54](#), [172](#), [229](#)

Fourier, Charles [13](#), [26](#)

Fournière, Eugène [33](#), [133](#), [235](#)

Fréville, Jean [177](#), [238](#)

## G

Galliffet, Gaston de [102](#), [104](#)

Gambetta, Léon [18](#), [96](#)

Genuzio, Joseph [228](#), [229](#), [234](#), [238](#)

Ghesquière, Henri [129](#)

Girault, Jacques [7](#), [138](#), [194](#), [210](#), [225](#), [235](#)

Grados de Petit-Pierre, Pierre [146](#)

Gramsci, Antonio [197](#)

Grimpe, Hermann [59](#)

Grunberg, Gérard [199](#), [240](#)

Guesde, Léo [23](#), [126](#), [171](#), [234](#), [238](#)

Guesde, Louise [23](#)

Guesde, Mario [23](#), [35](#), [127](#), [233](#)

Guesde, Mathilde [64](#)

Guillaume, James [20](#), [21](#), [226](#)

Guizot, François [14](#)

## H

Herbaut, Pierre [189](#)

Hervé, Gustave [136](#), [137](#), [153](#), [160](#), [236](#)

Hirsch, Karl [28](#), [29](#), [59](#), [212](#), [227](#)

Höchberg, Karl [28](#)

Hollande, François [5](#)

Hugo, Victor [14](#), [15](#), [16](#), [225](#)

Hyndman, Henry [144](#)

## I

Iglesias, Pablo [30](#), [77](#), [117](#)

## J

Jaurès, Jean 5-6, 8, 10, 39, 49, 53, 65, 66, 78, 84, 85, 86, 87, 88, 90, 94, 98, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 124, 125, 128, 131, 133, 134, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 147, 149, 152, 153, 163, 165, 168, 169, 170, 173, 174, 177, 178, 179, 180, 182, 183, 184, 187, 188, 189, 192, 193, 196, 197, 198, 199, 202, 203, 208, 209, 210, 225, 228, 230, 232, 233, 234

Joffrin, Jules 41, 59

Jouhaux, Léon 181

Julliard, Jacques 195, 238, 240

## K

Kautsky, Karl 63, 89, 99, 102, 107, 108, 113, 117, 118, 119, 144, 185, 230, 234, 236

Keir Hardie, James 151, 209

Korsch, Karl 185, 186, 239

Kracauer, Siegfried 11, 225

## L

Lachâtre, Maurice 24

Lafargue, Paul et Laura 7, 25, 27, 30, 34, 36, 41, 47, 51, 54, 57, 58, 61, 62, 72, 74, 75, 76, 78, 84, 85, 89, 90, 97, 101, 103, 104, 106, 113, 114, 130, 136, 137, 138, 139, 168, 173, 174, 182, 190, 193, 194, 202, 207, 209, 213, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 240

Lagardelle, Hubert 53, 114

Lagrange, Léo 193, 203, 240

Lanzillo, Agostino 140, 236, 238

Larguier, Léo 135, 235

Lassalle, Ferdinand 28, 31, 40, 196

Laura, Lafargue (née Marx) 25, 54

Laurent, Augustin 189, 239

Lavigne, Raymond 56, 57, 93, 165, 229, 237

Lebas, Jean 132, 143, 151, 161, 181

Lefebvre, Henri 128

Légitimus, Hégésippe Jean 89

Le Guen, Jean-Marie 5, 225

Lénine 22, 145, 163, 165, 168, 170, 171, 176, 196, 226

Leroy-Beaulieu, Paul 80

Liebknecht, Wilhelm 27, 28, 58, 59, 60, 61, 72, 98, 99, 101, 103, 104, 106, 110, 144, 227, 229, 230, 233

Lindenberg, Daniel 196, 240

Lombard, Jean 33

Longuet, Edgar 184

Longuet, Jean 117, 161, 168, 173

Longuet, Karl-Jean 184, 209

Loriot, Fernand 164, 171

Lorris, Jean 146

Loukine, Nikolai 184, 190

Luquet, Alexandre 164

Luxemburg, Rosa 99, 102, 107, 108, 117, 141, 144, 145, 180, 233, 236

## M

MacDonald, Ramsay 117  
Mac Mahon, Patrice de 24, 28, 29  
Malon, Benoît 20, 35, 36, 41, 43, 53, 59, 66, 228, 230  
Martov, Julius 144  
Marty, André 173  
Marx, Karl 7, 10, 15, 20, 21, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 34, 35, 36, 39, 40, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 53, 54, 59, 63, 79, 83, 87, 99, 101, 113, 114, 118, 137, 144, 146, 171, 180, 183, 184, 186, 189, 191, 196, 197, 205, 207, 208, 213, 227, 229, 234  
Mauroy, Pierre 203  
Mayer, Gustav 184, 185  
Méline, Jules 80, 84, 86  
Mendès France, Pierre 197, 223  
Merrheim, Alphonse 128, 163, 164, 165, 237  
Mesa, José 29, 30, 227  
Michel, Louise 39, 55  
Michels, Robert 143  
Millerand, Alexandre 76, 86, 98, 102, 103, 105, 106, 107, 108, 110, 111, 112, 115, 121, 154, 170, 208  
Mitterrand, François 192, 195, 196, 197, 203  
Mollet, Guy 5, 180, 188, 189, 192, 193, 195, 197, 198, 240  
More, Thomas 26  
Motte, Eugène 91, 92, 112, 126, 127  
Mussolini, Benito 161, 237

## N

Naessens 74, 76  
Napoléon I<sup>er</sup> 15  
Napoléon III 15, 16, 17, 22, 23

## O

Oriol, Henri 29  
Osmin, Léon 56, 172, 181, 182, 192, 239  
Osmin, Mireille 56, 192, 193, 206, 229, 241

## P

Pannekoek, Anton 144, 236  
Pédron 55  
Péguy, Charles 99  
Peillon, Vincent 5, 225  
Pelloutier, Fernand 184, 232  
Perrot, Michèle 7, 25, 93, 191, 226  
Piette, Jacques 192  
Piette, Jean-Jacques 147, 192, 193, 194, 236  
Plekhanov, Georges 22, 60, 61, 77, 99, 117, 144  
Poincaré, Raymond 155, 209, 237  
Posse, Ernst H. 184, 185, 186, 239



Pouget, Émile [87](#), [88](#), [232](#)  
Pressemane, Adrien [161](#)  
Protot [57](#)  
Proudhon, Joseph [13](#), [15](#), [184](#), [197](#)

## Q

Quillet, Aristide [146](#)

## R

Rakovsky, Christian [61](#), [77](#), [144](#), [158](#), [159](#), [162](#), [176](#), [229](#), [237](#), [238](#)  
Ramette, Arthur [175](#), [192](#), [193](#), [238](#)  
Rappoport, Charles [105](#), [114](#), [134](#), [138](#), [144](#), [178](#), [233](#), [234](#), [235](#), [238](#)  
Raspail, François-Vincent [31](#)  
Rebérioux, Madeleine [74](#), [128](#), [146](#), [192](#), [193](#), [194](#), [201](#), [202](#), [231](#), [232](#), [234](#), [236](#), [240](#)  
Renard, Victor [139](#)  
Renaudel, Pierre [117](#), [153](#), [166](#)  
Ricaud [158](#), [237](#)  
Robespierre, Maximilien de [81](#)  
Rocard, Michel [196](#), [197](#), [199](#), [210](#)  
Roche, Ernest [55](#)  
Roland-Holst, Henriette [144](#)  
Roland, Lucien [143](#), [161](#), [166](#)  
Roldes, Maxence [106](#), [233](#)  
Rosmer, Alfred [163](#), [237](#)  
Rothschild, famille [97](#)  
Rouanet, Gustave [16](#), [112](#), [226](#)

## S

Saint-Fargeau, Louis-Michel Lepeltier de [81](#)  
Saint-Simon, Claude-Henri de Rouvroy, comte de [13](#)  
Salengro, Roger [203](#)  
Sangnier, Marc [126](#)  
Schneidre, famille [64](#), [230](#), [232](#), [234](#), [238](#)  
Schneidre, Madame [64](#)  
Sembat, Marcel [77](#), [131](#), [135](#), [154](#), [155](#), [165](#), [174](#), [181](#), [235](#), [237](#), [241](#)  
Soboul, Albert [11](#)  
Sorel [236](#)  
Sorel, Georges [53](#), [114](#), [140](#), [176](#), [185](#), [238](#)  
Sorge, Friedrich Adolph [227](#)  
Souvarine, Boris [171](#), [186](#), [212](#)  
Staline, Joseph [160](#), [237](#)  
Stuart, Robert [51](#), [202](#), [205](#), [210](#), [228](#), [229](#), [233](#), [241](#)

## T

Tchernychevski, Nikolai [22](#)  
Thomas, Albert [155](#), [158](#), [165](#)

Thorez, Maurice [177](#), [187](#), [191](#), [192](#), [240](#)  
Trotsky, Léon [162](#), [170](#), [196](#), [237](#)  
Tsipras, Alexis [5](#)

## V

Vaillant-Couturier, Paul [178](#)  
Vaillant, Édouard [53](#), [66](#), [78](#), [86](#), [90](#), [101](#), [102](#), [104](#), [105](#), [111](#), [112](#), [117](#), [119](#), [133](#), [135](#), [137](#), [138](#), [139](#),  
[142](#), [145](#), [151](#), [152](#), [153](#), [154](#), [168](#), [169](#), [170](#), [174](#), [203](#), [208](#), [209](#)  
Valette, Aline [65](#), [104](#)  
Vallès, Jules [31](#), [48](#), [208](#)  
Valls, Manuel [203](#)  
Van Beveren [50](#)  
Vandervelde, Émile [117](#), [118](#)  
Varlin, Eugène [184](#)  
Vérecque, Charles [142](#), [236](#)  
Vienne [74](#), [76](#)  
Villermé, Louis René [13](#), [14](#), [225](#)  
Viviani, René [154](#), [155](#)  
Vogt, docteur [145](#)  
Vollmar, Georg von [103](#), [233](#)  
Voltaire [26](#)

## W

Waldeck-Rousseau, Pierre [102](#), [106](#), [208](#)  
Weber, Max [9](#)  
Willard, Claude [6](#), [33](#), [92](#), [190](#), [191](#), [192](#), [193](#), [194](#), [195](#), [202](#), [210](#), [212](#), [223](#), [225](#), [226](#), [227](#), [229](#), [232](#), [233](#),  
[239](#), [240](#)

## Z

Zetkin, Clara [59](#), [89](#), [144](#), [170](#)  
Zévaès, Alexandre [85](#), [134](#), [175](#), [225](#), [226](#), [232](#), [233](#), [234](#), [235](#), [236](#), [238](#)  
Zola, Émile [48](#), [50](#), [95](#), [96](#), [98](#), [229](#)

# *Table des matières*

## Avant-propos

Comprendre Guesde en son temps  
Guesde, le premier des guesdistes  
Les multiples figures de Guesde

## 1. « L'apôtre du quatrième État » (1845-1880)

Le radical de Montpellier  
L'anarchiste exilé  
L'auteur d'un nouveau catéchisme  
Le journal : L'Égalité  
Aides et fréquentations étrangères  
Naissance du Parti ouvrier  
« L'immortel congrès » de 1879  
Le premier programme

## 2. « Le génie de la simplification ». Guesde, fondateur du premier Parti socialiste (1880-1893)

Vers un nouveau parti  
L'orateur  
Face à « l'État bourgeois »  
Le journaliste  
Guesde, « marxiste » ?  
L'implantation guesdiste  
Guesde et la nouvelle Internationale  
Amitiés et intimité  
Le chemin des institutions

## 3. « Le glacial frisson de l'irréconciliable ». Guesde au Palais-Bourbon (1893-1898)

Roubaix, « Manchester français », citadelle du socialisme  
La conquête  
Le socialisme à l'Assemblée  
Guesde pragmatique ?  
Encore et toujours : structurer le courant

La défaite inattendue  
Les fragilités d'un courant  
La traversée du désert ?

#### 4. « Enfin nous avons tranché la corde ». L'homme des refus (1898-1905)

Le choix de l'intransigeance  
Le « ministérialisme » et l'échec de l'unité  
Une affaire internationale  
Jaurès, Guesde : deux méthodes  
Une nouvelle organisation : le Parti socialiste de France  
Amsterdam : une victoire à la Pyrrhus ?  
Guesde opportuniste ?

#### 5. « Je suis resté un insurgé ». Guesde dans le parti unifié (1905-1914)

« Un parti de classe »  
De retour à l'Assemblée  
Convergences et divergences  
Déclin et sclérose  
Les combats perdus  
Une force persistante

#### 6. « Lui absent ce n'est plus cela (...) » Guesde ministre et gardien de l'unité (1914-1922)

La force tranquille  
Le ralliement  
Combattre « l'impérialisme prussien »  
Les guesdistes... contre Guesde ?  
Vers la scission : Lénine, entre Jaurès et Guesde  
La fin  
L'adieu à Guesde : l'hommage partagé

#### 7. « L'éternel guesdisme » Héritages et empreintes du prophète

Le respect du précurseur : Guesde et les premiers communistes  
Le respect du « vieux » chez les socialistes  
1936 : Guesde-Jaurès et le Front Populaire  
Vu d'ailleurs : premières recherches  
Lendemain de guerre : retour au POF ?  
Entre histoire et politique  
Stigmatisation de Guesde  
Socialistes et communistes, tous guesdistes ?

#### Conclusion. Guesde dans l'histoire

La mémoire discrète

Épilogue. « Quelle belle restitution d'énergies dogmatiques »

Chronologie

Bibliographie

Remerciements

Index